

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DE L'ADAMAOUA

DEPARTEMENT DU MBERE

COMMUNE DE MEIGANGA



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

ADAMAWA REGION

MBERE DEPARTMENT

MEIGANGA COUNCIL

B.P. 41 Meiganga

P.O Box: 41 Meiganga

PLAN COMMUNAL DE DÉVELOPPEMENT (PCD) DE MEIGANGA



Réalisé avec l'appui de :



Novembre 2013

Sommaire

<i>Résumé</i>	<i>III</i>
<i>Sigles et abréviations</i>	<i>VIII</i>
<i>Liste des figures</i>	<i>IX</i>
<i>Liste des photos</i>	<i>IX</i>
<i>Liste des tableaux</i>	<i>IX</i>
<i>Fiche signalétique de la Commune</i>	<i>XIII</i>
<i>1. INTRODUCTION</i>	<i>1</i>
<i>2. MÉTHODOLOGIE</i>	<i>4</i>
<i>3. RÉSULTATS DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF</i>	<i>12</i>
<i>4. PLANIFICATION STRATEGIQUE</i>	<i>138</i>
<i>5. PROGRAMMATION</i>	<i>219</i>
<i>6. MÉCANISME DE SUIVI-ÉVALUATION</i>	<i>306</i>
<i>7. PLAN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD</i>	<i>316</i>
<i>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</i>	<i>320</i>
<i>RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES</i>	<i>322</i>
<i>ANNEXE</i>	<i>326</i>
<i>APPROBATION</i>	<i>340</i>

Résumé

1. Objectif global du PCD

En tant qu'instrument d'orientation stratégique, le PCD traduit la vision, et les ambitions, politique économiques et sociale du Conseil Municipal et des populations. Ainsi, il a pour but de **ressortir** les aspirations des populations de la commune et celles du conseil municipal à court et moyen terme ainsi que les moyens et mesures que la commune compte mettre en œuvre pour **assurer** le bien-être des populations.

La volonté de développer la Commune d'Arrondissement de Meiganga intègre cinq objectifs globaux notamment :

- identifier et planifier les actions à mettre en œuvre pour rendre plus opérationnel l'institution communale ;
- identifier les actions à entreprendre pour booster les différents secteurs de développement dans la Commune ;
- mettre en place un cadre de concertation publique - privée pour la mise en œuvre et le suivi-évaluation des activités inscrites dans le PCD ;
- réduire la pauvreté et la sous-scolarisation à un niveau socialement acceptable ;
- mettre en place une stratégie en vue de mobilisation des partenaires techniques et financiers pour la réalisation des projets identifiés dans le PCD.

2. Contexte et justification

Le présent document (PCD de la commune de Meiganga) est élaboré dans un contexte caractérisé par une stagnation du secteur économique au niveau communal, une vision ambitieuse d'émergence à l'horizon 2035 au niveau national, la crise centrafricaine avec un afflux important des réfugiés dans l'espace communal dans un contexte sous régional et par des changements climatiques au niveau mondial.

Il se présente, en conséquence, comme :

- un cadre intégré de développement ;
- un cadre de cohérence financière. ;
- un cadre de coordination de l'action communale et des appuis extérieurs ;
- un cadre de consultation et de concertation avec la société civile, le secteur privé et les partenaires au développement ;
- un cadre d'orientation des travaux analytiques pour éclairer la gestion du développement.

3. Méthodologie

Le PCD de la commune de Meiganga, en cours, respecte les différentes importantes étapes de planification à savoir la préparation du processus, et les diagnostics (DIC, DEUG, DPNV). Les étapes de planification et de programmation des ressources sont déjà envisagées.

4. Grands défis sectoriels

La mise en œuvre du DSRP par l'État camerounais n'a pas apporté de changements notoires dans le quotidien des populations de la commune de Meiganga. Ces dernières continuent de faire face à de nombreux défis qui de

plus en plus entrave leur bien-être. A cela s'ajoute la crise centrafricaine qui induit une demande de plus en plus accru en infrastructures social et en aliment. De ce fait, Les principaux défis à relever dans la Commune est le passage à une production rurale semi-intensive et industrielle qui permettra :

- d'assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaire
- de diversifié l'activité économique au sein de la commune en mettant en œuvre des mécanismes d'incitation à l'investissement industrielle
- de créer un marché compétitif pour les filières extraverties.

5. Stratégie de croissance

5.1. Développement des infrastructures

Convaincu du rôle moteur des infrastructures dans la facilitation des échanges et la promotion d'une croissance forte et durable par la compétitivité que leur bonne qualité génère, la Commune entend investir massivement dans les infrastructures au cours de la période de mise en œuvre du PCD.

➤ **Énergie**

À travers la réalisation des programmes d'entretien, de réhabilitation et de développement de la capacité énergétique, la Commune compte progressivement résorber le déficit énergétique. soit un coût total estimé à 664 000 000 Fcfa pour juste déterminer dans un premier temps le coût des travaux.

➤ **Eau et assainissement**

L'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement de base en milieu rural est limité. La Commune entend, par conséquent, améliorer cette situation en portant à 75% le taux d'accès à l'eau potable ; et, pour cela, elle devra:

- réhabiliter les infrastructures existantes ;
- réaliser des extensions du réseau d'adduction d'eau existant qui n'a pas suivi le rythme d'expansion urbain et démographique.

Le coût actuelle des reformes est estimé à 1 195 217 000 FCFA

➤ **Bâtiment et Travaux Publics**

Dans le sous-secteur routier, les orientations stratégiques à moyen et long termes sont cohérentes avec le scénario ambitieux du Plan Directeur Routier (PDR) et la stratégie sectorielle élaborés. Les opérations d'entretien routier et le bitumage de la de la Nationale N° 1 et du réseau viaire en cours vont permettre d'améliorer nettement le niveau de service grâce à la mise en place d'une stratégie pertinente d'intervention. Le montant actuel dévolu aux études de faisabilité et à la réalisation de quelques projets prioritaires dans ce secteur est estimé à environ 433 412 500 Fcfa.

➤ **Transports**

La Commune mettra l'accent sur l'aménagement de nouvelles infrastructures qui accompagneront les projets prioritaires porteurs de croissance. Il s'agira principalement de :

- l'aménagement d'une gare routière dans la ville de Meiganga ;
- l'aménagement des aires de stationnement pour gros porteurs à Nandéké, Babongo et Daboloy;
- l'organisation du secteur de transport en Taxi et Moto-taxi.

Les dépenses chiffrées pour atteindre ces objectifs sont estimées à 432 335 000 fcfa.

➤ **Technologies de l'Information et de la Communication**

Pour des investissements estimés à environ 409 447 500 FCFA, Les objectifs stratégiques du domaine des télécommunications/TIC seront de :

- doter la Commune de moyens de télécommunications moderne ;
- favoriser l'accès des populations de la Commune à internet à haut débit.

➤ **Infrastructures de développement urbain et de l'habitat**

Le défi dans ce domaine est non seulement de maîtriser le développement de la Commune de Meiganga et d'en faire un centre de production et de consommation nécessaire à l'essor du secteur industriel, mais également de promouvoir l'émergence des agglomérations périphériques, le développement des gros villages capables de structurer les activités économiques dans l'espace urbain et de concourir au développement des zones rurales environnantes. Pour atteindre ces objectifs, quatre stratégies ont été identifiées :

- l'entretien et la réhabilitation des infrastructures de communication ;
- l'amélioration de l'accès aux services urbains de base ;
- la maîtrise de l'occupation du sol.

Afin d'atteindre ces objectifs, les moyens nécessaires pour l'élaboration des plans d'actions réalistes est estimé à 429 950 000 Fcfa.

➤ **Gestion domaniale**

Le PCD a pour ambition de développer les objectifs ci-après :

- lever la contrainte foncière pour faciliter le développement des infrastructures et améliorer le climat des affaires ;
- rationaliser l'allocation des ressources foncières et améliorer la gouvernance du patrimoine communal ;
- renforcer les capacités des administrations en charge des domaines, des affaires foncières et du patrimoine de l'État.

Pour atteindre ces objectifs, environ 35 805 000 Fcfa sont nécessaires.

5.2. Modernisation de l'appareil de production

➤ **Secteur rural**

Le PCD vise à lancer un vaste programme d'accroissement de la production agricole et pastoral en vue de satisfaire non seulement les besoins alimentaires des populations, mais également des agro-industries. Dans ce cadre, il procédera à la modernisation de l'appareil de production. Il s'agira de :

- rendre accessible et disponible les facteurs de production, notamment la terre, l'eau et les intrants agricoles ;
- promouvoir l'accès aux innovations technologiques à travers, notamment, le renforcement de la liaison recherche/vulgarisation ;
- développer la compétitivité des filières de production.

Ces actions seront accompagnées par une activité de désenclavement des bassins de production pour permettre le plein épanouissement des plantations et productions paysannes. Les moyens nécessaires pour atteindre ces objectifs sont estimés à 4 412 677 500 Fcfa.

➤ **Exploitation minière**

Les objectifs poursuivis dans le secteur visent à favoriser et à encourager la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales nécessaires au développement économique et social de la Commune. Afin de valoriser le potentiel minéral existant, l'exécutif municipal entend notamment mettre en place des organisations d'exploitants miniers, aménager les voies conduisant aux gisements miniers de la Commune. L'enveloppe nécessaire à l'atteinte de ces objectifs est estimée à 10 972 500 Fcfa.

➤ **Artisanat et économie sociale**

L'objectif de la Commune est d'améliorer la performance et la rentabilité de l'économie sociale. À ce titre, elle s'engage à promouvoir l'entrepreneuriat collectif, de groupe, comme l'une des stratégies fiables par la création et l'épanouissement d'organisations, d'entreprises de l'économie sociale viables permettant de lutter efficacement contre la pauvreté tout en promouvant la croissance économique. De plus, la Commune est résolue à rendre l'artisanat plus attractif à travers l'appui à l'organisation et à la structuration du secteur et le renforcement des capacités des artisans. Les montants estimés pour l'atteinte de ces objectifs sont estimés à 672 325 500 FCFA.

5.3. Développement humain

Les stratégies de développement du secteur social permettront, non seulement d'améliorer les conditions de vie des populations, mais aussi de disposer d'un capital humain solide, capable de soutenir la croissance économique. Ainsi, l'exécutif communal va poursuivre la réalisation des investissements en faveur des différentes catégories sociales, dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la formation professionnelle avec une attention particulière pour les jeunes et les femmes, ainsi que pour l'encadrement et la prise en charge des autres groupes socialement fragilisés.

➤ **Éducation et formation professionnelle**

La Commune entend mettre un accent sur la formation du capital humain à travers :

- un enseignement fondamental de qualité couvrant le cycle primaire et le premier cycle du secondaire,
- un enseignement secondaire de deuxième cycle de qualité reposant sur un équilibre dynamique entre l'enseignement général et l'enseignement technique, et préparant aux études supérieures dans les filières prioritaires pour le développement local,
- une formation professionnelle reposant sur un dispositif modernisé et considérablement renforcé pour pouvoir dispenser aux élèves sortant des cycles d'enseignement fondamental et secondaire un paquet solide de connaissances axées sur la maîtrise des savoir, savoir-faire et savoir-être requis sur le marché de l'emploi et préparant les bénéficiaires à la création d'emplois

Les actions visant le développement de l'éducation et de la formation professionnelle concernent :

- l'amélioration de l'accès à l'éducation de base ;
- l'amélioration de la qualité des conditions de travail des enseignants ;

L'accroissement et la maintenance des infrastructures scolaires. De même que dans le domaine de la santé, la Commune, tout en poursuivant la couverture scolaire veillera à une gestion rationnelle et efficace quant à l'implantation des écoles dans des sites viabilisés bénéficiant d'autres services (eau, énergie, structures sanitaires, téléphone) pour permettre au personnel enseignant de pouvoir travailler dans des conditions acceptables. Les investissements nécessaires pour l'atteinte de ces objectifs se chiffrent à environ 9 615 548 250 Fcfa pour l'éducation de base, 3 253 777 300 FCFA pour l'enseignement secondaire, 1 504 965 000 FCFA en enseignement supérieur et 64 102 500 FCFA pour la formation professionnelle.

➤ **Santé**

L'amélioration de l'état de santé des populations demeure à la fois un objectif de développement social et de croissance économique. L'objectif sera atteint à travers la mise en œuvre de la stratégie sectorielle actualisée de la santé et en conformité avec les OMD. Cette stratégie vise essentiellement l'accès universel aux services et soins de santé de qualité à travers

l'amélioration de l'offre et le financement de la demande. Les objectifs sont de réduire la charge morbide chez les pauvres et les populations les plus vulnérables, de réduire la prévalence du VIH/SIDA ainsi que le taux de décès associé au paludisme. Le déroulement de cette stratégie se fera à travers quatre domaines d'intervention:

- santé de la mère, de l'adolescent et de l'enfant ;
- lutte contre les maladies ;
- promotion de la santé ;
- viabilisation du district de santé.

L'enveloppe nécessaire pour l'atteinte de ces objectifs est estimée à 726 872 500 FCFA.

➤ **Genre**

Pour la promotion du genre, la Commune va poursuivre la sensibilisation des parents et de la communauté pour permettre à la jeune fille de bénéficier des mêmes conditions d'accès à l'éducation. Dans le même souci, les communautés veilleront à une représentativité équitable des filles dans tous les secteurs de la vie de tous les jours. Les investissements et réalisations nécessaires pour y parvenir sont estimés à 676 252 500 Fcfa.

➤ **Protection sociale**

La Commune entend, à travers la mise en œuvre du PCD, améliorer l'accès des populations aux services de la sécurité sociale et communiquer suffisamment sur la nécessité d'une organisation des employés ainsi que sur la nécessité de les assurer. Les couches vulnérables, la petite enfance et les changements climatiques feront partie des préoccupations de la Commune en relation avec la protection sociale. l'enveloppe estimé pour l'atteinte de ces objectifs s'élève à environ 560 175 000 Fcfa.

➤ **Sécurité social et civile**

Tant il est vari que le travail éloigne de nous divers maux, l'exécutif communal vise à réduire au maximum le taux de chômeur et à garantir à tous les employer des comditions optimales de sécurité. De plus, Sous les auspices du Préfet du Département du Mbéré, du Sous-préfet de Meiganga et des presponsables des services de maintien de l'ordre, le plan de cadrillage de la Commune doit être revu et renforcé, surtout avec l'arrivée des réfugiés centrafricains. À cet effet, un budget estimé à environ 23 100 000 Fcfa est nécessaire.

➤ **Coûts estimatifs du PCD**

Le coût total de la réalisation de l'ensemble des objectifs dégagés du PCD se chiffre à environ **43 587 895 885** (*Quarante trois milliards cinq cent quatre vingt sept million huit cent quatre vingt quinze mille huit cent qutre vingt cinq*) FCFA.

Sigles et abréviations

ACAGER	: Association pour la Cartographie et la Gestion des Ressources
BUCREP	: Bureau Central des Recensements et des Études de Population
CAC	: Centimes Additionnels Communaux
CDMT	: Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CERAC	: Cercle des Amis du Cameroun
CJNC	: Conseil National des Jeunes du Cameroun
CVUC	: Communes et Villes Unies du Cameroun
CZCSV	: Centre Zootechnique et de Contrôle Sanitaire et Vétérinaire
DEUC	: Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC	: Diagnostic Institutionnel Communal
DP	: Diagnostic Participatif
FEICOM	: Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale
GIC	: Groupe d'Initiative Commune
GPS	: Global Positioning System
MINADER	: Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINATD	: Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINDCAF	: Ministère des Domaines, du cadastre et des Affaires Foncières
MINEDUB	: Ministère de l'Éducation de Base
MINEE	: Ministère de l'Énergie et de l'Eau
MINEPAT	: Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPIA	: Ministère de l'Élevage, des Pêche et des Industries Animales
MINFI	: Ministère des Finances
MINFOF	: Ministère des Forêts et de la Faune
MINHDU	: Ministère l'Habitat et du Développement Urbain
MINPDED	: Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINSANTE	: Ministère de la Santé Publique
MINTP	: Ministère des Travaux Publics
OAL	: Organisme d'Appui Local
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OSC	: Organisation de la Société Civile
PADDL	: Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local
PAJERU	: Programme d'appui à la Jeunesse Rural et Urbaine
PCD	: Plan Communal de Développement
PDC	: Plan de Développement Communal
PDESC	: Plan de Développement Économique Social et Culturel
PIA	: Plan d'Investissement Annuel
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PMI	: Petite et Moyenne Industrie
PNDP	: Programme National de Développement Participatif
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
UNHCR	: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
DD	Délégué Départemental

Liste des figures

Figure 1. Localisation de la Commune de Meiganga dans la Région de l'Adamaoua	13
Figure 2. Espaces urbain, urbanisé, rural et répartition de la population dans la Commune de la Meiganga.....	17
Figure 3. Inégale répartition des précipitations de 2008 à 2011 à Meiganga	14
Figure 4. Organigramme fonctionnel de la commune de Meiganga.....	27
Figure 5. Géolocalisation des établissements maternels et primaires dans la Commune de Meiganga.....	36
Figure 6. Buffer de couverture des établissements scolaires dans la Commune de Meiganga.....	37
Figure 7. Géolocalisation des établissements secondaires.....	45
Figure 8. Distribution spatiale des infrastructures de santé dans la Commune de Meiganga.....	56
Figure 9. Géolocalisation des ouvrages de franchissement à construire dans la Commune de Meiganga	84
Figure 10. Etat des forages dans la Commune de Meiganga en novembre 2013.....	89
Figure 11. Etat des puits dans la Commune de Meiganga en novembre 2013	90
Figure 12. Approvisionnement en énergie hydroélectrique	96
Figure 13. Ouvrage de franchissement à réaliser dans l'espace urbain.....	96
Figure 13. Principaux espaces commerciaux et jour de fréquentation dans la Commune de Meiganga.....	103
Figure 14. Postes et infrastructures agricoles dans la Commune de Meiganga	114
Figure 15. Structures d'encadrement de l'élevage dans la Commune de Meiganga	120
Figure 16. Unité de paysage.....	131
Figure 17. Unité de paysage.....	218

Liste des photos

Photo 1 et 2. Atelier de restitution de la formation aux Membres du CoPil (à droite) par l'équipe d'ACAGER (à gauche) sur la photo, cliché, Hassana.....	5
Photo 3. Vue partielle de la salle lors de l'atelier de lancement des activités.	5
Photo 4. Photo de famille après l'atelier de lancement	5
Photo 5 et 6. Dessin de la carte participative par les jeunes du village Kaka et par les Hommes du village Dokolim.	7
Photo 7 et 8. fiche d'identification des problèmes/contraintes /atouts et potentialités par secteur et de collecte des données de prise en compte des aspects sociaux environnementaux.	8
Photo 9. Vue partielle des acteurs présents lors de l'Atelier de planification.....	8
Photo 10. Vue partielle du Lac Yzoro au centre-ville de Meiganga.....	111
Photo 11. Abattoir municipal localisé au quartier Zandaba 1	122
Photo 12. L'érosion régressive menaçant le village FADA.....	128

Liste des tableaux

Tableau 1. Atouts potentialités et contraintes du milieu biophysique.....	16
Tableau 2. Population estimée de la Commune de Meiganga en 2013.....	19
Tableau 3. Recensement et identification des couches vulnérables	21
Tableau 4. Difficultés, besoins et opportunités des couches vulnérables.....	21

Tableau 5. Population des réfugiés	23
Tableau 6 Infrastructures sociales de base.....	23
Tableau 7. Synthèse des atouts/potentialités et contraintes du milieu socio-économique.....	26
Tableau 8. Effectif des élèves dans les écoles maternelles et primaires de la Commune de Meiganga	35
Tableau 9. Encadrement et équipement des établissements de la Commune	38
Tableau 10. Situation de l'aménagement des écoles maternelles et primaires dans la Commune de Meiganga	38
Tableau 11. Synthèse sur le type de matériaux des bâtiments scolaires.....	39
Tableau 12. Synthèse de l'état général des bâtiments scolaires	39
Tableau 13. Besoins des écoles maternelles de la Commune de Meiganga ...	40
Tableau 14. Besoins des établissements primaires	41
Tableau 15. Analyse des problèmes du secteur enseignement de base.....	42
Tableau 16. Effectif des élèves dans les établissements secondaires de la Commune.....	44
Tableau 17. Encadrement et équipement des établissements secondaires de la Commune.....	46
Tableau 18. État général des bâtiments dans les établissements secondaires de la Commune de Meiganga	47
Tableau 19. Type de matériaux utilisés pour les bâtiments des établissements secondaires de la Commune CETIC de garga limbona crée et non fonctionnel	47
Tableau 20. Situation de l'aménagement des établissements secondaires dans la Commune de Meiganga.	47
Tableau 21. besoin des en infrastructures et équipements.....	49
Tableau 22. Analyse des problèmes du secteur.....	50
Tableau 23. Analyse des problèmes liés à l'enseignement supérieur.....	53
Tableau 24. Analyse des problèmes.....	54
Tableau 25. Infrastructures sanitaires de la Commune de Meiganga.....	54
Tableau 26. Répartition du personnel sanitaire dans la Commune de Meiganga	54
Tableau 27. Situation des équipements sanitaires dans Commune de Meiganga	57
Tableau 28. Situation de l'aménagement des formations sanitaires dans la Commune de Meiganga.....	57
Tableau 29. État des bâtiments des formations sanitaires dans la Commune de Meiganga	58
Tableau 30. Analyse des problèmes du secteur de la santé	61
Tableau 31. Analyse des problèmes du secteur du travail et de la sécurité sociale.....	63
Tableau 32. Situation des enseignements dans les établissements professionnels 2012-2013	65
Tableau 33. Etat général des bâtiments.....	65
Tableau 34. Situation de l'aménagement des établissements de formation professionnelle.....	65
Tableau 35.Type de matériaux des bâtiments.....	65
Tableau 36. Analyse des problèmes du secteur de l'emploi et de la formation professionnelle.....	66
Tableau 37. Identification des couches vulnérables.....	67
Tableau 38. Analyse des problèmes	69

Tableau 39. Analyse des problèmes du secteur de la promotion de la femme et de la famille	73
Tableau 40. Description et caractérisation des infrastructures	75
Tableau 41. Analyse des problèmes du secteur des communications	76
Tableau 42. Analyse des problèmes du secteur de la culture.....	77
Tableau 43. Analyse des problèmes du secteur de la jeunesse.....	78
Tableau 44. Analyse des problèmes du secteur des sports et de l'éducation physique	80
Tableau 45. Analyse des problèmes du secteur des postes	81
Tableau 46. Etat des ouvrages de la Commune de Meiganga.....	82
Tableau 47. Analyse des problèmes du secteur des travaux publics	85
Tableau 48. Caractérisation des agences de voyages de la Commune de Meiganga	86
Tableau 49. Analyse des problèmes du secteur de transport	86
Tableau 50. État de fonctionnement des points d'eau (forages et puits) dans la Commune de Meiganga	87
Tableau 51. Situation des abonnés AES/SONEL de Meiganga de 2010 à 2012.....	91
Tableau 52. Identification des problèmes/Contraintes-Atouts/potentialités	92
Tableau 53. Analyse des problèmes du secteur du MINEE	92
Tableau 54. Analyse des problèmes du secteur de l'habitat et de développement urbain	98
Tableau 55. Analyse des problèmes du secteur des domaines et affaires foncières	99
Tableau 56. Établissements classés dans la Commune de Meiganga.....	99
Tableau 57. Analyse des problèmes du secteur de l'industrie, des mines et du développement technologique.....	101
Tableau 58. Infrastructures communales dans les marchés de la ville de Meiganga	104
Tableau 59. Analyse des problèmes du secteur du Commerce	106
Tableau 60. Analyse des problèmes du secteur des petites et moyennes entreprises	108
Tableau 61. Établissements d'Hébergement à Meiganga.....	109
Tableau 62. Principaux sites touristiques de la Commune de Meiganga.....	109
Tableau 63. Analyse des problèmes liés au secteur tourisme et loisir.....	111
Tableau 64. Superficies emblavées et rendements en tonnes.....	115
Tableau 65. Prix de détail à la consommation (en F CFA/kg) des denrées agricoles au marché de Meiganga Ville.....	116
Tableau 66. Analyse des problèmes du secteur	116
Tableau 67. Cheptels par type d'élevage dans la Commune de Meiganga....	118
Tableau 68. Analyse des problèmes de l'élevage des pêches et industries animales	122
Tableau 69. Analyse des problèmes du secteur des forêts et de la faune....	124
Tableau 70. Analyse des problèmes du secteur environnement, protection de la nature et développement durable	126
Tableau 71. Analyse des problèmes	128
Tableau 72. Matrice des ressources naturelles	129
Tableau 73. Matrice de captage de la gravité des problèmes, contraintes et identification des mesures d'adaptation	132
Tableau 74. Tableau récapitulatif des coûts estimatif du PCD par secteur..	217
Tableau 75. Cadre de Dépense à Moyen Terme des projets prioritaires.....	244
Tableau 76. Coûts estimatifs du CDMT.....	250

Tableau 77 Impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation des projets à mettre en œuvre dans le CDMT	252
Tableau 78 Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables.....	272
Tableau 79 Impacts environnementaux possibles des microprojets du PIA	272
Tableau 80 Impacts sociaux possibles des projets du PIA.....	274
Tableau 81 : Coûts estimatif du PIA	295
Tableau 82 Composition du Comité de suivi du PCD	308
Tableau 83. Planification des activités de communication au niveau communal	319

Fiche signalétique de la Commune

<p>31 décembre 1960 : Création de la Commune de Meiganga par le Décret n° 60/341</p> <p>1974 : première scissiparité de la circonscription de Meiganga et création du district de Djohong.</p> <p>1983 : deuxième scissiparité de la circonscription et création de la Commune de Dir.</p>
<p>Superficie : 7000 km²</p>
<p>Population : 102676 habitants en 2013, Densité de 15 habitants au km²</p>
<p>Ethnies : Gbaya, Foulbé, Mbum, Tikar, Haoussa, Mbéré (Originaire), Mbororo, Bamiléké, Ewondo, Toupouri, Massa, Arabes choa, Kotoko, Tikar, Kaka dans la poche de Mboula, Dii, Bamoun, Bornouans, Mandara, les Sango de la Centrafrique, les soudanais. Ces populations vivent en paix et en harmonie.</p>
<p>Nombre de quartiers de l'espace urbain et de villages : 21 quartiers urbains et 74 villages ou groupements</p>
<p>Activités économiques : Élevage de bovins, de caprins, de la volaille ; culture du Maïs exporté vers l'Ouest, vers le Gabon et vers l'Extrême-Nord ; Apiculture, Tannerie : les peaux sont exportées vers le Nigéria et vers l'Italie, Maraîchage ; exploitation minière (Or et Diamant...).</p>
<p>Infrastructures sociales : 34 centres de santé. Les uns bien aménagés (Meiganga, Béka, Lokoti, Meidoukou, Koumbo laka, Mboulai, Garga, Goumbela). Personnel payé par la Commune, Structures appuyées par le HCR qui s'occupe de réfugiés.</p>
<p>Conseil Municipal : 41 membres</p>
<p>Personnel communal : 27 permanents et 31 temporaires</p> <p>Le niveau d'étude est, dans l'ensemble, très faible. et le personnel vieillissant n'est que très partiellement rajeuni. Il est essentiellement formé sur le tas.</p>
<p>Patrimoine communal : Abattoir, Hangar de Marchés construits par la Commune, les bornes fontaines, Magasins, Cimetières, Marchés à bétail et à vivres, Lac, Véhicules, Certaines pistes agricoles, petits ponts, Bâtiments en location dans la ville, Écoles, Dispensaires. Certains ont des titres, pour d'autres la procédure est en cours comme les espaces lotis ou à lotir classés dans le sommier immobilier.</p>
<p>Réseau de relation : Partenariat à l'étranger, mais les effets ne sont pas encore sentis. PNDP, FEICOM, nos banques, tous les sectoriels, les autorités administratives, les chefs traditionnelles et les autorités religieuses, UNICEF, HCR, Élités et Opérateurs économiques, CVUC, SOACAM.</p>
<p>Principales forces : Création de l'École des mines et de Géologie à Meiganga, Dynamisme de la population, Disponibilité des terres agropastorales, Disponibilité des ressources minières. Le bitumage de la Nationale N° 1 et de quelques rues de la ville.</p> <p>Hôtel de ville, un cadre de travail idoine.</p>
<p>Principales faiblesses : Incivisme fiscal, Non exploitation du profil de carrière dans les recrutements, Personnel communal vieillissant, rareté de réunions de coordination.</p>
<p>Opportunités : Décentralisation et transfert des compétences aux Communes, PNDP, FEICOM, ONG et Organismes d'appui au Développement des pays amis du Cameroun, les Elites, Comportement attentif et opportuniste de l'Exécutif Communal en matière de recherche de partenaires</p>
<p>Obstacles : Analphabétisme, Alcoolisme, Enclavement des quartiers et périphéries de la ville, Manque de personnel formé et qualifié. Manque d'organes d'information communale.</p>

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

Le Gouvernement camerounais a élaboré en avril 2003, le premier Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Suite à plusieurs évaluations consécutives du DSRP, et après des consultations participatives organisées en mars 2008, la révision du DSRP aboutit à un document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), ce qui conforte l'option d'implication des communautés à la base, et montre la prise en compte du souhait des populations qui désiraient notamment que les stratégies de développement soient l'émanation d'une vision à long terme, assortie de programmes de développement pluriannuels.

Évoluant dans cette logique voulue par la population, le gouvernement prend des engagements pour que les investissements publics répondent désormais aux besoins réels des populations à la base à travers leur participation effective à tout le processus de développement. C'est ainsi qu'avec l'aide de la communauté des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, le Programme national de développement participatif (PNDP) est mis en place afin de permettre aux populations de chaque collectivité décentralisée de se doter des moyens d'une participation effective au processus de développement.

Le Plan Communal de Développement (PCD) est un document faisant état des besoins d'une Commune, de ses potentialités ainsi que des stratégies de développement envisagées, traduites par la suite dans un plan d'action. Élaboré de façon participative, il représente la vision et le cadre de développement de la Commune et met en évidence les atouts, les potentialités, les contraintes et les problèmes auxquels la Commune fait face. Il a pour but de préciser les objectifs poursuivis par la Commune au cours de la législature et les moyens et mesures qu'elle compte mettre en œuvre pour assurer le bien-être des populations.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie pour la croissance et l'emploi et dans la mouvance actuelle de la décentralisation, les communes occupent de plus en plus une place centrale et deviennent de véritables acteurs du processus de développement socio-économique.

Dans ce contexte, le transfert de responsabilités aux communes ne saurait se faire d'une manière spontanée. C'est ainsi qu'avec l'aide des partenaires au développement, le Gouvernement du Cameroun met en œuvre le programme national de développement participatif (PNDP) afin de permettre aux communes d'assumer leurs responsabilités dans le processus progressif de décentralisation, afin de se doter des moyens d'une participation effective au processus de développement.

La commune bien qu'étant un espace géographique est aussi une institution jouissant d'un statut de personne morale de droit public. Elle se présente comme la plus petite unité territoriale ayant une autonomie administrative et financière pour la gestion des intérêts locaux.

Les Loi n° 2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la Décentralisation et n°2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes attribuent aux Communes un rôle central et leur transfèrent les compétences importantes dans l'initiation, la promotion, la coordination des actions de développement économique, social, sanitaire, éducatif et sportif de leurs localités.

Le Décret N°2012/0709/PM DU 20 MARS 2012 fixant le régime général des contrats-plans Etat/Commune stipule en son article 6 alinéas 1 que « Le contrat-

plan État-Commune intervient dans le cadre de l'exercice des compétences reconnues aux Communes, Communautés Urbaines et Syndicats des Communes. Il porte prioritairement sur des investissements créateurs de richesses et des domaines d'activités générateurs de croissance et d'emplois. Pour toute Commune candidate, les projets admissibles au financement doivent être contenus dans un plan Communal de développement (PCD) ».

Au cours de l'année 2013, de concert avec le PNDP, la Commune de Meiganga a recruté l'OAL Association pour la Cartographie et la gestion des ressources « ACAGER » pour l'accompagner dans l'actualisation de son Plan Communal de Développement (PCD). C'est un organisme d'Appui Local dont le siège social se trouve à Ngaoundéré. Il a été créé en 2011. Sa mission est d'accompagner les collectivités locales dans leurs activités. Il collecte et analyse les Informations à référence spatiale pour mettre à la disposition des décideurs des outils d'aide à la décision tant pour l'aménagement du territoire que pour la gestion des ressources qui peuvent humaines ou naturelles.

1.2. Objectifs du PCD

1.2.1. Objectif global

Doter la Commune d'une vision de développement élaborée à l'issue d'un processus participatif.

1.2.2. Objectifs spécifiques

- ✓ Réaliser la monographie de la Commune
- ✓ Mener un Diagnostic participatif
- ✓ Elaborer une planification stratégique
- ✓ Présenter les ressources mobilisables par la Commune
- ✓ Programmer les investissements
- ✓ Elaborer le cadre socio-environnemental sommaire des investissements de CMDT
- ✓ Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD

1.2.3. Structure du document

Le présent document est organisé ainsi qu'il suit :

- ✓ Résumé
- ✓ Introduction
- ✓ Méthodologie
- ✓ Planification stratégique
- ✓ Programmation
- ✓ Plan de communication
- ✓ Conclusion
- ✓ Annexe

2. MÉTHODOLOGIE

Tout a commencé par une prise de contact avec l'exécutif communal. Puis une introduction des membres de l'ACAGER auprès des autorités administratives (Préfet, Sous préfet) et des sectoriels a été faite par le Président du Copil qu'accompagnait le Secrétaire Général de la Commune de Meiganga. Rendez-vous a alors été pris pour restituer la formation reçue à Tibati et entamer la collecte des données.



Photo 1 et 2. Atelier de restitution de la formation aux Membres du CoPil (à droite) par l'équipe d'ACAGER (à gauche) sur la photo, cliché, Hassana



Photo 3. Vue partielle de la salle lors de l'atelier de lancement des activités
Cliché Oumarou Sali



Photo 4. Photo de famille après l'atelier de lancement
Cliché Metampah Baudoin

Du 28 février au 08 mars 2013 (Photo 1 et 2), l'équipe a procédé à la restitution formation aux membres du CoPil de la commune et quelques sectoriels, à la préparation de l'atelier de lancement des activités, qui a eu lieu le 02 mars 2013, avant d'entamer la collecte des données proprement dite après négociation et adoption du calendrier de travail pendant le séjour de l'ACAGER dans la Commune de Meiganga.

Le déroulement effectif du processus s'est fait sur la base de la méthodologie telle que préconisée par le PNDP et adaptée aux réalités locales. Avant la descente des membres de l'équipe sur le terrain, une organisation interne consistant en la répartition des tâches a toujours été faite, afin d'éviter la navigation à vue. Quatre phases marquent les processus :

- la préparation ;
- le diagnostic participatif ;
- le dépouillement, le traitement et l'analyse des données ;
- la validation des résultats et l'identification des axes de renforcement.

2.1. Préparation de l'ensemble du processus

L'objectif global de chaque étape était de s'accorder avec les acteurs de la Commune sur les objectifs et la méthodologie de réalisation de chaque diagnostic, le calendrier de travail, l'implication et le rôle de chacun. Elle s'est faite en deux sous-étapes : la préparation pédagogique et la préparation administrative.

2.1.1. Préparation pédagogique

Elle a consisté en la préparation des différents outils de collecte, de traitement et d'analyse des informations du DIC, DEUC et DPNV ; ces outils ont préalablement été présentés aussi bien à l'Exécutif Communal qu'au personnel de la Commune en vue d'une meilleure compréhension et de l'appropriation des objectifs poursuivis. En même temps, des échanges entre l'équipe de l'ACAGER et celle de la Commune élargie aux personnes ressources ont eu lieu sur la démarche de chaque diagnostic ainsi que le calendrier de sa réalisation.

2.1.2. Préparation administrative

Suivant les dispositions prises par le Maire, les différents responsables de l'institution communale ainsi que les personnes ressources ont été mobilisés et priés de réunir les documents de travail devant servir à la collecte des informations nécessaires pour le diagnostic participatif.

2.2. Collecte des informations et traitement

La collecte des informations et leur traitement s'est déroulée en trois étapes tout au long du processus à savoir le DIC le DEUC et le DPNV.

2.2.1. Diagnostic de l'Institution Communale (DIC)

Les travaux de collecte des données du Dic ont débutés le lundi 04 mars 2013 et ont durés une semaine. Elles ont associé les différents membres de l'équipe communale et d'autres personnes ressources telles que le Secrétaire Général et les responsables des services techniques représentés dans l'espace communal. Deux techniques principales ont été adoptées : il s'agit de l'auto-analyse en groupe et des entretiens bilatéraux entre le personnel communal d'une part et les membres de l'équipe de l'ACAGER. Cela a permis de profiter au maximum de la présence des participants en leur donnant des espaces pour se confronter et des moments pour s'exprimer plus librement. En plus des outils appropriés du DIC, certains outils de la MARPP ont été utilisés. Il s'agit de l'observation directe, l'interview semi-structurée (ISS), les entretiens informels, le guide d'entretien/check-list, l'analyse succès, échecs, potentialités et opportunités (SEPO) et le diagramme de VENN.

2.2.2. Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC)

Les travaux du diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC) se sont déroulés immédiatement après ceux du DIC et ont duré deux semaines, période durant laquelle les membres de l'ACAGER ont sillonné la ville, rencontré des sectoriels et autres personnes ressources pour la collecte des informations à l'aide des fiches données par le PNDP. Cette étape a consisté en une analyse participative de la situation globale dans tous ces aspects (biophysiques,

économiques, socioculturelles, etc.) de l'espace urbain communal. Elle avait pour but de :

- permettre aux populations de la ville communale de mieux connaître leur environnement, leurs contraintes et potentialités ;
- identifier les problèmes communs de la ville avec une attention particulière sur ceux des différents corps de métiers et des couches vulnérables;
- analyser les problèmes de la ville communale afin de mieux cerner leurs origines et leurs conséquences et dégager les idées de projets.

2.2.3. Diagnostic participatif niveau village (DPNV)

Les travaux du DPNV quant-à eux se sont déroulé entre les mois d'août et ceux de septembre après validatin du DIC et du DEUC. Elles ont consisté en une analyse participative de la situation globale dans tous ses aspects (biophysiques, économiques, socioculturelles, etc.) des villages de la commune. Ces travaux visaient à :

- permettre aux populations de chaque village de mieux connaître leur environnement, leurs contraintes et potentialités ;
- identifier les problèmes communs du village avec une attention particulière sur ceux des différents corps des populations vulnérables ;
- analyser les problèmes communs du village afin de mieux cerner leurs origines et leurs conséquences ;
- choisir les causes les plus pertinentes sur lesquelles les populations veulent et peuvent agir ;
- identifier les solutions prioritaires (endogènes et exogènes) susceptibles d'apporter un changement positif à la situation du village.



Photo 5 et 6. Dessin de la carte participative par les jeunes du village Kaka et par les Hommes du village Dokolim.

2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

Les données collectées pendant la phase préparatoire et complétées grâce au diagnostic participatif ont été organisées et synthétisées. Ainsi, la vérification des informations recherchées a été effectuée à travers la triangulation des différentes sources exploitées. L'analyse des données a permis de préparer des séances de restitutions. À cet effet, les points nécessitant des clarifications ont été identifiés, contribuant ainsi à une

meilleure présentation du diagnostic. Les fiches de collecte ont été soumises à une analyse fine sur la base des fiches d'analyse consolidées sur Excel.

En fonction de la vision élaborée de la situation de la Commune, de ses forces et faiblesses, des questions précises ont été préparées pour faciliter la discussion entre les participants autour des sujets identifiés comme étant difficiles à aborder.

L'exploitation des fiches de collecte de données (photo 7 et 8) a permis de remplir les tableaux excel prévus à cet effet par le PNDP pour chaque diagnostic. La synthèse de ces données a permis de dresser les états de lieux tant sur le plan statistique que cartographique à l'aide de logiciels appropriés (Excel, Pro ADP, Google Earth, QGIS, BaseCamp), de dégager les problèmes/contraintes-atouts/Potentialités de la commune, de les analyser afin de ressortir les besoins et les idées de projets.

SECTEUR	PROBLEMES-CONTRAINTES	ATOUTS/POTENTIALITES
EAU ET ENERGIE	Manque d'un pont d'approvisionnement, absence de l'énergie électrique	Manque de matériel agricole, manque de matériel agricole
AGRICULTURE	Manque de matériel agricole, manque de matériel agricole	Manque de matériel agricole, manque de matériel agricole
PÊCHE	Manque de matériel agricole, manque de matériel agricole	Manque de matériel agricole, manque de matériel agricole

UNITÉ DE TRAVAIL	PROBLEMES-CONTRAINTES	ATOUTS/POTENTIALITES
1	Manque de matériel agricole, manque de matériel agricole	Manque de matériel agricole, manque de matériel agricole
2	Manque de matériel agricole, manque de matériel agricole	Manque de matériel agricole, manque de matériel agricole
3	Manque de matériel agricole, manque de matériel agricole	Manque de matériel agricole, manque de matériel agricole

Photo 7 et 8. fiche d'identification des problèmes/contraintes /atouts et potentialités par secteur et de collecte des données de prise en compte des aspects sociaux environnementaux.

2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

L'atelier de planification Communale dont l'objectif global était de procéder à la planification stratégique et l'élaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA) de la commune de Meigang s'est déroulée en trois (03) jours (du 09 au 11 juin 2014) dans la salle des actes de l'Hôtel de Ville de ladite commune, en présence du maire et de ses adjoints, des conseillers municipaux, des délégués départementaux des secteurs concernés, du personnel communal et des chefs de village.



Photo 9. Vue partielle des acteurs présents lors de l'Atelier de planification

Les différentes articulations ont été les suivantes :

2.4.1.Cérémonie d'ouverture

Elle été marquée par le mot de bienvenue du Maire. Puis s'en est suivi la présentation des objectifs et du programme de l'atelier par le secrétaire général.

2.4.2.Présentation de la méthodologie de la planification

Cette phase a permis de faire une démonstration des différentes méthodes de travail employées par l'OAL «ACAGER » au cours de l'ensemble du processus de planification. Ce processus va de la préparation à la validation du rapport du diagnostic consolidé en passant par la collecte des informations et la consolidation des données, tout a été déroulé aux participants.

2.4.3.Restitution des différents diagnostics

Cette étape a vu la présentation générale des différents diagnostics ainsi que des données issues de ces différents diagnostics. Il s'agissait de permettre à l'ensemble des participants de s'approprier des résultats des diagnostics et de donner une occasion aux sectoriels d'apporter leurs remarques et suggestions afin d'enrichir les données recueillis par l'OAL.

2.4.4.Elaboration du plan stratégique

Le cadre des dépenses à moyens terme a été conçu sur la base des aspirations de l'exécutif municipal. Celui-ci a listé en plénière les différents projets qu'il entend et peut mettre en œuvre dans les trois prochaines années, tout en prenant en compte les aspirations des populations et les possibilités de financement. Cependant, la définition des activités du PIA n'a pas nécessité beaucoup de discussions. L'exécutif communal prévoyant déjà des projets pour cette année, son plan de campagne a tout simplement été intégré au CDMT.

2.4.5.Présentation des ressources mobilisables

Cela a été fait avec la participation du PNDP et de l'exécutif communal. Chacun à son niveau a porté à notre connaissance les différents financements susceptibles de profiter à la commune. Sur la base des informations fournies par ces différentes sources, les ressources mobilisables par la commune ont été définies.

A l'issue des travaux de l'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation, les résultats suivants ont été obtenus :

- ✓ Rapports de diagnostic par secteur enrichis et validés,
- ✓ Liste des problèmes de chaque secteur priorisés,
- ✓ Cadre logique par secteur amendé et validés,
- ✓ Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) validé,
- ✓ Plan d'investissement annuel (PIA) élaboré,
- ✓ Plan annuel de passation des marchés (PPM) élaboré.

2.4.6. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Le suivi de la mise en œuvre du PCD se fait à deux niveaux :

❖ **Niveau Village**

Il est assuré par l'Agent Communal de Développement et des comités de concertations qui se servent d'outils tels que le tableau de suivi des actions planifiées.

Ils ont pour mission de renseigner sur l'état de mise en œuvre des activités programmées et les résultats obtenus. De ce fait, ils programment des séances de concertations et de sensibilisation ainsi que le suivi de l'exécution des activités

❖ **Niveau communal**

Les acteurs du suivi-évaluation sont :

- le Maire et le reste de l'exécutif communal;
- le Comité de pilotage ;
- l'agent communal de développement ;
- les services déconcentrés de l'Etat ;
- les prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du PCD;
- les représentants des communautés bénéficiaires des microprojets ;
- les organisations/associations à base communautaire.

Précisions que nonobstant le fait que le suivi-évaluation du plan concerne tous les acteurs de la mise en œuvre, le noyau central du dispositif est l'administration communale, mais surtout le comité de suivi du PCD. Concernant justement le comité de pilotage. Les responsabilités de ce comité sont les suivantes:

- Collecter et gérer l'information sur l'élaboration et la mise en œuvre du PCD. Autrement dit, ils s'occupent du suivi de l'exécution des activités concernant à la fois les activités financées dans le cadre du PNDP et les autres activités de la Commune. Sur la base des données qualitatives et quantitatives recueillies au niveau des villages à partir des outils de collecte, une consolidation est faite par l'agent communal de développement en tenant compte des données collectées sur l'état d'avancement des activités programmées au niveau de la Commune. Cette consolidation donne lieu à un rapport présenté dans un canevas spécifique.
- Evaluer les impacts socio-économiques et environnementaux liés aux activités de mise en œuvre du PCD.
- Apporter un appui technique aux comités de concertation.
- Produire et transmettre des rapports trimestriels.

Afin de mener à bien ces différentes missions, le comité de pilotage usera des outils suivants :

- PCD/PIA ;
- fiches de collecte des données ;
- fiches de suivi des activités réalisées au niveau communal ;
- rapports périodiques des agents de suivi ;
- rapports des visites de terrain ;
- compte rendus des réunions ;
- rapports divers (prestataires et consultants) ;
- tableaux de consolidation des informations ;
- tableaux de bord sur la situation des indicateurs de suivi de la Commune (prévisions, réalisations, taux de réalisation) ;

La fréquence de suivi de la mise en œuvre du PCD se présente ainsi qu'il suit :

- Les rapports sont produits chaque trimestre, semestre et année.

- Le rapport trimestriel rend compte de l'exécution des activités programmées.
- Le rapport semestriel présente l'exécution des activités ainsi que des informations issues des rapports des deux trimestres correspondants. Il est complété par des données de l'évaluation des impacts socio-économiques.

2.4.7.Mécanisme de révision du PCD et de préparation du PIA

L'agent communal de développement procède à la préparation de la programmation sur la base du cadre logique et du tableau de suivi des actions planifiées. Cette programmation indique pour chaque activité, le coût, le responsable, le délai de réalisation (date de début et date de fin), les indicateurs. Le PIA est élaboré au cours d'un atelier de programmation regroupant les sectoriels, les représentants des acteurs locaux par village et du conseil municipal.

Une fois achevée, cette programmation est partagée avec l'ensemble des personnes concernées et publiée pour information au grand public. De cette programmation annuelle, se déclinent des programmations semestrielle, trimestrielle et mensuelle.

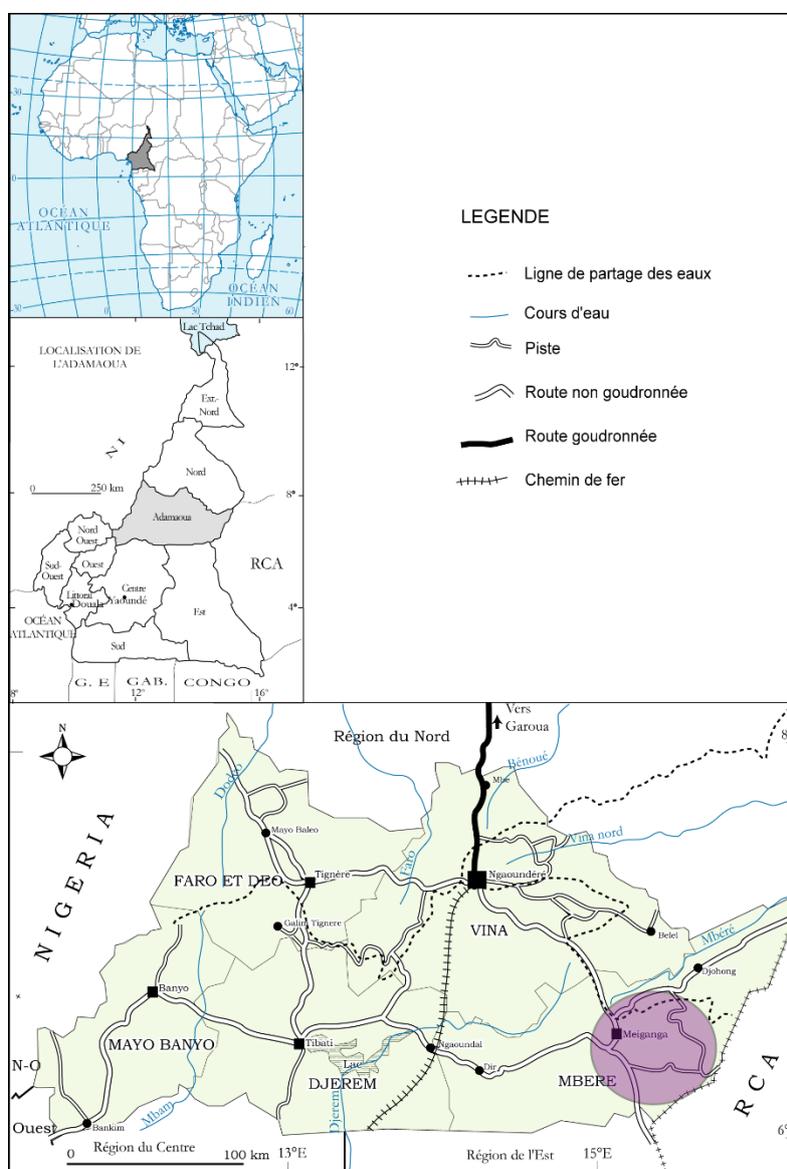
3. RÉSULTATS DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

3.1. Monographie

3.1.1. Localisation de la Commune de Meiganga

La Commune de Meiganga est située à 6.51 de latitude Nord et 14.28 de longitude Est. Dans ses limites issues de la réorganisation administrative de 1992, Meiganga couvre une superficie de 7000 km². Elle est limitée au Nord et au Nord-est par les arrondissements de Nyambaka, de Bélel et de Djohong, à l'Est par l'arrondissement de Ngaoui et la RCA, au Sud-Est par l'arrondissement de Garoua-Boulaï, au Sud-ouest par l'arrondissement de Bétaré-Oya dans la région de l'Est et à l'Ouest par l'arrondissement de Dir.

La Commune de Meiganga compte un canton de premier degré et deux cantons de deuxième degré : Lokoti, Mboula en l'occurrence. A ces cantons s'ajoutent 72 villages répartis généralement le long des principaux axes de communication : la nationale n°1 bitumée, les départementales et les pistes plus ou moins aménagées.



Adaptée de Tchotsoua, 2009

Figure 1. Localisation de la Commune de Meiganga dans la Région de l'Adamaoua

L'espace urbain de la Commune est marqué par la ville de Meiganga située à 1027 m d'altitude. Sa superficie urbanisée est de 18 km² environ (Figure 2). L'espace urbain est beaucoup plus grand. Dans le dossier en cours de finalisation, il s'étend vers le Nord jusqu'à Ngan-Hi (Roblin) et vers le Sud jusqu'à Meidoukou. À l'Est et l'Ouest, le rayon est approximativement de 10 km de part et d'autre¹. Les limites ainsi représentées sur les cartes ne font pas force de loi. Elles ne sont qu'indicatives.

3.1.2. Milieu biophysique

3.1.2.1. Relief

La Commune de Meiganga est située à une altitude moyenne variant entre 1 000 et 1 200 m sur un plateau éponyme profondément disséqué par des vallées en U et V.

Le relief, contrasté dans son ensemble, procède d'une alternance radiéeuse de collines, de plateaux et de plaines ponctués des arbustes et des arbres fruitiers

3.1.2.2. Climat

Le climat de la zone est de type soudano-guinéen avec deux saisons :

- une saison sèche courte de 4 à 5 mois qui va de novembre à février, néanmoins, il existe des années où les pluies s'arrêtent en octobre.
- une saison des pluies longue qui dure 7 à 8 mois, elle commence en avril et se termine au mois d'octobre, avec cependant des variables de plus en plus accentuées (Figure 3).

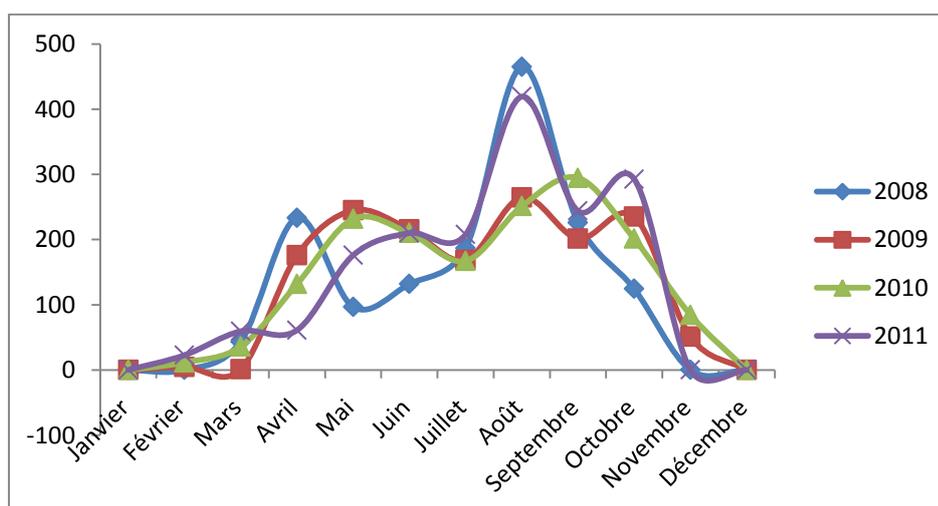


Figure 2. Inégale répartition des précipitations de 2008 à 2011 à Meiganga

- Les températures moyennes annuelles varient autour de 36°C en saison sèche et 20°C en saison de pluies. Cet ensemble d'éléments

¹ D'après la synthèse des informations recueillies auprès du Maire, Alamdou Pierre et de son adjoint Baba Aboubakar en Mars 2013

climatiques est favorable pour le développement des activités agropastorales.

3.1.2.3. Sols

On rencontre deux types de sols.

✓ Les sols ferrallitiques de couleur rouge et cuirassés qui sont les plus dominants moins propices à l'agriculture présents sur les interfluves et les collines.

✓ Les sols sablo-argileux qui se retrouvent, par endroits, principalement dans les vallées. Ils sont essentiellement ferrallitiques, hydromorphes, humifères, rouges et très propices à l'agriculture et au pâturage dans les bas-fonds.

3.1.2.4. Hydrographie

La Commune de Meiganga n'a pas de carte hydrographique ; mais, au niveau de Meiganga centre, on rencontre plusieurs cours d'eau : *Gbonwen* qui traverse la ville par le lac *Yzoro* (rivière des poissons), *Zandaba* et *Yoyo* forment la ceinture Est, Ngassiri et Gbakoungué constituent la ceinture Ouest et vont se jeter dans le *Yoyo*. L'arrondissement de Meiganga est drainé par un réseau hydrographique dense avec comme principaux collecteurs le Djerem et le Lom. Le premier est alimenté par le Gbassoum. Le second est alimenté par : *Mbah, Komboul, Mii, Kap, Yoyo, Midal, Mama, Gbingui, Badja, Makor, Badjer...*

3.1.2.5. Végétation et faune

La végétation est le reflet du climat. Elle est typique de celle de la savane soudano-guinéenne fortement influencée par l'action humaine (agriculture itinérante sur brûlis, élevage bovin). On distingue 5 principales formations : les galeries forestières, les forêts claires à savane boisée, les savanes arborées, les savanes arbustives et les savanes herbeuses.

La faune de la localité est très riche. On rencontre principalement : le Babouin (*Papio anubus*), le Singe vert (*Cercopithecus aethiops*), le magistrat (*Colobus guereza*), le Phacochère (*Phacocoerus africanus*), l'Aulacode ou hérisson (*Thryonomys swinderianus*), les tortues, les sangliers, les serpents boa, les biches, les vipères, les porcs-épics, les rats palmistes, les singes, les perdrix ... et plusieurs espèces de petit gibier ; des poissons : carpes, silures, tilapia.... Cette faune, jadis très riche, est aujourd'hui en nette régression à cause du braconnage intensif.

3.1.3. Atouts, potentialités et contraintes du milieu biophysique

La Commune de Meiganga, en général, est d'une riche diversité écosystémique. Les forêts galeries menacées par l'action destructrice des paysans se retrouvent le long des cours d'eaux tandis que la majeure partie du couvert végétal est constituée d'une savane soudano-guinéenne de type herbeuse et arbustive qui tend à disparaître devant l'envahissement d'une

espèce colonisatrice appelée « *Bokassa Grass* ». La flore est favorable aussi bien à l'élevage qu'à l'agriculture. Elle abrite une faune de plusieurs espèces en nette régression à cause du braconnage².

Elle jouit, à l'instar de l'ensemble du plateau de l'Adamaoua, d'un climat de type tropical de transition entre le climat équatorial du Sud et le climat soudano-sahélien avec des variations de températures inattendues, de jour comme de nuit (Tableau 1).

Tableau 1. Atouts potentialités et contraintes du milieu biophysique

UNITÉ DE PAYSAGE	UTILISATION ACTUELLE	POTENTIALITÉS	CONTRAINTES / PROBLÈMES
Terres agricoles intra et périurbaines	<ul style="list-style-type: none"> • Culture de maïs, manioc, arachide, patate • Pâturage du bétail 	<ul style="list-style-type: none"> • Espace disponible 	<ul style="list-style-type: none"> • Certains sols sont peu fertiles • Repousse rapide des mauvaises herbes (<i>Bokassa Grass</i>) • Conflit agropastoral
Bas-fonds	<ul style="list-style-type: none"> • Culture maraîchère • Travaux ménagers • Pêche 	<ul style="list-style-type: none"> • Cours d'eau permanents • Poisson disponible 	<ul style="list-style-type: none"> • Destruction des cultures en période de crue • Animaux emportés par les crues. • Érosion des berges
Forêt galerie	<ul style="list-style-type: none"> • Exploitation de bois de chauffe et d'œuvre • Pharmacopée • Pâturage du bétail • Champs 	<ul style="list-style-type: none"> • Présence d'espèces utiles pour la médecine traditionnelle • Diversité d'essence 	<ul style="list-style-type: none"> • Feux de brousse • Exploitation illicite du bois
Zone urbanisée et villages	<ul style="list-style-type: none"> • Habitation • Jardin de case • Arbres fruitiers • Commerce 	<ul style="list-style-type: none"> • Fertilité élevée des jardins de case 	<ul style="list-style-type: none"> • Accès à l'eau difficile • Érosion • Difficulté de gestion des déchets urbains

3.1.4. Milieu socio-économique

3.1.4.1. Bref historique de la création et de l'installation de la Commune

Meiganga est le chef-lieu du département du Mbéré qui tire son nom d'une rivière de la localité, le Mbéré, affluent du Logone. L'arrondissement de Meiganga connaît des mutations successives depuis son érection en unité administrative en 1927 par l'administration française exerçant sur le Cameroun sous mandat de la Société des Nations (SDN)³. La première mutation intervient en 1960 avec la création de la Commune de Meiganga. En 1974, c'est la deuxième mutation avec la scissiparité de la circonscription de Meiganga et la création du district de Djohong. La troisième mutation s'est effectuée en 1983 avec la transformation de cette unité en département du Mbéré lors de la création de la province de l'Adamaoua.

²G. Rippstein, 1985. « Etude sur la végétation de l'Adamaoua, évolution, conservation, régénération et d'amélioration d'un écosystème pâturé au Cameroun », Publication spéciale de l'IRZ, n°5, *Etude et synthèse de l'EMVT* n°14.

³Procès verbal de passation de commandement n° 001/PVPC/H.51.01/SP du 18 février 2011 entre les sous-préfets entrant et sortant de l'arrondissement de Meiganga.

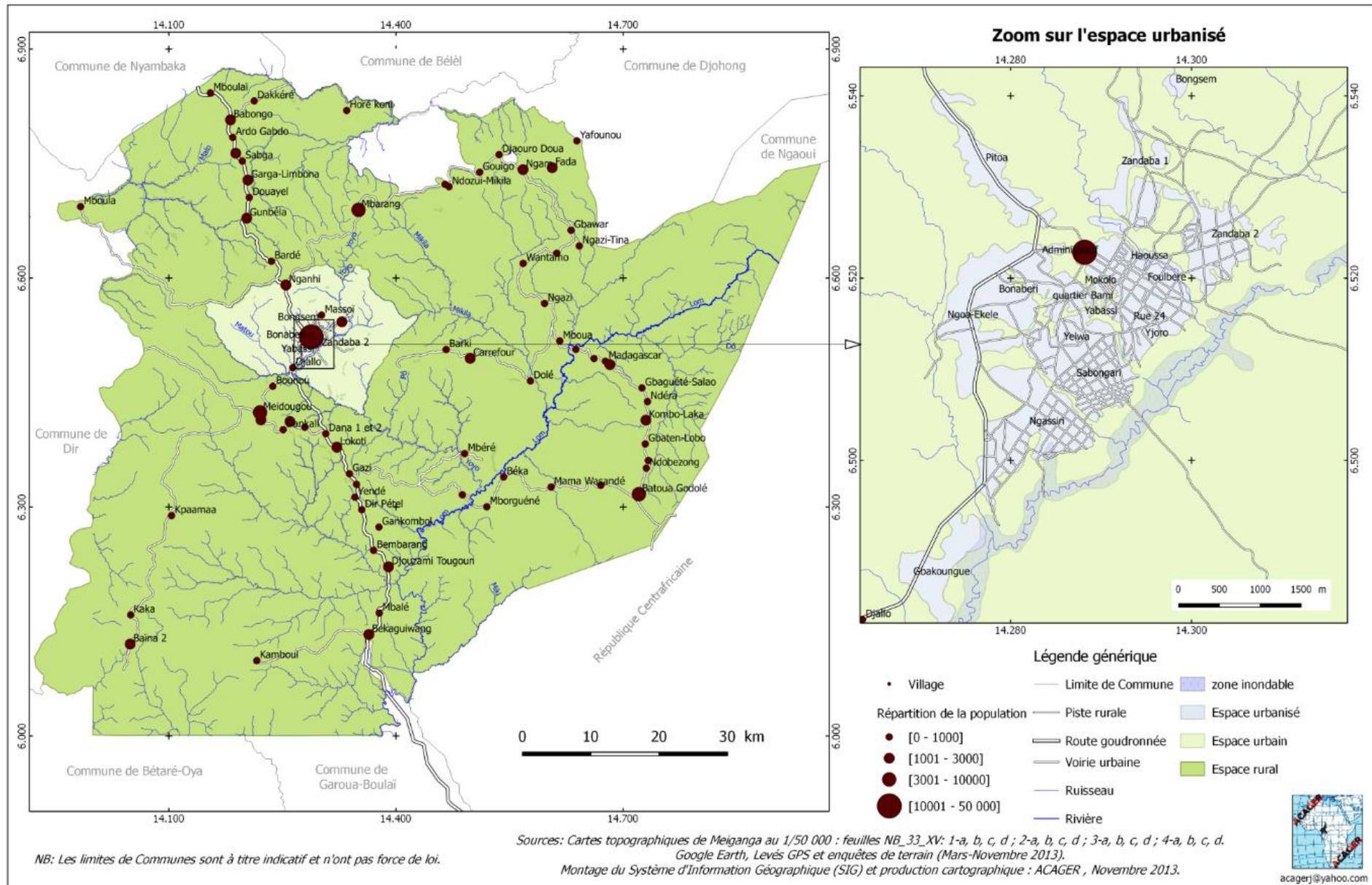


Figure 3. Espaces urbain, urbanisé, rural et répartition de la population dans la Commune de la Meiganga

L'ancien arrondissement de Meiganga conservera sa dénomination à côté de Djohong devenu, à son tour, arrondissement. La dernière mutation significative interviendra avec la modification de la carte administrative du Cameroun par le chef de l'État en 1992. L'arrondissement de Meiganga sera de nouveau reconfiguré et son morcellement va donner naissance à l'arrondissement de Dir.

La composition sociologique de cette population est la résultante de différents mouvements migratoires provoqués par les conquêtes menées par Ousman Dan Fodio.

Meiganga, est aussi marquée par l'histoire de grands hommes, à l'instar du Lamido Bouba, de l'honorable Garba Charles, député à l'Assemblée Représentative du Cameroun (ARCAM) et des élites dont la participation au développement de la Commune a été, est et sera déterminante. On peut citer, entre autres, l'honorable Ninga Songho Ibrahim, Député Fédéral, Président de la Sous-section UNC de l'Adamaoua, Soba Djallo, Ingénieur des Mines (Directeur des Mines du Cameroun), Dr Sissoko, d'origine malienne, devenu député en 1956 et Bouba Laka, infirmier d'État de 1952 à 1963. Ceux qui ont pris la relève occupent de hautes fonctions dans l'administration publique camerounaise (annexe 9).

Meiganga fait partie du village planétaire, grâce à sa connexion au réseau internet et à la présence de la téléphonie mobile. Grâce au câble, les ménages ont également accès aux multiples chaînes de télévision satellitaires. Tikiri Fm, la station de radio communautaire, distille les informations en français et en langues locales (gbaya, fufuldé et haoussa).

3.1.4.2. Groupes ethniques et relations interethniques

La Commune est composée de plusieurs groupes ethniques. Il s'agit des Gbayas, majoritaires ; ce sont, pour l'essentiel, des agriculteurs et des chasseurs. Une grande partie est chrétienne et une autre est musulmane. Le deuxième groupe est constitué des Peuls islamisés et pratiquant le commerce et l'élevage du gros bétail et accessoirement l'agriculture. Les Mbororo, essentiellement nomades, vivent de l'élevage du gros bétail. Les Haoussa se livrent au commerce. Les Mboum et les Mbéré, populations minoritaires, sont pourtant les premiers occupants de la zone. Ces populations vivent en paix et en harmonie depuis les conflits Gbaya Peuls dans les années 1992. À côté de ces populations « autochtones » se retrouvent les autres groupes ethniques : Arabe choa, Bamiléké, Béti, Bornouan, Douala, Maka, ...

Les étrangers sont constitués en majorité de Centrafricains, les uns en émigration forcée suite à l'instabilité politique et à l'insécurité en RCA et les autres en émigration clandestine depuis plusieurs décennies. Ils sont des charpentiers, des peintres, des domestiques ou des gardiens de nuit. Les plus désœuvrés contribuent à alimenter la petite criminalité urbaine. D'autres étrangers notamment les Maliens, les Tchadiens, les Nigériens et les Nigériens vivent et mènent leurs activités à Meiganga.

S'agissant des occidentaux, l'on retrouve à Meiganga des Français, des Américains, des Norvégiens dont la présence se situe surtout soit dans le cadre des missions d'évangélisation, soit dans le cadre des activités des ONGs (Organisations Non Gouvernementales) de développement, soit enfin, dans le cadre du bitumage de la route nationale n°1 par le groupement d'entreprise RAZEL / DTP Terrassement.

3.1.4.3. Taille et structure de la population et infrastructures socio-économiques

Avec une population totale de 88 745 âmes dont 43 305 hommes et 45 440 femmes (BUCREP, 3^{ème} RGPH, 2005), soit 102 676⁴ habitants en 2013 sur une superficie d'environ 7 000 km² (soit une densité de 16,31 habitants au km²), Meiganga fait partie des Communes moyennement peuplées du Cameroun.

La population urbaine est de 38 096 habitants dont 18974 hommes et 19122 femmes (BUCREP, op cit), soit 45837 citadins en 2013 (Tableau 2), répartis dans 21 quartiers : Bamileké, Bonabéri, Daboloy, Pitoa, Foulbéré 1, Foulbéré 2, Ngoa – Ekélé, Mokolo, Ngassiri, Quartier administratif, Quartier Haoussa, Sabongari, Yabassi, Yelwa, Gbakoungué, Gbaoko, Yi-zoro, Yoyo, Zandaba 1, Zandaba 2, Rue 24, Bongos, Mbolati....

Tableau 2. Population estimée de la Commune de Meiganga en 2013

	Hommes	Femmes	Total	Nourrissons (0-35 mois) (10,7 %)	Population cible du PEV (0-59 mois) (16,9%)	Population d'âge préscolaire (4-5 ans) (6,3%)	Population d'âge scolaire dans le primaire (6-14 ans) (23,4%)	Adolescents (12 - 19 ans) (18,5%)	Population des jeunes (15 - 34 ans) (34,7%)
Espace urbain	22 801	27 766	50 567	5411	8546	3186	11833	9355	17547
Espace rural	23 036	29 073	52 109	5576	8806	3283	12194	9640	18082
Total	45 837	56 839	102 676	10 986	17 352	6 469	24 026	18 995	35 629

3.1.4.4. Caractérisation des populations vulnérables

Le tableau 3 présente les catégories de personnes vulnérables de la Commune de Meiganga et nous pouvons remarquer la dominance des orphelins vulnérables. Certains d'entre eux sont également des enfants de la rue. Si la tranche des enfants de la rue, n'est pas déterminée, cette catégorie de personne est très représentée dans la Commune. Les autorités des affaires sociales travaillent en collaboration avec l'association Agir Plus pour l'encadrement de ces derniers.

⁴P₂₀₁₃ = (1,032)⁸x P₂₀₀₅ habitants

Tableau 3. Recensement et identification des couches vulnérables

Handicapés moteurs	Handicapés visuels	Orphelins vulnérables	Sourds muets	Enfants de la rue	Personnes malades du SIDA	Bororo	Personnes du 3 ^{ème} âge.
38	09	04	28	68	53	694	426

Source : Délégation départementale des affaires sociales, mars 2013

Outres ces deux catégories, les affaires sociales identifient comme personnes vulnérables :

- les populations Bororo ;
- les personnes âgées (3^{ème} âge) ;
- les handicapés ;
- les enfants en détresse ;
- les mineurs incarcérés ;
- les veuves.

Les problèmes auxquelles font face ces personnes sont :

- l'insuffisance d'accès aux services sociaux de base ;
- les déficits d'encadrement parental ;
- la stigmatisation ;
- le non-respect de leurs droits (santé, éducation, etc.) ;
- les difficultés d'insertion sociale ;
- le manque de structure d'encadrement et de soutien.

Signalons que la ville de Meiganga ne dispose que de trois types de foyers qui, en réalité, n'ont pas de relations étroites avec le MINAS. Seulement 03 handicapés moteurs disposent de tricycles. Le reste se déplace à l'aide de béquilles.

Les Bororos rencontrés ici sont principalement des communautés pastorales nomades originaires de l'ouest et du nord-ouest de la République Centrafricaine. Ceux qui ont fui vers le Cameroun depuis 2005 indiquent que les Bororos sont visés par de fréquentes attaques menées par des groupes rebelles et des bandits qui volent leur bétail et kidnappent leurs femmes et leurs enfants contre des rançons.

Ces couches vulnérables de la Commune de Meiganga mènent des activités à faible revenus à cause de la faible maîtrise des techniques de production, de l'utilisation des moyens de production inappropriés et de la non maîtrise des techniques de gestion. Elles font face à plusieurs difficultés. Elles ont exprimé quelques besoins (Tableau 4).

Tableau 4. Difficultés, besoins et opportunités des couches vulnérables

COUCHES VULNÉRABLES	DIFFICULTÉS	BESOINS	OPPORTUNITÉS
Réfugiés Bororos	<ul style="list-style-type: none"> • Sous scolarisation et analphabétisme • Conflits agropastoraux • Insécurité alimentaire • Accès limité au foncier et au pâturage 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui aux AGR • Appui à la production agropastorale • Appui alimentaire (distribution des aliments et produits de première nécessité) • Sensibilisation sur les droits et devoirs des réfugiés • renforcement des capacités d'accueil des réfugiés 	<ul style="list-style-type: none"> • Population accueillante et hospitalière • Terres cultivables • Organismes internationaux • Partenaires au développement disponibles

COUCHES VULNÉRABLES	DIFFICULTÉS	BESOINS	OPPORTUNITÉS
	<ul style="list-style-type: none"> • Exposition aux IST/VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des autorités dans La gestion des flux et des catastrophes ainsi que la gestion des conflits 	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration au sein des communautés • Solidarité familiales
Handicapés physiques	<ul style="list-style-type: none"> • Faible moyens financiers • Accès difficile à l'eau potable • Absence de centre de réhabilitation • Absence de tricycles 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de l'accès à l'éducation • Amélioration des infrastructures sportives et autres cadres de loisir • Amélioration de l'accès aux soins de santé de qualité • Implication dans la prise de décisions et la gestion communautaire • Facilitation de l'accès aux TIC • Amélioration du statut social • Appui financier et matériel • Construction et équipement d'un Centre de Réhabilitation • Appui aux AGR • Soutien aux enfants handicapés 	<ul style="list-style-type: none"> • Présence d'organismes de développement • Appui de la Commune • Appartenance à une famille (solidarité)
Mineurs incarcérés. Enfants en détresse	<ul style="list-style-type: none"> • Faible couverture et accès limité aux soins de santé de qualité • Maladies fréquentes • Perte de la vue • Sous-alimentation • Analphabétisme • Alcoolisme/tabagisme accentué 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de l'accès aux soins de santé • Amélioration de la sécurité et du statut social • Prise en charge des vieillards • Mise en place d'un fichier des personnes vulnérables • Sensibilisation sur les valeurs des personnes du 3^{ème} âge • Facilitation de l'accès aux soins de santé, à l'eau, au transport. 	<ul style="list-style-type: none"> • Expérience de la vie • Disponibilité • Solidarité familiale • MINAS

Les réfugiés Bororos bénéficient périodiquement d'un soutien sanitaire et alimentaire apporté par la communauté internationale à travers la croix rouge, le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés (HCR) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

3.1.4.5. La crise centrafricaine et les réfugiés dans la Commune de Meiganga

Considéré comme un eldorado, le Cameroun se trouve être le lieu par excellence où migre un grand nombre de populations en quête de savoir, d'emploi et de création de richesses. Mais suite aux dernières crises politiques dans la sous-région de l'Afrique Central en général et en la République Centrafricaine en particulier le Cameroun en général et la commune de Meiganga en particulier accueille un afflux de réfugiés. Certaines localités de cette commune connaissent une augmentation vertigineuse de leur population (Tableau 5).

Tableau 5. Population des réfugiés

POPULATIONS			
Localités	CAMEROUNAIS EN PLACE	REFUGIES EN PLACE	REFUGIES ATTENDUS
GBATOUA	4 000	1 500	2 000
NGAM	2 300	14	6 000
FADA	2 780	450	1 500
MEIGANGA	88 000	1 500	2 500
MEIDOUGOU	6 000	2 300	4 500
TOTAL	119 280	5 764	16 500

Source : Commune d'Arrondissement de Meiganga

La population des réfugiés est de 5 764 dans les cinq localités ci-dessus évoquées, mais avec le climat délétère qui prévaut et perdure en RCA ce nombre connaîtra une évolution estimée à 16 500 réfugiés. Une telle augmentation implique :

- une quête effrénée de bois de chaud,
- les conflits socio-culturels,
- une faible offre sanitaire dans l'optique de recevoir et soigner les malades,
- un déficit en eau potable véritable problème dans la commune,
- une insuffisance de terres cultivables, habitables et de pâtures,
- une faible capacité d'accueil de structures éducatives.

Le tableau 6, ci-dessous présente un état des infrastructures sociales existantes et les besoins en fonction du nombre de populations dans chaque village abritant les réfugiés.

Tableau 6 Infrastructures sociales de base

Localité	ETAT DES LIEUX			ETAT DES BESOINS		
	Points d'eau	Centre de santé	Ecoles primaires	Points d'eau	Centre de santé	Salles de classe
GBATOUA	02	01	01	04	01	04
NGAM	02	01	01	02	01	04
FADA	02	00	01	03	01	04
MEIGANGA	CDE	03	08	08	02	16
MEIDOUGOU	04	01	01	03	01	02
TOTAL	10	06	12	20	06	30

Source : Commune d'Arrondissement de Meiganga

Afin de pallier ces manquements la commune avec ces partenaires entendent :

- réduire la porosité des frontières en matérialisant la présence camerounaise par la construction d'une base de détachement militaire dans le village Bakari (déjà réalisée sous fond propre de la commune),
- réaliser 20 puits avec pompe à motricité humaine
- construire 06 centres de santé équipés
- construire 15 blocs de deux salles de classe avec latrines
- appuyer les agriculteurs en fournitures d'intrants, semences et matériels agricoles
- appuyer les éleveurs en vaccins, champs fourragers, matériels pour enclos.
- identifier et délimiter les nouveaux sites d'accueil
- vulgariser les foyers améliorés dans les camps des réfugiés.

3.1.4.6. Acteurs du développement local

La Commune dispose d'élites dont la participation à son développement reste déterminante. Celles-ci occupent de hautes fonctions

dans l'administration publique camerounaise : secrétaire général de Ministère, directeur général, directeurs, sous-directeurs, universitaires, professeurs de lycées et collèges ainsi que des opérateurs économiques, cadres d'entreprises privées et parapubliques, sans oublier de nombreux hauts commis de l'état retraités.

3.1.4.7. Activités économiques

Les principales activités menées dans la Commune concernent la zone rurale : l'agriculture, l'élevage, la chasse, le lait et ses dérivés, la cueillette, l'apiculture, l'orpillage artisanal ; dans la zone urbaine ce sont le petit commerce, le bâtiment, le transport.

L'agriculture se rapporte à la culture du Maïs exporté vers l'ouest, le Gabon l'Extrême Nord, au manioc qui constitue l'aliment de base, au concombre, aux tomates, au gingembre, à la patate douce, à l'igname. La cueillette s'applique au miel vendu dans la partie méridionale du pays. Il faut ajouter les légumineuses telles que l'arachide, le haricot, le niébé, le soja... et les cultures maraîchères et fruitières. C'est une agriculture de subsistance qui a connu un regain de vitalité ces dernières années. Elle est caractérisée par une très faible utilisation d'intrants, une très faible mécanisation et une forte destruction des forêts galeries. Néanmoins, on rencontre une grande diversité de cultures dans l'ensemble de l'arrondissement. Il se développe désormais une sorte d'intégration agriculture-élevage autour du parcage nocturne du bétail, d'abord chez les agriculteurs-éleveurs, puis chez les agriculteurs citadins. Cette pratique, qui intéresse une faible superficie de la zone cultivée, consiste à enfermer le bétail pour la nuit dans un enclos de piquets et fil de fer barbelé édifié sur la parcelle à fertiliser afin qu'il y dépose ses excréments.

L'élevage occupe une place très importante parmi les activités pratiquées dans la ville et sa proche périphérie en particulier, et dans l'arrondissement en général; il est encore du type traditionnel, extensif et semi-intensif (dans les ranchs) avec des phénomènes de transhumance et de nomadisme. Sont élevés des bovins, des ovins, des caprins, des équins, des porcins, des asins et de la volaille. Avec la rareté des pâturages, se développe actuellement la culture fourragère de *Bracharia* et du *stylosanthese* vulgarisé avec l'appui du PNDP, de l'Etat et de l'APSS.

Il n'existe pas non plus de zones aménagées de pâturage pour bétail, car les délimitations des superficies entre l'agriculture, l'élevage, la forêt et l'environnement ne sont pas nettes. Les zones de pâturage sont des espaces laissés libres par les agriculteurs, le Ministère des Forêts et de la Faune et celui de l'Environnement et de la Protection de la Nature.

La sylviculture, la pêche sont peu développées dans la ville de Meiganga. À la sortie de la ville vers Ngaoundéré, se trouvent quelques étangs qui ne sont pas convenablement exploités. L'artisanat et l'industrie sont encore bien embryonnaires dans la ville.

L'apiculture est développée par les GICs et les particuliers. Les peaux de bœuf sont exportées vers le Nigéria et l'Italie ; l'exploitation de l'or se fait artisanalement et par une ONG américaine.

Le commerce est une activité pratiquée par toutes les classes d'âge (de 7 à 77 ans). Les plus jeunes font essentiellement du commerce ambulante. Les adultes sont installés derrière les petits comptoirs le long de principaux axes de communication de la ville. Les plus fortunés disposent déjà de boutiques et d'entrepôts de produits manufacturés. C'est une activité qui recrute la majorité des déperditions scolaires.

Cinq commerçants grossistes importateurs-distributeurs installés dans la ville de Meiganga assurent la distribution des produits manufacturés de première nécessité tels que le sucre, les huiles, le thé, les savons, le riz, la farine...

Le secteur du commerce du détail est pratiquement non contrôlé. Il concerne la vente de : boissons gazeuses, de matériaux de construction, de pièces de rechange de véhicules et de motos. La vente ici se fait essentiellement au détail et le nombre d'intervenants est important. Ceci a évidemment pour conséquence immédiate l'accentuation de la concurrence et la contrebande. En dehors de quelques structures de Microfinance à l'instar du Crédit du Sahel et Express Union, aucune Banque Commerciale n'est actuellement implantée à Meiganga.

3.1.4.8. Organisation sociale

La Commune de Meiganga compte : une chefferie de premier degré à Meiganga, deux chefferies de second degré à Mboula et à Lokoti ainsi qu'une centaine de chefferies de troisième degré réparties dans l'ensemble de l'arrondissement. L'accession à la chefferie est héréditaire, il faut appartenir à la famille royale, et jouir de la confiance du peuple et subir les rites d'installation. Le mode d'organisation de l'autorité traditionnelle dans la Commune est calqué sur le modèle peul avec une hiérarchisation des postes dans la cours des chefferies. Le Lamido est ici comme le chef suprême ; le *Kaigama* officie comme Premier ministre ; le *Sarki pawa* responsable des bouchers, le *Sarki jango* ministre chargé du tourisme, le ministre des forêts et des eaux (*Magadji*), le ministre de l'agriculture (*Galdima*), le ministre de l'élevage (*Sarki sanu*), le ministre de la justice (*Alkali*) gèrent les questions relatives à leur domaine respectif. Ceux-ci sont assistés par les chefs (Ardo/Djaouro) de quartiers et de villages. Dans cette organisation, Mboula est un canton autonome avec un chef de troisième degré à sa tête.

3.1.4.9. Religion

Deux types de religion dominent la Commune de Meiganga. Ce sont l'Islam et le Christianisme.

3.1.3.1. Atouts, potentialités et contraintes du milieu socio-économique

Tableau 7. Synthèse des atouts/potentialités et contraintes du milieu socio-économique

ATOUS	CONTRAINTES	POTENTIALITÉS	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> • Bitumage des artères de la ville • Capital humain • Diversité de la population • Activités économiques fortes (agriculture, maraichage) • Disponibilité des services techniques • Nationale N°1 goudronnée 	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence du tissu macro-économique (usine, petites et moyennes entreprises) • Sous-utilisation des expertises des services techniques • Absence d'un bulletin d'information • Analphabétisme de la population • Insuffisance des structures et personnel de santé • Absence du schéma directeur de développement urbain • Insuffisance de service spécialisé d'encadrement de l'enfant et petite enfance (orphelinat, fille mère, institution de rééducation des enfants en difficulté) • Absence des officines de pharmacie • Coupures intempestives d'électricité • Absence des bacs à ordures dans la ville 	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des terres fertiles • Possibilité de développer l'élevage • Possibilité de partenariat national, régional et international • Ville naturellement très attrayante pour les investisseurs (entrepreneurs) • Activités économiques fortes à développer 	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'urbanisation de Meiganga dépassé • Absence de réserve foncière • Construction sans permis de bâtir • Dégradation de l'environnement • Sous scolarisation • Incivisme fiscal • Réseau d'adduction en eau potable très faible • Faible présence des projets de développement

Source : Diagnostic participatif, observations et enquêtes de terrain, mars-novembre 2013

3.2. Synthèse du Diagnostic de l'Institution communale (DIC)

3.2.1. Ressources humaines

La commune de Meiganga ne respecte pas l'organigramme type des communes la figure 4 présente l'organigramme fonctionnel au niveau de ladite commune.

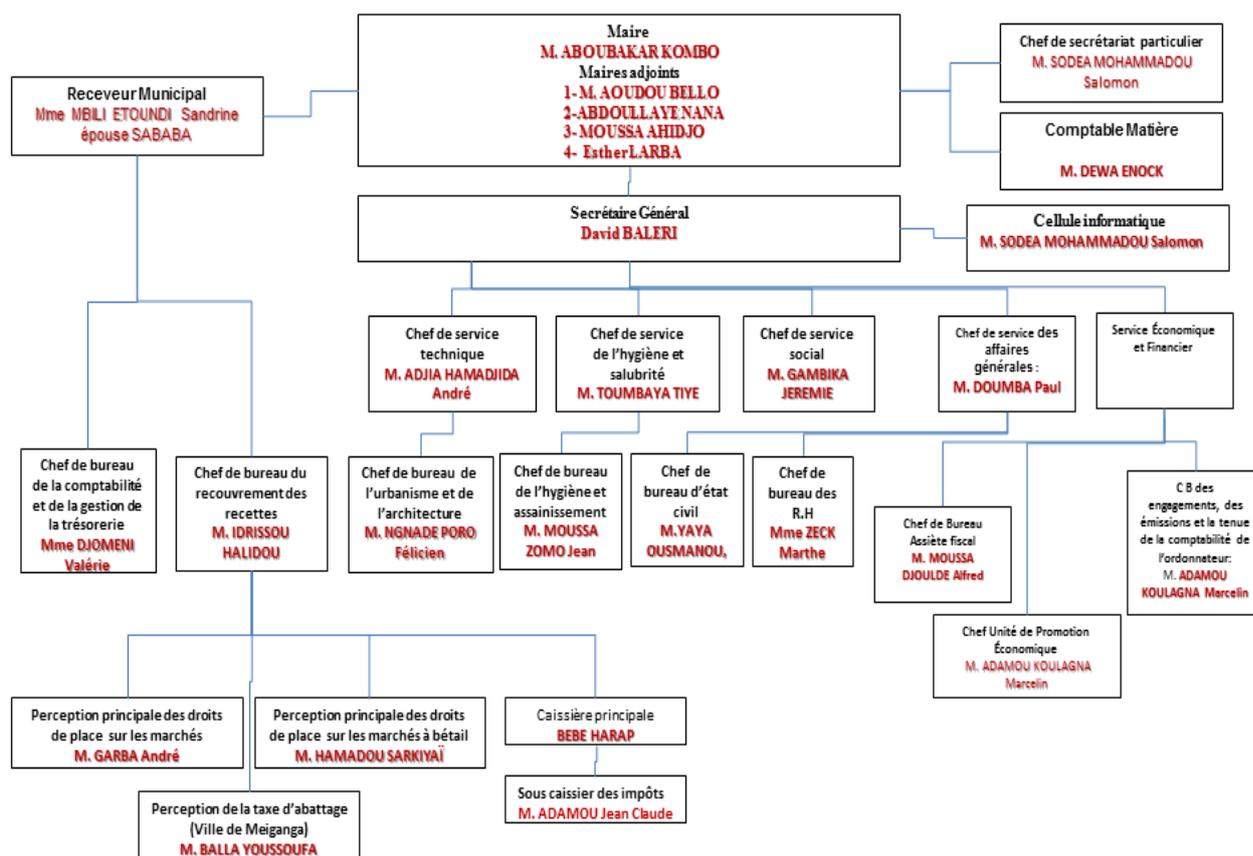


Figure 4. Organigramme fonctionnel de la commune de Meiganga

3.2.1.1. Forces et faiblesses

Forces	Faiblesses	Opportunités
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Bonne répartition des tâches au sein de l'exécutif communal ✓ Deux agents formés au CEFAM (le SG et un agent du service de finances) ✓ Avancement régulier du personnel ✓ Existence des éléments de sanction : demande d'explication ; mise à pied ; blâme ; avertissement licenciement. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Inadéquation du profil de carrière et la fonction occupée ✓ Manque de renforcement des capacités de personnel communal (séminaires, formations de recyclages, formations accordées, etc.) ✓ Insuffisance du système de classement et d'archivage des dossiers au sein de la Commune ✓ Vieillesse du personnel ✓ Existence des postes vacants ✓ Cumuls de postes ✓ Rareté des réunions de coordination des activités communales. 	<p>Disponibilité des Jeunes diplômés formés dans les Universités camerounaises et étrangères</p>

3.2.1.2. Axes de renforcement

BESOINS EN RENFORCEMENT DE CAPACITÉS	
Gestion des ressources humaines	<p>Élaboration et mise en œuvre d'un plan de recrutement du personnel suivant les besoins et l'organigramme type.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Service d'état civil Recrutement d'un chef d'État civil Recyclage du personnel en techniques rédactionnelles (notes d'opportunité, de synthèse, contrôle des actes, etc.), en procédure administrative de délivrance des actes d'état civil, et en bureautique Recrutement d'un informaticien analyste-programmeur ou technicien ➤ Secrétariat général Recrutement d'un chef de service administratif et financier et d'un directeur de service technique ➤ Service d'hygiène et salubrité Recyclage du chef service d'hygiène (responsable Hygiène publique) Recrutement d'un responsable de déchets solides, d'un agent de collecte. ➤ Service d'action sociale Recrutement d'un animateur social et d'un responsable d'établissement social ou médico-social ➤ Service des ressources humaines Recrutement d'un responsable des ressources humaines, d'un assistant de ressources humaines, d'un chargé de recrutement et de la formation ; Formation sur le leadership et les ressources humaines (personnel de la Commune). ➤ Service des recettes municipales Recrutement d'un responsable des services financiers, d'un contrôleur financier, d'un responsable de dépenses, d'un responsable de recette, d'un assistant des services financiers ou comptables, d'un agent des services financiers ou comptables, d'un contrôleur de gestion. Recyclage ou renforcement des capacités du personnel en : <ul style="list-style-type: none"> - comptabilité et en informatique ; • Génération et gestion des ressources propres de la Commune ; • stratégie de recouvrement ; • Mécanismes incitatifs ; - Tenu du fichier de contribuables.

3.2.2. Ressources financières

3.2.2.1. Forces faiblesses/opportunités et menaces

L'observation directe et l'entretien informel avec le RM permet de noter les points faibles, les forces et opportunités pour ce qui est de la comptabilité.

Forces	Faiblesses	Opportunités
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dynamisme impulsé au service du recouvrement par le nouveau receveur municipal en service depuis 05 mois ; ✓ Grande volonté du personnel en 	<p>-Du point de vue stratégique</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Absence d'une stratégie de recouvrement et partant d'un plan d'action opérationnel de recouvrement des ressources financières ✓ Inadéquation entre les moyens (humains, matériels) et les objectifs annuels de recouvrement ✓ Faible exploitation du potentiel en ressources propres ; ✓ Insuffisance des mécanismes incitatifs permettant au personnel de fournir un bon rendement et à s'aligner à la vision stratégique de la Commune ✓ Non-maîtrise intégrale de l'assiette fiscale (fichier de contribuables) <p>- Du point de vue budgétaire</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Une préparation du budget limité à une reconduction des budgets annuels précédents (principe de services votés) ajusté par un facteur 	<ul style="list-style-type: none"> Accroissement des taxes de stationnement eu égard au bitumage des routes. Possibilité de recyclage du personnel en place et de recrutement Présence de la bibliothèque municipale.

Forces	Faiblesses	Opportunités
charge de la gestion financière à conduire le changement et à améliorer les recettes de la Commune ; ✓ Taux de recouvrement considérable sur trois ans ; ✓ Rationnement des dépenses	qui tient compte des conditions macro-économiques et de la conjoncture économique ✓ Une budgétisation par poste budgétaire et non par activité/résultat ✓ Une faible participation de la population dans le processus d'élaboration du budget ✓ L'absence de réalisme dans le processus d'élaboration du budget ✓ Faible taux de réalisation des investissements sur fonds propres ✓ Faible contrôle des dépenses liées au personnel et au fonctionnement courant de la Commune Du point de vue comptable ✓ Impossibilité d'apprécier l'équilibre structurel et l'autonomie la performance et la liquidité financière de la Commune dans la durée ; ✓ Faible structuration organisationnelle du système d'information comptable ✓ Impossibilité d'avoir des informations sur le patrimoine de la Commune ✓ Absence de la comptabilité analytique, véritable outil de pilotage de la performance de la Commune ✓ Absence de manuel de procédure financière ✓ Faible implication de l'exécutif municipal dans les stratégies de mobilisation des fonds ✓ Insuffisance des moyens logistiques pour les recouvrements.	

3.2.2.2. Axes de renforcement de capacités de gestion des ressources financières

Les prévisions de recettes pour le budget des collectivités territoriales en général et celle de la Commune de Meiganga augmentent chaque année. Pour les structures de recouvrement, cela se traduit par un accroissement de la charge de travail.

A long terme, les objectifs de recouvrement ne pourront être atteints entre autres, que par un changement qualitatif de l'ensemble du réseau comptable.

Les réformes que nous suggérons, s'articulent autour des principaux axes qui sont d'ordre :

- stratégique ;
- administrative ;
- comptable ;
- organisationnelle ;
- budgétaire.

✓ Réformes d'ordre stratégique : de la nécessité d'un plan d'action opérationnel de la collecte des fonds

L'un des facteurs clés du succès et de l'émergence de la Commune de Meiganga consistera à actualiser le fichier de contribuable exhaustif afin d'éclairer l'action de recouvrement.

Dans la perspective d'améliorer le processus de recouvrement des ressources financières dans la Commune de Meiganga, il est urgent

d'accroître les moyens logistiques et d'éclairer l'action de recouvrement des taxes. Ceci passe par la mise sur pied d'un plan d'action opérationnel des recouvrements dans lequel une attention sera portée sur le calendrier annuel des recouvrements. Pour chaque catégorie de taxes, les indicateurs de mesure de la performance des responsables, les activités à mener pour le recouvrement et la période de recouvrement.

En outre, la Commune de Meiganga doit :

- renforcer la logistique du service de recouvrement
- respecter les prescriptions règlementaires en matière de conception du budget notamment en matière de prévision des dépenses
 - organiser des séminaires de sensibilisation auprès de la population sur la nécessité de payer ses différents impôts et taxes pour le développement de la localité ; ceci permettra d'accroître les recettes propres de la Commune.
 - renforcer les investissements en direction du bien-être de la population (aménagement des points d'eau, entretien et nettoyage de l'espace urbain...);
 - réinstaurer l'approche par objectif dans l'activité des percepteurs afin d'accroître le taux de recouvrement. L'on pourra dire par exemple qu'un percepteur à pour charge de gérer 50 contribuables pour un type de recette donné.

Derrière l'interrogation de savoir si les personnes en charge de la gestion financière agissent dans l'intérêt de la Commune lorsqu'ils sont sur le terrain, puisqu'il peut y avoir des comportements opportunistes, il sera intéressant de mettre sur pied des mécanismes incitatifs permettant de les intéresser pour mieux les contrôler, notamment à travers les bonifications et seront une fonction croissante de la performance (plus le percepteur sera performant, plus son bonus augmentera) et les médailles de travail et les notes de félicitations.

✓ **Réformes d'ordre administratif : de la nécessité d'une gestion efficace des ressources humaines**

L'avènement de la décentralisation, et partant du budget programme, oblige la Commune de Meiganga à repenser sa politique de recrutement afin de disposer d'un personnel compétent et qualifié.

Du point de vue opérationnel il est question d'organiser des séminaires de formation continue du personnel en général, et en particulier de ceux en charge de la gestion financière. Ces séminaires sont orientés sur les thématiques suivantes :

- montage et gestion des projets et programme de la Commune ;
- élaboration et suivi du budget programme
- Compréhension du modèle comptable en partie double ;
- Les textes portant Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) relative au recouvrement des créances pourront être dispensés afin de s'informer sur les dispositions législatives nationales et internationales.

✓ **Renforcement du point de vue organisationnel**

Au vu des multiples tâches effectuées au service des recettes municipales, il serait judicieux, pour plus d'efficacité et d'efficience de procéder à la création de nouveaux postes de travail. Il s'agira de créer un poste d'assistant-comptable (où l'employé aura pour mission de suppléer le RM dans ses tâches), un bureau de recouvrement des créances (où les personnel aura pour mission d'accroître les recouvrements en cours et/ou abandonnés) et un bureau du contrôle interne et de contrôle de gestion (qui aura pour mission d'implémenter des dispositifs assurant la sécurité des actifs de la Commune, de suivre et d'évaluer les projets et programmes de développement de la Commune).

De plus, il est urgent de :

- renforcer le personnel du bureau de recouvrement à travers le recrutement de deux employés au moins de profils gestionnaire ;
- passer à 30 percepteurs.

✓ **Renforcement du cadre comptable**

L'impossibilité pour la Commune de renseigner sur l'état de son patrimoine est symptomatique de la faible intégration du modèle en partie double. De plus, l'exigence de manipulation de plusieurs *comptes* que requiert la comptabilité à partie double, combinée au volume élevé des opérations entraîne une mobilisation permanente de plusieurs agents pour la présentation des écritures. Cette situation affecte négativement l'exécution des autres tâches et particulièrement les actions visant à améliorer le niveau du recouvrement.

Il est donc important :

-de procéder à une intégration complète du modèle comptable en partie double pouvant à tout moment renseigner sur les dettes, les créances, les pratiques d'amortissement, l'état du patrimoine et le résultat comptable de la Commune.

-de dématérialiser des supports de gestion en les assemblant sous forme de logiciel (Symba par exemple).

✓ **Renforcement des mécanismes budgétaires**

Une analyse globale du budget permet de constater une forte instabilité entre les prévisions et les réalisations. Les causes décelées sont les suivantes :

- la préparation du budget, limitée à une reconduction des budgets annuels précédents (principe de services votés) ajustés par un facteur qui tient compte des conditions macro-économiques et de la conjoncture économique ;
- l'utilisation d'une budgétisation par poste budgétaire et non par activité/résultat.

Il faut:

- impliquer tous les acteurs dans le processus d'élaboration du budget ;
- Limiter au plus la conception du budget sur la base des données antérieures en intégrant le budget –programme, une démarche budgétaire axée sur la performance et les résultats.

✓ **Optimisation des mécanismes de production de l'information financière**

L'observation des activités du service en charge de la gestion financière permet de constater une faible maîtrise des outils de l'informatique décisionnelle (Excel...), or l'édition de la majorité des états (Comptes administratifs, comptes de gestion, certificat de recette dépense, balance des comptes, bilan, compte de résultat...) sera optimisé à travers l'utilisation de ses outils. Il paraît donc urgent d'organiser les séminaires de renforcement des capacités en informatique décisionnelle.

✓ **Formaliser les procédures de gestion financière**

L'avènement de la décentralisation qui implique de renforcer la structure organisationnelle du système de gestion financière à travers la rédaction et la mise en application d'un guide comportemental (manuel des procédures comptables et financières) permettant de cadrer les acteurs en charge de la gestion financière dans un espace normé s'imposera comme un outil de communication, d'évaluation, de formation et de gestion et inscrira la Commune de Meiganga dans une dynamique de l'apprentissage organisationnel

✓ **Renforcement des contrôles**

La décentralisation induira impérativement des audits légaux dans les Communes, d'où la nécessité pour l'ordonnateur et l'exécutif de se préparer en instaurant un service de contrôle interne indépendant du service recette et de l'ordonnateur. Ce service aura pour mission d'assurer la sécurité des richesses de la Commune et préviendra les risques de fraudes.

✓ **Instauration de la comptabilité analytique**

Il faudra renforcer les dispositifs de pilotage de la performance à travers la mise sur pied d'une comptabilité analytique.

3.2.3. Patrimoine communal

3.2.3.1. Forces, faiblesses/opportunités-menaces

Forces	Faiblesses	Opportunités
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Plusieurs bâtiments (dont l'hôtel de ville-siège de la Mairie) ; ✓ 41 sites en cours de sécurisation ; ✓ Récente acquisition du 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Non-maîtrise de la situation patrimoniale de la Commune (pas de sommier faisant état de tout le patrimoine communal) ✓ Insécurité foncière ✓ Absence de document règlementant la gestion du patrimoine communal ✓ Non-archivage des documents relatifs au patrimoine de la Commune ✓ Insuffisance du matériel roulant ✓ Insuffisance du matériel de bureau (service d'hygiène et 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Abondance des terres libres et exploitables ✓ Possibilité d'acquisition des nouveaux biens dans le cadre de la décentralisation

Forces	Faiblesses	Opportunités
matériel de bureau et du matériel roulant. ✓ Acquisition des livres pour la bibliothèque	salubrité, service d'action sociale et services des ressources humaines) ✓ Absence de mécanicien pour la maintenance du matériel roulant ✓ Insuffisance du matériel informatique ✓ Absence d'agent de maintenance du matériel informatique ✓ Absence d'un garage et d'une fourrière municipale	n (transfert des compétences).

Source : Enquête à la Commune de Meiganga, 6 mars 2013

3.2.3.2. Axes prioritaires d'action

- réalisation d'un sommier ;
- création d'une base de données (géographique et attributaire) du patrimoine de la Commune s'agissant entre autres des bâtiments et des terrains ;
- élaboration et mise en œuvre (formalisation) d'un document de procédures de gestion du patrimoine ;
- sécurisation du patrimoine foncier (titre de propriété);
- recyclage ou renforcement des capacités du personnel en : gestion du patrimoine, en documentation et en archivage ;
- formation des jeunes à l'entretien des infrastructures communales (forages) ;
- redistribution du matériel selon les besoins dans les services communaux et acquisition en quantité suffisante ;
- construction d'un garage et d'une fourrière municipaux
- recrutement des agents de maintenance (mécanicien, maintenancier informatique).

3.2.4. Gestion des relations

3.2.4.1. Forces et faiblesses de la gestion des relations

AXE DE DIAGNOSTIC	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS
Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Bonne relation avec la tutelle ✓ Présence de nombreux partenaires ✓ Bonne collaboration avec le FEICOM, les programmes et projets de développement ✓ Bonne collaboration avec les organismes internationaux (HCR, IMC, UE etc.) ✓ Assez bonne collaboration avec les sectoriels dans l'ensemble ✓ Bonne collaboration avec la CVUC et les autres Communes du Mbéré ✓ Partenariat avec la Commune de Nantes 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sous-exploitation de l'expertise des sectoriels ✓ Absence de répertoire des acteurs de la société civile ✓ Insuffisance en matière du suivi des activités des GIC, des associations et syndicats civils ✓ mauvais archivage des actes et document de partenariat 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Possibilité de développement des projets intercommunaux à travers les CVUC et du SYNMBÉRÉ ✓ Possibilité de développement des relations avec la société civile ✓ Possibilité d'obtention des financements auprès des organismes internationaux et nationaux ✓ Possibilité de développement soutenu par les élites

3.2.4.3. Axes de renforcement

AXES	BESOINS EN RENFORCEMENT DE CAPACITÉS
Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ouverture d'un registre des partenaires de la Commune ➤ Création d'un service de communication, de coopération et de partenariat local ➤ Formation du personnel en termes d'archivage ➤ Renforcement des capacités du personnel communal en matière de suivi des activités des différents acteurs exerçant dans l'espace communal ➤ Formation du personnel communal en matière de gestion des relations ➤ Organisation des ateliers de concertation (2 fois / an) entre la commune et les sectoriels

3.3. Situation de référence et analyse par secteur

3.4. Situation de référence et analyse par secteur

3.4.1. Éducation de base

3.4.1.1. Situation de référence

- **Identification et caractérisation des écoles maternelles et primaires**

Les écoles maternelles et primaires sont très disproportionnellement réparties entre l'espace urbain et l'espace rural (Figure 5). Dans ces établissements, le nombre de filles est pratiquement égal au nombre de garçons, que ce soit dans les écoles maternelles que dans les écoles primaires (Tableau 8).

Tableau 8. Effectif des élèves dans les écoles maternelles et primaires de la Commune de Meiganga

Type d'école	Espace	Filles	Garçons	Total élèves
Ecole maternelle	Urbain	277	249	526
	Rural	80	91	171
Ecole primaire	Urbain	6916	8839	15755
	Rural	5503	6608	12111
Total		12776	15787	28563

Source : Enquête de terrain 2013

Une lecture de la carte de distribution des établissements scolaires (Figure 6) révèle que ceux –ci sont répartis essentiellement le long des axes de communication, épousant par là la distribution des villages. Cependant, la distance parcourue par les élèves des localités excentrées reste bien supérieure à la norme UNESCO.

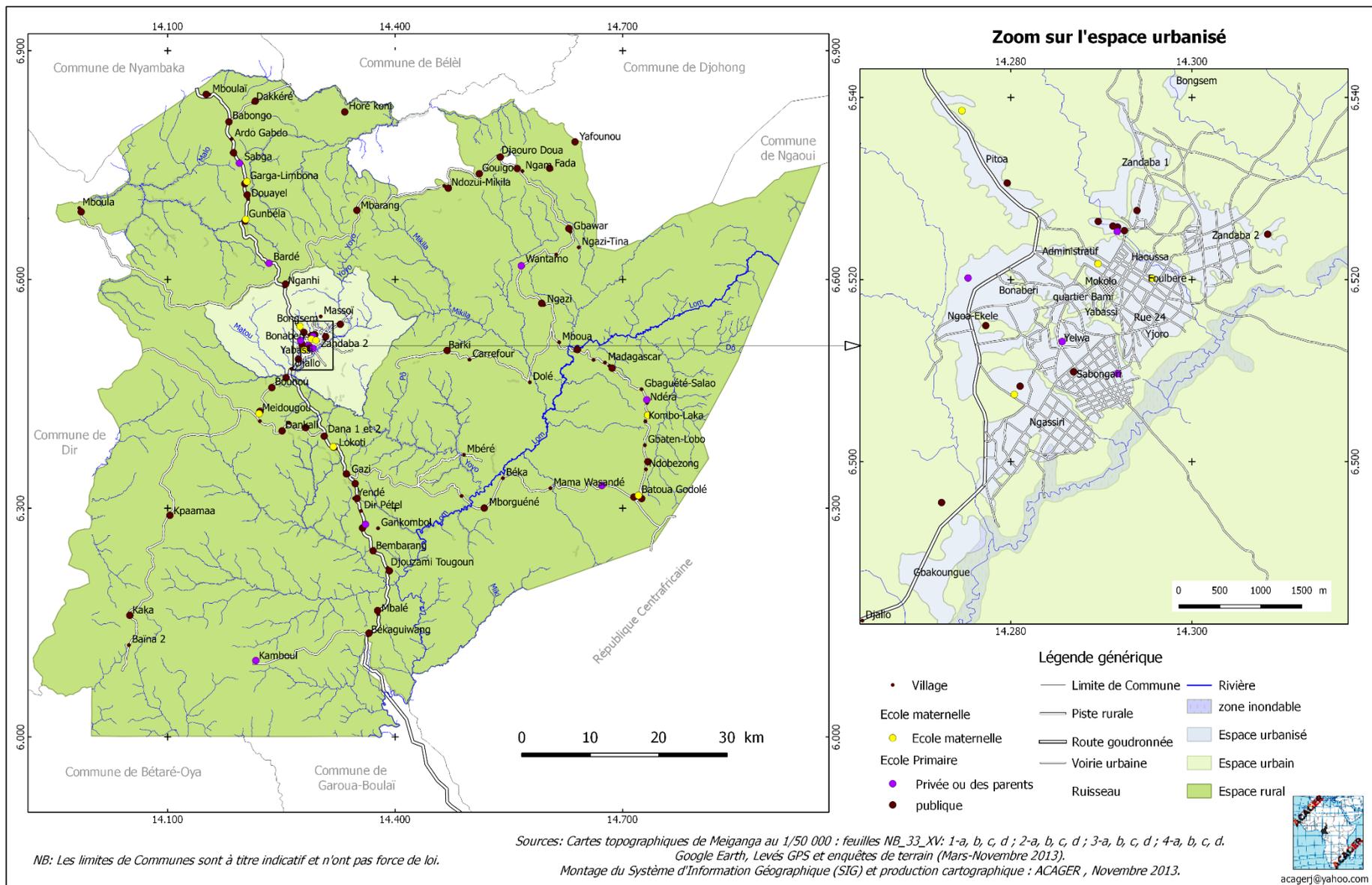


Figure 5. Géolocalisation des établissements maternels et primaires dans la Commune de Meiganga

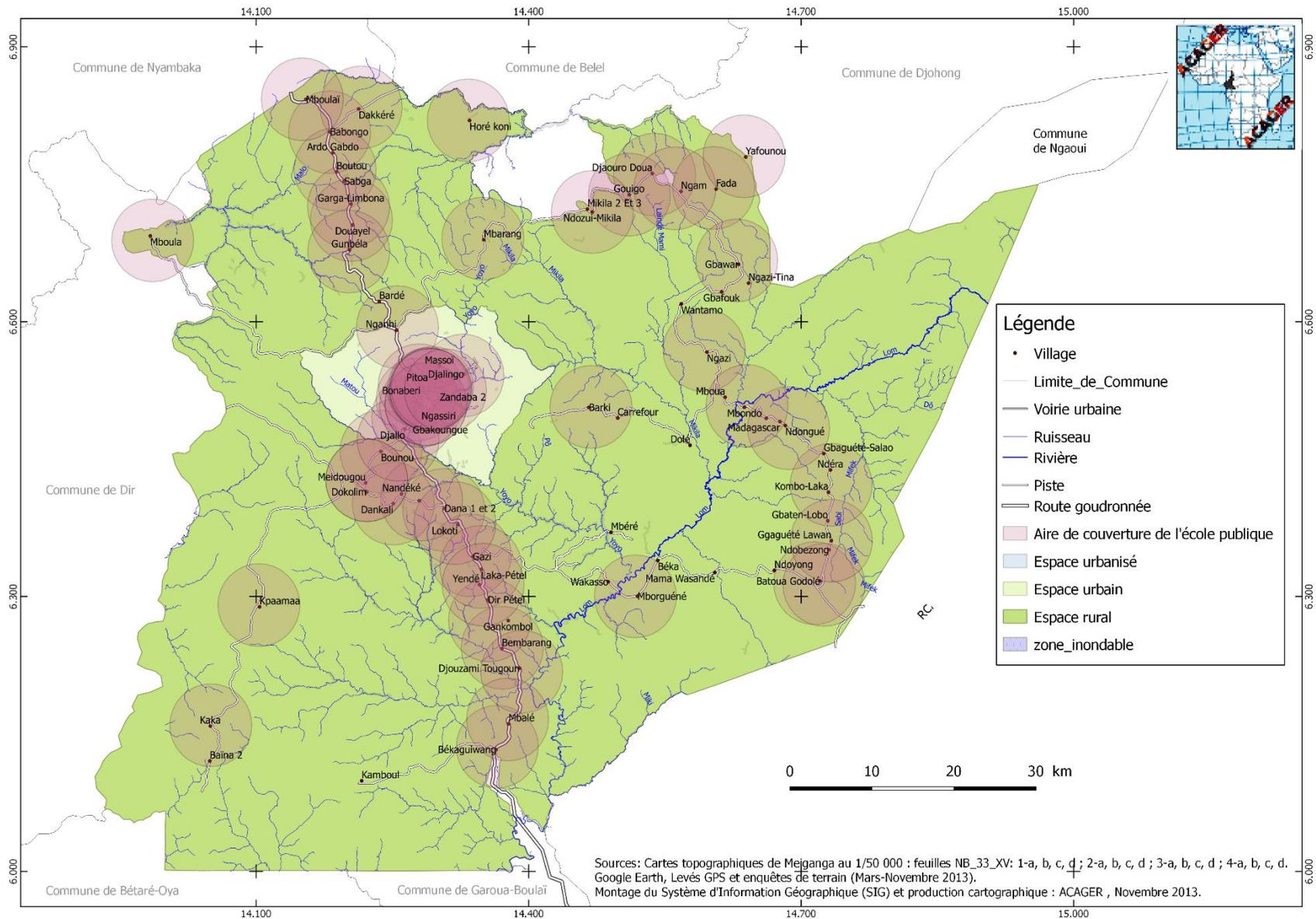


Figure 6. Buffer de couverture des établissements scolaires dans la Commune de Meiganga

Encadrement et équipement des écoles maternelles et primaires de la Commune

Le ratio élève/enseignant est, dans l'ensemble, inférieur à 60. Il est supérieur à 60 dans les écoles primaires des zones rurales. Le ratio élève/salle de classe est nettement élevé en milieu urbain, que ce soit dans les écoles maternelles que dans les écoles primaires (Tableau 9). Le ratio élève/place assise est également bien élevé en milieu urbain. Les écoles de l'espace urbain et des villages électrifiés ne disposent pas d'énergie électrique dans les salles de classe.

Les mobiliers dans les écoles maternelles sont inadaptés aux enfants de 04 à 5 ans, à l'exception des écoles maternelles de Gunbela, de Garga Limbona et l'école maternelle bilingue de Meiganga. Dans toutes les écoles, il n'existe pas de bibliothèque, ni de salle multimédia.

Tableau 9. Encadrement et équipement des établissements de la Commune

Type d'école	Espace	Effectif élèves	Nombre d'enseignants	Nombre de salles de classe	Nombre de tables bancs	Ratio Elèves/Enseignant	Ratio Elève/Salles de classe	Ratio Elèves/Place assise
Ecole Maternelle	Urbain	526	20	6	491	26	88	1
	Rural	171	4	2	209	43	86	1
Ecole primaire	Urbain	15755	169	99	2560	93	159	3
	Rural	12111	140	140	4741	87	87	2
Total		28563	333	247	7563			

Source : DD/MINEDUB de Meiganga et enquêtes de terrain, mars-novembre 2013

Tableau 10. Situation de l'aménagement des écoles maternelles et primaires dans la Commune de Meiganga

Type d'écoles	Espace	Nombre total d'établissements	Point d'eau	Latrine	Bacs à ordures	reboisement	Clôture	Logement d'astreinte
Ecole Maternelle	Urbain	5	2	4	0	2	1	0
	Rural	6	1	1	0	1	0	0
Total		11	3	6	1	4	2	0
Ecole primaire	Urbain	16	0	11	6	5	2	0
	Rural	55	13	25	3	14	0	1
Total		93	19	47	10	26	5	1

Source : DD/MINEDUB de Meiganga et enquêtes de terrain, Mars-Novembre 2013

Tableau 11. Synthèse sur le type de matériaux des bâtiments scolaires

Type d'écoles	Espace	Nombre de salles de classe				Total
		Séko/Banko /poto poto	Planche	Semi-dur	Dur	
Ecole Maternelle	Urbain	1	0	0	6	7
	Rural	2	0	0		2
Ecole primaire	Urbain	0	0	17	82	99
	Rural	7	0	12	128	147
Total		10	0	29	216	255

Source : DD/MINEDUB de Meiganga et enquêtes de terrain, mars-novembre 2013

Tableau 12. Synthèse de l'état général des bâtiments scolaires

Type d'écoles	Espace	Bon	Passable	Mauvais	Total
Ecole Maternelle	Urbain	2	4	0	6
	Rural	2	0	0	2
Ecole primaire	Urbain	34	50	15	99
	Rural	39	28	29	96
Total		77	82	44	203

Source : DD/MINEDUB de Meiganga et enquêtes de terrain, mars-novembre 2013

Tableau 13. Besoins des écoles maternelles de la Commune de Meiganga

Nom de l'école	Localité	Statut	Niveau	Effectifs des élèves			Effectifs des enseignants			Blocs maternels					Équipements		Besoins en enseignants	Besoins en blocs maternels	Besoins en infrastructure		
				Fille	Garçon	Total	Maitre des parents	Contractuel	Fonctionnaire	Total	Banco	Planche	semi-dur	Dur	Total	Chaises			Tables	Chaises	Tablettes
Espace urbain	Foulbéré	PUB	0	16	12	28	0	2	0	2	1				1	0		0	1 + équipement complet		
	Ngassiri	PUB	0	108	85	193	2	3	5	10				2	2	200		0	1 + équipement complet		
	Administratif	PUB	0	103	97	200	1	3	4	8				2	2	176		0	1 + équipement complet		
	Pittoa	PUB	0												0			0	1 + équipement complet		
	Zandaba 1	PUB	0	50	55	105		3		3				2	2	115		0	1 + équipement complet		
Total				277	249	526	3	11	9	23	1	0	0	6	7	491	0	0	2	35	9
Espace rural	Batoua godolé		0												0		0	1 + équipement complet			
	Gunbela	PUB	0	11	14	25			1	1	1				1	50		0	1 + équipement complet		
	Meidouougou	5	14	17	12	29		1		1	1				1	100		0	1 + équipement complet		
	Garga limbona			0	0											40		0	1 + équipement complet		
	Kombo-Laka	PUB	0	11	16	27	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0		0	1 + équipement complet		
	Lokoti	PUB	0	8	12	20	0	0	1	1	0	0	0	2	2	19		0	0	4	1
TOTAL				47	54	101	0	2	2	4	2	0	0	2	4	209	0	0	10 + équipement complet	4	- 1

Tableau 14. Besoins des établissements primaires

	Effectifs des Élèves	Effectif des enseignants				Salle de classe			Nombre de tables Bancs	Besoins en enseignant	Besoins en salle de classe	Besoins en Tables bancs
		Maitres parents	Contractuel	Fonctionnaire	TOTAL	Semi-dur	Dur	TOTAL				
ESPACEURBAIN	10705	21	162	7	190	17	92	109	2560	9	69	2793
ESPACE RURAL	12282	22	108	32	162	12	128	140	4741	65	65	1400
TOTAL	22987	43	270	39	352	29	220	249	7301	74	134	4193

Pour ce qui est de l'alphabétisation il existe en tout 9 centres d'alphabétisation dans la commune d'arrondissement de Meiganga : 07 dans l'espace urbain (Ngassiri Sabongari, Haoussa Yizoro Pitoa, Zandaba, Chefferie de meiganga) et 2 dans l'espace rural (Lokoti, Meidoukou). Ces centres sont pour la plupart en cessation d'activité du fait du manque d'apprenant et des moyens pour la prise en charge des instituteurs.

3.4.1.2. Analyse des problèmes liés au secteur de l'éducation de base (Tableau 15)

Tableau 15. Analyse des problèmes du secteur enseignement de base

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté d'accès aux enseignements primaire et maternel de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - insuffisance du personnel enseignant qualifié - Insuffisance des salles de classe - Inexistence des bâtiments dans deux (02) écoles maternelles créées ; - Inexistence de logements d'astreinte - Faible intérêt des parents pour l'éducation des enfants - Insuffisance de latrines et de points d'eau potable dans les écoles - Absence d'école maternelle dans l'espace rural - éloignement de certains établissements scolaires par rapport aux communautés villageoises - Absence d'électricité dans l'établissement primaire et maternel - absentéisme des enseignants - Irrégularité dans le paiement des enseignants de l'école des parents - Refus de prendre service par certains enseignants - Surcharge de travail pour les enseignants du secteur rural - insécurité dans les établissements primaires et maternelles (principalement pour les écoles situées le long des routes et dans le périmètre urbain) - Existence des classes multigrade - non maîtrise de l'importance de l'éducation par les parents - Absentéisme des élèves 	<ul style="list-style-type: none"> - Déperdition scolaire - Sous-scolarisation - Analphabétisme - Échec scolaire - Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes - Délinquance juvénile - Arrêt précoce des études - accidents de circulation - Abandon des études en période de récoltes et de transhumance 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction et équipement de 345 salles de classes dans les écoles primaires de la Commune 2. étude de faisabilité en vue de la Construction de clôtures autour de 52 écoles primaires 3. Construction de 38 points d'eau dans les écoles 4. Construction de 25 blocs latrine dans les écoles 5. . Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation de 29 salles de classe 6. Construction 53 blocs administratifs par école 4. 7 . Dotation en 2661 tables bancs 7. Construction de 25 centres multimédias dans les écoles des villages électrifiés 8. Construction de 70 bibliothèques 9. Construction de 44 logements d'astreinte aux enseignants de l'espace rural 10. Reboisement de 53 écoles primaires 11. Dotation de 418 bacs à ordures aux écoles primaires 12. Recrutement et affectation de 245 enseignants qualifiés 13. . Sensibilisation des parents pour l'envoi des enfants à l'école et leur suivi 5.2. Étude de faisabilité en vue de la réouverture des centres d'alphabétisation en cessation d'activité dans la Commune (éducation de base) 6. Plaidoyer en vue de la création de 3 écoles primaires publiques dans les localités suivantes (Baïna 2, Gankombol, kour-yoyo soura,) 7. Plaidoyer en vue de la création d'une école maternelle à Zandaba 2, 8. Construction et équipement de 10 blocs maternels dans la commune 9. Délocalisation de l'école publique bilingue groupe 2 pour Ngassiri.et construction 10. Construction et de l'équipement de 30 nouvelles salles de classe dans les écoles des localités d'accueil afin de satisfaire la demande induit par la présence des réfugiés centrafricains. 11. Construction et de l'équipement de 8 blocs latrines dans les écoles

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
			des localités d'accueil afin de satisfaire la demande induit par la présence des réfugiés centrafricains.

3.4.2. Enseignement secondaire

3.4.2.1. Situation de référence

- **Indentification et caractérisation**

Les établissements secondaires de la Commune de Meiganga comptent 05 lycées, 01 ENIEG, 05 CES et 02 CETIC. Ceux-ci regroupent au total 1905 filles et 3954 garçons soit un total de 5859 élèves (Tableau 16 et figure 7).

Tableau 16. Effectif des élèves dans les établissements secondaires de la Commune

Type d'écoles	Espace	Localité	Statut	Niveau	Filles	Garçons	Total élèves	
CES/ CETIC	Rural	Bekaguiwang (CES)	PUB	4	41	41	82	
		Garga-Limbona (CES)	PUB	4	48	91	139	
		Garga-Limbona (CETIC)	PUB	4	Crée mais non fonctionnel			
		Gunbela (CES)	PUB	4	25	98	123	
		Kombo-Laka (CETIC)	PUB	4	17	47	64	
		Meidougou (CES)	PUB	4	52	146	198	
		Total				183	423	606
LYCEE	Urbain	Ngassiri (L C)	PUB	5	681	1175	1856	
		Zandaba 1(L T)	PUB	5	367	933	1300	
		Zandaba 1(L B)	PUB	5	427	657	1084	
		Total			1475	2765	4240	
	Rural	Batoua godolé lycée	PUB	5	87	376	463	
		Lokoti	PUB	5	71	263	334	
		Total			158	639	797	
ENIEG	Urbain	Pitoa	PUB	5	89	127	216	

Ils sont inégalement répartis, soit 5 CETIC/CES uniquement dans l'espace rural, 05 Lycées donc 3 dans l'espace urbain et 02 dans l'espace rural. Ceux-ci ne disposent ni pas de logement d'astreinte, ni de bibliothèque à jour, ni de salle multimédia dans tous les Lycées encore moins de centre de ressource multimédia pour la recherche pédagogique

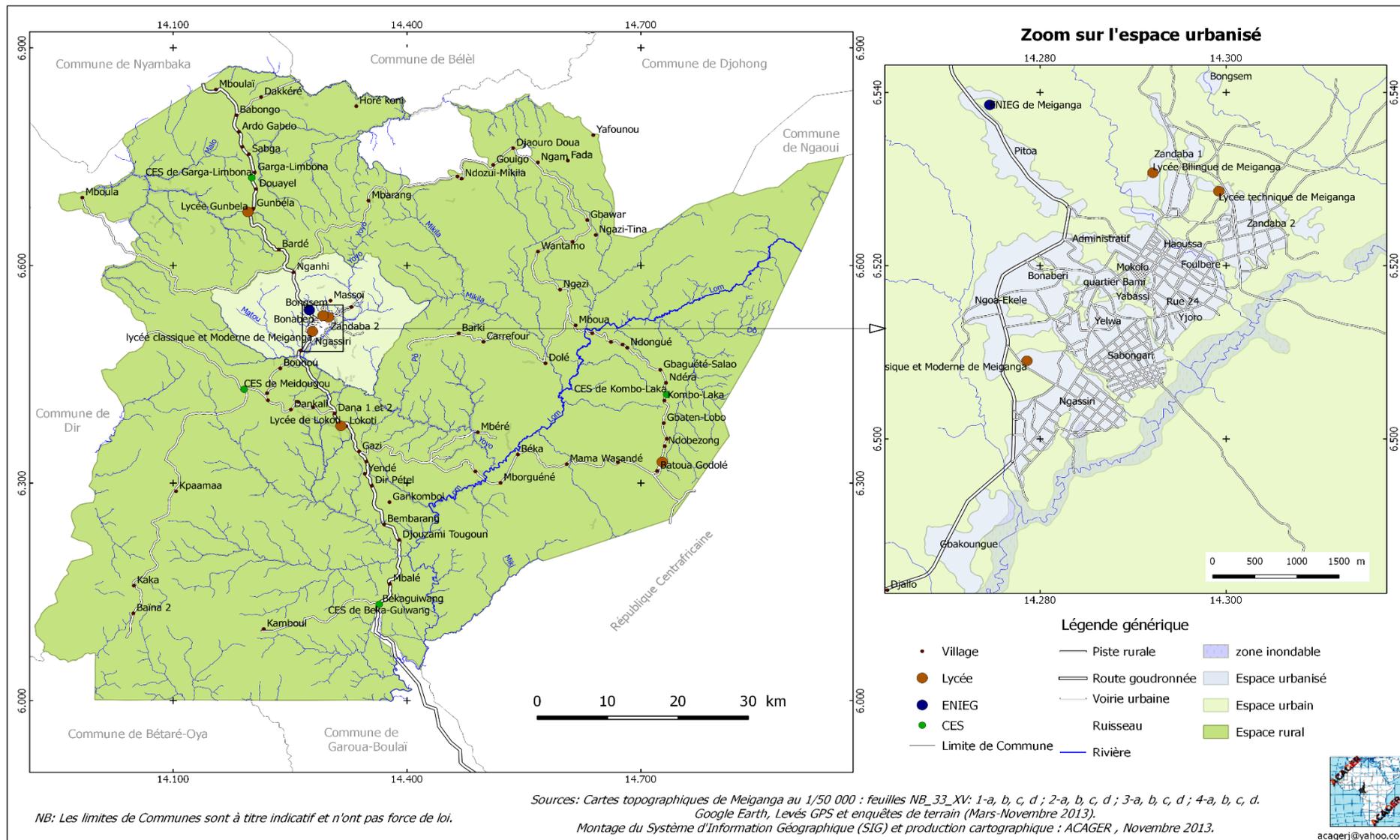


Figure 7. Géolocalisation des établissements secondaires

Tableau 17. Encadrement et équipement des établissements secondaires de la Commune

Type d'établissement	Espace	Localités	Statut	Niveau	Effectif élèves	Nombre d'enseignants	Nombre de salles	Nombre de tables bancs	Ratio Elèves/Enseignant	Ratio Elève/Salles de classe	Ratio Elèves/Place assise	
CES /CETIC	Rural	Bekaguiwang (CES)	PUB	4	53	4	0	0	14	pas de salle	pas de place assise	
		Garga-Limbona (CES)	PUB	4	139	9	4	82	16	36	2	
		Gunbela (CES)	PUB	4	123	7	4	210	19	32	1	
		Gunbela (CETIC)	PUB	4	Créé mais non fonctionnel							
		Kombo-Laka (CETIC)	PUB	4	64	1	0	0	65	pas de salle	pas de place assise	
		Meidougou (CES)	PUB	4	198	8	5	125	26	41	2	
		Total				577	28	13	445		45	2
Urbain												
LYCEES	Urbain	Ngassiri (L C)	PUB	5	1856	50	22	654	38	85	2	
		Zandaba 1 (L B)	PUB	5	1084	34	16	417	33	69	2	
		Zandaba 1 (L T)	PUB	5	1300	75	18	600	18	73	2	
		Total			4240	175	61	1911				
	Rural	Batoua godolé (L E G)	PUB	5	463	12	6	186	40	78	2	
		Lokoti (L E G)	PUB	5	334	18	6	160	20	57	2	
		Total			797	30	13	400				
ENIEG	Urbain	Pittoa	PUB	5	216	21	6	200	11	37	2	

Tableau 18. État général des bâtiments dans les établissements secondaires de la Commune de Meiganga

Type d'établissement	Espace	Localité	Statut	Niveau	Bon	Passable	Mauvais	Total
CES/ CETIC	Rural	Garga-Limbona (CES)	PUB	4	1	1	0	2
		Garga-Limbona (CETIC)	PUB	4	Créé mais non fonctionnel			
		Gunbela (CES)	PUB	4	1	1		2
		Kombo-Laka (CETIC)	PUB	4	Pas d'infrastructure			
		Meidougou (CES)	pub	4	1	2	0	3
		Bekaguiwang (CES)	PUB	4	Pas d'infrastructure			
		Total				3	4	0
Urbain	Aucun							
LYCEES	Urbain	Ngassiri (L C)	PUB	5	2	9		11
		Zandaba 1 (L T)	PUB	5	0	9	0	9
		Zandaba 1 (L B)	PUB	5	0	8	0	8
		Total			2	26	0	28
	Rural	Batoua godolé (L E G)	pub	5	0	3	1	4
		Lokoti (L E G)	PUB	5	2	1	1	4
		Total			2	4	2	8
ENIEG	Urbain	Pittoa	PUB	5		3		3
TOTAL					7	37	2	46

Source : DD/MINESEC de Meiganga et enquêtes de terrain, mars-novembre 2013

Tableau 19. Type de matériaux utilisés pour les bâtiments des établissements secondaires de la Commune CETIC de garga limbona crée et non fonctionnel

Source : DD/MINESEC de Meiganga et enquêtes de terrain, mars-novembre 2013

▪ **Les aménagements et aspects socio environnementaux (Tableau 20)**

Tableau 20. Situation de l'aménagement des établissements secondaires dans la Commune de Meiganga.

Type d'établissement	Espace	Total	Point d'eau	Latrines	Bacs à ordures	Reboisement	Clôture	Log. d'astreinte
LYCEES ET COLLEGES	Urbain	4	4	4	4	2	0	0
	Rural	7	1	3	0	1	0	0

Source : DD/MINESEC de Meiganga et enquêtes de terrain, mars-novembre 2013

les principaux problèmes auxquelles font face ces établissements sont entre autre le manque d'infrastructures et d'équipement (tableau 21), l'insuffisance du personnel enseignant qualifié (207 enseignants toutes spécialités confondues), les déperditions scolaires liées aux mariages et/ou à la sexualité précoces, l'éloignement des établissements scolaires par rapport aux populations des zones rurales, le faible intérêt accordé à l'éducation par certains parents principalement chez la jeune fille (32.51% de taux de

fréquentation dans le secondaire) et le manque de moyen financier (non paiement des frais de scolarité et des fournitures scolaires.

Compte tenu de la grande dispersion des villages, de la concentration des populations et de l'arrivée des réfugiés il est nécessaire de créer de nouveaux établissements afin de satisfaire au besoin et éducation de la commune 5 demande de création, de construction et d'équipement des établissements d'enseignement secondaires ont déjà été déposés auprès de la délégation des Enseignements secondaires mais les dossiers en études sont incomplets : il s'agit des demande de création de CES à Ngam, Mbarang, Fada, d'un collège bilingue à Pitoa et d'un CETIC à Badjen.

Tableau 21. Besoin des établissements scolaires en infrastructures et équipements

Type d'établissement	Espace	Localités	Statut	Niveau	Effectif élèves	Nombre de salles de classe	Nombre de tables bancs	besoin et salles de classe	besoin en table bancs	besoin en atelier	besoin en latrine	besoin en point d'eau	besoin en clôture	besoin en atelier	besoin en bibliothèque	besoin en laboratoire	besoin en salle informatique	besoin en reboisement
CES /CETIC	Rural	Bekaguiwang (CES)	PUB	4	53	0	0	8 salles équipées	0	0	0	0	N	0	N	0	0	
		Garga-Limbona (CES)	PUB	4	139	4	82	4	0	0	0	0	N	0	N	0	N	
		Garga-Limbona (CETIC)	PUB	4	0	0	0	10 salles équipées	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Gunbela (CES)	PUB	4	123	4	210	4	0	N	0	0	N	0	N	0	N	
		Kombo-Laka (CETIC)	PUB	4	64	0	0	8 salles équipées	3	0	0	0	0	0	N	0	0	
		Meidoukou (CES)	PUB	4	198	5	125	4	25	0		N	0	N	0	N	0	0
		Total				577	13	445	38	25	6	4	5	6	4	6	0	6
	Urbain																	
LYCEES	Urbain	Ngassiri (L C)	PUB	5	1856	22	654	12	274	0	N	N	0	N	0	0	N	0
		Zandaba 1 (L B)	PUB	5	1084	16	417	6	233	0	N	0	0	N	0	0	N	0
		Zandaba 1 (L T)	PUB	5	1300	18	600	10	0	1	N	N	0	0	0	0	0	0
		Total			4240	56	1671	28	507		0	1	3	1	3	3	1	3
	Rural	Batoua godolé (L E G)	PUB	5	463	6	186	12	46	0	N	0	0	N	0	0	0	0
		Lokoti (L E G)	PUB	5	334	6	160	12	7	0	0	0	0	N	0	0	0	N
		Total			797	12	346	24	53	0	1	2	2	0	2	2	2	1
ENIEG	Urbain	Pitoea		5	216	6	200	0	0	N	N	0	N	0	N	0	0	

3.4.2.2. Analyse des problèmes liés au secteur de l'enseignement secondaire (Tableau 22)

Tableau 22. Analyse des problèmes du secteur

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
<p>Difficultés d'accès aux enseignements secondaires de qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des salles de classes dans tous les établissements secondaires ; • Insuffisance des tables bancs dans les établissements scolaires • Indiscipline dans les établissements établissements secondaire • Insécurité dans les établissements secondaires • Absence de reboisement dans tous les établissements excepté celui du lycée classique • Nombre élevé d'enseignants vacataires dans les lycées • Présence irrégulière des enseignants dans les établissements • Destruction des salles de classe par les vents violents • Abandon de poste par certains enseignants • Faible suivi des élèves par les parents • Difficulté d'obtention des manuels scolaires • insuffisance d'établissements secondaires • Manque des moyens financiers • Faible encadrement des élèves • Cycle incomplet (CES, CETIC, Lycée Bilingue (session anglophone) 	<ul style="list-style-type: none"> • Déperdition scolaire • Sous-scolarisation • Difficultés d'insertion socioprofessionnelle des jeunes • Mariages et sexualités précoces • Grossesses précoces • Insécurité des élèves et personnel enseignants • Non couverture des programmes • Arrêt précoce des études • Echec scolaire 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Étude de faisabilité en vue de la construction des clôtures autour de 10 Établissements scolaires pour renforcer la discipline et la sécurité 2. Construction et équipement de 100 salles de classe 3. Octroi de 585 tables bancs aux établissements secondaires de la commune 4. Octroi de 44 bacs à ordures aux établissements secondaires de la commune 5. recrutement et Affectation des enseignants qualifiés 6. Sensibilisation des parents sur l'importance de l'éducation à travers les communiqués Radio. 7. Construction et équipement des bibliothèques dans les établissements secondaires 8. Sécurisation des espaces fonciers du MINESC (espaces réservés aux établissements) 9. Construction et équipement des blocs administratifs dans 7 établissements de la commune de meiganga 10. Construction et équipement de 5 centres multimédias dans les établissements de référence de la commune de meiganga. Construction et équipement de 6 ateliers dans les CETIC de la commune 11. Construction et équipement de 5 salles informatiques dans les établissements secondaires de la commune 12. Construction et équipement de 5 laboratoires dans les lycées de la commune 13. Construction et équipement de 11 bibliothèques dans les établissements secondaires de la commune 14. Construction et équipement de 5 blocs latrines dans les établissements de la commune 15. Construction et équipement d'un laboratoire de type anglophone au lycée bilingue de Meiganga. 16. Réalisation de 8 points d'eau dans les établissements de la commune 17. Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des aires de jeu dans les établissements secondaires de la commune 18. Reboisement de 8 établissements secondaires dans la commune. 19. Construction des logements d'astreinte pour les enseignants de 6 établissements situés en milieu rural 20. plaidoyer en vue de la création de la construction et de l'équipement de 5

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
			nouveaux établissements d'enseignement secondaire

3.4.3. Enseignement supérieur

3.4.3.1. Situation de référence

L'enseignement supérieur est représenté à Meiganga par l'École de Géologie et d'Exploitation Minière (EGEM) qui est un démembrement de l'Université de Ngaoundéré. Il s'agit d'une école qui devra dans les toutes prochaines années, déterminer la structuration du développement de la ville de Meiganga.

De nombreux d'élèves arrêtent leurs études après le baccalauréat juste à cause de l'éloignement de l'Université de Ngaoundéré. En attendant la construction de cette école dont le site d'une superficie de 120 ha lui a été attribué, le Recteur de l'Université de Ngaoundéré a engagé des travaux de réhabilitation à hauteur de 150 000 000 de francs CFA, financés par le BIP 2011/2012 de l'Université de Ngaoundéré. Certaines structures ont été attribuées à l'EGEM. Ce sont, entre autres ;

- l'ancien foyer municipal ;
- les deux dortoirs du Lycée classique d'une capacité de 100 places complètement transformés en Laboratoires, plus quatre autres salles de cours dans le même Lycée ;
- la direction de l'EGEM qui occupe une partie de la Délégation Départementale du Tourisme.

Concernant le site réservé à la construction de l'école, les études et les travaux architecturaux ont été réalisés pour la construction de cette école. Cette structure comprendra un bloc administratif, des amphithéâtres, des ateliers, des laboratoires, des aires de jeux, un ou deux supermarchés et une pharmacie.

Le site comprendra aussi une cité des enseignants et une cité des étudiants ainsi qu'une dizaine de forages d'eau.

Le site RAZEL-DRAGAGE sera rétrocédé à l'EGEM comporte une trentaine de Bureaux et une vingtaine de maisons d'habitation, une infirmerie, deux réfectoires, deux laboratoires de génie civil, tous en matériaux définitif. Nul doute que toutes ces structures seront réhabilitées par l'EGEM avant leur occupation.

3.4.3.2. Analyse des problèmes liés à l'enseignement supérieur (Tableau 23)

Tableau 23. Analyse des problèmes liés à l'enseignement supérieur

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficultés d'accès aux enseignements supérieurs	<ul style="list-style-type: none"> • Manque moyens financiers; • Manque de volonté des parents à soutenir les études des enfants • Éloignement des centres universitaires • Manque d'infrastructures de cours et de logement • Insuffisance des équipements • Absence des minicités ; • Coupure intempestive d'électricité • Absence des bus de transport pour étudiants • Présence de bars près des salles de cours • Inexistence de bibliothèque • Absence de laboratoires • Inexistence de logement universitaire (cités universitaires) • Absence d'infrastructure de sport et de loisir 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance d'élite intellectuelle • Difficulté d'insertion socio professionnelle. • Désintéressement 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Étude de faisabilité en vue de la Construction d'une clôture au tour du site de l'EGEM 2. Sensibilisation des populations sur l'importance des études supérieures 3. Viabilisation du site de l'EGEM 4. Construction et équipement d'un Bloc Administratif 5 Construction et équipement de bloc pédagogique 6 Construction et équipement d'une bibliothèque 7 Construction et équipement d'un laboratoire 8 Construction et équipement de minicités universitaires 9 Construction et équipement de logement d'astreinte 10 Construction et équipement Aménagement des aires de jeu

3.4.4. Recherche scientifique et innovation

3.4.4.1. Situation de référence

Il n'existe pas de délégation départementale du MINRESI dans le Mbéré. Cependant, ce dernier entretient des relations étroites avec la Commune à travers la Mission de Promotion des matériaux Locaux (MIPROMALO). Cette coopération vise à :

- apporter une assistance technique nécessaire pour la mise en œuvre des projets de valorisation des matériaux locaux ;
- aider la Commune dans l'élaboration des plans de bâtiments et autres édifices en fonction de la disponibilité en matériaux locaux ;
- favoriser l'implantation des Centres de Transfert Technologique (CTT).

Toutefois, les actions de cette collaboration ne sont pas encore visibles. Cette situation peut s'expliquer par la récente signature de la convention de partenariat entre ces deux institutions en juin 2012.

Sur le plan agropastoral, et de l'environnement en général, des problèmes qui nécessitent l'intervention des chercheurs sont nombreux, il

s'agit notamment, de la mauvaise qualité des semences, de la dégradation des pâturages, de la faible production laitière et de la non maîtrise des techniques de fabrication des foyers améliorés.

3.4.4.2. Analyse des problèmes

Tableau 24. Analyse des problèmes

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficultés d'accès aux résultats de la recherche	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de structure de vulgarisation (fermes, stations, champs expérimentaux) de recherche - Absence de sensibilisation sur les avancés en matière de recherche - Insuffisances des moyens de vulgarisation des résultats par les autres sectoriels - indisponibilité des semences améliorée en milieu rural - coût élevé des sémences agricoles • 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible production laitière • Faible production des bovins • faible productivité agricole • Non utilisation des foyers améliorés • Dégradation du couvert végétal • Rareté des pâturages de bonne qualité 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction et équipement d'un centre d'expérimentation des résultats de la recherche dans la commune de Meiganga 2. construction des points de vente des sémence améliorées 3. sensibilisation des populations sur l'utilisation des semences améliorées 4. organisation des campagnes de vulgarisation des foyers améliorés 5. formation des acteurs locaux (eleveurs, agriculteurs et artisans) aux nouvelles techniques de production

3.4.5. Santé

3.4.5.1. Situation de référence

La Commune de Meiganga dispose de 13 structures de santé (un hôpital de district, 11 centres de santé intégrés dont 9 fonctionnels et 3 nouvellement créés (CSI de KAKA et CSI de Babongo) et 2 centres de santé privés) et d'une pharmacie (Figure 8). Ces établissements travaillent en étroite collaboration avec le service de santé de district. 03 centres de santé supplémentaires ont été créés.

Tableau 25. Infrastructures sanitaires de la Commune de Meiganga

Type de formations sanitaires	Urbain	Rural	Total
Hôpital de District	1	0	1
Centre de Santé Intégré	1	11	12
Centre Médical d'arrondissement	0	0	0
Centre privé	1	2	3
Cabinet de soins	0	0	0
Pharmacie	1	0	1
TOTAL	4	9	13

Source : DD/MINSANTE, Enquêtes et observations de terrain, Mars-Novembre 2013

La situation du personnel dans les formations sanitaires de la Commune de Meiganga se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 26. Répartition du personnel sanitaire dans la Commune de Meiganga

Type de formation sanitaire	Espace	Localité	Effectif de la population	Médecin	IDE	IB	AS	Matrone	Commis	Total	
Hôpital de District	Urbain	Quartier ADMINISTRATIF	49848	4	11	4	12	2	3	36	
	Rural	Babongo et kaka (CSI) en cours de construction								0	
Centre de Santé Intégré	Urbain	FOULBÉRÉ	49848		1		4			5	
	Rural	GUNBELA	8822	0	1	0	0	0	1	2	
		KOMBO-LAKA	3521	0	1	0	1	1	1	4	
		LOKOTI	7512	0	0	0	2	0	1	3	
		MBARANG	3236	0	0	1	0	0	1	2	
		MBOULA	784	0	0	0	1	0	1	2	
		BEKAGUIWANG	2940	0	1	0	0	0	0	1	
		MEIDOUGOU	8081	0	1	1	1	1	1	5	
		NGAM	6229	0	1	0	1	0	0	2	
		Kaka	Nouvellement créé								
		Babongo	Nouvellement créé								
	Djaoro Fio (Djouzami)	Nouvellement créé									
Centre privé	Urbain	Sudan Mission Bonabéri	2000	0	1	0	4	0	0	5	
	Rural	BATOUA GODOLE	5197	0	1	1	1	1	0	4	
TOTAL			102676	4	19	7	27	5	9	70	

Source : DD/MINSANTE, Enquêtes et observations de terrain, Mars-Novembre 2013

La Commune de Meiganga dispose de 4 médecins généralistes. Pour une population totale estimée à 102676 âmes en 2013, le nombre de médecin est insuffisant. Les normes de l'OMS exigent 1 médecin pour 10.000 habitants⁵, or il est de 1 médecin pour 25669 habitants. Le ratio nombre d'habitants /nombre d'infirmier est de 4108. Les besoins se font sentir tant au niveau des médecins qu'au niveau des infirmiers.

⁵ http://www.who.int/whosis/whostat/FR_WHS09_Table6.pdf. Consulté le 07/05/2013.

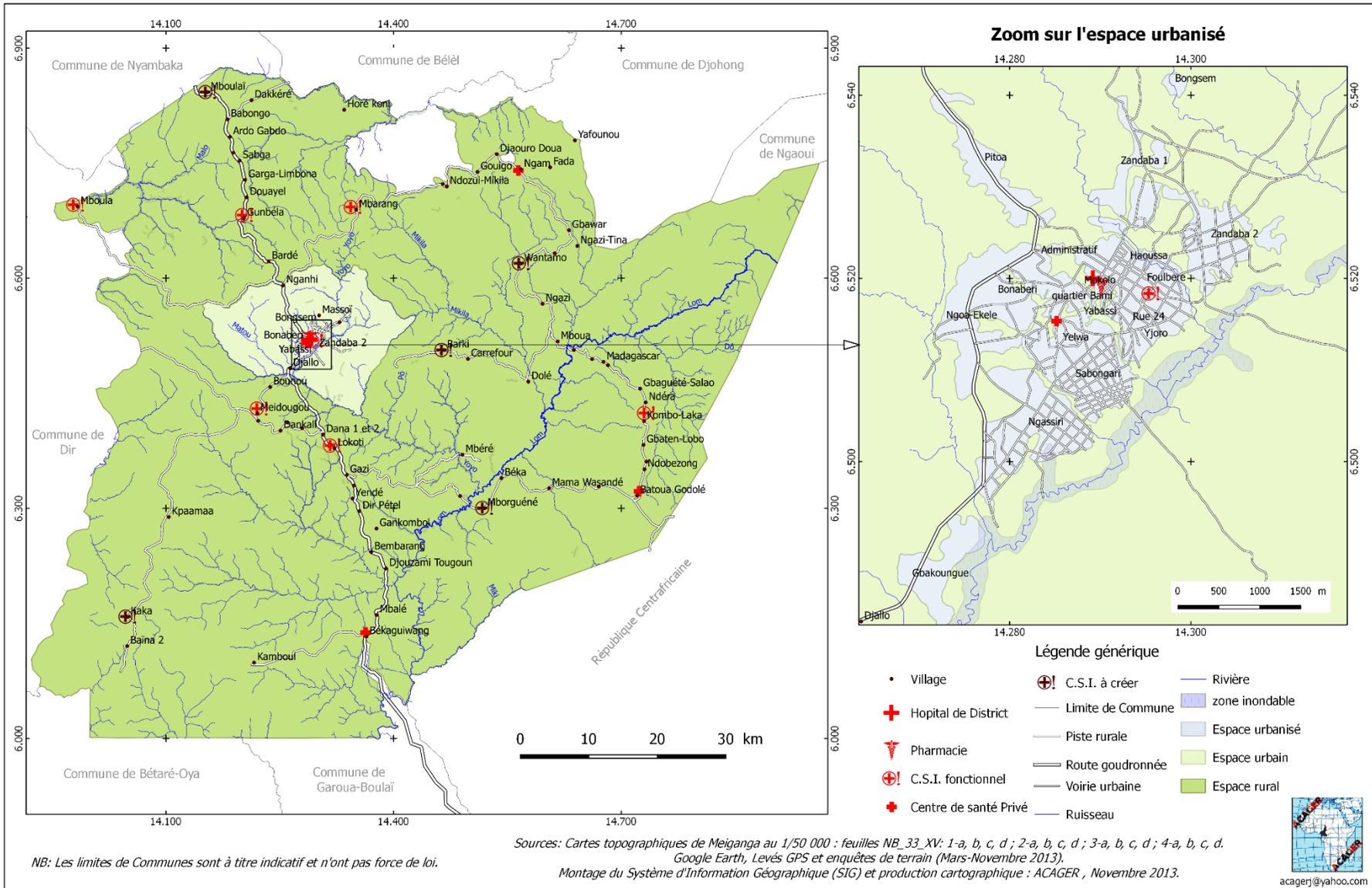


Figure 8. Distribution spatiale des infrastructures de santé dans la Commune de Meiganga

Au niveau des équipements sanitaires (Tableau 27), il ressort que la Commune dispose seulement de 160 lits d'hospitalisation en bon état pour une population estimée à 102676 âmes.

Tableau 27. Situation des équipements sanitaires dans Commune de Meiganga

Type de formation sanitaire	Espace	Localité	Effectif de la population	Lit	Labo	Maternité	Pharmacie	Réfrigérateur
Hôpital de District	Urbain	Quartier ADMINISTRATIF	49848	80	1	1	1	1
Centre de Santé Intégré	Urbain	FOULBÉRÉ	49848	2	1	0	1	1
	Rural	GUNBELA	8822	10	1	1	1	0
		KOMBO-LAKA	3521	8	1	1	1	0
		LOKOTI	7512	16	1	1	1	0
		MBARANG	3236	9	0	1	1	1
		MBOULA	784	6	1	1	1	1
		BEKAGUIWANG	2940	0	0	0	1	1
		MEIDOUYOU	8081	5	1	1	1	0
		NGAM	6229	4	0	1	1	1
		Kaka	Nouvellement créé					
	Babongo	Nouvellement créé						
Djaoro Fio(Djouzami)	Nouvellement créé							
Centre privé	Urbain	Sudan Mission (BONABÉRI)	2000	15	1	1	1	1
	Rural	BATOUA GODOLE	5197	5	1	1	1	1
TOTAL			102676	160	9	10	12	10

Source : DD/MINSANTE, Enquêtes et observations de terrain, mars-novembre 2013

Quant aux infrastructures connexes hautement nécessaires, aucune formation sanitaire ne dispose de clôture, ni de logement d'astreinte (Tableau 28).

Tableau 28. Situation de l'aménagement des formations sanitaires dans la Commune de Meiganga

Type de formation sanitaire	Espace	Localité	Effectif de la population	Point d'eau	Latrines	Reboisement	Clôture	Dispositif de traitement déchets	Logement médecin
Hôpital de District	Urbain	Quartier ADMINISTRATIF	49848	O	O	O	N	I	N
Centre de Santé Intégré	Urbain	FOULBÉRÉ	49848	N	N	N	N	I	N
	Rural	GUNBELA	8822	O	O	N	N	F	N
		KOMBO-LAKA	3521	O	O	N	N	I	N
		LOKOTI	7512	O	O	N	N	F	N
		MBARANG	3236	N	O	N	N	I	N
		MBOULA	784	O	O	N	N	I	N

Type de formation sanitaire	Espace	Localité	Effectif de la population	Point d'eau	Latrines	Reboisement	Clôture	Dispositif de traitement déchets	Logement médecin
		BEKAGUIWANG	2940	N	O	N	N	F	N
		MEIDOUYOU	8081	N	O	N	N	F	N
		NGAM	6229	O	O	O	N	I	N
		Kaka	Nouvellement créé						
		Babongo	Nouvellement créé						
		Djaoro Fio (Djouzami)	Nouvellement créé						
Centre privé	Urbain	Sudan Mission Bonabéri	2000	O	O		N	F	N
	Rural	BATOUA GODOLE	5197	O	O	N	N	I	N

O=Oui

B Bacs

I

Incinérateur

N=Non

F Fosses

Source : DD/MINSANTE, Enquêtes et observations de terrain, mars-novembre 2013

S'agissant de l'état général de bâtiments, ils sont en majorité dans la catégorie des passables (Tableau 29) Relevons tout de suite qu'il s'agit des bâtiments peu adaptés aux formations sanitaires modernes.

Au total, les établissements hospitaliers de la Commune ne disposent pas de rampe pour handicapés, ni de groupe électrogène, ni de morgue fonctionnelle.

Tableau 29. État des bâtiments des formations sanitaires dans la Commune de Meiganga

Type de formation sanitaire	Espace	Localité	Effectif de la population	Nombre total de bâtiments	Nombre de bâtiments			
					Bon	Passable	Mauvais	
Hôpital de District	Urbain	Quartier ADMINISTRATIF	49848	7	0	7	0	
Centre de Santé Intégré	Rural	FOULBERE	49848	1	0	0	1	
		GUNBELA	8822	5	0	0	5	
		KOMBO-LAKA	3521	3	0	3	0	
		LOKOTI	7512	1	0	1	0	
		MBARANG	3236	2	0	0	2	
		MBOULA	784	1	0	0	1	
		BEKAGUIWANG	2940	3	0	3	0	
		MEIDOUYOU	8081	2	1	1	0	
		NGAM	6229	1	0	1	0	
		Kaka	Nouvellement créé					
		Babongo	Nouvellement créé					
Djaoro Fio	Nouvellement créé							

Type de formation sanitaire	Espace	Localité	Effectif de la population	Nombre total de bâtiments	Nombre de bâtiments		
					Bon	Passable	Mauvais
		(Djouzami)					
Centre privé	Urbain	BONABERI	2000	3	0	3	0
	Rural	BATOUA GODOLE	5197	3	0	3	0
Total			102676	32	1	22	9

Source : DD/MINSANTE, Enquêtes et observations de terrain, mars-novembre 2013

Les résultats de l'ISS montrent que les enfants de moins de 5 ans et les personnes de plus de 50 ans constituent les couches les plus vulnérables. Le taux de morbidité est supérieur à 32% chez ces deux catégories. Une diminution de ce taux entraînerait à coup sûr la baisse de la mortalité infanto-juvénile et un allongement de l'espérance de vie à la naissance dans la Commune de Meiganga.

Les principales causes de morbidité dans la Commune de Meiganga sont : le paludisme, les infections respiratoires aiguës, les diarrhées, les IST/SIDA et les maladies à potentiel épidémique (rougeole, cérébro-spinale.)

Quant à la mortalité, les principales causes de mortalité sont le paludisme, les infections respiratoires aiguës, la rougeole, la tension artérielle, le diabète, le SIDA, et les accidents de la circulation. Le paludisme est responsable de 35 à 40% du total des décès dans les formations sanitaires de la ville, 50% de morbidité chez les enfants de moins de 5 ans, 35 à 40% des consultations médicales et 35% des hospitalisations. Par ailleurs, le taux de séroprévalence du VIH/SIDA est estimé à 5,5% des adultes. Ce taux est plus élevé chez les femmes (6,5%) que chez les hommes (4,5%).

PROBLEMES/CONTRAI NTES	ATOUTS/ POTENTIALI TES	OBSERV ATIONS
<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de médecin à l'hôpital de district • Manque de médecin spécialisé • Insuffisance des lits d'hospitalisation • Manque de maternité au centre de santé intégré public du centre urbain • Manque de point d'eau au centre de santé intégré public de Foulbéré, Mbarang et Meidoukou • Manque de latrine au centre de santé intégré public du centre urbain • Absence de clôture dans toutes les formations hospitalières • Absence de dispositif de gestion des déchets hospitaliers • Manque des logements d'astreinte dans les formations hospitalières 	<ul style="list-style-type: none"> • Bitumage de principales artères de la ville • Bitumage de la Nationale N°1 passant par Meiganga • Conditions bioclimatiques favorables au reboisement • Présence de l'International 	<p>1. Le bitumage des rues de la ville permet de diminuer la poussière en saison sèche ;</p> <p>2. Des</p>

PROBLEMES/CONTRAINTES	ATOUS/ POTENTIALI TES	OBSERV ATIONS
<ul style="list-style-type: none"> • Absence de reboisement dans les centres de santé intégrés • Absence des rampes d'accès pour les handicapés • Absence des groupes électrogènes dans les formations hospitalières • Morgue non fonctionnelle • Budgétisation insuffisante • Vétusté des équipements • Incapacité des organismes de financement à suivre les projets • Faible déploiement du personnel • Absence de centres de santé dans certains gros villages, • Non prise en charge des personnes souffrant de la tuberculose • Manque d'électricité • Manque de moyen de déplacement du personnel en cas d'urgence 	<p>Médical Corps (IMC) dans la Commune</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présence du HCR du CICR, de la croix rouge • Présence des élites. 	<p>médicaments urgents peuvent désormais rapidement arriver à Meiganga.</p>

3.4.5.2. Analyse des problèmes du secteur de la santé (Tableau 30)°

Tableau 30. Analyse des problèmes du secteur de la santé

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
<p>Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de personnel soignant • Vétusté des infrastructures et équipement existants • Insuffisance des infrastructures et équipement dans les centres de santé • Insécurité des patients et du personnel soignant dans les centres de santé • Mauvais traitement des déchets dans certains centres de santé • Absence du personnel dans les centres de santé • Absence de reboisement dans les centres de santé intégrés public et privé • impossibilité pour les personnes handicapées à accéder dans les bâtiments des centres de santé sans aide • coupure intempestive d'électricité • Morgue non fonctionnelle • Budgétisation insuffisante • Incapacité des organismes de financement à suivre les projets • Faible déploiement du personnel • Absence de centres de santé dans certains gros villages • Non prise en charge des personnes souffrant de la tuberculose et autres maladies graves 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté à suivre efficacement les patients • Évacuation des patients • Recours à l'automédication • Taux de mortalité élevé • Taux de morbidité élevé • Insalubrité dans les formations hospitalières • Vol et agressions dans les centres de santé • Non conservation des corps • Recours aux charlatans • Accouchement à domicile. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Équipement de l'hôpital de district 2. Équipement des Centres de santé 3. Construction de 02 blocs latrines à l'hôpital de district 4. Achat du groupe Electrogène à l'hôpital de district 5. Réalisation de 04 forages dans les centres de santé 6. Réalisation de 04 forages 7. Étude de faisabilité en vue de la construction de clôtures autour de 8 formations hospitalières publiques 8. Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation de la Morgue à l'hôpital de district 9. Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle 10. Sensibilisation des populations à propos des IST (enjeux, impacts, modes de prévention, prise en charge etc.) 11. Recrutement et affectation du personnel soignant 12. Construction et équipement d'un centre de santé à Djouzami (Djaoro-Fio), 13. Équipement des centres de santé de Kaka et de babongo, 14. Éclairage par les plaques auto-voltaïque dans les formations sanitaires

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
			<p>15. Équipement des CSI par des incinérateurs à Gaz (meidougou, lokoti, beka guiwang, babongo, Kaka,)</p> <p>16. Formation des accoucheuses traditionnelles</p> <p>17. Réhabilitation de deux centres de santé (Gunbela, Mboula)</p> <p>18. Construction et équipement du centre de santé urbain (site proposé à Zandaba 1).</p> <p>19. Création construction et équipement de deux centres de santé (Zandaba 2 et Ngassiri,.)</p> <p>20. Acquisition d'une ambulance à l'hôpital de district</p> <p>21. Acquisition d'un corbillard à l'hôpital de district</p> <p>22. Construction de 10 salles d'hospitalisation supplémentaires à l'hôpital de district</p> <p>23. Réhabilitation de la plomberie et des sanitaires à l'hôpital de district</p> <p>24. Plaidoyer en vue de la création, de la construction et de l'équipement de 6 nouveaux centres de santé intégré dans la commune afin de satisfaire la demande induit par la présence des réfugiés centrafricains.</p> <p>25. Réhabilitation du réseau électrique de l'hôpital de district</p>

3.4.6. Travail et sécurité sociale

3.4.6.1. Situation de référence

Dans la Commune de Meiganga, le MINTSS distingue deux types d'emploi : les emplois du secteur formel et ceux du secteur informel, plus nombreux.

Le SMIG est plus ou moins respecté par les entreprises. Environ 90% de leurs employés sont affiliés à la CNPS. Le déploiement du MINTSS sur le terrain ne se fait pas vraiment sentir à cause d'un certain nombre de difficultés notamment l'insuffisance du personnel et des équipements logistiques. Les arriérés de salaires se font ressentir dans certaines structures.

Les travailleurs les plus exposés sont ceux des travaux publics, des transports et de l'agriculture. Ils sont exposés aux intempéries et aux accidents de travail. Le MINTSS veille à ce que les travailleurs jouissent des conditions minimales de travail. L'une des actions menées par ce sectoriel est la sensibilisation des employeurs et des employés. Il faut remarquer qu'en l'état actuel, l'on ne retrouve aucune mutuelle dans la Commune de Meiganga.

Les enfants sont utilisés par certaines entreprises. Les principaux secteurs dans lesquels ces derniers sont exploités sont : le commerce (bars et restaurants), les travaux publics (chantiers). En cas de non-respect de la réglementation intervient une descente du MINTSS dans l'entreprise suivie d'un rappel à l'ordre (affranchissement des enfants).

3.4.6.2. Analyse des problèmes du secteur du travail et de la sécurité sociale (Tableau 31)

Tableau 31. Analyse des problèmes du secteur du travail et de la sécurité sociale

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficultés d'épanouissement et d'accès à la sécurité sociale des travailleurs	<ul style="list-style-type: none"> • Prolifération des emplois informels • Absence d'une mutuelle de santé • Non-prise en compte des mesures de sécurité par certains agents • Arriérés de salaires • Insuffisance du personnel qualifié la délégation départementale du travail et sécurité sociale • Insuffisance des moyens de déplacement • -Précarité des conditions de travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Accidents de travail • Utilisation abusive des enfants dans les chantiers • Action limitée du MINTSS 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Affiliation des travailleurs à la CNPS 2. Sensibilisation des travailleurs sur les mesures de sécurité et d'hygiène 3. Sensibilisation des travailleurs exerçant dans le secteur informel 4. Mise en place d'un fichier d'entreprise de la Commune par secteur d'activité 5. Mise en place d'un fichier des travailleurs de la Commune 6. Organisation des travailleurs par syndicats

3.4.7. Emploi et formation professionnelle

3.4.7.1. Situation de référence

- **Opportunités d'emplois**

La Délégation Départementale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Mbéré et d'autres structures (EMPLOI SERVICE, W.Ag.CAM SARL, le FNE) facilitent l'insertion des chômeurs dans le marché de l'emploi dans la Commune. Par exemple, l'installation du groupement RAZEL/DTP TERRASSEMENT a permis le recrutement 1442 employés entre 2010 et 2011. Il est à noter que bon nombre de chercheurs d'emplois sont sans qualification et n'ont pas de capacités entrepreneuriales.

S'agissant de la main-d'œuvre du secteur privé, 39 structures utilisatrices ont été identifiées. L'effectif total des travailleurs s'élève à 982 en 2011 (93,38% d'hommes et 6,62% de femmes), contre 729 en 2010 (93,28% d'hommes et 6,72% de femmes).

- **Emplois existant et domaines d'activités (Agriculture, Pêche, Industrie, transport moto-taxi, communication, call box)**

Les emplois du secteur informel dominants sont: les téléchargeurs de musiques, les tailleurs, les calls boxeurs, les Moto taximen, les commerçants à bétail, les vendeurs de médicaments de la rue, les commerçants, les bouchers, les coiffeuses, les cordonniers, etc.

- **Des centres de formation professionnelle**

La Commune de Meiganga dispose de deux centres de formation professionnelle la SAR/SM et et d'un centre de formation professionnelle privé agréé (le Centre Socio-Ménager). Le centre de promotion de la femme est aussi présent dans la commune, malgré la vétusté de ces locaux. Il existe deux CMPJ au niveau départemental et au niveau de l'arrondissement.

- ***Centre Socio Ménager de Meiganga***

Créé en 1994 sous l'initiative des Femmes pour Christ de l'Église Évangélique Luthérienne, le Centre Socio Ménager de Meiganga a pour vocation d'encadrer les jeunes filles alphabètes et analphabètes, victimes des mariages précoces afin d'aider ces dernières à exercer de petits métiers. Il forme ainsi toutes ces filles en français, en anglais ou en mathématiques, en couture, en tricotage, en crochetage, en cuisine, en broderie, en poterie, en vannerie, en économie sociale, en puériculture, en informatique.

Tableau 32. Situation des enseignements dans les établissements professionnels 2012-2013

Nom de l'établissement	Nombre d'élèves			Nombre Enseignants	Nombre Salles de classe	Nombre tables bancs	Ratio Élèves/Enseignant	Ratio Élèves/Salle classe	Ratio élèves / place assise
	G	F	T						
SAR/SM	32	0	32	5	4	20	5,33	8	2
Centre socio-ménager	0	36	36	7	2	36	5,14	18	1
Total	32	36	98						

Source : Enquêtes et observations de terrain, mars-novembre 2013

La SAR/SM compte quatre sections, à savoir : électricité, maçonnerie, menuiserie et couture (ouverte en 2014). La Section Ménagère reste toujours fermée.

Tableau 33. Etat général des bâtiments

Nom de l'établissement	Bon	Passable	Mauvais	Total
SAR/SM	3	1	0	4
Centre socio-ménager	2	0	0	2
Total	5	1	0	6

Les bâtiments de la SAR/SM ont été réhabilités. Cependant, l'on y note un déficit criard de machines, une absence des aires de jeux et des rampes d'accès pour handicapés. La SAR dispose de deux sites, l'actuel site et un autre au quartier Doukouloukou.

La démarche de sécurisation des deux sites est en cours et le montant alloué à cette activité est de 800 000 fca.

Cinq enseignants, tous formés et qualifiés, assurent l'encadrement des élèves de la SAR/SM. L'établissement fonctionne sans APEE ni conseil d'établissement.

Tableau 34. Situation de l'aménagement des établissements de formation professionnelle

Nom de l'établissement	Point d'eau	Latrines	Ayant de bacs à ordures	Ayant bénéficié d'un reboisement	Clôture
SAR/SM	O	O	O	N	N
Centre social	N	N	N	N	N
Centre socio-ménager	O	O	O	N	O

Tableau 35. Type de matériaux des bâtiments

Nom de l'établissement	Séko/Banko /poto poto	Planche	Sémi-dur	Dur
SAR/SM	0	0	0	4
Centre social	0	0	0	1
Centre socio-ménager	0	0	0	2
Total	0	0	0	7

3.4.7.2. Analyse des problèmes liés au secteur de l'emploi et de la formation professionnelle (Tableau 36)

Tableau 36. Analyse des problèmes du secteur de l'emploi et de la formation professionnelle

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté d'accès à la formation professionnelle de qualité et aux emplois décents.	<ul style="list-style-type: none"> • Non maîtrise des nouvelles techniques de montage de projets • Faible capacité entrepreneuriale des chercheurs d'emploi • Chercheurs d'emploi sans qualification • Non intéressement des jeunes filles aux formations qu'offre la SAR/SM • Insuffisance d'infrastructure et équipement dans les centres de formation professionnels • Localisation du centre social sur un site peu décent • Insuffisance de sensibilisation (les chercheurs d'emploi ne se font pas connaître). • Désintéressement des jeunes par rapport à la formation prof <p>Faible implication de la commune dans la sensibilisation des jeunes sur les offres de formations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence des aires de jeux à la SAR/SM et au centre social • Absence de reboisement à la SAR/SM, au centre social et au centre socio-ménager • Absence des rampes d'accès pour handicapés à la SAR/SM, au centre social et au centre socio-ménager • Insuffisance des centres de formations professionnelles dans la commune • Inexistence de logement d'astreinte pour les formateurs de la SAR/SM • Absence d'initiative de formation professionnelle des travailleurs • Absence d'équipement au niveau du centre de la SAR/SM. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre croissant des chômeurs • Sous-emploi • Prolifération des activités économiques illégales et/ou informelles • Délinquance juvénile • Chômage Déperdition au niveau du centre de formation prof 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Étude de faisabilité en vue de la Construction de la clôture autour de la SAR/SM 2. Construction d'un bloc latrines à la SAR/SM de Meiganga 3. Aménagement des aires de jeux à la SAR/SM dans le nouveau site 4. Reboisement de la SAR/SM 5. Construire et équiper un atelier de couture à la SAR/SM 6. Recrutement et affectation des encadreurs à la SAR/SM 7. Encadrement technique des chercheurs d'emploi de jeunes 8. Sensibilisation à travers les conseillers, les églises, les mosquées, les agences de voyage, des chercheurs d'emploi sur la nécessité de se faire identifier 9. Renforcement de la collaboration entre la commune et le MINEFOP pour la formation des agents communaux (maçonnerie, menuiserie etc...) 10. Équipement des ateliers existants menuiserie, électricité et couture (10 Fer à repasser à vapeur de marque Philips, 02 congélateur 600ml et 01 réfrigérateur deux portes) 11. Sécurisation par immatriculation des deux sites de la SAR/SM

3.4.8. Affaires sociales

3.4.8.1. Situation de référence

Les résultats statistiques des enquêtes menées auprès de la délégation départementale du MINAS sur les personnes vulnérables et marginales sont présentés dans le tableau 37. Les autorités des affaires sociales travaillent en collaboration avec l'association « Agir Plus » pour l'encadrement de quelques enfants de la rue.

Tableau 37. Identification des couches vulnérables

Couches vulnérables	Handicapés moteurs	Handicapés visuels	Sourds-muets	Enfants de la rue	Bororo	Personnes du 3 ^e âge	Personnes vivant avec le VIH/SIDA	Orphelins vulnérables (mineurs)
Nombre	38	09	04	28	68	53	694	426

Source : DD/MINAS-Mbére, enquêtes, mars 2013.

Les principales actions que mène le MINAS en vue de la protection de la petite enfance sont :

- le suivi des activités (sélection de 02 Députés Juniors pour la participation à la 13e session du Parlement des enfants et à la 21e édition de la Journée de l'Enfant Africain célébrée dans la ville de Meiganga) ; l'appui technique des associations et des ONG d'encadrement de la petite enfance;
- le suivi des enfants en détresse (suivi de 20 enfants en détresse entre 2011 et 2012, recouvrement 135 400 F CFA de pension alimentaire à leur profit) ;
- la prise en charge scolaire (11 élèves handicapés et/ou nés des parents handicapés au cours de l'année scolaire 2011/2012).

Les actions entreprises par le MINAS en faveur des personnes vulnérables sont :

- la sensibilisation des populations (vulgarisation des éléments juridiques de promotion et de protection des droits des personnes vulnérables) ;
- la sensibilisation des familles et de la société au respect des droits des personnes vulnérables ;
- des encouragements à la création des associations de défense des droits des personnes vulnérables (associations de personnes handicapées de Meiganga, association des femmes bororo, association des élèves handicapés, etc.)
- la sensibilisation et la facilitation de l'accès à la citoyenneté des personnes vulnérables via des églises et des mosquées ;
- l'octroi des aides et secours aux personnes vulnérables.

Les aides se donnent sur demande et sont de cinq ordres :

- financier(AGR) ;
- en appareillage (personnes handicapés)
- alimentaire
- scolaire
- médicale.

Les actions des services d'action sociale vont également à l'endroit de la facilitation à l'accès des personnes handicapées aux bâtiments publics. Dans la Commune de Meiganga, la prise en compte de cet aspect est sur la bonne voie.

Pour un meilleur suivi des enfants en détention, le MINAS a entrepris des démarches pour la séparation des quartiers dans la prison de Meiganga. Faute d'espace en milieu carcéral, la démarche est en suspens.

Toutefois, il faut un suivi médical, des meilleures conditions d'alimentation et la création d'espace de causeries éducatives en milieu carcéral en faveur des enfants.

Localisé près de la Préfecture, le Centre Social qui forme des personnes vulnérables, comporte 01 bâtiment en semi dur et 14 tables bancs pour 74 élèves et 6 enseignants. Aucune infrastructure connexe (point d'eau, latrines, bac à ordures, clôture...) n'existe. **C'est aussi un centre à aménager**, mieux à qui trouver un site décent ailleurs dans la ville pour lui construire des bâtiments convenables et équipés. Ainsi, il pourra y être annexé un Centre d'Accueil pour Enfants en Détresse (**CAED**).

3.4.8.2. Analyse des problèmes liés au secteur des affaires sociales (Tableau 38)

Tableau 38. Analyse des problèmes

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
<p>Difficultés de jouissance de leurs droits par les couches vulnérables et les populations marginales</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'un centre d'accueil pour enfants en détresse (CAED) • Insuffisance d'appareillages (béquilles tricycle, lunettes optiques, etc.) pour handicapés • Faible ligne budgétaire accordé aux aides et secours • Inexistence des quartiers mineurs à la prison <p>Mauvais encadrement des enfants par certains parents</p> <ul style="list-style-type: none"> • Divorces et ou séparation des parents 	<ul style="list-style-type: none"> • Les enfants n'ont pas accès aux services sociaux de base (: nutrition, santé, scolarisation) • Pauvreté extrême des personnes vulnérables • Prolifération des enfants de la rue • Menaces des enfants dans les prisons • Nombre croissant des enfants en détention • Banditisme juvénile. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction de 03 centres d'insertion sociale 2. Construction d'un centre d'apprentissage aux personnes vulnérables 3. Créatio et construction de 08 orphelinats 4. Ré-institution du projet d'éducation à la parenté responsable 5. Établissement des cartes d'invalidité aux personnes handicapées 6. Assistance matérielle et/ou financière aux couches vulnérables 7. Organisation des campagnes de sensibilisation pour lutter contre le travail des enfants 8. Assistance matérielle et/ou financière aux couches vulnérables 9. Etude de faisabilité en vue de la construction des rampes d'accès pour handicapés dans les services publiques 10. Construction d'un centre d'apprentissage des personnes vulnérables aux petits métiers à Meiganga 11. Mise en place d'un comité communal d'attribution des aides et secour 12. Pourvoir le service d'action sociale de la Commune en personnel technique

3.4.9. Promotion de la femme et de la famille

3.4.9.1. Situation de référence

La Commune de Meiganga dispose de un centre sous tutelle du minproff de meiganga de promotion de la femme). Ces centres forment les filles et les femmes en :

- hôtellerie et restauration,
- industrie d'habillement,
- intervention sociale (résolution des problèmes conjugaux et familiaux).

Les partenaires sont :

- l'État qui assure le fonctionnement,
- la Commune de Meiganga (assure le salaire de deux agents d'entretien au CPFF de Meiganga),
- le CERAC (octroi des dons aux associations féminines du Mbéré en 2008 et 2013),
- les âmes de bonne volonté, les associations et ONG (des dons).

Les actions de promotion et de valorisation de la femme dans la Commune de Meiganga portent sur plusieurs dimensions, notamment la lutte contre les violences faites aux femmes, le règlement des conflits familiaux, la formation, l'économie, la santé, le droit et le partenariat.

Les activités menées en 2012 en vue de la promotion sociale de la femme sont axées principalement sur :

- l'organisation des différentes Journées de la Femme : quatre Journées organisées par la délégation départementale MINPROFF du Mbéré,
- la célébration de la lutte contre les violences faites aux femmes,
- l'octroi des aides et secours aux femmes et aux jeunes filles,
- les conflits en union libre : 16 cas traités en 2011 et 14 en 2012;
- les conflits conjugaux et familiaux avec abandon d'enfants et de familles : 12 cas traités en 2010, 10 en 2011 et 12 en 2012,
- les litiges d'héritage (où les femmes et les enfants sont marginalisés) :
 - cas de médiation familiale : 10 dossiers traités contre 6 en 2010 et 6 en 2009,
 - cas de succession : 8 cas traités en 2009, 05 en 2010 et 06 en 2012,
 - les violences faites aux femmes : 52 cas traités en 2009, 25 en 2010 et 18 en 2012,
 - cas d'écoute : 20.
- les campagnes de sensibilisation pour la promotion des droits de la femme ;
- l'octroi de quatorze aides et secours pour un montant global de 414 000 F CFA aux femmes en 2012, jeunes filles et familles nécessiteuses (contre 22 pour un montant d'un million de F CFA en 2010);
- la célébration des mariages collectifs (7 couples).
- célébration des mariages collectifs de populations Mbororos organisées par l'UNICEF et le ministère de la femme et de la famille.

Le centre de la promotion de la femme et de la famille situé au quartier Administratif comprend en 2013 une salle de réunion, occupée actuellement par l'École de Géologie et d'Exploitation Minière (EGEM), ainsi que quelques salles qui font office de chambres provisoires pour certains étudiants. Le centre ne dispose pas de point d'eau fonctionnel. Les latrines sont non fonctionnelles. Les chaises du centre sont endommagées. Il y a des difficultés d'accès à l'énergie électrique de manière permanente à cause de la baisse de tension.

L'atelier de couture dispose de deux (02) machines fonctionnelles de marque « super singer » sur douze (12). Parmi les dix (10) machines en panne on compte une (01) Fait tout, deux (02) Brodeuses, le matériel dans l'atelier de couture (Té ; craie, huile à machine, ciseau, fils, boitier, fer à repasser) est inexistant ou insuffisant. Il en est de même dans l'atelier de restauration (marmites, fourchettes, cuillères, plats, etc.);

- Le centre ne dispose pas de formateur en broderie. Les apprenants sont très irréguliers (05 régulières sur les 17 inscrites),

- L'insalubrité autour et dans le centre est notoire. Ce centre nécessite d'être réhabilité une fois que l'EGEM aura libéré les lieux.

- Le Centre Socio ménager de l'EELC est, par contre, bien aménagé avec toutes les infrastructures connexes mais souffre d'une sous exploitation à cause du manque des apprenants et des enseignants qualifiés. La promotion de ce centre est très faiblement faite dans la ville de Meiganga et même au-delà. Il est suggéré d'y créer une filière informatique.

Les familles vulnérables de la Commune de Meiganga sont :

- les familles des veuves,
- les familles des handicapés,
- les familles démunies (très pauvres),
- les familles des réfugiés (venu pour la plupart de la RCA),
- les familles divorcées,
- les familles fondées par les filles mères.

Ces familles sont exposées au rejet et à la marginalisation sociale, les enfants principalement sont très exposés à la sous-scolarisation, à la sous-alimentation et à diverses déviances (prostitution, banditisme, etc.)

Deux types d'assistance sont apportés aux familles vulnérables dans la Commune de Meiganga par le MINPROFF.

Dans un premier temps, des aides Psychosociales, à travers l'écoute, les discussions et les conseils, et la sensibilisation des populations sur la valeur inaliénable de l'Homme. (Égalité des droits entre les hommes et les femmes).

Dans un second temps, ils'agit des aides financières. La condition à remplir pour espérer bénéficier de cette aide est la rédaction d'une lettre de demande d'assistance non-timbrée et adressée au délégué départemental du MINPROFF. L'octroi des aides se fait après délibération de la commission d'aide et secours présidée par le Préfet.

Au cours des trois derniers exercices, 48 familles ont bénéficié des aides, soit : vingt familles par an pour les années 2010, 2011, et quatorze familles en 2012.

▪ **Établissement des actes de naissance aux enfants**

Le volet établissement des actes de naissance relève du secteur des affaires sociales. Cependant, le MINPROFF ne manque pas de sensibiliser les parents sur l'importance de l'acte de naissance à toutes les cérémonies officielles, principalement celles des femmes (journée internationale de la femme, journée de la femme africaine et fête des mères).

▪ **Fréquentation scolaire des filles dans la Commune de Meiganga**

Il est difficile de donner avec précision le taux de fréquentation des filles ; toutefois, il importe de noter que ce taux reste faible. Le nombre de filles qui atteignent le supérieur par exemple est très faible. Les raisons de la sous scolarisation des filles sont d'ordres culturel et religieux. Toutefois, les autorités des affaires sociales ne manquent pas de sensibiliser les parents sur la nécessité d'envoyer les filles à l'école.

3.4.9.2. Analyse des problèmes du secteur du MINPROFF (Tableau 39)

Tableau 39. Analyse des problèmes du secteur de la promotion de la femme et de la famille

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	Idées de projets
<p>Difficulté d'épanouissement de la majorité des femmes et des familles.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Poids des traditions sur l'émancipation de la femme • Conflits conjugaux et familiaux • Conflit en union libre • Conflit d'héritage • Faible engouement des familles à former leurs enfants • Moyens limités du sectoriel pour l'accomplissement de ses missions • Nombre élevé des enfants sans actes de naissance • Ignorance des droits de la femme • Absence des formateurs en broderie dans le centre de promotion de la femme et de la famille • Absence d'infrastructure connexe fonctionnelle (point d'eau, latrine, bac à ordures, clôture...) au centre de la promotion de la femme et de la famille • Insuffisance d'équipement (machine à coudre, ciseaux, boitiers, marmites fourchettes, cuillères, plats au Centre de promotion de la femme et de la famille • Absence de la filière informatique au CPFF 	<ul style="list-style-type: none"> • Pauvreté • Chômage • Prostitution • Réduction de la production et de la commercialisation des produits viviers • Fragilisation de la famille et de la société • Accentuation de la dépendance de la femme vis-à-vis des hommes • Prolifération du phénomène des filles-mères et enfants abandonnés • Haine et rancune entre les frères et sœurs d'une même famille • Augmentation des maladies sexuellement transmissibles (IST) • Augmentation du banditisme • Augmentation de consommation des stupéfiants. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Sensibilisation à la fréquentation du Centre du Promotion de la Femme 2. Construction de 10 centres de promotion de la femme et de la famille 3. Étude de faisabilité en vue de l'équipement du centre de promotion de la femme et de la famille 4. Ouverture d'une filière informatique au CPFF de 5. Étude de faisabilité en vue de la réfection du CPF 6. Étude de faisabilité en vue de la Connection de CFPM au réseau CDE 7. Sensibilisation des populations sur les droits de la femme et de la famille 8. Campagne d'établissement d'acte de naissance 9. Recrutement et formation des encadreurs en broderie au CPFF 10. Promotion de l'excellence féminine par l'octroi des bourses 11. Faciliter l'insertion professionnelle des femmes et des filles issues des centres de promotion 12. Promouvoir les mariages collectifs

3.4.10. Communication

3.4.10.1. Situation de référence

Le Centre de Diffusion TV de Meiganga n'a pas d'équipement radio depuis son installation. C'est en principe les ondes FM de la Station régionale CRTV Adamaoua qui devraient couvrir le département du Mbéré. Mais au regard de la distance qui sépare Meiganga de Ngaoundéré (155 km) avec un relief bien accidenté et de la vétusté des pièces de cette radio, plus de 80 % de la population de la Commune est privée de ses productions radiophoniques.

De même, les ondes du Poste National sont reçues par moment à Meiganga, mais le son est à peine audible.

Le département du Mbéré est doté d'un Centre de diffusion de 100 WAT installé à Meiganga. Actuellement, à cause de la vétusté et du manque d'entretien des appareils, le signal n'atteint plus une distance appréciable : il est très faible, de sorte que le rayon de couverture est à peine de 30 km. Ce qui veut dire qu'au-delà de Meiganga et ses environs, il y a une imperfection des images et il faut utiliser une antenne extérieure pour améliorer la qualité.

▪ Presse écrite

Il n'existe aucun endroit fixe où l'on vend les journaux dans la Commune. Les journaux privés sont une denrée rare. Le quotidien national « Cameroon Tribune » ne parvient qu'à certains services publics qui se sont abonnés, même si c'est avec un grand retard. Néanmoins l'actualité du département est souvent traitée par le journal « La Lettre du Mbéré » qui est produit mensuellement par la délégation départementale de la communication du Mbéré. C'est aussi le lieu de signaler que les deux Lycées de Meiganga (Lycée Classique et Moderne et Lycée Technique) produisent également leurs journaux.

▪ Radio communautaire

Il existe deux radios installées dans la ville de Meiganga TIKIRI FM et ECHOS DU MBERE. « TIKIRI FM » qui a commencé à fonctionner en juillet 2004 avec des équipements neufs après un protocole d'accord entre le gouvernement du Cameroun, l'UNESCO et le PNUD qui préconisait l'implantation de 15 radios communautaires au Cameroun. Suite à la délibération de la Mairie, celle-ci devait soutenir les activités de la Radio « TIKIRI » et en contrepartie y avoir une tranche d'antenne pour les informations venant de la Commune. Suite aux tensions de la trésorerie communale, ce soutien n'est plus effectif depuis un certain temps.

La radio « TIKIRI » émet de 05h 55 à 22 h 30 avec des prises en relais du Poste National de la CRTV à Yaoundé aux éditions de journal de 7 heures, suivi du CRTV m'accompagne, du journal des sports à 9 heure, de Cameroon Magazine de 11 heures 30 à 14heures, des journaux de 17 heures, de 20 heures, des émissions telles que « Lunch on day » et tous les grands événements de la Nation.

Cette station et même la Radio TIKIRI souffrent de coupures intempestives d'électricité et ne disposent pas de groupe électrogène.

La radio Echos du Mbéré a vue le jour en Mai 2014, elle émet de 6heures à 20 heures 30 et prend en relais des programmes du poste national CRTV. Elle couvre totalement le centre urbain de meiganga et partiellement toute la Commune avec des équipements neufs et un émetteur d'1 KW.

.Pour ce qui est des câblo-distributeurs, un seul opérateur agit dans la Commune, mais les difficultés techniques (manque d'appareil performant et aussi de technicien qualifié) font en sorte que ce dernier a des actions limitées dans la Commune (couverture partielle).

Tableau 40. Description et caractérisation des infrastructures

Types	Nombre	Couverture de l'espace urbain partielle ou totale	Problèmes / observations
Radio	02	Tikiri FM et Echos du Mbéré : couverture totale	Insuffisance de personnels, de finances et d'équipement
Télé	01	Centre de diffusion de la CRTV (Couverture partielle)	Vétusté des équipements
Cablo distributeurs	01	Couverture partielle	Difficultés techniques
Journaux	01	Lettre du Mbéré (Couverture partielle)	Insuffisance de moyens financiers et matériels Insuffisance de personnel

Source : DD/MINCOM Mbéré, octobre – novembre 2013

3.4.10.2. Analyse des problèmes liés au secteur des communications (Tableau 41)

Tableau 41. Analyse des problèmes du secteur des communications

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDEES DE PROJETS
<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'accès aux informations crédibles 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible vulgarisation des TIC • Faible couverture de la localité par des ondes radio et télé • Vétusté des équipements du Centre de diffusion CRTV et du Centre Multimédia Communautaire du Mbéré « TIKIRI » • Insuffisance des moyens logistiques et financiers station de production radio télé et de presse • Coupures intempestives d'électricité • Faible rendement de l'activité 	<ul style="list-style-type: none"> • Désintéressement des auditeurs • Baisse de la production • Faible rendement ; • Arrêt de fonctionnement • sous information des populations 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation de la radio Tikiri 2. Création d'un mensuel d'informations sur les diverses réalisations de la Commune. 3. Dotation de la radio Tikiri d'une plaque solaire. 4. Ouverture d'un kiosque Communal pour exposition des journaux

3.4.11. Culture

3.4.11.1. Situation de référence

Bien qu'il n'existe pas encore de délégation départementale du ministère des arts et de la culture à Meiganga, les activités culturelles ne sont pas rares. Relevons que la cinématographie est absente dans la Commune, la seule salle de Cinéma de Meiganga a fermé ses portes depuis belle lurette. Cependant, il existe des vidéogrammes, des vidéoclubs et des structures d'enregistrement sonores installées principalement dans la ville de Meiganga et dont le fonctionnement se fait de façon informelle.

Il n'existe pas de structures de culture et d'animation culturelle fonctionnelles dans la Commune : le Foyer municipal et le Centre de Jeunesse de Meiganga sont actuellement non fonctionnels.

Des collections d'objets représentatifs et significatifs susceptibles de constituer de véritables musées sont logés dans la majorité des chefferies traditionnelles : c'est le lieu de signaler ici que le Lamidat de Meiganga, de concert avec la Commune, devra sérieusement envisager la construction d'un musée et suivre de plus près les fouilles archéologiques qui se font dans la localité.

Un Centre de Littérature, de Traduction et d'Alphabétisation en langue GBAYA existe à Meiganga au sein de l'Église Évangélique Luthérienne. Mais ses activités tournent désormais au ralenti.

En dehors des bibliothèques scolaires, l'Église Évangélique Luthérienne et le CETIC Paul VI (CETIC actuellement fermé) qui disposent chacun d'une bibliothèque en plus un Centre de Littérature et de Traduction en langue GBAYA.

3.4.11.2. Analyse des problèmes dans le secteur de la culture (Tableau 42)

Tableau 42. Analyse des problèmes du secteur de la culture

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté à valoriser la culture 	<ul style="list-style-type: none"> • Non existence du sectoriel en charge des arts et de la culture • Absence de la cinématographie • Non fonctionnalité du foyer municipal • Fonctionnement informel des vidéoclubs, vidéogramme, etc. • Absence de musées • Non promotion des cultures allogènes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de l'instruction • Méconnaissance des cultures allogènes • Non valorisation des valeurs culturelles 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Préservation des sites rituels de la Commune 2. Organisation des manifestations culturelles dans la Commune 3. Étude de faisabilité en vue de la création et de construction d'un musée au lamidat de Meiganga 4. Construction d'une maison de la culture dans la ville de Meiganga 5. Construction de 5 maisons de la culture pour couvrir les villages 6. Construction de 3 centres de traduction des langues gbaya et fulfulde

3.4.12. Jeunesse et Éducation civique

3.4.12.1. Situation de référence

Il existe deux centres multifonctionnels de promotion des jeunes dans la Commune de Meiganga :

- Le CMPJ départemental logé à la délégation départementale de la jeunesse et de l'éducation civique ;
- Le CMPJ d'arrondissement (à la recherche du local)

Les activités menées par ce centre sont :

- l'alphabétisation
- la couture, la broderie et le tricotage ;
- l'informatique.
- L'entreprenariat (montage des projets bancables)

I A travers, le MINJEC encadre et appuie les jeunes de la Commune de Meiganga à travers les programmes gouvernementaux que sont :

- le programme d'appui à la jeunesse rurale et urbaine (Pajer-U)
- le programme d'insertion des jeunes par la fabrication du matériel sportif (Pifmas)

- le service civique national de participation au développement.

En plus, il œuvre pour l'insertion des jeunes à travers leur autonomisation et ou leur placement en emploi salarial.

- **Existence des membres du CNJC**

Il existe un bureau communal du CNJC. Les membres de ce bureau sont chargés entre autres :

- Du recensement des organisations de jeunesse ;
- De l'encadrement des dites organisations
- De la promotion du volontariat et du comportement civique.

- **Actions du MINJEC en faveur des jeunes**

Outre la formation des jeunes dans les CMPJ le Minjec à travers d'une part le service civique national de participation au développement, forme des « volontaires » et des « appelés » et d'autres part à travers des programmes phares Pajer-U et PiFmas finance des micro activités des jeunes ainsi que les juniors entreprises.

A ce jour, les jeunes de la Commune de Meiganga ont bénéficiés des financements à hauteur de 48 millions de F CFA dans les filières ci-après : Agriculture, élevage, apiculture, couture, informatique, menuiserie et moulin.

3.4.12.2. Analyse des problèmes du secteur de la jeunesse et de l'Éducation Civique (Tableau 43)

Tableau 43. Analyse des problèmes du secteur de la jeunesse

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté d'épanouissement des jeunes et d'insertion socio-économique	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de moyens financiers pour l'organisation des activités ; • ; • Insuffisance d'infrastructures et équipement d'encadrement ; • Activités peu diversifiées de l'unique centre multifonctionnel ; • CMPJ inéquipé en matériel didactique adéquat • Appui financier dérisoire et irréguliers aux projets des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • Déperdition scolaire ; • Chômage ; • Délinquance ; • Exode rural ; • Désœuvrement et oisiveté ; • Dépravation des mœurs ; • Propagation du VIH/SIDA. • Faible participation des jeunes aux colonies de vacance. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction de 2 structures d'apprentissage de métiers 2. Création de 5 centres multifonctionnels des jeunes pour couvrir les villages 3. Construction et équipement des CMPJ4. Financement des projets des jeunes issus des centres de formation 5. Formation des leaders des jeunes 6.Élaboration par la commune d'un fichier de demandeurs d'emploi 7. Promotion des stages de vacance au niveau de la commune

3.4.13. Sports et Éducation physique

3.4.13.1. Situation de référence

En l'état actuel, la Commune de Meiganga dispose de :

- 02 stades de football;
- Une piste d'athlétisme autour du stade de Ngassiri ;
- Les vestiaires et une plate-forme sportive qui comprend un terrain de Handball et un autre de basket-ball (stade de Ngassiri).

Excepté les terrains de basket-ball et de handball, les autres infrastructures ne respectent pas les normes internationales et sont toutes à aménager.

Meiganga comporte 03 associations sportives :

- Renaissance Football club ;
- Water-polo FC ;
- Olympique FC.

Ce sont essentiellement des clubs de Football. L'école de Football « la révélation » est une jeune structure qui s'est donnée pour mission (ambitions) de promouvoir le Football dans la Commune.

Les manifestations sportives dans la Commune sont :

- Les championnats départementaux et régionaux de Football,
- Les ligues de la FENASCO (élèves),
- Le tournoi de la jeunesse à l'occasion de la fête du 11 février,
- Le tournoi inter quartiers,
- De nombreux championnats de vacances. Ces derniers sont en général organisés par les promoteurs privés et la fréquence d'organisation de ces championnats varie d'une année à une autre.

Le manque d'implication des élites et autres structures dans la promotion des activités sportives est un véritable handicap au développement du sport dans la Commune de Meiganga.

3.4.13.2. Analyse des problèmes du secteur des sports et de l'éducation physique (Tableau 44)

Tableau 44. Analyse des problèmes du secteur des sports et de l'éducation physique

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
<ul style="list-style-type: none"> • Faible développement des activités sportives 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des infrastructures sportives (stades de football, handball, basketball) • les stades existants ne respectent pas les normes internationales et ne sont pas suffisamment aménagés • Absence de certaines infrastructures sportives (stades de tennis, volleyball, etc.) • Insuffisance du personnel qualifié pour l'encadrement des sportifs • Irrégularité des championnats de vacances • Insuffisance des ligues sportives • Absence de sponsoring. 	<ul style="list-style-type: none"> • Conflit au niveau des aires de jeux • Manque de suivi et d'encadrement professionnel des sportifs (personnel qualifié) • Démotivation pour la pratique du sport • Discipline sportive très peu diversifiée • Dysfonctionnement du service • Baisse de la performance chez certains sportifs ; • Non valorisation des talents. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction d'une plateforme sportive à Meiganga 2. Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation du stade municipal de Meiganga 3. Construction d'une école sportive (meiganga) 5. Construction et équipement d'un gymnase à Meiganga 6. réhabilitation de la plate forme de Ngassiri 7. construction de 04 aires de jeux (Zandaba 1 et 2, Sabongari, Pitoa)

3.4.14. Postes et télécommunications

3.4.14.1. Situation de référence

▪ Boîtes postales et services

Le réseau postal du département du Mbéré est réduit au seul Bureau de Poste de Meiganga. Ici 195 boîtes installées, 116 attribuées dont 78 aux particuliers et aux entreprises et 38 aux administrations publiques. Ce service connaît désormais un fort taux de résiliation. Il en est de même des envois postaux qui ont aussi connu de fortes baisses avec l'avènement d'Internet et des Agences de Voyages qui opèrent aussi dans le service courrier.

Le service financier souffre également de la concurrence des agences de transfert d'argent comme Express Union et Express Exchange.

▪ Réseau téléphonique

Le central téléphonique de Meiganga a été raccordé en juin 2008 par la fibre optique existante dans la localité, car mise en place dans le cadre du projet PIPELINE portant à 930 lignes téléphoniques la capacité actuelle dudit

central. Leur fonctionnement est assez pénible à cause des coupures intempestives d'électricité et du vandalisme sur les équipements.

Seulement 03 lignes ont été construites en 2011 contre 03 en 2009 et 22 lignes en 2008. Par contre, on enregistre 30 réalisations de lignes en 2011 contre 20 en 2009; c'est dire que le téléphone fixe n'intéresse plus le public par rapport au CTPhone qui apporte plus de facilités et de commodités. Deux autres opérateurs de la téléphonie mobile (Orange et MTN) sont également présents dans la Commune.

Le secteur des TIC demeure encore très peu développé dans la Commune de Meiganga, CAMTEL met à la disposition de ses abonnés des appareils, des clés USB et des cartes EASY NET qui leur permettent d'accéder à l'Internet. On dénombre environ cinquante abonnés à l'Internet à CAMTEL par mois.

▪ **Couverture téléphonique**

Le réseau CAMTEL couvre uniquement la ville de Meiganga de 165 lignes (sur 930 lignes). Les réseaux de téléphonie mobile MTN et ORANGE couvrent la ville de Meiganga et quelques localités environnantes.

3.4.14.2. Analyse des problèmes liés au secteur des postes (Tableau 45)

Tableau 45. Analyse des problèmes du secteur des postes

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDEES DE PROJETS
Diminution d'envoi des courriers	<ul style="list-style-type: none"> • Réticence des administrations à payer leurs boîtes postales • Concurrence déloyale des Agences de Voyage et autres structures de messagerie • Insuffisance du Personnel du Bureau de Poste Meiganga • Faibles rendement des services postaux • Concurrence de services de transfert d'argent • Intensification de l'utilisation des téléphones portables • Manque de bureau annexe de poste dans la ville de Meiganga • Vétusté du matériel et des bâtiments de la poste 	<ul style="list-style-type: none"> • Faibles connaissances des Technologies de l'Information et de Communication (TIC) par les populations ; • Manque à gagner pour CAMPOST 	1. Étude de faisabilité en vue de la Réfection du bâtiment du Bureau de Poste de Meiganga
Faible accès aux réseaux de télécomm	<ul style="list-style-type: none"> • Destruction des poteaux par les feux de brousse • Vol de câble et autres équipements publiques • Coupure intempestive d'électricité 	<ul style="list-style-type: none"> • Indisponibilité du réseau • Baisse de rendement économique 	1. Recrutement et formation des techniciens en télécommunication dans la ville de

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDEES DE PROJETS
unication.	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance du Personnel qualifié • Manque de parafoudre • Vandalisme sur les équipements publics Coupure fréquente de l'électricité. 	• Destruction des appareils BTS	Meiganga 2. Formation des populations sur les TIC dans toute la Commune

3.4.15. Travaux publics

3.4.15.1. Situation de référence

- **État du réseau routier existant (les différents tronçons et les ouvrages d'art)**

La Commune de Meiganga dispose en l'état actuel de 100 km de route bitumée (Nationale n°1). Des ouvrages de franchissement sont construits sur ce tronçon par la société Razel. Dans l'espace urbain, les rues sont très faiblement entretenues, en dépit du bitumage de 15 km (Tableau 46).

Tableau 46. Etat des ouvrages de la Commune de Meiganga

N° Ouvrage	Axe Routier	PK	Nom Ouvrage	Type Ouvrage	Nbre de Travées	Portée (m)	Longueur (m)	observations
P1	Babongo-Meiganga - Mboussa	4 + 00	Pont de Mbako ngué	Pont en B.A.	1	8,6	15	A réfectionner
P2	Babongo-Meiganga - Mboussa	5 + 50	Pont de Zer Kongo	Pont en B.A.	1	4,34	8,74	RAS
P3	Babongo-Meiganga - Mboussa	6+ 80	Pont de Nandék é	Pont en B.A.	1	8,7	12, 34	RAS
P4	Babongo-Meiganga - Mboussa	56 + 10	Pont de Mayo Mbah	Pont en B.A.	2	18	18,68	A réfectionner
P5	Babongo-Meiganga - Mboussa	25 + 00	Pont de Gunbéla	Pont en B.A.	1	11	12	RAS
RB1	Ngam-Kombo-Laka -Batoua-Godolé- Ft RCA	43 + 00	Radier busé sur Lom	Radier busé	-	-	41	À reconstruire
P7	Ngam-Kombo-Laka -Batoua-Godolé- Ft RCA	43 + 00	Pont sur Lom	Pont en B.A.	1	12	12	À reconstruire
P8	Gazi-Wakasso-Batoua-Godolé	25 + 00	Rivière Lom	Pas d'ouvrage	-	-	-	À construire Site ancien BAC
P9	Wakasso-Batoua-Godolé	PM	Pont de Mfoum	Pont en B. A.	1	6	9	A réfectionner
RB2	Wakasso-Batoua-Godolé	PM	Radier busé	Radier busé	-	-	24	A construire

N° Ouvrage	Axe Routier	PK	Nom Ouvrage	Type Ouvrage	Nbre de Travées	Portée (m)	Longueu r (m)	observations
			sur Mama					

Source : DDTP/MBÉRE, 2012-2013

Afin de faciliter la circulation des biens et des personnes, en marge de l'entretien des voies de communication, il va falloir construire les ouvrages de franchissement ci-contre (Figure 9).

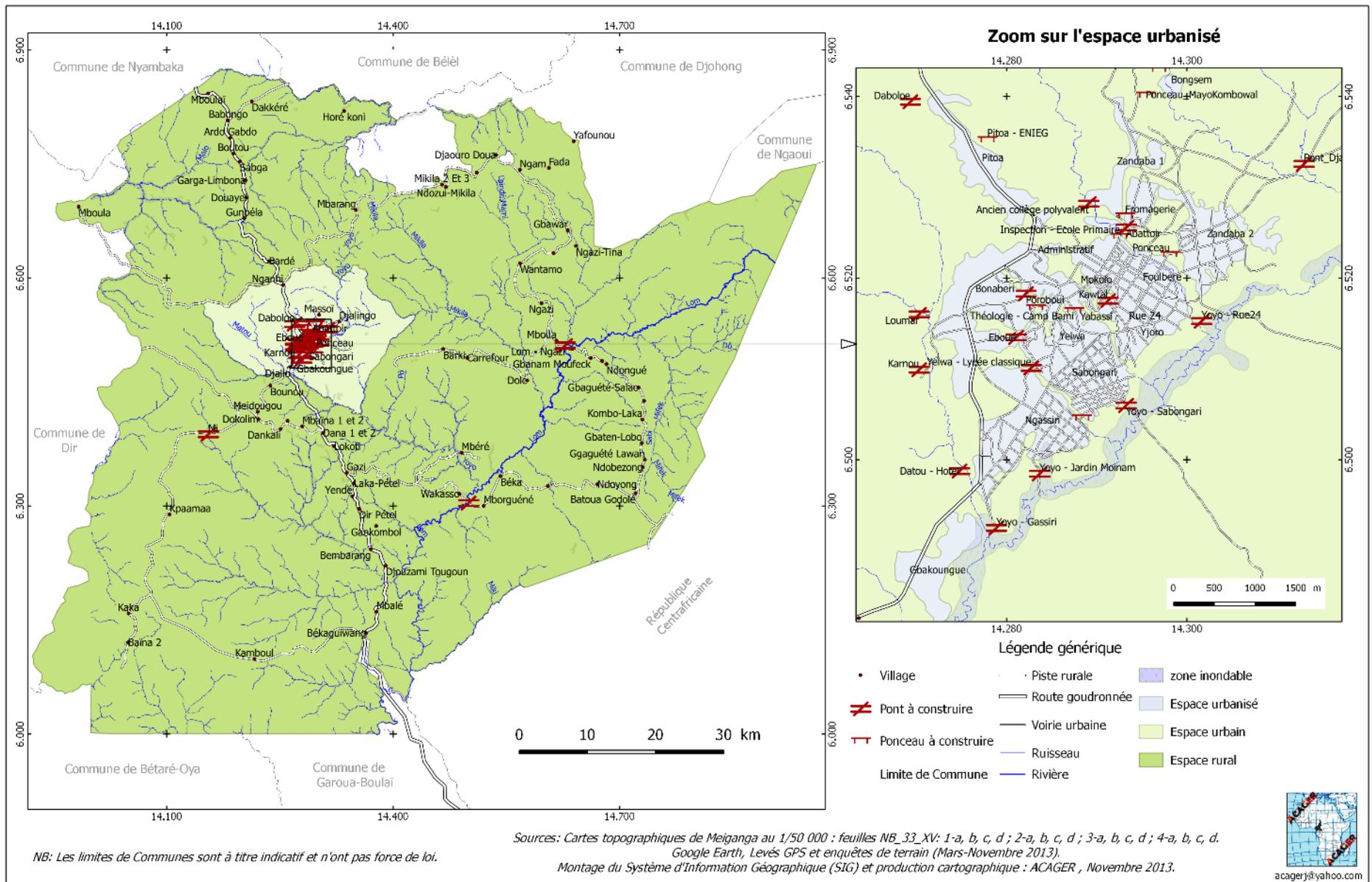


Figure 9. Géolocalisation des ouvrages de franchissement à construire dans la Commune de Meiganga

3.4.15.2. Analyse des problèmes liés au secteur des travaux publics (Tableau 47)

Tableau 47. Analyse des problèmes du secteur des travaux publics

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDEES DE PROJETS
<ul style="list-style-type: none"> • Enclavement des quartiers urbains et bassins de production dans l'espace rural 	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvais état des rues dans la ville • Érosion hydrique • Faible entretien du réseau routier • Mauvais état de des routes • Mauvais état des ponts • Insuffisance des barrières de pluies 	<ul style="list-style-type: none"> - Accidents de circulation - Insuffisance des moyens de transport • Difficulté de mobilité 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Entretien des rues et pistes Nganhi-Fada (80 km) ; Nganhi-Mboula (50 km) ; Gazi-Batoua Godolé (50 km); Fada-Mboua (30 km) et Mboua-Batoua Godolé (40 km) sont entretenues sur environ 250 km 2. Etude de faisabilité en vue de la construction de Construction de 8 ponts sur les tronçons qui mènent dans les villages Djalingo, Ndera, Massoï, Dobezon, Gbawar, Mboua, Batoua Godole, Ngazi 3. Octroi de matériels d'entretiens des routes aux populations 4. Ouverture de nouvelles routes pour désenclaver les villages de la commune de Meiganga 5. Reprofillage de la route

3.4.16. Transports

3.4.16.1. Situation de référence

▪ Moyens de transport

Le transport dans la ville de Meiganga se fait par les motos qui à longueur de journée sillonnent les artères de la ville. Le transport interurbain se fait à l'aide des taxis brousses.

▪ Des mesures météorologiques

Pour ce qui est de la météorologie, seuls les relevés pluviométriques sont effectués. Les autres paramètres tels que les températures de l'air ambiantes, au sol et dans le sol, l'humidité relative et la pression atmosphérique ne sont pas mesurés à cause de la vétusté des instruments. L'usage de ceux-ci pourrait sans doute fausser les prévisions météorologiques dans la Commune de Meiganga.

▪ Infrastructures et équipements de transport

Il existe trois agences de voyages à Meiganga (Narral Voyages, National Voyages et Alliances Voyages) qui assurent le transport des passagers à destination de Ngaoundéré, Garoua Boulaï, etc. Les taxis quant à eux assurent le transport des populations dans les zones enclavées.

Tableau 48. Caractérisation des agences de voyages de la Commune de Meiganga

Gares routières	Latrines	Point eau	Aire d'embarquement	Aire de stationnement
Narral Voyages	1	0	1	1
National Voyages	0	0	1	1
Alliance Voyages	0	0	1	1

Source : observations de terrain mars 2013.

3.4.16.2. Analyse des problèmes liés au secteur des transports (Tableau 49)

Tableau 49. Analyse des problèmes du secteur de transport

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté de déplacement des biens et des personnes	<ul style="list-style-type: none"> • Promiscuité dans les gares routières • Non-respect de la réglementation en matière de transport par les usagers • Manque de moyen matériel et financier pour le contrôle de la circulation • Mauvais état des certains artères de la ville • Mauvais état des voitures de transport 	<ul style="list-style-type: none"> • Accidents de circulation ; • Perte de biens • Insuffisance des moyens de transport communal 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction de la gare routière de Meiganga 2. Construction de 22 points de stationnement 3 Formation des usagers sur la réglementation en matière de transport dans toute la Commune 4. construction des parkings Communaux

3.4.17. Eau et Énergie

3.4.17.1. Situation de référence

▪ L'approvisionnement en eau de la CDES

En matière d'infrastructure hydraulique, les installations de la CDE couvrent une partie de la ville de Meiganga où la longueur du réseau de distribution est de 20,412 km. Il existe deux réseaux pour la distribution : le réseau bas et le réseau haut. Le réseau bas a un réservoir de 400 m³ et alimente la plupart des quartiers de la ville de Meiganga (Zandaba, Yzoro, Centre commercial, ...) et le réseau haut avec un réservoir de 100 m³ alimente les quartiers situés en haute altitude (Pitoea, Résidence Préfet, Brigade de Gendarmerie, Mission Catholique, quartier Bamiléké,...). Il faut noter qu'un puits bâche situé sur les berges du Yoyo situé au quartier Zandaba 2 alimente les réservoirs (châteaux) en passant par une station de traitement qui nécessite d'être réhabilitée. Cette alimentation se fait à l'aide de l'énergie électrique. Les coupures intempestives de cette dernière

entraînent automatiquement la rupture de la consommation de l'eau provenant de la CDE.

Le Centre CDE de Meiganga compte, en juin 2013, 1007 abonnés. En considérant les abonnés particuliers (969) et en prenant une taille moyenne de 6 personnes par ménage, la population de Meiganga ayant accès directement à l'eau courante est estimée à 3492 (sur une population urbaine de 49 848 en 2013) : c'est dire que moins de 10 % de la population de Meiganga a accès à l'eau de la CDE et la plus grande partie de cette population urbaine s'approvisionne en eau plutôt par le système de puits traditionnels, car elle estime que le coût d'abonnement est assez élevé.

L'on dénombre également trois adductions d'eau réalisées par SCANWATER dans les localités de Batoua-Godolé (un château et 11 bornes fontaines), de Kombo-laka (un château et 9 bornes fontaines) et Lokoti (un château et 6 bornes fontaines) tous non fonctionnel.

▪ **Approvisionnement en eau par puits, forages, sources et bornes fontaines**

En mars 2013, l'espace urbain de Meiganga compte 55 points d'eau dont seulement 10 sont en bon état. L'espace rural en compte 143 dont 62 sont en bon état et 63 à réhabiliter. Il faut noter qu'en plus de 24 forages et des trois puits, la ville de Meiganga l'on dénombre au total 28 bornes fontaines dont aucune ne fonctionne en l'état actuel, certaines ont été détruites lors de l'aménagement des rues et aussi lors des constructions des maisons. Avec un réseau d'adduction d'eau limité, on comprend pourquoi l'accès à l'eau potable est une préoccupation majeure.

Tableau 50. État de fonctionnement des points d'eau (forages et puits) dans la Commune de Meiganga

Quartier/Village	Effectif de la population	Forage	Puits	Etat de fonctionnement			Total	Besoins en points d'eau
				Bon	A réhabiliter	Endommagé		
ESPACE URBAIN								
Total	45837	24	3	9	10	8	27	143
ESPACE RURAL								
Total	56839	117	26	62	63	18	143	129

Source : DD/MINEE et enquêtes de terrain, mars-novembre 2013

Les points d'eau sont gérés par des comités de gestion qui ne fonctionnent pas toujours de façon optimale (Dans le cas des forages, sur 24 forages enquêtés, 09 seulement ont des comités de gestion qui existent et qui fonctionnent). La difficulté à réhabiliter les ouvrages défectueux résulte de l'absence des artisans réparateurs.

Outre ces différents points d'eau une partie de la population principalement en zone rurales s'approvisionne dans les sources d'eau

naturelle. Cependant il faut noter que ces sources sont pour la plupart insalubre et non aménagées ce qui expose ces populations aux risques de maladie hydrique.

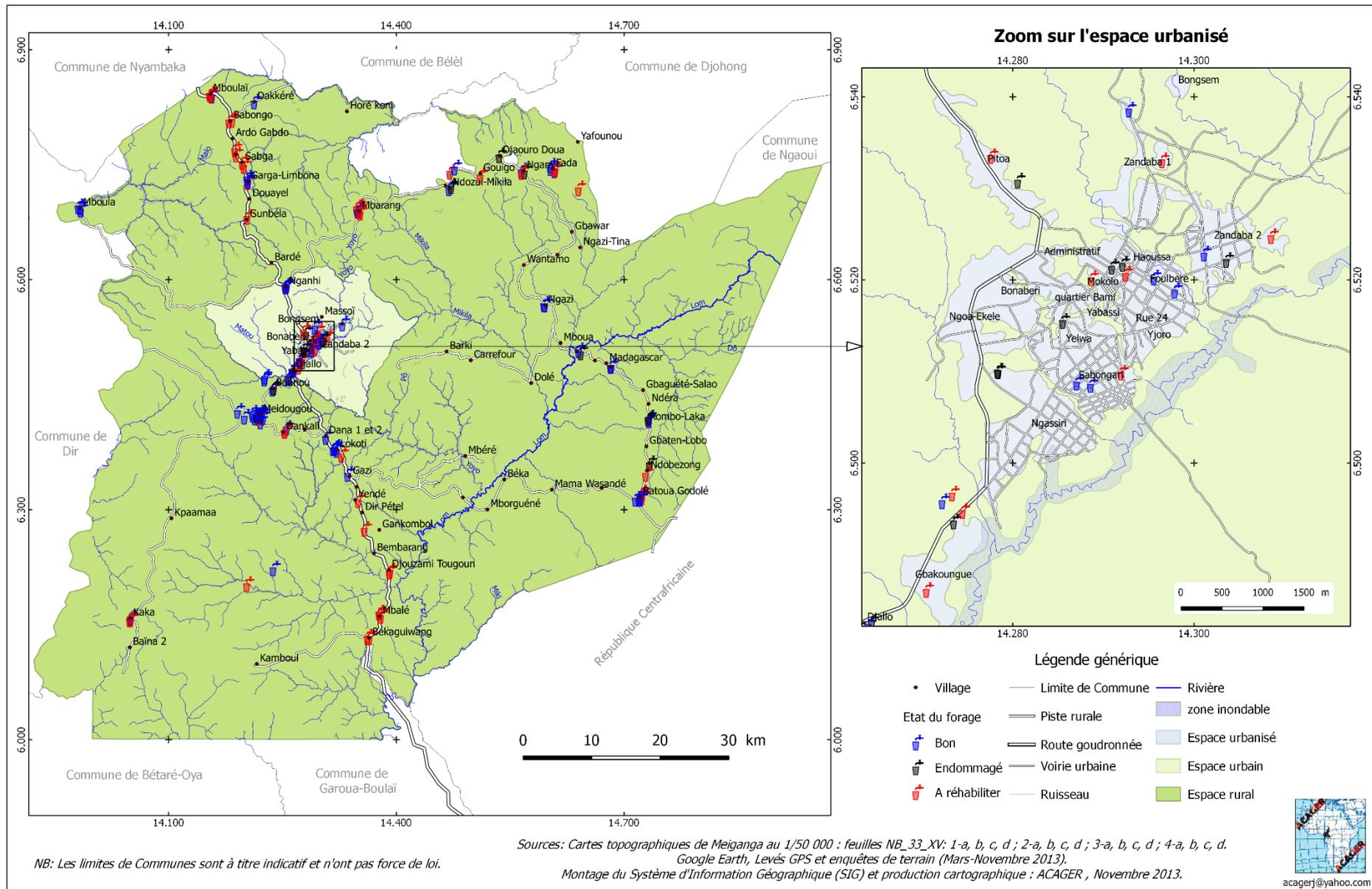


Figure 10. Etat des forages dans la Commune de Meiganga en novembre 2013

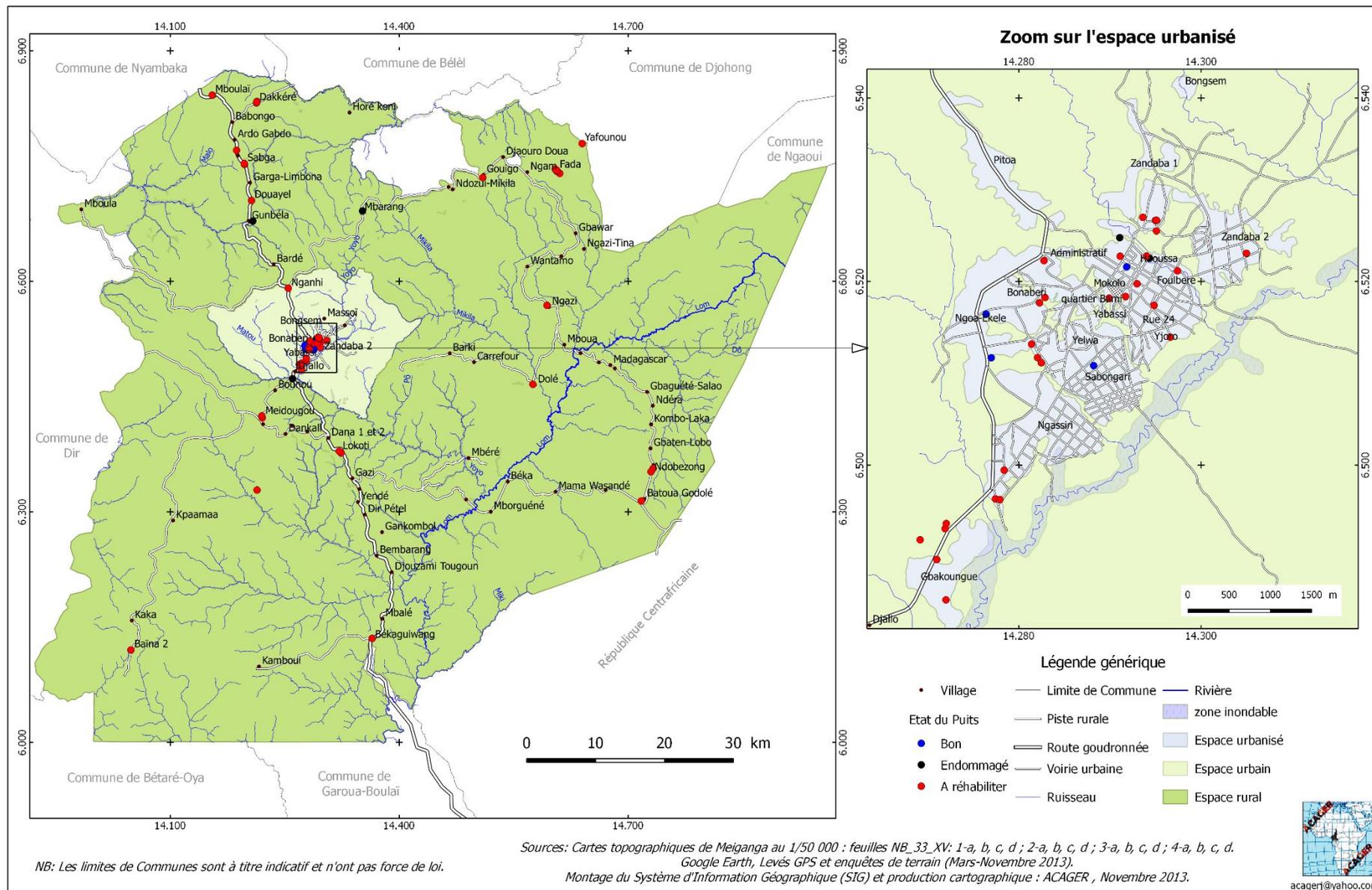


Figure 11. Etat des puits dans la Commune de Meiganga en novembre 2013 Approvisionnement en énergie hydroélectrique

La ville de Meiganga est alimentée en énergie électrique à partir du barrage hydroélectrique de Lagdo (Région du Nord) via Ngaoundéré. Le transport de cette énergie se fait à l'aide de la moyenne tension supportée par les poteaux en bois. Ces derniers sont souvent victimes d'une attaque de feux brousse incontrôlés et de termites provoquant la rupture du courant.

En outre, elle ne dispose pas d'éclairage public, Le réseau AES SONEL est long de 10 124 mètres linéaires (ml), soit 101 ml de moyenne tension et 10 023 m de basse tension. Il s'agit essentiellement de câble aérien. La population ayant accès à l'énergie électrique est estimée à environ 12 300 en 2012 : ce qui donne pour l'espace urbanisé de Meiganga un ratio d'accès des populations à l'électricité de 25 %.

Tableau 51. Situation des abonnés AES/SONEL de Meiganga de 2010 à 2012

Type d'abonnés	Année	2010	2011	2012
Privés		2 606	2 663	2664
Administrations publiques		44	46	56
Sociétés		09	13	11
Total		2 659	2 722	2 731

Source : DD/MINEE-AES-SONEL Meiganga, juin 2013

S'agissant de l'électrification rurale, une dizaine de localités de l'arrondissement de Meiganga situées sur la Route Nationale n° 1 sont électrifiées à partir également de l'énergie du barrage hydroélectrique de Lagdo qui part de Ngaoundéré jusqu'à Lokoti (via Meiganga) par une ligne MT. Il s'agit des villages Lokoti, Dankali, Meidoukou, Nandéké, Ganghi, Gunbela, Garga-Limbona, Gboutou, Babongo, Mboulaï. Trois autres localités ont été également électrifiées sur financements BIP, MDRI et PPTE: il s'agit de Batoua Godolé, électrifié par groupe électrogène, Mbarang de Mbarang actuellement par groupe mais dont un projet d'électrification par triphasé d'une longueur de 21 km et de 2km de couant basse tension est en cours sous financement de du cameroun et de la banque mondial (triphasé + basse tension = 23km), et enfin de Mboula sous financement du BIP 2013 Il est à noter que le fonctionnement de l'électrification à partir des groupes électrogènes laisse à désirer à cause du coût du carburant et de l'entretien des groupes. Le nombre total d'abonnés pour ces villages s'élève à 479 abonnés en 2013, donnant un taux d'accès à l'électricité de moins de 3 % en zone rurale.

- **Divers carburants**

La ville de Meiganga dispose de quatre Stations-service. Ce sont : TOTAL, BOCOM, FIRST OIL, OIL LIBYA qui approvisionnent les usagers en super, gas-oil, pétrole, huiles moteurs. De plus en plus le carburant frelaté

dit « Zoua Zoua » est livré dans la ville avec l'augmentation vertigineuse de motos- taxis.

- **Gaz domestique**

Cette source d'énergie est utilisée subsidiairement dans la ville de Meiganga. Elle est vendue par les stations-service et 2 particuliers.

- **Bois de chauffe**

La principale source d'énergie consommée par les ménages demeure le bois, très abondant dans la région. Ceci a pour fâcheuse conséquence une pression accrue sur les ressources naturelles et environnementales.

Tableau 52. Identification des problèmes/Contraintes-Atouts/potentialités

PROBLEMES/CONTRAIINTES	ATOUPS/POTENTIALITES	OBSERVATIONS
Faible couverture du réseau CDE État passable de la station de traitement État passable du point d'approvisionnement de la CDE Coupure intempestive du courant électrique Coût d'abonnement élevé de la CDE Mauvais fonctionnement des comités de gestion Manque des artisans réparateurs dans les comités de gestion Absence d'ouvrage hydraulique en bon état dans les quartiers de Pitoa, Ngoa-Ekele, Bonabéri, Ngassiri, Bamiléké Nombre pléthorique des ouvrages hydrauliques abandonnés et à réhabiliter Mauvaise distribution des ouvrages hydrauliques dans les quartiers Faible couverture du réseau AES/SONEL Déforestation pour besoin de bois	Présence des ONGs et opérateurs économiques à l'instar de la fondation Nana Bouba Disponibilité des espaces forestières ; Réseau hydrographique.	Les coupures intempestives d'électricité n'encouragent pas les opérateurs économiques à s'installer à Meiganga.

3.4.17.2. Analyse des problèmes du secteur du MINEE (Tableau 53)

Tableau 53. Analyse des problèmes du secteur du MINEE

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés d'accès à l'eau potable et à une énergie électrique stable 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible couverture du réseau CDE • Coupure intempestive du courant électrique • Coût d'abonnement élevé de la CDE • Pannes fréquentes des points d'eau (forages) • Mauvaise distribution des ouvrages hydrauliques 	<ul style="list-style-type: none"> • Développement des maladies hydriques • Points d'eau non fonctionnels • Frein au développement • Faible industrialisation de la Commune 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Étude de faisabilité en vue de l'extension du réseau de la CDE sur 50 km pour ravitailler les nouveaux quartiers principalement le long de la Nationale N°1 (kour-yoyo, Guimini, Site de l'EGEM, etc) 2. Réalisation de 107 forages 3. Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation de 73 points d'eau 4. Étude de faisabilité en vue de la

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
	<p>dans les quartiers</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faible couverture du réseau AES/SONEL • Coupures intempestives d'électricité • Stockage limité des réservoirs de la CDE • Coût élevé d'énergie électrique (village alimenté par groupe électrique) • Coût élevé du Gaz domestique • Attribution de la réalisation des forages aux entreprises sous équipées 	<ul style="list-style-type: none"> • Déforestation pour besoin de bois • Insécurité urbaine 	<p>réhabilitation de 03 scans waters</p> <p>6.Étude de faisabilité en vue de l'électrification villageoise à l'aide des plaques solaires dans les villages</p> <p>7. réhabilitation et redimensionnement du reseau d'adduction d'eau de la commune de meiganga.</p> <p>8. formation des artisans reparateurs des forages et puits par la commune</p> <p>9. mise en place des comités de gestion des points d'eau dans les villages</p> <p>10. aménagement des sources des pèrènes des villages (SABGA, NDOYONG, Gbaguété lawan)</p> <p>11. étude de faisabilité en vue du remplacement de poteau en bois par des poteaux métalliques ou en Béton armé pour le transport de l'énergie électrique.</p> <p>12. étude de faisabilité en vue de la réhabilitation de 99 points d'eau dans la commune de Meiganga.</p> <p>13. identification des sources pèrènes dans d'autre localité de la commune en vue de leur aménagement.</p> <p>14. réalisation de 20 forages à motricité humaine dans les localités d'accueil de la commune afin de juguler le demande induit par l'arrivé des réfugiés centrafricains dans la Commune</p>

3.4.18. Habitat et Développement urbain

3.4.18.1. Situation de référence

Population et plan d'urbanisation

La ville de Meiganga, chef-lieu du Département, est de loin le plus grand centre urbain du département avec une population estimée à près de 49848 habitants. Meiganga s'est dotée d'un plan sommaire d'urbanisme (PSU) depuis les années 1978. Ce plan sert de cadre de référence pour tous les travaux relatifs au développement de la ville de Meiganga. Cependant, le dit plan est en cours de révision depuis 2 ans au MINH DU car avec les extensions de la ville, il se trouve dépassé.

En dehors de la ville de Meiganga, il existe de grands villages qui, de par leur poids démographique et économique dans l'arrondissement, méritent une attention particulière comme Meidoukou (3791 habitants en 2013), Lokoti (2065 habitants), Batoua Godolé (3646 habitants), Kombo Laka (2184 habitants), Mbarang (3236 habitants), Béka (2 400 habitants). L'élaboration de leurs Plans d'Occupation du Sol s'avère d'ores et déjà nécessaire.

▪ **Assainissement urbain**

L'espace urbain dispose de 89000 mètres linéaires de caniveau bétonnés et maçonnés, de 1700 mètres linéaires de fosses bétonnées et maçonnées. Il n'existe pas de drain dans l'espace urbain communal. Les déchets produits sont principalement les ordures ménagères. Le volume annuel de ces déchets est inconnu, car les systèmes de pré collecte des déchets sont inexistantes tout comme les décharges aménagées. Il n'existe pratiquement aucun mode de traitement des déchets. Les sites de décharge non aménagées à l'heure actuelle se situent dans les villages Djalingo et à Galé. Pour ce qui est de l'hygiène et de la salubrité, les jeudis matins sont consacrés à cet effet.

En esthétique urbaine, deux sites, bien que non entretenus, embellissent la ville de Meiganga : il s'agit du site de la mairie de Meiganga et de celui du lac de Yzoro. Quatre quartiers sont à restructurer ; il s'agit des quartiers Bonabéri, Ngoa-Ekele, Zandaba1 et Yelwa.

▪ **Aménagement de la voirie urbaine**

Les prévisions de bitumage de rues au centre urbain sont de 15 km de route, mais seulement 7 km ont déjà fait l'objet de terrassement et la société Ratzel DTP en charge du bitumage des voies poursuit les travaux.

Pour ce qui est des routes en terre, la ville de Meiganga est desservie par 40 km de voie primaire (voie donc l'emprise varie entre 12 et 15 m), de 60 km de voie secondaire (voie donc l'emprise est comprise entre 8m et 12m), et d'environ 120 km de route tertiaires (il s'agit là des pistes inter quartiers dont l'emprise varie entre 5 et 8 m). Les ronds-points et carrefours aménagés ou à aménager sont :

- le carrefour de la brigade de Gendarmerie (aménagé) ;
- le rond-point du commissariat spécial (aménagé) ;
- le rond-point vedette (à aménager) ;
- le carrefour du lac Yzoro (à aménager) ;
- les ronds-points de la délégation des transports (à aménager).

En prévision, les autorités envisagent la création de trois nouvelles voies, pour un linéaire estimé à 18 km il s'agit de :

- la route Ngassiri – Site de Meiganga II, avec un pont sur la rivière Yoyo, (prolongation de la rue 24), la longueur approximative de la voie est de 4 km ;
- la route Meiganga – Djalingo, avec un pont sur la rivière Gbounsami. La longueur approximative de la voie est de 7 km ;
- la route Peleton gendarmerie – Masoïhi ; cette route devra desservir le site de plateau du marché à bétail. La longueur approximative de la voie est de 5 km. et

- la construction de 22 ouvrages d'arts (figure 12) sur les tronçons Yoyo - Rue24; Yoyo - Sabongari; Yoyo - Gassiri; Yoyo - Jardin Moinam; Théologie - Camp Bami; ; Sarawara - Mandarine; ; Pitoa - ENIEG; Yelwa - Lycée classique; Datou - Hotel; Mayo Kombowal; Abattoir; Inspection - Ecole Primaire; Fromagerie; Kawtal; Daboloe; Sabongari; Eboué; Poroboui; Ancien collège polyvalent; Pont_Djalingo; Loumar; Karnou, pour viabiliser et desservir les quartiers périphériques de la villes de meiganga.

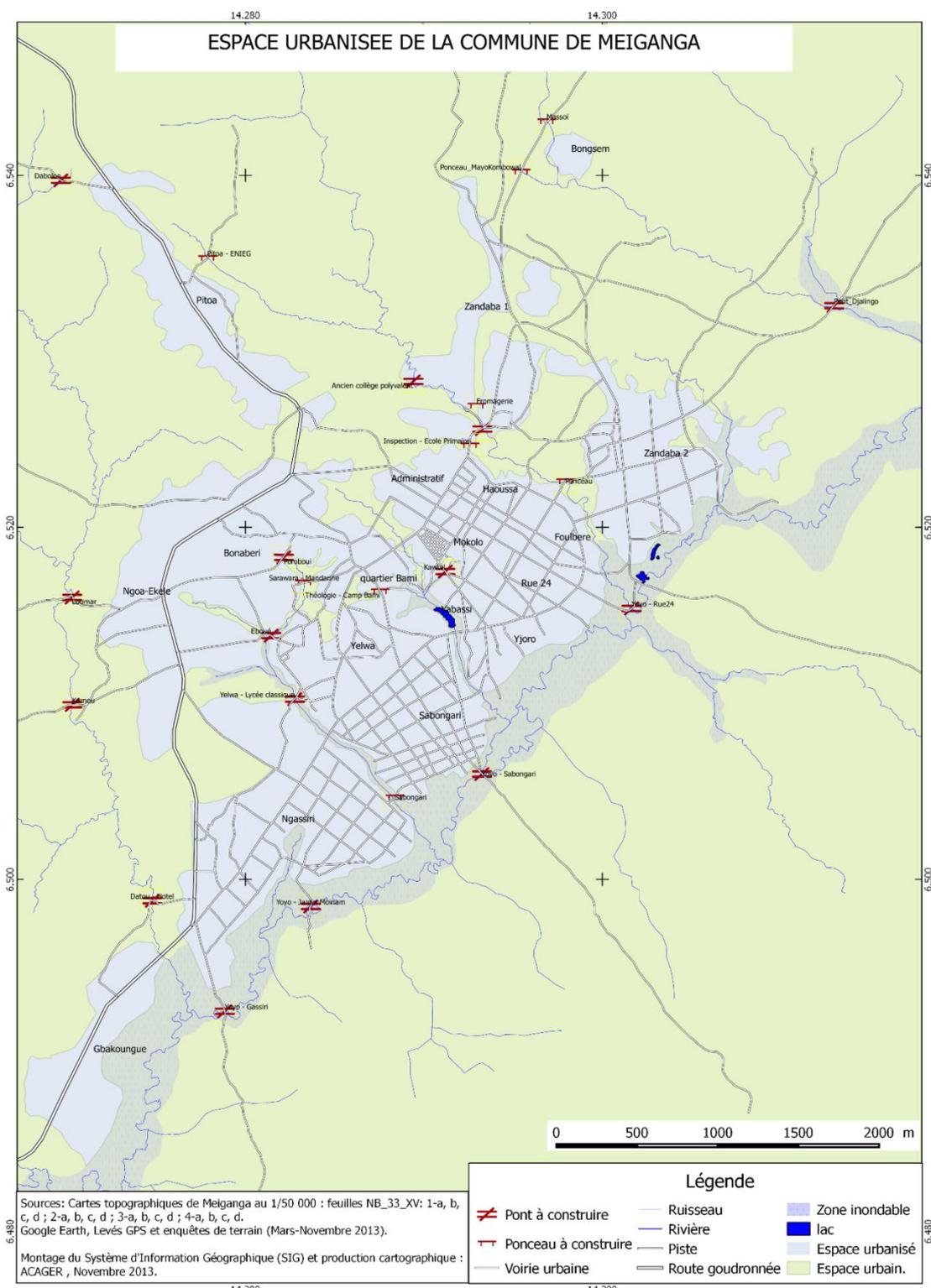


Figure 12. Ouvrage de franchissement à réaliser dans l'espace urbain

En plus des artères bitumées, les autorités prévoient l'entretien permanent des axes en terre suivants,

- Rond point hôpital de district – agence Kawtal – EP catholique (700 ML x 7ML) ;
- Rond point COMSPECIAL – carrefour D.D du MINEPIA (1000ML x 6 ML)
- Carrefour D.D transport – Mosquée Safianou – D.D jeunesse (1700 ML x 10 ML) ;
- Palais de justice – Rond point vedette – Rivière Yoyo (2000 ML x 10 ML)
- Carrefour D.D tourisme – Lycée classique – carrefour marché Ngassiri (1000 ML x 7ML) ;
- Rond point Zandaba II – Carrefour marché Zandaba II – champ de prières (800ML x 7ML) ;
- Jonction RN1 – D.D forêt et faune – jonction route ceinturant le quartier Yelwa (500 ML x 7 ML) ;
- Mairie – Marché des poulets – D.D MINH DU (500 ML x 7 ML) ;
- Laverie Kawtal – ministère de Soya – Domicile A3 – Maire de Meiganga (800 ML x 7 ML).
- **Foncier urbain**

L'on ne note qu'un seul lotissement domanial dans l'ensemble de la Commune. Ce dernier date de l'année 1996 et constitue l'actuel site de la société Razel DTP au quartier Kpok-ko. Il n'existe pas encore de lotissement communal. Cependant, trois sites ont déjà été délimités et devront faire l'objet de lotissement à court terme : il s'agit du :

- site de l'EGEM au village Djallo situé à 5 km du centre urbain ;
- site de village Ngalé, face station BOCOM, à environ 5-6 km de la ville ;
- site sur lequel se trouve l'actuelle délégation du MINEPIA, à 1 km de la ville.

Le site couvre 500 hectares de terre et il y est prévu la construction de 50 logements sociaux.

Pour ce qui est des réserves foncières allouées au parking, 5 opérateurs devront bientôt regagner les zones à eux allouées. Il s'agit des agences Narral voyage, Alliance voyage, Salamoun voyage, touristique voyage et National voyage

Types d'habitats

Dans l'espace urbain de Meiganga, il existe trois types d'habitat : l'habitat peuplé, l'habitat résidentiel et l'habitat précaire. Le problème urbain auquel doit faire face l'autorité en permanence est celui de l'évolution de l'habitat spontané. Sites ciblés pour le lotissement (Galé (avant Nganhi) et Djallo). Construction de 50 logements sociaux sur le plateau du Minepia.

3.4.18.2. Analyse des problèmes liés au secteur de l'Habitat et du développement urbain (Tableau 54)

Tableau 54. Analyse des problèmes du secteur de l'habitat et de développement urbain

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
<p>Difficultés d'accès à un habitat de qualité pour un développement maîtrisé de la ville</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Non actualisation du plan sommaire d'urbanisme • Absence de drain à Meiganga • Inexistence des systèmes de collecte de déchets • Non aménagement des sites esthétiques urbains (mairie et lac Yzoro de Meiganga) • Mauvaise structuration des quartiers Bonabéri, Ngoa-Ekele, Zandaba 1 et Yelwa • Non aménagement des carrefours suivants : <ul style="list-style-type: none"> • rond-point vedette, carrefour du lac Yzoro, rond-point de la délégation des transports • Absence d'un lotissement communal • Matériaux précaire utilisés dans les constructions • Évolutions spontanées de l'habitat. • Absence de contrat de ville pour la ville de Meiganga. 	<ul style="list-style-type: none"> • Promiscuité des habitats • Écroulement des habitats • Insalubrité généralisée et pollution de l'environnement • Insécurité urbaine ; • Accident de la circulation • Réduction des espaces touristiques. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Étude de faisabilité vue de l'élaboration d'un Plan Directeur d'Urbanisme (PDU) à Meiganga 2. Étude de faisabilité vue de la réalisation d'un SIG de l'Espace urbain Communal de Meiganga 3. Elaboration de PS (plan de secteur) dans 40 villages <p>Élaboration d'un PSU pour la ville de Meiganga</p> <ol style="list-style-type: none"> 4. Redynamisation du service d'hygiène et de salubrité dans la Commune 5. Sensibilisation des populations sur la construction des habitats décents dans les villages 6. Entretien de la voirie urbaine (curage des caniveaux, des buses, etc.) 7. Étude de faisabilité en vue de la construction de 7 ponceaux dans l'espace urbain pour viabiliser les quartiers périphériques 8. déclencher la procédure de déclaration d'utilité pour garantir les lotissements 9. Signature d'un contrat de ville avec le MINH DU

3.4.19. Domaines, Cadastre et affaires foncières

3.4.19.1. État des lieux

Les domaines et affaires foncières de la Commune donnent l'impression qu'ils existent de nom ; les documents retrouvés dans les services sont sans suite, beaucoup commencent la procédure pour l'obtention d'un titre foncier et ne la suivent pas jusqu'à l'aboutissement. Ce qui fait que les services du domaine et affaires foncières souffrent d'un grand manque à gagner pour l'État en général et pour la Commune en particulier. La délimitation du périmètre urbain est en cours. Un plan d'occupation du sol existe, mais est largement dépassé. Il n'y a pas, à proprement parler d'outils de planification urbaine. Les problèmes rencontrés dans ce secteur sont malgré la présence de la délégation départementale dotée d'un personnel qualifié: la non sécurisation de propriétés foncières par les populations (titre foncier) l'absence de réserve foncière, la non délimitation du périmètre urbain et la non sécurisation du patrimoine foncier de la commune.

3.4.19.2. Analyse des problèmes liés au secteur des domaines et affaires foncières (Tableau 55)

Tableau 55. Analyse des problèmes du secteur des domaines et affaires foncières

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Insécurité foncière	<ul style="list-style-type: none"> • Non sécurisation de propriétés foncières par les populations (titre foncier) • Délimitation du périmètre urbain non matérialisée sur le terrain • Patrimoine foncier de la Commune non sécurisée • Non maîtrises des procédures d'obtention des titres foncières 	<ul style="list-style-type: none"> • Impossibilité d'avoir un plan d'utilisation de terre ; • Développement anarchique des quartiers. • Insécurité foncière 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Étude de faisabilité en vue de la délimitation du périmètre urbain 2. Étude de faisabilité en vue du lotissement de l'espace urbain 3. Sensibilisation des populations sur les procédures d'obtention des titres foncières dans 24 villages 4. Constitution des réserves foncières (diallo, meiganga, meidoukou, lokoti, beka guiwang, gunbela, garga limbona, mbarang, batoua godolé, kombo laka, Babongo) 5. Mise en place d'une commission d'identification des sites potentiels pour la constitution des réserves foncières pour des besoins agro-industrielle d'au moins 50 ha chacune dans les bassins agricoles (Mboula, kaka et Gankombol, djouzami, Mbarang, Mbalé, meiganga)

3.4.20. Industrie, mines et développement technologique

3.4.20.1. Situation de référence

▪ Existence des ressources minières

Le guide d'entretien a permis de ressortir les ressources minières et les établissements classés concernant l'industrie à Meiganga (Tableau 56).

Tableau 56. Établissements classés dans la Commune de Meiganga

TYPE	LOCALISATION (QUARTIER)	POTENTIEL	TYPE D'EXPLOITATION	DEGRÉ D'EXPLOITATION	PROBLÈMES/OBSERVATIONS
Station-service	Ville de Meiganga	ND	Industrielle	Bon	Manque d'autorisation
Menuiserie	Ville de Meiganga	ND	Artisanale	Bon	Installation clandestine
Boulangerie	Ville de Meiganga	ND	Semi-industrielle	Bon	Manque d'autorisation
Garages	Ville de Meiganga	ND	Semi-industrielle	passable	Manque d'autorisation
Hôtels	Ville de Meiganga	ND	Semi-industrielle	passable	Pas d'autorisation

Source : Enquêtes de terrain, mars 2013

▪ Types d'exploitation

Il existe quelques indices d'exploitation d'or dans la Commune notamment à Kombo-Laka, Batoua Godolé Fel, lokoti, Ngam, . L'exploitation de ces substances précieuses se fait encore d'une manière artisanale, clandestine et profite beaucoup plus aux étrangers qu'aux populations locales.

S'agissant de l'exploitation de ces minerais dans la localité de Kombo-Laka située à 120 km de Meiganga, une descente des responsables départementaux sur les lieux a permis de constater qu'un permis de recherche (Permis de recherche n°62 pour Bary, Um, Plomb, Zinc, Cuivre, Artimon, Or, Arsenic, Argent) a été délivré par B.R.G.M. Aussi cinq chantiers s'y trouvent implantés :

- Chantier de WANTIA-FEL : situé à 18 km de KOMBO-LAKA, ce chantier est le plus important de la localité où on peut recenser une cinquantaine d'artisans miniers ;
- Chantier de GBASSARA : situé à 13 km de KOMBO-LAKA, une dizaine d'artisans miniers sont en place ;
- Chantier de WANSOUMBOU : situé à 07 km de KOMBO-LAKA : la présence de l'or est certaine, mais son exploitation est difficile à cause du trop d'eau, il faudrait donc du matériel adéquat (comme une motopompe...) ;
- Chantier de WANKANA : il y a suffisamment d'or mais son exploitation est également difficile;
- Chantier de DO'O FORO : l'exploitation du sable se fait aussi de manière artisanale le long des lits des ruisseaux en saison sèche et dans les rigoles après les pluies. A ce jour, trois sites d'extraction de sable sont identifiés et localisés à Dankali, Baïna et Gunbéla.

-
Un dossier de demande de permis de recherche (Ngam) valable pour l'or et les substances connexes pour la SOCIÉTÉ CAMEROON ZHANGLIAN HSBC MINING COMPAGNY le projet regroupe trois arrondissements (Meiganga, Djohong et Belel)
Trois autorisations d'exploitations artisanales (o1/14/AEA/RA/DMIDT/SRMGCM.et o2/14/AEA/RA/DMIDT/SRMGCM) pour or et substances connexes
Autorisation pour les substances précieuses et connexes (o10/14/AEA/RA/DMIDT/SRMG)

▪ **Des relations et des taxes**

En ce qui concerne les taxes, le sectoriel travaille avec la Commune dans le cadre du développement de l'exploitation du potentiel minier pour améliorer les conditions de vie des populations grâce aux taxes reversées par les exploitants miniers.

Selon le Décret n° 2002/648/PM du 26 mars 2002 – fixant les modalités d'application de la loi n° 001 du 16 avril 2001 portant code minier il est stipulé à l'article 137 alinéa 1.a. que :

« Les recettes recouvrées aux titres de la taxe ad valorem et de la taxe à l'extraction pour toute activité d'exploitation des substances minérales sont réparties et affectées ainsi qu'il suit : 25% au titre de droit à compensation des populations affectées par cette activité et dont la répartition est la suivante:

- *10% au bénéfice des populations riveraines;*
- *15% au bénéfice de la Commune territorialement compétente;*

- 25% au titre d'appui aux suivi et contrôles techniques des activités concernées par les ingénieurs et agents commissionnés de la Direction chargée des mines ».

La Commune a 15% de taxes sur les différentes exploitations de carrière dont elle est assujettie, mais ne fait rien pour entrer en possession de cela ou du moins n'est pas au courant de cette taxe qui lui revient de droit a mentionné le sectoriel. La Commune bénéficie aussi de 10% pour les populations riveraines afin d'améliorer le « panier de la ménagère ».

3.4.20.2. Analyse des problèmes liés au secteur de l'industrie, des mines et du développement technologique (Tableau 57)

Tableau 57. Analyse des problèmes du secteur de l'industrie, des mines et du développement technologique

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté de promotion des activités d'exploitation minière.	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés d'accès aux sites d'exploitation • Manque de matériels roulants • Non maîtrise par la Commune des textes relatifs à la perception des recettes liées à l'exploitation minière • Exploitation clandestine • Manque d'organisation des exploitants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Taxes non reversées à la Commune • Accidents sur les lieux de l'exploitation. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Étude de faisabilité en vue de la réalisation d'une base de données SIG pour l'attribution des permis d'exploration et d'exploitation des ressources minières de la Commune 2. Inventorier les sites miniers de la commune en vue de leur valorisation 3. Recensement des artisans (exploitants miniers) 4. Organisation des artisans en coopératives et associations d'artisans 5. Mettre en place un comité de suivi de contrôle régulier des sites d'exploitation de la Commune (Kombo-Laka) 6. Encadrement des artisans miniers de la Commune

3.4.21. Commerce

3.4.21.1. Situation de référence

Le commerce intérieur s'exerce suivant les axes ci-après :

- le commerce général de prestation des biens et services ;
- le commerce de bétail ;
- le commerce des produits vivriers et du petit élevage.

L'activité se déroule à travers deux types de marchés : les marchés périodiques, le marché permanent de Meiganga et les sept marchés à bétail fonctionnels.

▪ Types de marché et périodicité

Les marchés périodiques sont des marchés de collecte des produits vivriers. Les principaux marchés périodiques de l'arrondissement sont: MEIDOUGOU (mercredi), LOKOTI (samedi), BATOUA GODOLE (mercredi), KOMBO-LAKA (mardi), MBOULAI (vendredi), MBARANG (jeudi), GUNBELA

(dimanche), GARGA (mercredi) GBOUTOU (jeudi), MBOULA (vendredi), KAKA (jeudi), BEKA ET DJAORO FIO (lundi), NGAZI (lundi), FADA (mardi) (Figure 13).

Les prestataires de biens et services se répartissent dans des domaines tels que la télécommunication, le secrétariat informatique, les réparations automobiles, le transport urbain et interurbain, la restauration, l'hébergement, la distribution d'images par câble. Ce secteur se déroule principalement dans la ville de Meiganga.

Ainsi, le commerce intérieur dans la Commune est constitué :

- des commerçants importateurs distributeurs qui assurent la distribution des produits manufacturés de première nécessité tels que le sucre, les huiles, le thé, les savons, le riz, la farine, etc.
- d'un nombre très important d'opérateurs évoluant dans l'informel, ceux-ci assurent la distribution des produits manufacturés divers allant de la friperie aux pièces de rechange en passant par les produits alimentaires.

Les échanges entre la Commune et la RCA en matière de commerce extérieur sont bien intenses. Les exportations informelles portent sur : les produits alimentaires (maïs, arachide, riz, farine, sucre, sel, etc.), les bovins, les peaux de bovins, etc.

Les importations quant à elles concernent les motos, les vélos, les habits, les pagnes, la friperie, les produits en matière plastique, les postes radio, les appareils électroménagers et électroniques, les téléviseurs et lecteurs CD et DVD, les savons de toilette, les détergents, les biscuits, du carburant et lubrifiants, les engrais et produits phytosanitaires, les assiettes, les cuillères, les produits alimentaires (arachides, ...) etc.

A cause de la porosité des frontières, les opérations d'importation sont très mal suivies. Les produits en provenance du Nigeria, de la RCA, et du Bénin (Cotonou) qui se retrouvent sur les marchés entrent par des voies de contrebande et de contrefaçon.

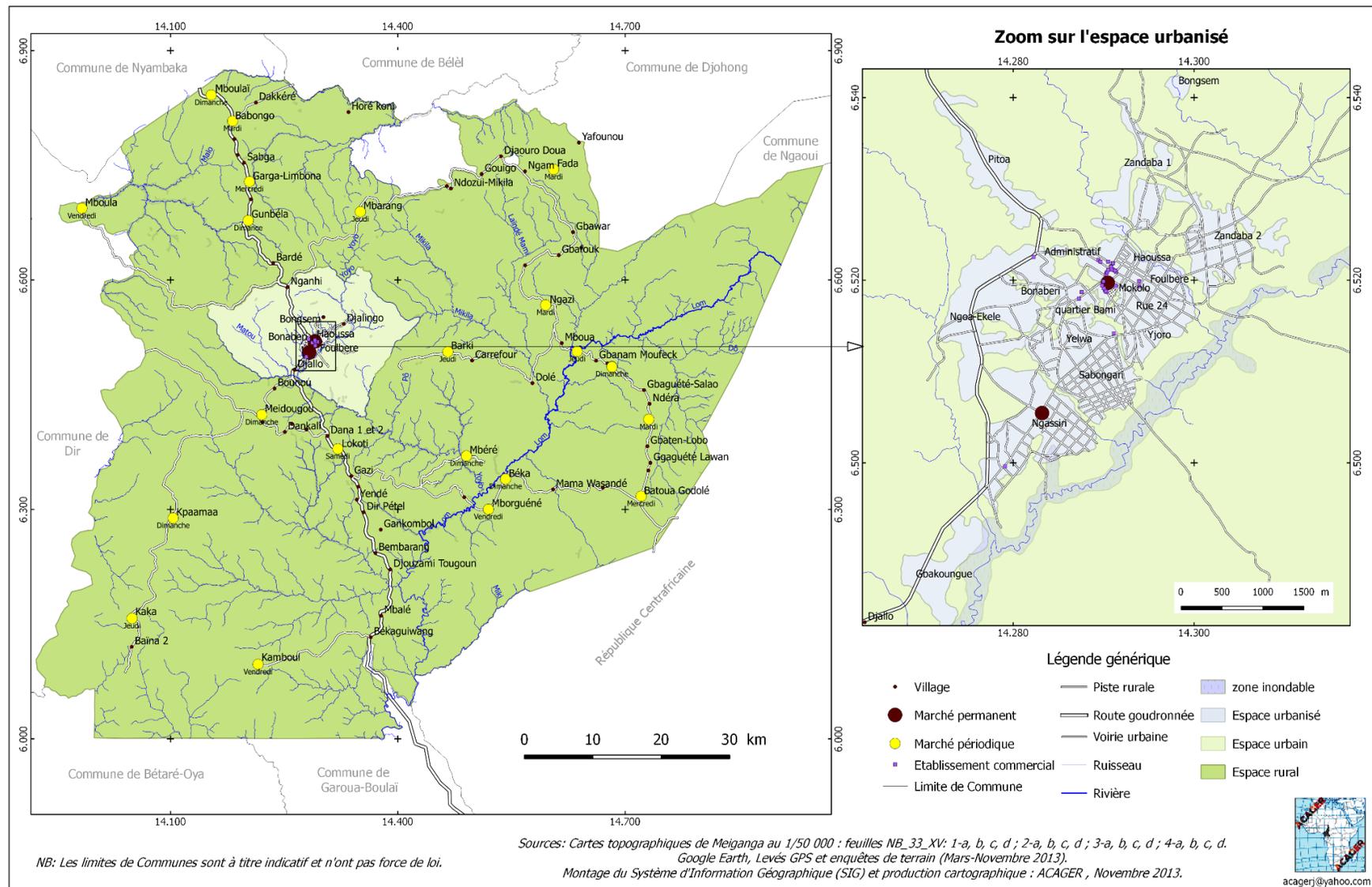


Figure 13. Principaux espaces commerciaux et jour de fréquentation dans la Commune de Meiganga

S'agissant des banques, seule la ville de Meiganga dispose de quelques institutions de micro finances et de coopératives qui nécessitent d'être restructurées. Aucune banque commerciale n'est actuellement implantée dans la Commune.

Les autres prestataires de services sont :

- CAMPOST (INTELPOST) et EXPRESS UNION de Meiganga pour les transferts des fonds;
- CAMPOST (INTELPOST) et l'Agence de Voyage NARRAL pour la messagerie.

Les Activités informelles sont marquées par la vente des produits manufacturés divers allant de la friperie aux pièces automobiles de rechange en passant par les produits alimentaires de tout genre sans oublier le carburant dit « Zoua Zoua ». Tous les petits détaillants et les tenancières des gargotes exercent dans ce secteur très développé et qui brasse près de 40% du chiffre d'affaires.

▪ **Types de marché et périodicité**

La zone urbaine de Meiganga possède un grand marché quotidien où l'on retrouve une gamme variée d'équipement et d'infrastructures quelques peu vétustes, un petit marché au quartier Ngassiri non équipé et un marché à bétail au quartier Zandaba 1. Ces marchés sont régulièrement fréquentés par les populations de toute la Commune qui viennent vendre et/ou faire des achats en gros et en détail.

▪ **Infrastructures, Équipements et leur état**

La Commune a construit dans ces marchés, des boutiques et des hangars mis en location (Tableau 58).

Tableau 58. Infrastructures communales dans les marchés de la ville de Meiganga

NOMBRE	USAGE DE L'IMMEUBLE	SUPERFICIE	NOMBRE DE PIÈCES	LIEU D'IMPLANTATION	DATE DE RÉALISATION
02	Boutique	200 m ²	30	Meiganga	1969
13	Hangar		01	Meiganga	2003
18	Boutiques		29	Meiganga	2009
19	Hangar	200 m ²	01	Meiganga (Ngassiri)	2010
24	Hangar marché des vivres	200 m ²	01	Meiganga (Marché Central)	2011

Source : Enquête menée à la Commune de Meiganga, juin 2013

Les activités menées sont diverses. Le niveau d'organisation de ce marché est marqué par le groupement des commerçants en association ou en GIC, mais la majorité des commerçants font chemin seul.

- **Aspects socio environnementaux**

Il n'existe pas dans le marché des latrines publiques, les points d'eau sont insuffisants (une borne fontaine payantes dans le marché central). L'assainissement est assuré par la mairie qui a en son sein un service chargé de cet aspect, mais de l'entretien avec le responsable, il ressort que l'exercice de sa fonction est très difficile à mener sur le terrain, dans la mesure où il n'a pas une équipe suffisamment forte pour pouvoir imposer les règles de conduite afin de travailler dans un environnement salubre.

- **Identification des commerçants**

L'identification des commerçants est faite à la fois par la mairie pour recouvrer les taxes et par la délégation du commerce pour apporter leur appui technique.

- **Commerce de prestation des biens et des services**

Les prestataires de biens et services se répartissent dans des domaines tels que la télécommunication, le secrétariat informatique, les réparations automobiles, le transport urbain et interurbain, la restauration, l'hébergement, la distribution d'images par câbles. Ce secteur se déroule principalement dans la ville de Meiganga.

Le commerce est constitué:

- Des commerçants importateurs-distributeurs (dont une dizaine de semi- grossistes) qui assurent la distribution des produits manufacturés de première nécessité tels que le sucre, les huiles, le thé, les savons, le riz, la farine, etc.

- D'un nombre très important d'opérateurs évoluant dans l'informel. Ceux-ci assurent la distribution des produits manufacturés divers allant de la friperie aux pièces de rechange en passant par les produits alimentaires.

Pour combattre la hausse illicite et faire appliquer les baisses des prix des denrées décidées par le Chef de l'État, les responsables locaux du Ministère du Commerce ont multiplié leurs descentes sur les marchés en vue de veiller sur les prix des différentes denrées indexées, vérifier les appareils de métrologie, sensibiliser les commerçants sur le maintien de ces prix et négocier avec ces derniers. Des amendes ont été infligées aux commerçants véreux: les recettes annuelles de ces amendes se sont élevées à 1 293 000 F CFA.

Des ventes promotionnelles pour les denrées de première nécessité ont été organisées à Meiganga et ses environs de la manière suivante :

- de janvier à juin : deux (02) ventes par semaine;

- d'août à décembre: ventes quotidiennes à la Délégation Départementale du Commerce du Mbéré ;
- du 25 août au 19 septembre : caravane de vente promotionnelle de manuels et fournitures scolaires.

Au total, ce sont environ des tonnes de denrées constituées de riz, d'huile de table, de sucre, de lait, de sel, de savon, etc. qui ont été mises à la disposition des populations.

3.4.21.2. Analyse des problèmes liés au secteur du commerce (Tableau 59)

Tableau 59. Analyse des problèmes du secteur du Commerce

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté de pratiquer le commerce	<ul style="list-style-type: none"> • La contrebande ; • L'incivisme fiscal ; • L'insuffisance et ou absence d'infrastructure dans les marchés (boutique, latrine, point d'eau, chambre froides) • Non équipement en comptoirs du petit marché de Meiganga ; • Insalubrité des lieux de commerce ; • Mauvaise organisation des places commerciales • Mauvais entretien des infrastructures de commerce • Insécurité dans les marchés • Hausse des prix 	<ul style="list-style-type: none"> • Vieillessement des infrastructures et équipements ; • Risque de vol ; • Vagabondages des commerçants dans le marché ; • Pénurie des produits de première nécessité ; • Éloignement des lieux d'approvisionnement. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction de 5 blocs latrines dans les marchés 2. Construction de 3 forages dans les marchés 3. Construction de 66 hangars de commerce 4. Construction de 6 magasins de stockage de céréale et vivre dans les villages 5. Étude de faisabilité en vu de l'approvisionnement du Petit et du grand marché de Meiganga en eau potable 6. appui à l'organisation et la structuration des commerçants 7. redynamiser le système de contrôle des prix par la commune

3.4.22. Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

3.4.22.1. Situation de référence

▪ Types d'activités artisanales et de PME

Le nombre de PME est très faible: 93 PME identifiées par la Délégation Départementale du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat du Mbéré dont 15 en 2011 et installées pour la plupart à Meiganga et exerçant dans les divers secteurs d'activités : prestation des services, panification (05 boulangeries à Meiganga), quelques Agences de Voyages (dont Narral Voyages, National Voyages et Alliance Voyages), quelques menuiseries, deux hôtels et quelques auberges, trois Stations-Services, quelques micro finances, quelques unités de production, de transformation et de conservation du lait, du miel.

Les problèmes auxquels font face les PME sont :

- insuffisance de protection de l'industrie locale menacée par l'invasion des marchés locaux par les produits de la contrebande et de la contrefaçon ;
- coût élevé de l'énergie électrique ;
- insuffisance de l'encadrement des PME ;
- insuffisance du financement du secteur ;
- faible initiative privée ;
- non maîtrise des textes réglementaires

▪ **Secteur artisanale**

L'activité artisanale concerne la tannerie, la poterie, la vannerie, la sérigraphie, la peinture, la sculpture, le tissage des nattes en feuilles de raphia, de chapeaux, la fabrication des sacs, des œuvres d'art en bois, des instruments de forges et des objets en bambous, etc.

Les artisans se sont regroupés par spécialité depuis que l'association mère ne fonctionne plus : ceux qui utilisent les métaux (tôliers, mécaniciens, ...) se sont regroupés autour de l'Association des Techniciens en Métallurgie. Il en est de même pour ceux qui utilisent le bois.

Ce secteur peut être subdivisé en 3 branches :

- les activités artisanales soumises au régime de patente : menuiserie, ateliers réparation de voitures, motos-taxis ;
- les activités artisanales soumises au paiement des droits de place : tailleurs, tisserands, bijoutiers, coiffeurs, cafétéria, vente de « soya » ;
- les activités artisanales non soumises au régime d'impôt : forge, vente à la sauvette, réparation de chaussures,

Il convient de noter que ce secteur aux activités variées constitue un poids certain dans l'économie locale. Il mobilise en effet 50 à 60% de la population active des centres urbains.

▪ **Nombre d'artisans, de PME par domaine**

La Délégation Départementale des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat du Mbéré a identifié 293 artisans opérant dans le département dans les domaines de la poterie, de la vannerie, de la forge, de la sculpture, de la menuiserie métallique et soudure, de la cordonnerie, de la peinture/cuivre, du brochage, de la transformation des produits agricoles et pastoraux, de la production et de la transformation du miel, de la couture. Deux bureaux d'arrondissement des artisans ont été mis en place.

▪ **Types d'appuis reçus par les artisans et les entreprises**

La Délégation Départementale des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat du Mbéré a également organisée en 2013 des salons artisanaux au niveau des quatre Communes du département : les dix meilleurs artisans de chaque Commune ont été retenus pour prendre part au salon départemental ; 20 ont été sélectionnés pour le salon régional parmi lesquels quatre ont été retenus pour le Salon International de Yaoundé.

Les problèmes concernant ce secteur sont généralement liées à l'approvisionnement en matières premières, aux coûts d'acquisition desdites matières premières, à l'absence d'une main d'œuvre qualifiée ; au manque de financement du secteur, au mauvais encadrement des artisans, à l'enclavement de certains centres de production et à un outillage rudimentaire.

3.4.22.2. Analyse des problèmes liés au secteur des petites et moyennes entreprises (Tableau 60)

Tableau 60. Analyse des problèmes du secteur des petites et moyennes entreprises

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Difficulté de développer les PME, l'artisanat et l'économie sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Coût élevé de l'énergie électrique • Insuffisance de l'encadrement des PME et des artisans • Insuffisance du financement du secteur • Faible initiative privée • Non maîtrise des textes réglementaires • Difficultés d'approvisionnement en matières premières et les coûts d'acquisition très élevés de celles-ci ; • Absence d'une main d'œuvre qualifiée dans l'artisanat ; • Manque de financement du secteur ; • L'enclavement de certains centres de production • Outillage non performant 	<ul style="list-style-type: none"> • Découragement des promoteurs locaux • Faible production • Non valorisation des produits locaux • Arnaque des promoteurs et artisans • Perte de temps • Produit de mauvaise qualité 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction d'un centre artisanal à Meiganga 2. Construction de 10 hangars artisanaux 1. Étude de faisabilité en vue de la Création et de la construction d'un Centre de formation professionnelle et de perfectionnement à Meiganga 2. Elaboration d'un fichier des acteurs du secteur de l'artisanat et de l'économie sociale 3. Mise en place d'un bureau d'enregistrement des différents acteurs au niveau communal 4. Renforcement des capacités des artisans 5. Structuration d'artisans en coopératives 6. Appui aux initiatives locales de développement pour 126 localités et le centre urbain 7. Allocation d'un budget de fonctionnement pour le bureau d'enregistrement 8. Mise en place unité de fabrication de miel 9. Organisation annuelle des salons artisanaux au niveau de la Commune <p>Mettre en place un fonds communal d'assistance aux artisans de la Commune</p>

3.4.24. Tourisme et loisirs

3.4.24.1. Situation de référence

La Commune de Meiganga ne possède pas de sites touristiques aménagés encore moins de salle de cinéma, de manèges et de village de vacances pour rechercher du plaisir et encourager la venue des touristes. Ces manquements dénotent à suffisance une difficulté du développement du tourisme. Concernant les entreprises touristiques, la Commune de Meiganga regorge d'une gamme variée de structures : hôtels, auberges, restaurants, gargotes ou circuits, snack-bars, bars-dancing, night-club et agences de voyages. Ces structures qui permettent d'agrémenter les soirées et les déplacements des visiteurs.

Le parc hôtelier de la ville est très peu fourni et mais mal réparti dans l'espace :

- 02 hôtels de 15 chambres et 15 lits ;
- 14 auberges (dont 12 non autorisées) avec 128 chambres et 132 lits ;
- 08 restaurants dont 07 fonctionnelles pour 166 places assises, 330 couverts et 17 employés dont 01 seul qualifié ;
- 05 gargotes/circuits pour 108 places assises environs, 120 couverts et 09 employés ;
- 12 snack-bars, bars dancing et night-clubs pour 422 places assises et 26 employés.
- 03 agences de voyages

L'ensemble des personnes employées dans les structures d'accueil da Commune, évalué à 146 personnes en 2011 est donc non qualifié à 100 % et par conséquent essentiellement révoicable à tout moment par les employeurs.

Tableau 61. Établissements d'Hébergement à Meiganga

N°	DÉNOMINATION	LOCALISATION	CAT	CAPACITÉ		OBSERVATIONS
				CHAMBRES	LITS	
01	DA'ATOU Hôtel	Meiganga	-	15	15	20 000 F/N et 3 500 F /plat
02	Hôtel LOUMAR	Meiganga	-	26	26	10 000 F/N
03	Auberge Mandela	Meiganga	G.I	15	15	8 000 F /N
04	Auberge Jeunesse	Meiganga	G.II	18	18	5 000 F/N
05	Auberge Safari	Meiganga	G.III	13	13	2 500 F /N
06	Auberge le Bien est Bien	Meiganga	-	15	15	3 000 F/N
07	Auberge Chaleur	Meiganga	-	05	05	2 000 F /N

Source : DD/MINTOURL et enquêtes de terrain, mars-novembre 2013

Tableau 62. Principaux sites touristiques de la Commune de Meiganga

N°	Nom	Localisation	Distance de Meiganga (km)	Intérêt touristique	Observations
1.	Lac YIZORO	MEIGANGA	0	Réel potentiel éco touristique Protection	Présence du Kiri (arbre séculier)

N°	Nom	Localisation	Distance de Meiganga (km)	Intérêt touristique	Observations
				et conservation de la biodiversité, facteur générateur des ressources économiques	aux vertus mystérieuses et thérapeutiques
2.	Source de la Sanaga	GARGA LIMBONA	35	Thermalisme randonnée Excursion	Source naturelle d'eau qui forme le fleuve Djérem, affluent de la Sanaga
3.	Source du Logone	GARGA LIMBONA	35	Thermalisme randonnée Excursion	Source naturelle d'eau qui forme le fleuve Mbéré, affluent du Logone
4.	Faille de FADA	FADA	70	SAFARI photo	Site dangereux, glissements de terrain fréquents
5.	Grotte de MBOULA	MBOULA	55	SAFARI photo	Mboula : centre original de la danse d'initiation Labi
6.	Grotte et chutes de KOMBO LAKA	KOMBO LAKA	140	SAFARI photo, site pittoresque	Danse Zabolo ; Exploitation minière artisanale (or, diamant, pierres précieuses)
7.	Mont GANGA	MEIGANGA	03	Tourisme de montagne ; trekking	Excursion, jogging
8.	Lac NANDEKE	NANDEKE	07	Randonnée pédestre Jogging	Lac vide de ses eaux suite à l'effondrement de la digue
9.	Lacs MBARANG (04)	MBARANG	30	Randonnée, pêche sportive	Facteur favorisant : proximité avec le village
10.	Etangs de KARNOU	MEIGANGA	08	Pêche sportive	Sanctuaire à oiseaux
11.	Source de miel	MEIGANGA	07	Agrotourisme	Technique de production et de dégustation du miel
12.	Etangs de ROBLIN	ROBLIN	10	Pêche sportive,	Verger florissant
13.	Chutes de GUNBELA	GUNBELA	25	Randonnée pédestre	Vue panoramique
14.	Cascades de TINA	GAZI TINA	109	Site pittoresque	Erosion décorative des pierres (lit du fleuve Lom)
15.	Cascades de Gbembarang	GBEMBARANG	52	Site pittoresque	Hauteur : 30 m

N°	Nom	Localisation	Distance de Meiganga (km)	Intérêt touristique	Observations
16.	Lac Gbain-Gbaya	NGANHI	18	Site écotouristique	Lac inexploité depuis 50 ans
17.	Lac de GUNBELA	GUNBELA	29	Site touristique d'une beauté exceptionnelle	Ancienne carrière de RAZEL

Source : DD/MINTOURL, Enquêtes et observations de terrain, mars-novembre 2013

3.4.24.2. Analyse des problèmes liés au secteur tourisme et loisirs (Tableau 63)

Tableau 63. Analyse des problèmes liés au secteur tourisme et loisir

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté de développer le tourisme 	<ul style="list-style-type: none"> • sites touristiques non aménagés • Absence de manèges et villages de vacances • Prix élevés des hôtels • Emploi d'une main-d'œuvre non qualifiée dans les établissements de tourisme • Mauvaise répartition spatiale des structures d'accueil • Non-production et/ou sous-estimation des données statistiques • Insuffisance d'établissements d'hébergement de grands nombre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible attrait touristique ; • Manque à gagner sur le plan touristique • Non engouement des opérateurs économiques et des autorités municipales • Léthargie du secteur touristique. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Étude de faisabilité en vue de l'aménagement du lac Yzoro, (curage, aménagement des berges, jardin public...), chute de gunbela les autres sites touristiques 2. Etude de faisabilité en vue de la construction d'un établissement d'hébergement municipal près du Lac Yzoro 3. Inventaire des sites touristique 4. Valorisation du site Ecotouristique denommé « source de la sanaga



Photo 10. Vue partielle du Lac Yzoro au centre-ville de Meiganga

Ce lac chargé d'histoire pour la ville de Meiganga, s'il avait été aménagé serait un attrait touristique et une zone de récréation de bonne facture.
Cliché et Commentaire M Tchotsoua, Avril 2013.

3.4.25. Agriculture et développement rural

3.4.25.1. Situation de référence

L'agriculture dans la Commune Meiganga reste encore peu développée. Il s'agit d'une agriculture vivrière et extensive. C'est une agriculture de subsistance qui a connu un regain de vitalité ces dernières années. Elle est caractérisée par une très faible utilisation d'intrants, une très faible mécanisation et une forte destruction des forêts galeries. Néanmoins on rencontre une grande diversité de cultures. La commune dispose d'une usine de transformation ayant fonctionné dans des années 1950. Celle-ci est située dans le village Bembarang.

▪ Principales cultures

Les principales cultures vivrières sont les céréales (mil, maïs, etc.), les racines et tubercules (igname, manioc, pomme de terre, patate, macabo, taro, plantain, etc.), les légumineuses (arachides, légumes, haricot/niébé, voandzou, soja, etc.) et les fruits (banane douce, concombre, tomate, gombo, mangue, avocat papaye, gemgembre, melon, piment, etc.).

▪ Menaces (maladies, insectes et animaux destructeurs) des cultures

Les principales menaces des cultures sont :

- l'attaque des criquets puants dans les champs de manioc et de maïs ;
- l'attaque des mouches blanches et la pourriture racinaire dans les champs de manioc ;
- l'attaque des tubercules par les petits rongeurs ;
- l'attaque des termites sur tiges et semences de maïs ;
- la destruction des légumes, des jeunes plants et des semences de maïs par les oiseaux granivores ;
- l'attaque de maïs en stock par les charançons ;
- le dessèchement des boutures et tiges de manioc.

▪ Approvisionnement en semences et produits phytosanitaires

A Meiganga, il existe un magasin qui fournit des semences améliorées. La variété du maïs CMS 8501 est vendue au prix de 800 F CFA/kg et la variété du maïs Shaba par un autre magasin à 900 F CFA/kg. Les variétés de manioc (4115, 8085, 950 190 et seedling) sont vendues à 25 F CFA la bouture de 30 cm.

De même deux GIC exercent dans la production des semences du maïs shaba, des boutures de manioc et du riz pluvial. Relevons aussi que le Chef de l'État a fait en 2012 un don de 54 kg de semences améliorées de sorgho

de saison de pluies et 70 kg de semences de maïs aux agriculteurs du département du Mbéré.

L'utilisation des engrais est pratiquement nulle à cause de leur coût élevé qui n'est pas à la portée des paysans et également de sa rareté dans la région. Ce qui explique en partie le mouvement massif de ces paysans vers les forêts galeries où les sols sont encore fertiles même si cette fertilité ne dure pas longtemps.

S'agissant des intrants agricoles, il existe un magasin de vente d'engrais au niveau de Meiganga. L'engrais NPK 20.10.10 et l'urée 46% sont vendus au prix de 500 F CFA/kg et 22 000 F CFA le sac de 50 kg. Ce prix pratiqués depuis trois ans déjà. Il existe aussi un magasin qui fournit des pesticides. Les prix des pesticides sur les marchés locaux varient entre 4 000 et 11 000 F CFA/L de fongicides/insecticides ou 500 à 1 000 F CFA le sachet de poudre de fongicides ou d'insecticides et 5 000 à 13 000 F CFA/L d'herbicides ou 3 000 à 3 500 le sachet de poudre d'herbicides.

▪ **GICs et coopératives**

Les agriculteurs sont regroupés en GICs, lesquels jouent un rôle important au niveau local. Les représentants de Gics, participent aux formations et assurent en retour l'encadrement technique des autres membres. Parmi les partenaires du secteur agricole, l'on note les regroupements COOP/GIC dont l'arrondissement de Meiganga compte plus de 180 membres.

▪ **Services d'encadrement et outillage agricole**

L'encadrement agricole existe au niveau communal mais, reste insuffisant. Il est assuré par 10 postes agricoles dont 02 non pourvus en personnel (Meidoukou et Béka) d'après le rapport d'activité de 2012 et le CEAC (Centre d'Education et d'Action Communautaire). La ferme de multiplication du matériel végétal de meiganga (PNVRA, ACEFA). La rareté des visites de ces structures et l'absence d'aide en intrants agricoles, font que leurs activités n'intéressent pas les locaux.

La mécanisation de l'agriculture est très faible dans la Commune: seulement 06 tracteurs (dont un en panne) détenus par trois producteurs, 59 charrues, 02 corps butteurs et 02 corps sarclers identifiés.

Les conflits agropastoraux très fréquents, l'insuffisance des séchoirs, des magasins de stockage et les difficultés d'accès aux bassins de production freinent l'activité.

▪ **Rendement des principales cultures**

La superficie totale emblavée en cultures vivrières en 2011 est de 16 750,92 ha (contre 16 957 ha la campagne précédente) soit une baisse de 206,08 ha en valeur absolue et 1,22 % en valeur relative. Comme les années antérieures, les féculents ont occupé la plus grande superficie avec 11 927,2 (11 555 ha en 2010, 11 280 ha en 2009) (Tableau 64).

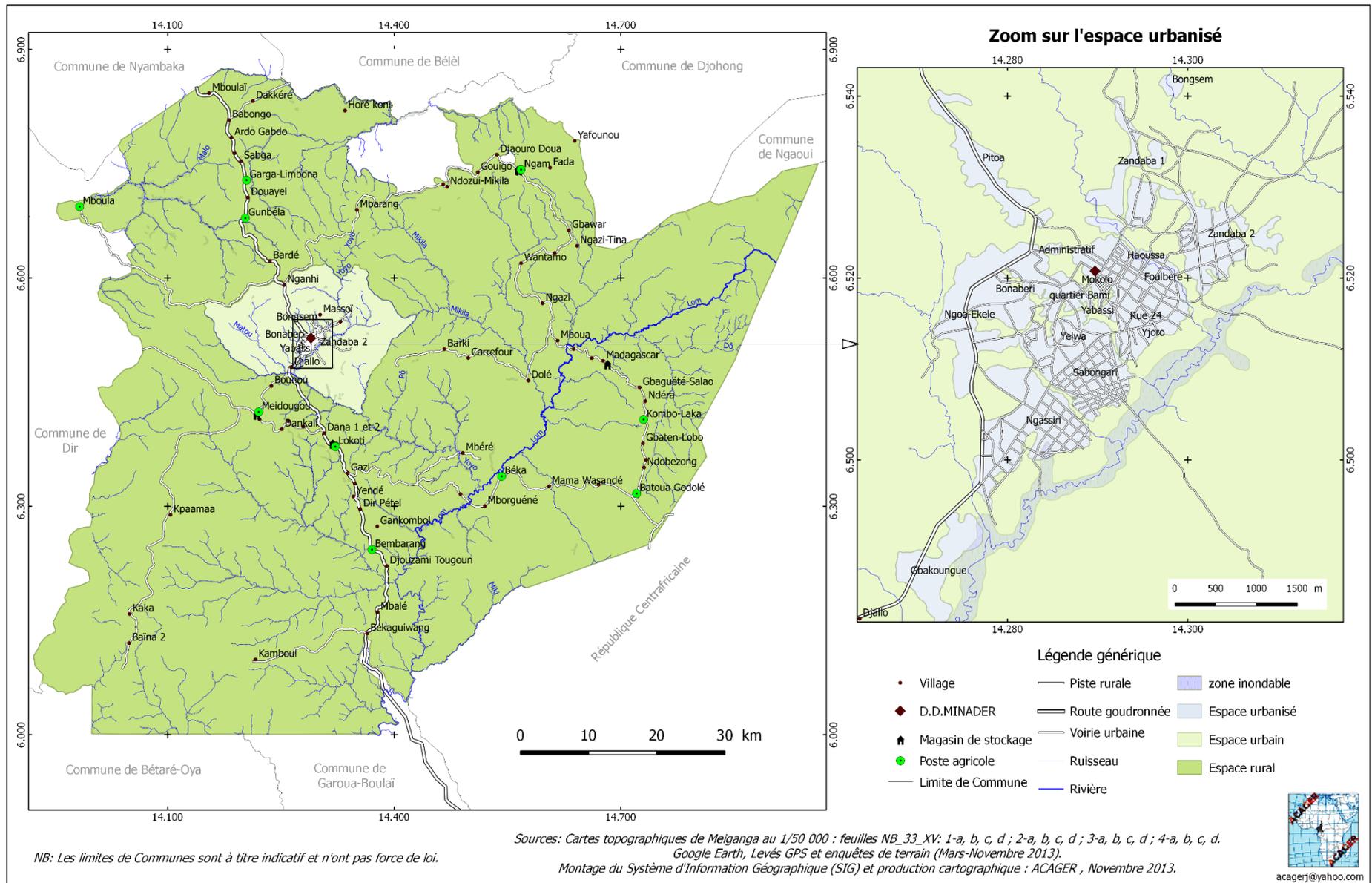


Figure 14. Postes et infrastructures agricoles dans la Commune de Meiganga

Tableau 64. Superficies emblavées et rendements en tonnes

SUPERFICIE ET PRODUCTION SPÉCULATION	2009		2010		2011	
	SUPERFICIE (HA)	PRODUCTI ON (TONNE)	SUPERFICIE (HA)	PRODUCTI ON (TONNE)	SUPERFICIE (HA)	PRODUCTI ON (TONNE)
Céréales						
Sorgho/Mil	840	1 309,4	830	1 294	248,1	496
Maïs	2 107	4 035	2 157	4 160	2 145,5	4 291
Riz					0,12	0,24
S/T Céréales	2 947	5 344,4	2 987	5 454	2 393,72	4 787,24
Féculeux						
Igname	258	4 270	260	4 285	313,6	4 076,8
Manioc	9 760	53 444,6	10 000	54 650	10 000	54 937,8
Pomme de terre	90	515,3	100	572	100	568,8
Patate douce	952	5 953	960	7 700	541,1	4 869,9
Macabo/ Taro	220	1 012,2	235	1 081	72,5	435
S/T Féculeux	11 280	65 195,1	11 555	68 288	11 927,2	64 888,3
Légumineuses						
Arachide	1 920	2 690	1 925	2 697	1 940	2 518
Soja	10	17	15	25	15	25
S/T Légumineuses	1 930	2 707	1 940	2 722	1 955	2 543
Autres produits						
Banane Plantain	192	1 075,6	200	1 120	200	1 120
Concombre	233	234	245	246	245	246
Tomate	23	35,5	30	46	30	40
S/T Autres	448	1 345,1	475	1 412	475	1 406
Total cultures vivrières	16 605	74 591,6	16 957	77 876	16 750,92	68 837,54

Source : DD/MINADER-Mbére, enquêtes et observations de terrain, mars 2013

▪ **Financement des activités agricoles**

Les structures de financement des activités agropastorales existantes dans la Commune de Meiganga sont :

- * (ACEFA (Programme d'Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Familiales Agropastorales);
- le Crédit du Sahel (CDS) qui a accordé au cours du premier semestre 2011, des prêts à 03 GIC du secteur agricole pour un montant total de 2 500 000 F CFA contre 08 GIC du secteur agricole pour un montant total de 6 800 000 F CFA en 2010 ;
- la Caisse de Financement en mode Islamique (CFMI) qui a octroyé en 2011, 53 800 000 F CFA à 09 GIC et 03 individus ; en 2010, 5 000 000 F CFA à 06 GIC du secteur agriculture et en 2008, 20 850 000 F CFA à 24 GIC du secteur agriculture
- la Caisse Populaire et de Crédit Mutuel (CPCM) ;
- la Caisse d'Épargne et de Crédit Rural (CECR) ;
- la Coopérative d'Épargne et de Crédit (COOPEC) ;
- la Société Coopérative des Femmes et Développement du Mbéré (SOCOFEDM).

▪ **Commercialisation**

La commercialisation des produits vivriers s'effectue principalement au niveau des marchés de l'espace urbain. Une organisation est mise sur pied pour harmoniser la circulation et la commercialisation des produits vivriers.

Il s'agit de l'Office céréalier situé à Lokoti qui stocke le maïs pour le revendre en période de soudure. Ce village dispose aussi un magasin de stockage.

Les produits agricoles (manioc, maïs, arachide, diverses feuilles et légumes) se vendent à bas prix dans les zones de production à des commerçants intermédiaires («bayam-sellam» et spéculateurs). Seulement de faibles quantités de produits agricoles sont vendues dans les marchés de la Commune. Cette situation entraîne au niveau local une hausse des prix de durant la période allant de mars à août (des semis aux premières récoltes).

Il existe

Les prix maxima et minima des principaux produits vivriers observés sur le marché figurent dans le tableau 65.

Tableau 65. Prix de détail à la consommation (en F CFA/kg) des denrées agricoles au marché de Meiganga Ville.

PRODUIT	MOIS	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Niébé		460	460	440	440	480	500	500	500	500	500	500	500
Arachide en coque fraîche		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arachide décortiquée		585	625	625	625	710	750	835	875	775	625	625	625
Manioc en tubercule		-	-	-	155	150	180	145	150	150	150	150	150
Manioc cossette		195	190	190	200	245	240	240	245	245	240	240	240
Banane régime		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Plantin régime		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pomme de terre		500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
Macabo		175	180	190	195	190		190			190		
Taro		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voandzou		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oignon		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Graine de courge en coque		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maïs		145	155	160	185	230	235	235	165	165	165	165	165
Igname		240	290	230	265	250			250	250	250	250	250
Tomate		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Patate douce		60	55	60	60	55	75	70	60	60	60	60	60

Source : DD/MINADER-Meiganga, Enquêtes et observations de terrain, Mars 2013

3.4.25.2. Analyse des problèmes du secteur de l'agriculture (Tableau 66)

Tableau 66. Analyse des problèmes du secteur

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Faible production agricole et maraichère.	<ul style="list-style-type: none"> • Très faible mécanisation agricole • Indisponibilité et Coûts élevés des intrants (engrais, pesticides, etc.) • Attaque des plants par les maladies, les insectes les oiseaux et les rongeurs. • Attaque des 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de la fertilité et érosion des sols • Conflits agro-pastoraux • pourriture racinaire 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Étude de faisabilité en vue de la délimitation et de la sécurisation des espaces agricoles à l'aide de fils de fer barbelés dans les localités 2. Renforcement de capacité de 100 agriculteurs des bassins de production et de conservation de semences les céréales, les féculents, les légumineuses, les fruits 3. Sensibilisation en Formation des populations de la Commune en agroforesterie 4. Formation des agriculteurs de la commune à l'usage des bouses de vaches et du compost (intégration agriculture élevage) 5. sensibilisation des regroupements des agriculteurs de

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
	produits agricoles par les charançons <ul style="list-style-type: none"> • Faible encadrement des producteurs agricoles • Non délimitation et non protection des espaces d'activités agricoles • Insuffisance et ou absence des infrastructures d'appui à l'élevage (séchoir, moulin de transformation) • Difficulté d'accès dans les bassins de production • Perte de fertilité des sols 	en champ de manioc <ul style="list-style-type: none"> • Faible rendement agricole • Faible revenu • Insécurité alimentaire. 	la Commune sur la mise place de coopérative <ol style="list-style-type: none"> 6. Construction de 28 magasins de stockage 7. Construction de 13 séchoirs communaux 8. Acquisition de 45 moulins communaux 9. Mise en place d'un pool d'engins agricoles pour la commune de Meiganga (tracteurs, buldozer) 10. Construction et équipement du CEAC à Meiganga 11. Construction et équipement de 9 postes agricoles 12. Sécurisation de la ferme de multiplication du matériel végétal de Meiganga 13. Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation du poste agricole de Bembarang 14. Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation de l'usine de transformation de manioc de Bembarang 15. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement de bas-fond pour les cultures de contre-saison 16. Renforcement de capacités des agriculteurs et/ou des coopératives à la gestion des magasins de stockage et de point 17. Mise en place d'une pépinière d'arbres fruitiers à Meiganga 18. Organisation de campagne de lutte contre mouches blanches, criquets puants et la pourriture racinaire dans les champs de manioc et de maïs dans la commune 19. Organisation d'un mini-comice agropastoral communal annuel 20. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement des pistes agricoles 21. Mise en place nombre points d'approvisionnement des intrants agricoles 22. Formation d'au moins de 100 agriculteurs des bassins de production et/ou de la coopérative aux procédures d'obtention et de gestion des financements 23. Renforcement des capacités de la commission consultative des règlements de conflits agropastoraux 24. Dotation des motos aux chefs de poste agricole 25. Travaux de vulgarisation de la culture attelée avec distribution des charrues concernant les producteurs

3.4.26. Élevage, pêche et industries animales

3.4.26.1. Situation de référence

L'élevage occupe une place très importante parmi les activités pratiquées dans la Commune; il est encore de type traditionnel, extensif avec des phénomènes de transhumance et de nomadisme à la recherche du pâturage dans les bas-fonds et autres zones inondées.

L'arrondissement compte 08 marchés de bétail dont 07 fonctionnels.

La santé et la qualité de production animales sont assurées par les dispensaires vétérinaires et les pharmacies vétérinaires informelles. Les maladies rencontrées dans la Commune sont :

- les maladies virales : la peste bovine, la peste des petits ruminants, la fièvre aphteuse, la maladie nodulaire ;
 - les maladies bactériennes : la péri pneumonie contagieuse des bovidés, le charbon symptomatique, la pasteurellose bovine, la tuberculose bovine ;
 - les maladies parasitaires : la trypanosomiase bovine, les babésioses.
 - La rage
- **Types d'élevage**

L'activité pastorale dans la Commune est dominée par l'élevage bovin. Cependant, l'élevage des petits ruminants et de la volaille est aussi pratiqué. Il convient aussi de signaler la faible pratique de la pisciculture.

Tableau 67. Cheptels par type d'élevage dans la Commune de Meiganga

CHEPTEL	EFFECTIFS	PROBLÈME/OBSERVATIONS
Bovins	13000	Effectifs non exhaustifs
Ovins	2007	Effectifs non exhaustifs
Caprins	1133	Effectifs non exhaustifs
Porcins	42	Effectifs non exhaustifs
Volaille	15486	Effectifs non exhaustifs
Lapins	ND	-
Aulacodes	ND	-
Poissons (en tonne)	ND	-

Source - Rapport d'activité (2012) de la Délégation départementale du MINEPIA du Mbéré

L'activité pastorale dans la Commune de Meiganga est dominée par l'élevage bovin dont les troupeaux sont en nette augmentation (207 000 têtes en 2011 contre 135 000 têtes en 2007). Une augmentation essentiellement liée au système de production, qui pour un bon nombre d'éleveurs, vise à l'accroissement des effectifs pour des considérations de prestige et de sécurité sociale plutôt qu'à la production pour le marché. Ceci s'explique par le fait que pour l'éleveur, sa survie et son existence sociale dépendent de son troupeau. Il lui paraît réaliste d'augmenter ses effectifs pour limiter le risque de perte et s'adapter aux conditions changeantes d'un milieu où le lendemain n'est pas toujours certain.

On distingue deux types d'élevages : les élevages homologués et non homologués. Les élevages homologués reposent sur l'apiculture à Meiganga. Les élevages non homologués sont de règle avec un élevage de type traditionnel, extensif avec les phénomènes de transhumance et de nomadisme. Ce type d'élevage est mal suivi sur le terrain par les services locaux de l'Élevage : il est surtout pratiqué de manière anarchique avec nombreux problèmes sur le terrain notamment les conflits avec les agriculteurs.

▪ **Marché à bétail**

Meiganga compte 8 marchés créés (djouzami, kpaamaa, marché à bétail qui se tient le dimanche. Ce marché dispose d'un parc d'attente et d'un parc de vaccination. La capacité de vente journalière se situe entre 08 et 150 têtes. La Commune 06 autres marchés fonctionnels dans l'espace rural.

Présence et fonctionnement de centres zootechniques, vétérinaires et halieutiques

La Délégation Départementale abrite en son sein :

- une Section des Services Vétérinaires ;
- une Section du Développement des Productions et Industries Animales, des Pêches et de l'Aquaculture ;
- un Poste d'Epidemiologie Surveillance du Programme Panafricain de Contrôle des Epizooties (PACE);
- une supervision départementale du Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricoles (PNVRA) ;
- une Cellule Technique Départementale du Programme d'Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Agropastorales Familiales (ACEFA) ;
- une Représentation Départementale du Programme de Développement de la Filière Porcine (PDFP).

Toutes ces structures couvrent à la fois les zones urbaines et rurales.

Le personnel d'encadrement de l'élevage dans le département du Mbéré est constitué de 56 agents dont 54 fonctionnaires (02 Docteurs vétérinaires, 01 technicien principal des industries animales, 06 techniciens des industries animales, 30 infirmiers vétérinaires, 11 Infirmiers vétérinaires adjoints, 04 agents Techniques des Industries Animales) et 02 agents décisionnaires. La Délégation Départementale du Mbéré a plus besoin de personnel d'appui que de personnel technique : ce besoin exprimé est de six personnes dont un chauffeur, trois gardiens et deux secrétaires.

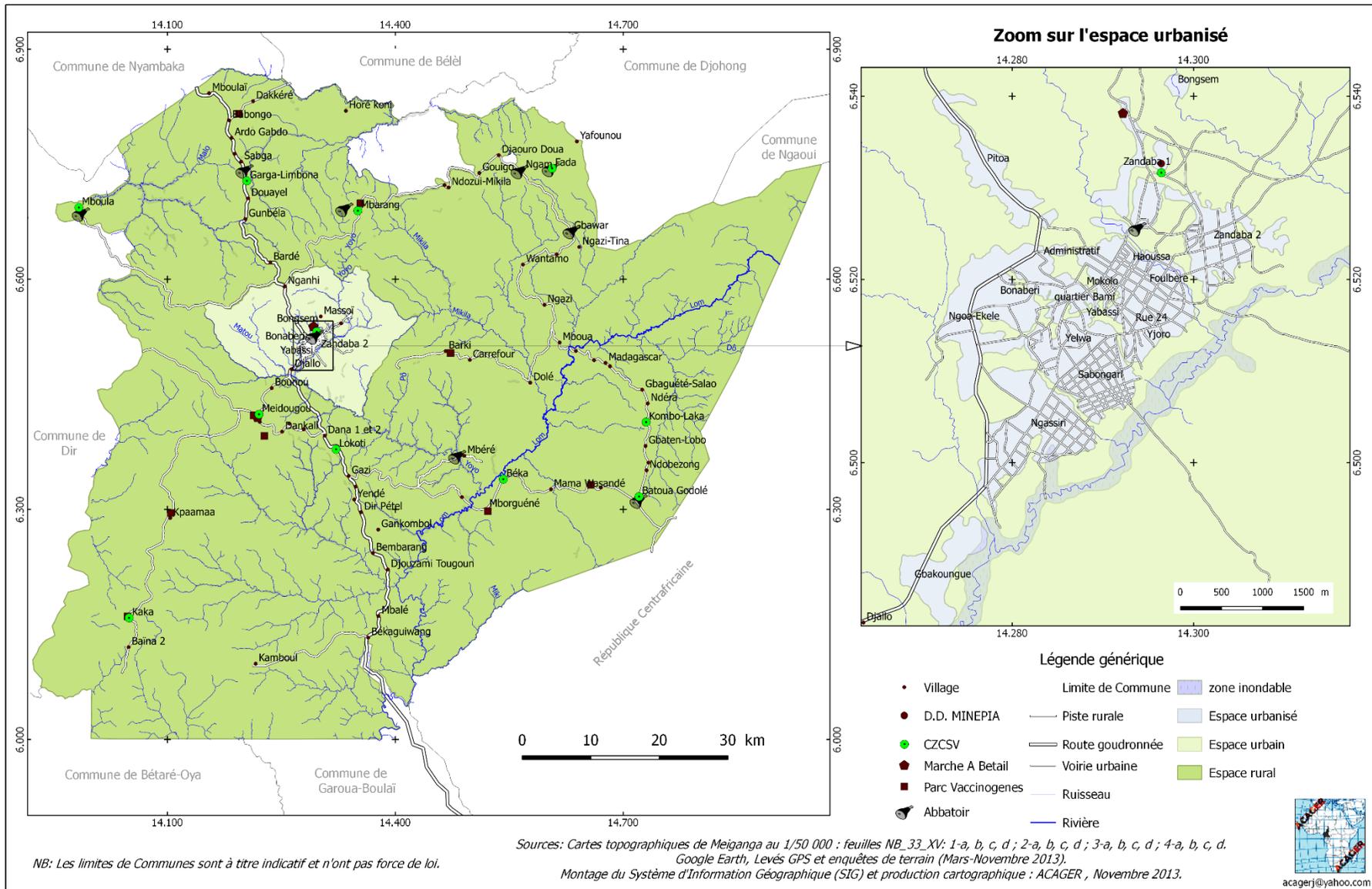


Figure 15. Structures d'encadrement de l'élevage dans la Commune de Meiganga

- **Infrastructures d'appui à l'élevage, à la pêche et à l'aquaculture**
- Bâtiments abritant les bureaux dont la Délégation Départementale, le Centre d'Alevinage et de Contrôle des Pêches de Meiganga les Centres Zootechnique et de Contrôle Sanitaire et Vétérinaire (CZCSV)
- Sept (07) logements d'astreinte dont trois en bon état ;
- Dix (10) Parcs Vaccinogènes en matériau définitif dont la plupart en état de vétusté avancée ;
- Quarante-cinq (45) Parcs Vaccinogènes en matériau provisoire ;
- Trois (03) points d'eau aménagés,
- Un (01) abattoir à Meiganga dépourvue de tout équipement de boucheries ;
- **Systèmes d'élevage**

Comme dans l'ensemble de la zone soudano-guinéenne, l'on distingue deux systèmes d'élevage dans la Commune de Meiganga. Il s'agit de l'élevage sédentaire et de l'élevage transhumant.

- L'élevage sédentaire porte sur les petits ruminants (ovins, caprins), des cochons et la volaille.
- L'élevage transhumant concerne le gros bétail.

- **Encadrement des éleveurs**

L'encadrement des éleveurs au niveau communal est assuré par la délégation départementale du MINEPIA par le truchement d'un Centre zootechnique de contrôle vétérinaire et quelques structures infuses (ACEFA). Les modules de formation des éleveurs par ces structures d'encadrement portent généralement sur la production des fourrages et la lutte contre les maladies du bétail. Ces formations, pas assez récurrentes, se font au sein des GIC regroupant plusieurs éleveurs.

- **Commercialisation des produits d'élevage**

Les produits de l'élevage sont commercialisés localement. Il s'agit de la viande de bœuf, de chèvre, de mouton, de poulet, de porc et du lait de vache. Seulement une faible quantité de ces produits est vendue hors du marché communal. L'abattage se fait de façon assez rudimentaire (Photo 10). Un projet de construction d'un abattoir moderne est en cours. Le BIP 2014 lui a accordé 24 000 000 de Francs CFA pour la finalisation.



Photo 11. Abattoir municipal localisé au quartier Zandaba 1
L'infrastructure est dénuée de tout autre équipement de boucherie. La modernisation de cette structure est indispensable.

Cliché : Hamdja et commentaire : M. Tchotsoua, mars 2013.

En ce qui concerne la pisciculture, quelques étangs privés existent autour de la ville de Meiganga et à Mbarang. Le BIP 2014 a accordé 10 000 000 de F CFA pour l'aménagement d'un étang piscicole à Meiganga.

3.4.26.2. Analyse des problèmes liés au secteur de l'élevage des pêches et industries animales (Tableau 68)

Tableau 68. Analyse des problèmes de l'élevage des pêches et industries animales

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
Faible production animale et halieutique	<ul style="list-style-type: none"> • Exploitation anarchique des espaces pastoraux • Difficulté à suivre l'élevage non homologué • Absence des infrastructures d'appui à l'élevage • Envahissement des pâturages par le Bokassa Grass 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible revenu • Coût élevé des produits d'élevage sur le marché • Sous-alimentation en protéines animales • Abandon des espaces 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Formation des populations des villages sur les techniques d'élevage moderne 2. Construction d'un abattoir moderne pour la ville de Meiganga 3. Construction de 9 fermes avicoles communale 4. Aménagement de 20 étangs piscicoles communal 5. l'organisation des éleveurs, pêcheurs en coopératives dans toute la Commune 6. Délimitations des espaces agricoles et pastoraux 7. Construction d'une aire d'abattage des porcs à meiganga 8. Construction d'un marché de porc à meiganga 9. Construction et équipement du bâtiment et du logement d'astreinte dans les CZV 10. Construction et équipement de la délégation d'arrondissement de Meiganga

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
	<p>(<i>Chromolaena Odorata</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Non disponibilité et coûts élevés des tourteaux • Faible encadrement des éleveurs • Conflits agro-pastoraux • Maladies épidémiques • Demande supérieur à la production avicole et piscicole. 	<p>pastoraux par les éleveurs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Perte du bétail • Surpâturage • Faible approvisionnement en œufs et viandes blanches • Faible approvisionnement en poisson. 	<ol style="list-style-type: none"> 11. Etude de faisabilité en vue de la refection des parcs vaccino-gènes 12. Construction de 07 parcs vaccino-gènes 13. Construction de 09 Bains détiqueurs 14. Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation de 02 puits pastoraux (Fada, Baoussi) 15. Construire de 10 puits pastoraux 16. Construction et équipement de 11 marchés à bétail (hangar + parc à bétail, latrines + ponts d'eau + bureaux du personnel) 17. Construction d'une chambre froide à l'abattoire de meiganga 18. Construction des aires d'abattage (Nandéké, Gumbela, Babongo) 19. Construction d'une fourrière municipale pour bétail 20. Etude de faisabilité en vue du réaménagement des étangs piscicoles (Meiganga, Mbarang) 21. Construction d'un parc d'embarquement au marché à bétail de Meiganga 22. Construction de 06 boucheries 23. Etude de faisabilité en vue de la délocalisation de l'abatoire de Meiganga

3.4.27. Forêt et faune

3.4.27.1. Situation de référence

▪ Existence de forêts et leur typologie

La flore de la Commune de Meiganga recèle de zones soudano-guinéenne de transition forêt-savane. L'on y distingue deux formations végétales à savoir les savanes arbustives et les galeries forestières. Il n'existe pas de réserves forestières (parc, forêt communautaire, ZIC, forêt sacrée, etc.) dans la Commune. Néanmoins, il existe une plantation pépinière, financée par l'Union Européenne, en vue de la création d'une forêt communautaire.

▪ Ressources existantes

Concernant les espèces ligneuses on y trouve des essences exploitables telles le *Khaya sénégalsensis*, *Daniella oliveri*, *Fiens parquia*, *Biglobosa*, *Iroko*. La faune de la Commune est très riche. On rencontre principalement : le Babouin (*Papio anubus*), le Singe vert (*Cercopithecus aethiops*), le magistrat (*Colobus guereza*), le Phacochère (*Phacocoerus africanus*), l'Aulacode (*Thryonomys swinderianus*), les tortues, les sangliers, les serpents boas, les biches, les vipères, les porcs-épics, les rats palmistes, les singes, les perdrix et plusieurs espèces de petits gibiers et des poissons : Carpes, Silures, Tilapia, etc. Cette faune, jadis très riche, est aujourd'hui en nette régression à cause du braconnage intensif.

▪ **Menaces sur les ressources**

Les techniques culturelles traditionnelles, la déforestation avec la destruction des galeries, les feux de brousse non contrôlés, le braconnage intensif, sont des phénomènes qui ont un impact très négatif sur l’environnement.

▪ **La présence et le fonctionnement des services d’encadrement**

L’encadrement et la formation des populations de la Commune de Meiganga, dans la gestion et la conservation des ressources forestières et fauniques, incombent aux services locaux du MINFOF. Seulement, cette mission se heurte à plusieurs entraves dont l’insuffisance du personnel, le manque de matériel roulant, mais aussi et surtout le manque d’engouement des populations qui ne sont pas encore suffisamment sensibilisées sur l’importance et le rôle environnemental des ressources forestières et fauniques.

3.4.27.2. Analyse des problèmes liés au secteur des forêts et de la faune (Tableau 69)

Tableau 69. Analyse des problèmes du secteur des forêts et de la faune

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDEES DE PROJETS
Disparition progressive du potentiel forestière et faunique.	<ul style="list-style-type: none"> • Déboisement intensif • Feux de brousse non contrôlés • Braconnage intensif • Surpâturage • Insuffisance de personnel qualifié pour le contrôle et la surveillance de la forêt et de la faune 	<ul style="list-style-type: none"> • Accentuation de l'érosion fluviale • Non attirance des touristes • Augmentation du réchauffement climatique • Raréfaction et disparition de certaines espèces au niveau local • Diminution des ressources ligneuses (quantitative et spécifique). 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction de 2 points de vente de bois d’œuvre à Meiganga 2. Création d’une forêt communautaire à Kaka 3. Vulgariser la politique du Reboisement dans toute la Commune de Meiganga 4. Sensibilisation des populations sur la réglementation et l’importance de la gestion des ressources forestières et fauniques 5. Étude de faisabilité en vue de la Création et mise en place d’un jardin zoologique au niveau de la commune de meiganga 6. Création et mise en place des espaces verts (800m² /1000hbts) 7. Création d’un marché formel de gibier

3.4.28. Environnement, protection de la nature et du développement durable

3.4.28.1. Situation de référence

▪ **Existence des espaces verts**

Dans la Commune de Meiganga, il n’existe pas, à proprement parler, d’espace vert aménagé. Dans le cadre de la décentralisation le MINEPDED a transféré l’activité dénommé aménagement des espaces verts à travers le

projet ville vert à la commune de Meiganga. A cet effet, un financement du BIP 2014 (10 000 000 FCFA) a été octroyé à la commune dans le but de créer un espace vert. Dans l'espace urbain certains bas-fonds notamment le pourtour du lac Yzoro et certains sites sur versant à l'instar du bois du quartier administratif peuvent être considérés comme des espaces verts et sont évalués à 60 ha.

▪ **Mode de gestion des déchets (ménagers, hospitaliers)**

Il n'existe pas de système formel de collecte de déchets dans la Commune de Meiganga. La majorité de ces déchets sont déposés dans les cours d'eau qui les charrient vers les bas-fonds, formant ici un ensemble hétéroclite des alluvions et des colluvions dont la décomposition fournit parfois au maraîchage, de la fumure organique. Toutefois sous les hospices de la Commune des associations de collectes des ordures ménagères naissent mais généralement ne font pas long feu à cause du manque des moyens matériels et financiers. Les déchets hospitaliers sont mal gérés du fait de la vétusté des infrastructures et la défektivité de celles-ci. La mauvaise gestion des déchets au niveau de l'abattoir municipal est de mise laissant place aux mauvaises odeurs.

L'insalubrité urbaine est caractérisée par la prolifération des quartiers non planifiés ne facilitant pas des travaux et pratiques adéquats d'assainissement, l'accumulation et le déversement des déchets ménagers un peu partout sur les voies publiques, surtout des déchets plastiques, les égouts bouchés ou inexistantes, l'insuffisance des infrastructures sanitaires (toilettes publiques, WC, bacs à ordures etc.) dans les milieux publics (écoles, marchés, hôpitaux etc.).

Deux sites ont été identifiés pour la création des décharges afin de pallier à ce problème de gestion des déchets. Et un troisième pour la gestion des déchets hospitalier est en cours.. Il est important de prévoir des études d'impacts environnementaux et la viabilisation de ces sites.

- La commune de Meiganga a soumissionnée au projet REDD+. Ce projet vient ainsi contribuer à la réduction de la dégradation des forêts. Ce projet entre en droite ligne **Types d'actions menées en faveur de la protection de l'environnement**
- sensibilisation des populations sur les techniques de pare-feu, les dispositifs de défense et de restauration du sol. (En 2011, 62 personnes ont été sensibilisées) ;
 - encadrement des Clubs des Amis de la Nature dans les établissements scolaires (trois établissements scolaire ont été encadrés en 2011) ;
 - sensibilisation des agriculteurs de certains GIC sur l'utilisation rationnelle des herbicides et pesticides ;
 - sensibilisation des responsables sur le projet de gestion durable de l'environnement urbain par la mise sur pied des espaces verts, la gestion écologiquement rationnelle des déchets et restauration du lac municipal ainsi que la réalisation l'étude d'impact environnemental (EIE) ;

- reboisement (cas du Lycée Technique de Meiganga lors de la Journée Mondiale de la désertification en 2011) ;
- sensibilisation sur la maîtrise des impacts du secteur industriel sur l'environnement et la santé des populations (13 établissements classés inspectés en 2011) ;
- sensibilisation des mécaniciens sur la gestion des déchets issus de leurs activités (en 2011, quatre responsables de garage ont été sensibilisés) ;
- réhabilitation des sites dégradés ;
- sensibilisation des opérateurs économiques du secteur de l'exploitation et de la commercialisation du bois ;
- renforcement de la coopération et du partenariat dans le domaine de l'environnement et de la nature (Une réunion avec les différentes associations exerçant dans la protection de l'environnement s'est tenue en 2011 sur le thème « État de gestion de l'environnement dans le Mbéré, les rôles des ONG dans la protection de l'environnement » ; au cours de cette année 12 femmes ont été formées sur la fabrication des foyers améliorés avec de l'argile).
- reboisement du lycée classique de Meiganga 200 plants et appui au matériels (brouettes, pelle-bêche, bacs à ordures, tableau d'affichage) au club des amis de la nature en mai 2014.
- Sensibilisation des populations et opérateurs économiques sur l'utilisation, l'importation, la commercialisation et la fabrication des emballages plastiques non biodégradables
- Suivi de PGES (Plan de Gestion Environnemental et Social)
- Organisation d'un atelier de sensibilisation sur les feux de brousse en avril 2012
- Organisation d'un atelier de sensibilisation sur les POP (Polluant Organiques Persistants)
- Vulgarisation de texte et réglementation environnementale (entre autre arrêté préfectoral interdisant les feux de brousse. Arrêté conjoint MINEPDED/MINCOMMERCE sur l'emballage plastique non biodégradable

3.4.28.2. Analyse des problèmes du secteur de l'environnement et de la protection de la nature (Tableau 70).

Tableau 70. Analyse des problèmes du secteur environnement, protection de la nature et développement durable

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
<ul style="list-style-type: none"> • Dégradation de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> • Déboisement intensif ; • Non aménagement du lac Yzoro ; • Mauvaise gestion des déchets issus des garages des stations-services ; • Utilisation abusive des herbicides et pesticides ; • Feux de brousse incontrôlés ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Prolifération des maladies; • Bouleversement de biotopes aquatiques et exacerbation du phénomène érosif; • Changement climatique; 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une zone décharge de déchets urbains à Meiganga avec réalisation de l'étude d'impact environnemental (EIE) 2. Etude de faisabilité en vue de l'ouverture d'une antenne HYSACAM à Meiganga 3. Dotation de 20 bacs à ordures 4. Construction de 4 latrines publiques à Mboulaï 5. Étude de faisabilité en vue de l'aménagement de 2 espaces verts dans la ville de Meiganga 6. Création de 8 clubs des amis de la nature 7. Dotation de 5 pépinières forestières 8. Sensibilisation sur la réglementation en matière

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
	<ul style="list-style-type: none"> Absence d'un système formel de collecte de déchets ; Habitats hors normes socio-environnementales. Mauvaise gestion des déchets hospitaliers et de l'Abatoire 	<ul style="list-style-type: none"> Insalubrité urbaine. 	de coupe abusif du bois dans les villages 9. Sensibilisation des populations sur l'hygiène et salubrité dans les villages 10. Sensibilisation de population de la commune sur la lutte contre les feux de brousse 11. Etude de faisabilité pour la construction d'un incitérateur à l'hôpital de district de Meiganga 12. Reboisement de différentes artères de la ville 13. Sensibilisation des promoteurs et/ou les maîtres d'ouvrages de projets sur l'importance l'étude d'impact environnemental 14. Multiplication des champs fouragers et sensibilisation des éleveurs sur leur importance 15. Mettre en place commission en vue de la délocalisation de l'abatoire municipale (minduh, mindcaf, minepedd, minépia, minee, commune) 16. Opération meiganga ville propre tous les jeudis et signature d'un contrat avec un partenaire pour la collecte des ordures 17. Acquisition d'une benne pour le transport des déchets ménagers (projet soumis au FEICOM). 18. Reboisement des espaces le long de la nationale Meiganga – ndère 19. Projets REDD+, Opération un habitant 10 arbres

3.4.29. Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre

3.4.29.1. Situation de référence

L'organisation de la chefferie dans la Commune de Meiganga, comme dans la plupart des départements obéit aux dispositions de 1977 qui régissent les chefferies traditionnelles du Cameroun. Cependant, le bicéphalisme est le véritable problème majeur auquel le pouvoir traditionnel fait face dans cette zone. Excepté, les chefferies traditionnelles du 1er et du 2^{ème} degré qui fonctionnent normalement, nous observons des dysfonctionnements au niveau des chefferies de 3^{ème} degré. On rencontre certains individus qui se réclament chefs du 3^e degré. Cette situation de bicéphalisme de fait, qui viole manifestement les dispositions sus-évoquées dans la mesure où, un chef est supposé avoir un territoire, est à l'origine d'une cohabitation froide entre les Foulbé et les Gbaya. Cette situation de fait entretient les fissures ethniques qui peuvent être à l'origine de conflits ouverts⁶.

▪ Sécurité et maintien de l'ordre

Sur le plan sécuritaire, il existe effectivement des postes de sécurité (la gendarmerie, le poste de police et le B.I.R.) dans la Commune de Meiganga en général et dans le centre urbain en particulier. Ces postes de sécurité ont contribué à la réduction du phénomène de coupeurs de route à des proportions acceptables même si, la recrudescence du phénomène de vol est

⁶ Deux affrontements violents ont opposé ces deux groupes ethniques en 1991 et 1992.

à déplorer du fait du désœuvrement des jeunes. Quelques secteurs du centre urbain (quartiers Zandaba et Haoussa), restent encore réputés pour leur insécurité.

Par rapport aux risques naturels, sont identifiées comme zones à risque d'inondation (zone non *aedificandi*), les secteurs hydromorphes, situées au quartier Zandaba1 (zone de l'ancienne beurrerie) et au quartier Zandaba 2 (zone située le long du lit de la rivière Yoyo). Le glissement de terrain de Fada menace sérieusement le village du même nom.



Photo 12. L'érosion régressive menaçant le village FADA
Cliché M. Tchotsoua ; Avril 2013

Les vents violents, très fréquents dans la localité constituent également un risque majeur. On doit s'intéresser à ces facteurs de déclenchement de l'événement, à l'agrégation d'éléments naturels et humains qui induisent l'évolution de simples pluies aux inondations.

3.4.29.2. Analyse des problèmes du secteur de l'Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre (Tableau 71)

Tableau 71. Analyse des problèmes

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	IDÉES DE PROJETS
<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'application du processus progressif de décentralisation et d'assurer la sécurité des personnes et des biens. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible appropriation du processus de la décentralisation par les autorités municipales • Insufisance de postes et du personnel de sécurité. • Bicéphalisme au niveau de certaines chefferies traditionnelles • Instabilité en RCA avec comme corollaire la présence des dizaines de milliers de réfugiés ; • Perméabilité des frontières en matière de commerce extérieur. 	<ul style="list-style-type: none"> • Instabilités des populations • Frein au développement économique. Recrudescence du vol (surtout dans les quartiers Zandaba et Haoussa) • Phénomène de coupeurs de routes. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcement de la sécurité routière 2. Contrôle et enquête auprès des réfugiés 3. Organiser les comités de vigilance dans les quartiers et les villages 4. Amélioration de la qualité des Services Déconcentrés de l'État 5. Formation des autorités municipales sur le processus de décentralisation 6. étude de faisabilité en vue de la sécurisation des zones à risques (zones d'inondation et d'érosion régressive)

3.5. . Principales potentialités et ressources de la commune

Tableau 72. Matrice des ressources naturelles

Ressources naturelles	localisation	potentiels	Utilisation / utilisateurs	Contrôleurs	Mode de gestion	tendances	Problèmes/co ntraintes	Action à entreprendre
Ressources géologiques	Tous les villages	Potentiel à 100% non encore exploité à but touristique mais parfois comme séchoir de manioc	Les riverains constitués des femmes	Chefs traditionnels ; Chefs chantiers ; Mairie ;	Gestion communaut aire des espaces servant de séchoir	Aire de séchage limitée pour nombre d'utilisateurs sans cesse croissant	-Surface de séchage de manioc insuffisante et accidentée	Construction des aires de séchage de manioc
Terres cultivables	Tous les villages	plus de 80 % de terres non encore cultivées	-Agriculteurs constitués des Gbaya, des peuls, des Mbororo, les Pana, des réfugiés centrafricains -Culture de maïs, manioc, arachide, patate - Pâturage du bétail	Chefs traditionnels ; Chef familial	Gestion anarchique	-Légère diminution des terres cultivables par l'effet de l'exploitation pastorale artisanale -Perte considérable des cultures	-Dévastation des cultures par les bœufs, les rongeurs et les primates -Certains sols sont peu fertiles -Repousse rapide des mauvaises herbes (Bokassa Grass) -Conflit agropastoral	Délimitation des espaces agropastoraux
Pâturage	Tous les villages	58% encore à exploiter	Eleveurs constitués de peuls des Mbororo et des réfugiés centrafricains	Mairie ; Autorités administratives en charge	Elevage divagatoire	Diminution considérable et progressive du pâturage	-Envahissement du pâturage par le Bokassa et la sensitive épineuse -Feux de brousse	Création des champs de fourragers Sensibilisation sur les méfaits des feux de brousse
Forêt de galerie et marécage	Tous les villages	-Bois -raphia -Lianes -Présence d'espèces utiles pour la médecine traditionnelle	-Les riverains pour la construction des logements, vannerie, bois de chauffe et des étangs -Exploitation de bois de chauffe et	Chefs traditionnels ; Chef familial	Gestion anarchique et abusive	Diminution progressive des espèces floristiques	-Feux de brousse -Exploitation illicite du bois	Sensibilisation sur les méfaits de feux de brousse et une exploitation durable des ressources naturelles

Ressources naturelles	localisation	potentiels	Utilisation / utilisateurs	Contrôleurs	Mode de gestion	tendances	Problèmes/contraintes	Action à entreprendre
		--Diversité d'essence	d'œuvre --Pharmacopée --Pâturage du bétail -- Champs					
		animaux	La chasse de subsistance	libre	Chasse de subsistance	Diminution d'animaux	Feux de brousse	Sensibilisation sur les méfaits de feux de brousse
Ressources hydriques	Tous les villages	Rivière Lom,	Pêche		Pêche de subsistance	Diminution de poissons	Pêche par empoisonnement	Sensibilisation des pêcheurs sur les méfaits de la pêche par empoisonnement

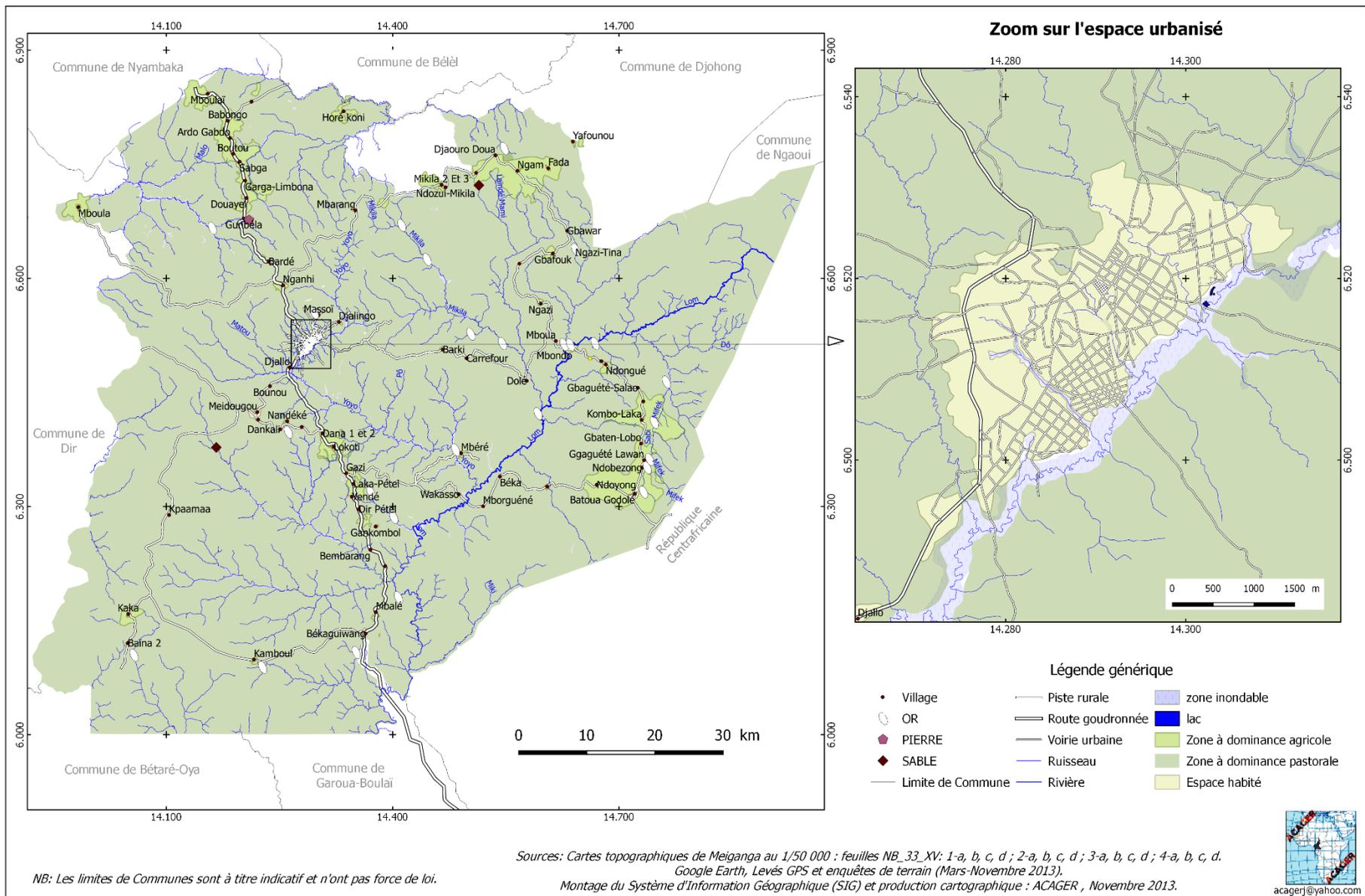


Figure 16. Géolocalisation des principales ressources de la Commune

3.6. Synthèse des données sur les changements climatiques

Tableau 73. Matrice de captage de la gravité des problèmes, contraintes et identification des mesures d'adaptation

SECTEUR (Unité d'exposition)	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque (Elevé, moyen, faible)	Potentiel local pour résoudre/ Capacité d'adaptation (Solutions endogènes)	Solutions envisagées	Villages/ Zones concernées
UNITÉ D'EXPOSITION 1 : Centre urbain							
Eau, assainissement	- Sècheresse	Assèchement des puits, Tarissement de rivières	- Prolifération de Maladies hydriques	- Moyen	- Utilisation des filtres et de l'eau de javel pour rendre potable l'eau des mares et rivières	- Aménagement et/ou entretien des points d'eau potable - Extension de l'Adduction en eau potable	Espace urbain
Travaux publics	- Forte pluviosité	dégradation de la voirie urbaine et des ouvrages d'art	- Accidents de circulation - Dégradation de la voie publique	- moyen	- Remblaiement des nids de poules - construction des ponts en matériaux provisoires	- entretien régulier de la voirie urbaine - construction des ponts en matériaux définitifs	Espace urbain excepter le quartier administratif
Habitat	Forte pluviométrie Vents violents	- Érosion - Ravinement	- Destruction des habitations et des biens	Faible	Construction des habitations en matériaux locaux définitifs	- Construction des caniveaux le long des artères du centre urbain - Reboisement du périmètre urbain - Mise en place des brises vent autour de la ville	Espace urbain
UNITÉ D'EXPOSITION 1 : Espace rurale							
Eau, assainissement et santé	- Sècheresse	- Assèchement des puits et rivières	- Développement des maladies hydriques (Typhoïde, Diarrhée, etc.)	- Moyen	- Utilisation des plantes médicinales	- Aménagement et/ou entretien des points d'eau potable - Création de forage supplémentaire - Adduction en eau potable	Espace rurale
Tourisme	- Forte pluviométrie		Difficulté de déplacement due aux routes impraticables	faible		- Aménagement de la vie d'accès au site touristiques	Nganhi (chute de la sanaga, etc.)

SECTEUR (Unité d'exposition)	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque (Elevé, moyen, faible)	Potentiel local pour résoudre/ Capacité d'adaptation (Solutions endogènes)	Solutions envisagées	Villages/ Zones concernées
Agriculture	- Forte pluviométrie	- Baisse de la productivité Inondation des bas-fonds	- Pauvreté	- Moyen	- Pratique des cultures sur terrain légèrement élevé - Adoption des espèces de courtes durées - Adoption des espèces résistantes	- Délocalisation des zones de cultures pendant la saison des pluies	Le long de la rivière Lom
Élevage	- Sècheresse - Hausse des températures - Baisse de la pluviométrie - Embuissonnement - Envahissement de pâturage par des mauvaises herbes	- disparition des pâturages - tarissement prolongé des cours d'eau	- Migration des populations - Baisse de la production animale	- Moyen	- culture des fourrés	- Création des champs fourragers - Multiplication des mares d'abreuvement - Approvisionnement en tourteaux pour le bétail - Construction des puits pastoraux	FADA, Nganhi, KAKA, Batoua Godolé, wantamo,
Travaux publics	- hausse de la pluviosité	- Dégradation rapide des routes	- Difficultés de déplacement - Cherté des produits	- Élevé	- Remblaiement des nids de poule	- Réhabilitation de la route - Construction des caniveaux	Ensemble de la commune
Éducation de base	- Vents violents,	Climat rude	- Destruction des infrastructures scolaires	- Moyen		- Reboisement des écoles	Espace urbain et rural
santé	Envahissement de la savane par des mauvaises herbes	Disparition des certaines plantes médicinales	- Augmentation du coût de soins (tradipraticiens)	- moyen	Déplacement sur de grandes distances à la recherche des plantes médicinales	- organisation des tradipraticiens - construction des pharmacopées traditionnelles pour couvrir les villages la commune	Espace rural

3.7. Situation de la petite enfance

N°	Domaine	État des lieux/diagnostic/situation actuelle	Objectifs généraux	Activités à mener à la suite de l'état de lieux effectué	Acteurs concernés
1.	Enregistrement des naissances	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un bureau d'état civil à la mairie et • Établissement de l'acte de naissance gratuite • Pas de fichier ou répertoire des enfants sans actes de naissance à la Commune. Tout comme les enfants scolarisés sans acte de naissance ne sont pas connus • Organisation des séances d'audience foraine et jugement supplétif à la mairie • Sensibilisation menée dans les mosquées, églises sur l'importance de l'acte de naissance 	Mettre en place des mesures incitatives afin que les parents soient mieux motivés à prendre des initiatives pour l'établissement des actes de naissance pour leur progéniture	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier et confectionner d'un répertoire des enfants scolarisés sans acte de naissance, avec l'assistance des directeurs des écoles • Organisation des séances de sensibilisation auprès des populations • Organisation des séances collectives d'audience foraine au sein de la Commune en vue de la délivrance collective de jugements supplétifs d'actes de naissance • Construction de centres d'état civil 	<ul style="list-style-type: none"> • Service de la préfecture et sous-préfecture • Exécutif municipal • un agent communal assermenté
2.	Education	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des salles de classes • Absence de clôtures autour des écoles • Insuffisance d'enseignants qualifiés • Insuffisance de tables bancs • Défectuosité des latrines dans certaines écoles • Absence de latrines dans certaines écoles • Absence de point d'eau dans les écoles 	Amélioration de l'offre d'éducation au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> • Etude de faisabilité en vue la réfection de 29 salles de classe • Etude de faisabilité en vue de la construction des clôtures autour de 52 écoles • Octroi de fournitures et des matériels didactiques • Construction et équipement de 54 blocs administratifs dans 52 écoles • Construction et équipement de 362 salles de classe • Fabrication de 2661 tables bancs dans les écoles publiques • Affectation de 245 instituteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Exécutif municipal • Inspecteur d'arrondissement de l'éducation de Base • PNDP • FEICOM

N°	Domaine	État des lieux/diagnostic/situation actuelle	Objectifs généraux	Activités à mener à la suite de l'état de lieux effectué	Acteurs concernés
3.	Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> Pratique par des agriculteurs de la commune des bouses de vaches (intégration agriculture-élevage) 	Améliorer la nutrition de l'enfant à travers l'accès à une nourriture de qualité suffisamment variée et en quantité suffisante	Organisation des séances de sensibilisation des parents sur la connaissance des aliments nutritifs selon la zone géographique de la commune	Exécutif municipal MINSANTE MINADER
4.	Vaccination	<ul style="list-style-type: none"> Faible sensibilisation des populations lors des campagnes de vaccination Faible participation des populations lors des campagnes de vaccination Contribution des facilitateurs endogènes lors des descentes sur le terrain 	Assurer à la circonscription communale une meilleure couverture vaccinale.	<ul style="list-style-type: none"> Organisation des séances de sensibilisation auprès des parents sur l'importance de la vaccination ; Sensibilisation des responsables éducatifs, associatifs et religieux et autres leaders d'opinion à l'importance de la vaccination. 	Exécutif municipal, MINSANTE
5.	Enfant en détention	Absence de repertoire des enfants en détention dans la commune	Améliorer les conditions de détention des enfants en leur offrant un cadre favorable à leur épanouissement	Recenser les enfants en détention	<ul style="list-style-type: none"> Agent communal Centre social
6.	Eau, hygiène et assainissement	<ul style="list-style-type: none"> Existence de point d'eau dans quelques les écoles primaires (EP Malang) mais non fonctionnelles Défectuosité des latrines dans les écoles primaires Absence d'adduction d'eau CDE ou de forage dans les écoles Absence de latrines dans le marché de Dang Distribution des moustiquaires imprégnées avec l'appui du MINSANTE 	créer un environnement social salubre, avec des infrastructures d'approvisionnement en eau fiable	<ul style="list-style-type: none"> Construction de 38 forages dans les écoles primaires Installation des équipements simples de lavage des mains au sein des établissements scolaires et des marchés Sensibilisation et formation des populations sur l'usage des latrines, le lavage des mains Equiper des écoles en 418 bacs à ordures Construction de 25 blocs latrines dans les écoles primaires de la commune 	<ul style="list-style-type: none">

3.8. Développement de l'Économie locale

Activités (1)	Secteurs	Institutions	Potentialités			Difficultés	Besoins/idées de projet
			Acteurs	Ressources naturelles	Infrastructures existantes	Handicaps à la réalisation des activités du secteur	
Productions agricoles dans les zones rurales et urbaines	MINADER	-PNDRT -ACEFA -PNDP	-Agriculteurs ; -Maraîchères ;	-Présence des bas-fonds - réseau hydrographique dense - présence des sols fertiles - présence de grands espaces propice à l'agriculture.	- 09 Postes agricoles et 01 ferme de multiplication de matériel agricole - 05 magasins de stockages de vivre	-Difficultés d'évacuation des produits agricoles -Difficultés de conservation des récoltes - difficultés d'obtention des semences améliorée. -Difficultés d'accès aux financements. - Outillages rudimentaire	- désenclavement des bassin de production (le long de la rivière LOM) -Construire de magasins de stockage des vivres dans les villages -soutien matériel et financier aux agriculteurs - ouvertures pistes agricoles dans les villages
Productions pastorales dans les zones rurales et urbaines	MINEPIA	-ACEFA -PNDP PNVRA	-Eleveurs ; -Apiculteurs ; -Pisciculteurs.	-Présence d'espace pour les cultures fourragères - disponibilité des herbes (zone de savane) Présence de la vallée du Mbéré (zone de transhumance en saison sèche) - présence de nombreuses rivières et mares	- 01 abattoir de Meiganga - 08 hangars d'abattage dans les villages de la commune de Meiganga - 08 CZCSV - 07 parcs à bétail et de nombreux parcs à vaccination tous construis en matériaux provisoires	-Faible encadrement des éleveurs ; -envahissement des pâturages par les Bokassa Grass ; - utilisation d'outil et de technique rudimentaire pour la cueillette du miel - mauvaise organisation des éleveurs - Conflits agropastoraux - Coût élevé des produits d'élevage sur le marché - Absence d'herbe pendant la saison sèche	- Formation des populations des villages sur les techniques d'élevage moderne - Construction d'un abattoir moderne pour la ville de Meiganga - Construction de 9 fermes avicoles communale - soutien matériel, technique et financier aux producteurs - Aménagement de 20 étangs piscicoles communal - Étude de faisabilité en vue de la Construction des infrastructures d'abattage et de ventes des produits d'élevage à Meiganga - Étude de faisabilité en vue de la création d'un parc vaccinogène dans les villages - l'organisation des éleveurs, pêcheurs en coopératives dans toute la Commune - délimitation des zones de culture et de pâture dans les villages

Activités (1)	Secteurs	Institutions	Potentialités			Difficultés Handicaps à la réalisation des activités du secteur	Besoins/idées de projet
			Acteurs	Ressources naturelles	Infrastructures existantes		
Activités commerciales	- MINCOMMERCE - MINPMEESA	- Commune ; - PAJERU ; - PIASSI ; - ACEFA	- Commerçants ; - Corps des métiers (coiffeurs, call boxeurs, moto taximens, taximens, restaurateurs, bayam sellam, etc.) - GICs et associations - Artisans	- Espace disponible au niveau de la commune pour la construction des complexes commerciaux. - Espace disponible pour la construction d'un foyer artisanal	- présence de plusieurs boutiques donc 45 appartenant à la commune ; - complexe commerciales (SOACAM) - Microfinance (Express- crédit du sahel etc.) - opérateurs téléphoniques (MTN, Orange, Camtel)	- coupures intempestives d'électricité - Absence d'infrastructures commerciale dans certain marché de l'espace rural ; - mauvais état des routes en milieu rural - Absence des points d'eau et latrines dans certains marchés ; - Insuffisance de infrastructures de commerce (boutiques, chambre froides, comptoir, magasins etc) dans les marchés - indisponibilité de matière première (artisans) ; - Outils de production rudimentaire - enclavement des bassins de production - mauvaise organisation des corps de métier	- Construction de 2 blocs latrines dans les marchés - réalisation de forages dans tous les marchés de la commune - Construction de 66 hangars de commerce - Construction de 6 magasins de stockage de céréale et vivre dans les villages 5. Étude de faisabilité en vue de l'approvisionnement du Petit et du grand marché de Meiganga en eau potable - Organiser les formations des artisans et des entrepreneurs de la commune en montage des projets en partenariat avec le MINADER ; - Organisation de salon communal de l'artisanat et des PME - octroi des subventions aux commerçants - mise sur pied d'un registre des artisans en vue de leur suivi. - mise en place un fonds communal d'assistance aux artisans de la Commune
- Taxes et fiscalité	- MINFI - institution communale	Institution Communale	- Commerçants ; - Corps des métiers ; - GICs - entreprises (DDT°) Artisans	- Carrières de pierre - Carrière de sable - Carrières de latérites - site d'extraction d'or	- boutiques et magasins - comptoirs - hangars - Sociétés de microfinances	- Non maîtrise du fichier des contribuables ; - incivisme fiscale	- Actualiser le fichier du contribuable de la commune de Meiganga - Former le personnel communal en charges des finances ; - Organiser 03 campagnes de sensibilisation des contribuables sur la nécessité des taxes et impôts ; - renforcement du personnel de recouvrement

4. PLANIFICATION STRATEGIQUE

4.1. Vision et objectifs du PCD

En accord avec le Document Stratégique pour la croissance et l'emploi (DSCE), le PCD ainsi élaboré vise, à l'horizon 2035, à promouvoir le développement économique et social de la Commune de Meiganga à travers :

- l'amélioration des infrastructures routières de la Commune ;
- l'amélioration de l'accès des populations aux infrastructures sociales de base notamment l'eau potable, l'électrification rurale, les soins de santé de qualité, l'enseignement de base et secondaire de qualité, etc.
- la protection de l'environnement et la gestion durable des sols ;
- la facilitation du développement économique du territoire (création et construction d'infrastructures marchandes, financement des activités de production, mise en valeur des ressources naturelles et touristiques).

De façon spécifique, ce PCD a pour but:

- d'identifier et planifier les actions à mettre en œuvre pour rendre plus opérationnel l'institution communale ;
- identifier les actions à entreprendre pour booster les différents secteurs de développement dans la Commune ;
- de mettre en place un cadre de concertation publique - privée pour la mise en œuvre et le suivi-évaluation des activités inscrites dans le PCD ;
- de mettre en place une stratégie marketing en vue de la vulgarisation du PCD et de la mobilisation des partenaires techniques et financiers pour la réalisation des idées et besoins de projets identifiés.

4.2. Cadres logiques par centre d'intérêt et secteur spécifique

Le cadre logique traduit les options stratégiques et les choix opérés en actions concrètes dans un souci d'opérationnalisation du plan communal de développement. Son objectif principal est l'amélioration de la qualité des interventions. Elle établit le lien entre les ressources du projet, son objectif global ou but, son objectif spécifique ainsi que les résultats escomptés tout en tenant compte des hypothèses, des risques ou suppositions qui sont des facteurs externes au projet mais qui peuvent déterminer l'échec ou la réussite des actions.

Ainsi sont présentés les cadres logiques de l'institution communale, de l'économie locale, des populations vulnérables et des 28 secteurs concernés par la présente planification.

NB. Le coût estimatif par activité prend en compte l'investissement, le fonctionnement (5 % de l'investissement) et les imprévus (10 % de l'investissement + fonctionnement)

4.2.1. Cadre logique de l'Institution Communale

PROBLEME CENTRAL : difficulté à optimiser le fonctionnement et le rendement de la commune de Meiganga

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Optimiser les performances de l'Institution communale	<ul style="list-style-type: none"> - Publication de l'arrêté portant création du comité de suivi - Nombre de rapports produits - Nombres de PV de réunions, - Nombres de rapport d'activité 	-Rapports d'activités du comité de suivi	<ul style="list-style-type: none"> -Dynamisme de l'exécutif communal -Disponibilité des acteurs de développement -Disponibilité des membres du comité de suivi 	<ul style="list-style-type: none"> -Implication effective de l'exécutif communal -Participation des acteurs de développement - Implication effective des membres du comité de suivi 	-Rapports du comité de suivi

Objectifs spécifiques	1. Assurer le suivi de la mise en Œuvre du PCD	<ul style="list-style-type: none"> -Publication de l'arrêté portant création du comité de suivi -Nombre de rapports d'activités produits -Nombre de membres formés -Nombre d'ateliers de formation organisés -Réception des moyens par le comité de suivi 	<ul style="list-style-type: none"> -rapport d'activité la commune -Rapport du comité de suivi Rapports des ateliers et séminaires de formation Bordereaux de réception 	<ul style="list-style-type: none"> -Dynamisme de l'exécutif communal -Disponibilité des fonds nécessaires à l'organisation des ateliers 	<ul style="list-style-type: none"> -Implication effective de l'exécutif communal Montant des fonds disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> -Rapports du comité de suivi - Rapport du Receveur municipal - Rapport du service financier
	2. Augmenter les recettes de la commune de l'ordre de 100 %	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de formation - Nombre d'agents des recettes municipales à l'œuvre -Nombre et catégories des contribuables -Nombre de séance de formation organisée 	<ul style="list-style-type: none"> -Rapports des campagnes de sensibilisation - Rapports des agents des recettes municipales -Fichier du contribuable -Rapports des séances de formation 	<ul style="list-style-type: none"> -Disponibilité des fonds communal -Dynamisme de l'exécutif communal -Volonté de l'exécutif communal 	<ul style="list-style-type: none"> Montant des fonds mobilisé -Nombre de contribuables recensés Présence des fonds dans le compte de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports du receveur municipal - Rapports du service financier
	3. Doter les services de l'institution communale d'infrastructures, d'équipements et de mobiliers adéquats	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'infrastructures, d'équipements et de mobiliers acquis - PV de réception - Bordereau de livraison 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'activité de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> -Disponibilité des fonds -Dynamisme de l'exécutif 	<ul style="list-style-type: none"> -Montant des fonds mobilisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports du Receveur municipal - Rapports du service gestion et équipement
	4. Renforcer le réseau des relations de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre d'accords de partenariats signés -Organisation de l'assemblée constitutive - Copies des accords de partenariats - Copie des différentes communications -PV de l'assemblée constitutive 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'activité de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> -Disponibilité des autres maires de la zone 	<ul style="list-style-type: none"> -Multiplication des rencontres avec les ONG -Disponibilité d'une ressource humaine -Nombre de rencontres avec les maires des Communes voisines 	<ul style="list-style-type: none"> -Rapports d'activité de la commune -Compte-rendu de la mise en place de la cellule de communication

	5. La gestion des ressources humaines de la commune de Meiganga est optimisée	<ul style="list-style-type: none"> -Publication de l'arrêté portant création du comité de suivi -Nombre de rapports d'activités produits -Nombre de membres formés -Nombre d'ateliers de formation organisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport du comité de suivi - Procès-verbaux des ateliers et séminaires de formation - Rapport d'activité de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> -Dynamisme de l'exécutif communal -Disponibilité des fonds nécessaires à l'organisation des ateliers 	<ul style="list-style-type: none"> -Implication effective de l'exécutif communal Montant des fonds disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> -Rapports du comité de suivi -Receveur municipal -Service financier
Résultats stratégiques) (Axes	1.1.-le suivi de la mise en Œuvre du PCD est effectif	<ul style="list-style-type: none"> -Publication de l'arrêté portant création du comité de suivi -Nombre de rapports d'activités produits -Nombre de membres formés -Nombre d'ateliers de formation organisés -Réception des moyens par le comité de suivi 	<ul style="list-style-type: none"> -Copie de l'arrêté municipal portant création du comité de suivi -Rapporteur du comité de suivi Rapports des ateliers et séminaires de formation Bordereaux de réception 	<ul style="list-style-type: none"> -Dynamisme de l'exécutif communal -Disponibilité des fonds nécessaires à l'organisation des ateliers 	<ul style="list-style-type: none"> -Implication effective de l'exécutif communal Montant des fonds disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> -Rapports du comité de suivi - Rapport du receveur municipal - Rapport du service financier
	2.1 les recettes de la commune sont revues à la hausse de l'ordre de 100 %	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de formation - Nombre d'agents des recettes municipales à l'œuvre -Nombre et catégories des contribuables -Nombre de séance de formation organisée 	<ul style="list-style-type: none"> -Rapports des campagnes de sensibilisation - Rapports des agents des recettes municipales -Fichier du contribuable -Rapports des séances de formation 	<ul style="list-style-type: none"> -Disponibilité des fonds -Dynamisme de l'exécutif communal -Volonté de l'exécutif communal 	<ul style="list-style-type: none"> Montant des fonds mobilisé -Nombre de contribuables recensés Présence des fonds dans le compte de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport du receveur municipal - Rapport du service financier -Liste des contribuables
	3.1. les services de l'institution communale sont dotés d'infrastructures, d'équipements et de mobiliers adéquats	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'infrastructures, d'équipements et de mobiliers acquis - PV de réception - Bordereau de livraison 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport du service gestion et équipement de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> -Disponibilité des fonds -Dynamisme de l'exécutif 	<ul style="list-style-type: none"> -Montant des fonds mobilisés 	<ul style="list-style-type: none"> -Rapport du receveur municipal -Rapport du service financier

	4.1. le réseau des relations de la Commune est Renforcé	-Nombre d'accords de partenariats signés -Organisation de l'assemblée constitutive - Copies des accords de partenariats - Copie des différentes communications	Rapport d'activité de la commune	-Disponibilité des autres maires de la zone	-Multiplication des rencontres avec les ONG -Disponibilité d'une ressource humaine -Nombre de rencontres avec les maires des Communes voisines	-Rapports des missions -Compte-rendu de la mise en place de la cellule de communication
	5.1. renforcer le nombre et les capacités des ressources humaines	-Nombre de responsables recrutés -Nombre et types de formations organisées	- Rapport des activités de la commune - rapport des activités du chef service des ressources humaines	-Disponibilité des fonds -Dynamisme de l'exécutif	-Montant des fonds mobilisés	-Rapport du SG
Activités						
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5		
1.1.1. Opérationnaliser le comité de suivi Investissement (I) : 2 000 000 Fonctionnement (F) (5% I): 100 000 Imprévus (Im) (10% (I+F) : 210 000 Total (T): 2 310 000 Fcfa	2.1.1. Organiser une formation des collecteurs de taxes I: 2 000 000 F (5% I): 100 000 Im (10%(I+F)): 210 000 T: 2 310 000 Fcfa	3.1.1. Construire un garage municipal dans la Commune I: 4 500 000 F (5% I): 225 000 Im (10%(I+F)): 472 500 T: 5 197 500 FCFA	4.1.1. Mise sur pieds d'un registre des partenaires de la Commune I: 200 000 F (5% I): 10 000 Im (10%(I+F)): 21 000 T: 231 000 FCFA	5.1.1. élaborer et mettre en œuvre un plan de recrutement I: 200 000 F (5% I): 10 000 Im (10%(I+F)): 21 000 T: 231 000 FCFA		
1.1.2. Renforcer les capacités des membres du comité de suivi I: 2 000 000 F (5% I): 100 000 Im (10%(I+F)): 210 000 T: 2 310 000 FCFA	2.1.2. Créer une cellule de recettes municipales I: 200 000 F (5% I): 10 000 Im (10%(I+F)): 21 000 T: 231 000 FCFA	3.1.2. mise sur pied d'un sommier I: 200 000 F (5% I): 10 000 Im (10%(I+F)): 21 000 T: 231 000 FCFA	4.1.2. Mise sur pied d'une cellule de communication I: 200 000 F (5% I): 10 000 Im (10%(I+F)): 21 000 T: 231 000 FCFA	5.1.2. recrutement d'un chef d'État civil I: 400 000 F (5% I): 20 000 Im (10%(I+F)): 42 000 T: 462 000 Fcfa		

<p>1.1.3. Mettre à la disposition du comité de suivi des moyens de fonctionnement I: 2 000 000 F (5% I): 100 000 Im (10%(I+F)): 210 000 T: 2 310 000 FCFA</p>	<p>2.1.3. Actualiser le fichier des contribuables et le rendre disponible I: 1 000 000 F (5% I): 50 000 Im (10%(I+F)): 105 000 T: 1 155 000 FCFA</p>	<p>3.1.3. réaliser une base de données du patrimoine communal I: 1 000 000 F (5% I): 50 000 Im (10%(I+F)): 105 000 T: 1 155 000 FCFA</p>	<p>4.1.3. former le personnel en archivage I: 2 000 000 F (5% I): 100 000 Im (10%(I+F)): 210 000 T: 2 310 000 FCfa</p>	<p>5.1.3. Recyclage du personnel en techniques rédactionnelles en procédure administrative de délivrance des actes d'état civil, et en bureautique I: (4x2000 000) 8 000 000 F (5% I): 400 000 Im (10%(I+F)): 840 000 T: 9 240 000 FCFA</p>
	<p>2.1.4. Former le personnel en charge des finances I: 2 000 000 F (5% I): 100 000 Im (10%(I+F)): 210 000 T: 2 310 000 FCFA</p>	<p>3.1.4. sécuriser le patrimoine foncier I: 2 000 000 F (5% I): 100 000 Im (10%(I+F)): 210 000 T: 2 310 000 FCFA</p>	<p>4.1.4. Organisation de 2 ateliers/ an de concertation avec les sectoriels T 2 000 000 Fcfa</p>	<p>5.1.4. Recrutement d'un informaticien analyste-programmeur ou technicien I: 200 000 F (5% I): 10 000 Im (10%(I+F)): 21 000 T: 231 000 FCFA</p>
	<p>2.1.5. Recrutement de (07) percepteurs supplémentaires pour le compte de la Commune I: 200 000 F (5% I): 10 000 Im (10%(I+F)): 21 000 T: 231 000 FCFA</p>	<p>3.1.5. recycler ou renforcer les capacités du personnel en gestion du patrimoine I: 2 000 000 F (5% I): 100 000 Im (10%(I+F)): 210 000 T: 2 310 000 FCFA</p>		<p>5.1.5. Recrutement d'un chef de service administratif et financier I: (2X200 000) = 400 000 F (5% I): 20 000 Im (10%(I+F)): 42 000 T: 462 000 fcfa</p>
		<p>3.1.6. Recrutement des agents de maintenance I: 200 000 F (5% I): 10 000 Im (10%(I+F)): 21 000 T: 231 000 FCFA</p>		<p>5.1.6. Recyclage du personnel du service d'hygiène I: 4 000 000 F (5% I): 200 000 Im (10%(I+F)): 420 000 T: 4 620 000 Fcfa</p>
		<p>3.1.7. Construire une fourrière municipale dans la Commune I: 3 500 000 F (5% I): 175 000 Im (10%(I+F)): 367 500 T: 4 042 500 Fcfa</p>		<p>5.1.7. Recrutement d'un responsable de déchets solides I: 200 000 F (5% I): 10 000 Im (10%(I+F)): 21 000 T: 231 000 Fcfa</p>

				<p>5.1.8. Recrutement d'un animateur social I: 200 000 F (5% I): 10 000 Im (10%(I+F)): 21 000 T: 231 000 Fcfa</p>
				<p>5.1.9. Recrutement d'un responsable des ressources humaines, d'un assistant de ressources humaines, d'un chargé de recrutement et de la formation I: (3x200 000) = 600 000 F (5% I): 30 000 Im (10%(I+F)): 63 000 T: 693 000 Fcfa</p>
				<p>5.1.10. Formation du personnel sur leadership et ressources humaines I: 6 000 000 F (5% I): 300 000 Im (10%(I+F)): 630 000 T: 6 930 000 Fcfa</p>
				<p>5.1.11. Recrutement d'un responsable des services financiers, d'un contrôleur financier, d'un responsable de dépenses, d'un responsable de recette, d'un assistant des services financiers ou comptables, d'un agent des services financiers ou comptables, d'un contrôleur de gestion. I: (7x200 000) = 14 000 000 F (5% I): 700 000 Im (10%(I+F)): 1 470 000 T: 16 170 000 Fcfa</p>

				5.1.12. Recrutement d'un chef de service technique I: 2 000 000 F (5% I): 100 000 Im (10%(I+F)): 210 000 T: 2 310 000 Fcfa
				5.1.13. Recrutement d'un agent de collecte / I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 T: 2 310 000 Fcfa
				5.1.14. Recrutement d'un responsable d'établissement social ou médico-social. I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 Fcfa
Cadre estimatif				
Libellés			Montants	
Total investissement (I)			67 174 892	
Total Fonctionnement (F)			3 358 745	
Imprévis (10%(I+F))			7 053 364	
Total estimatif			77 587 000 FCFA	

4.2.2. Éducation de base

PROBLÈME CENTRAL : Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter l'accès à une éducation de base de qualité	-Nombre d'infrastructures scolaires construites et fonctionnelles * -Nombre d'enseignants affectés -taux de réussite -taux de scolarisation	- Rapport du DDMINEDUB/MBERE PV de réception Rapport du Comité de gestion de la commune Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la qualité des infrastructures scolaires de la commune de Meiganga	-Nombre d'infrastructures scolaires construites et fonctionnelles	Rapport du DDMINEDUB/MBERE PV de réception Rapport du Comité de gestion Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. La qualité de l'encadrement des élèves de la commune est améliorée	-Nombre d'enseignant affecté	Rapport du DDMINEDUB/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3. Sensibiliser les parents sur l'importance de l'éducation des enfants	-taux de réussite -taux de scolarisation	Rapport du DDMINEDUB/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les écoles primaires et maternelles de la Commune de Meiganga sont dotées d'infrastructure et d'équipements scolaires de qualité	-Nombre d'infrastructures scolaires construites et fonctionnelles	Rapport du DDMINEDUB/MBERE PV de réception Rapport du Comité de gestion Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements

	2.1. Le personnel enseignant est recruté et affecté dans les écoles maternelles et primaires	-Nombre d'enseignant affecté	Rapport du DDMINEDUB/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3.1. les parents sont impliqués dans l'éducation des enfants	-taux de réussite -taux de scolarisation	Rapport du DDMINEDUB/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1		Pour R2			Pour R3	
<p>1.1.1. Construction de 362 salles de classes dans les écoles primaires de la Commune (EP Gbakoungue (6), EP Kpok-ko (6), EP Ngassiri (12), EP Pitoa (10), EP groupe 3 A (14), EP groupe 3 B (24), EP groupe 4 (12), EP bilingue groupe 2 (6), EP bilingue groupe 1(6), EP groupe 2 (4), EP groupe 1 (10), EP de Zandaba 2 (14), EP Babongo (4), EP Barki (4), EP Batoua godolé groupe 1 (18), EP batoua godolé groupe 2 (10), EP BEKAGUIWANG (6), EP BEMBARANG (4), EP Bounou (4), EP Boutou (2), EP Dakkere (4), EP Dana 1 et 2 (4), EP Dankali (4), EP Djalingo (4), EP DJAOURO DOUA (4), EP DJOUZAMI TOUGOUN (4), EP Douayel (4), EP FADA (8), EP Daïna (4), EP Garga-Limbona (4), EP Gbafouk (4), EP Gbagueete Lawan (4), EP GBAWAR (4), EP GOUIGO (6), EP GUNBELA (6), EP HORE-KONI (4), EP Kaka (8), EP Kombo-Laka (2), EP Kpaamaa (6), EP Lokoti (6), EP Mbaïna (6), EP MBALE (6), EP MBARANG (8), EP MBORGUENE (6), EP Mboula, EP Mboulaï (4), EP Meidoungou (10), EP Meidoungou (18), EP NANDEKE (4), EP Ndongué (4), EP Ndoyong (6), EP NGAM (4), EP Nganhi (2), EP NGAZI (4), EP NGAZI-TINA (2), EP Yafoumou (4), EP YENDE (4)) I: (181x16 000 000) = 2 896 000 000 / F (5% I): 144 800 000 / Im (10%(I+F)): 304 080 000 / T: 3 344 880 000 fcfa</p>		<p>2.1.1. Recrutement et affectation de 245 enseignants qualifiés (Ep Gbakoungue (6), Ep Kpok-Ko (6), Ep Ngassiri (3), Ep Pitoa (3), Ep sabongari Groupe 3 A (5), Ep sabongari Groupe 3 B (4), Ep (zandaba1) Groupe 4 (2), Ep (Zandaba1) Bilingue Groupe 2 (3), Ep (zandaba1) Bilingue Groupe 1(3), Ep (zandaba1) Groupe 1 (3), Ep Zandaba 2 (8), Ep Babongo (4), Ep Barki (4), Ep Batoua Gadolé Groupe 1 (18), Ep Batoua Gadolé Groupe 2 (5), Ep Bekaguiwang (8), Ep Bembarang (3), Ep Bounou (5), Ep Boutou (4), Ep Dakkere (5), Ep Dana (4), Ep Dankali (3), Ep Djalingo (4), Ep Djaouro Doua (5), Ep Djouzami Tougoun (4), Ep Douayel (4), Ep Fada (7), EpGankombol (3), Ep Garga-Limbona (0), Ep Gbafouk (4), Ep Gbagueete Lawan (4), Ep Gbawar (3), Ep Gouigo (4), Ep Gunbela (1), Ep Hore-Koni (4), Ep Kaka (9), Ep Kombo-Laka (9), Ep Kpaamaa (4) , Ep Lokoti (3), Ep Mbaïna (3), Ep Mbale (3), Ep Mbarang (8), Ep, Mborguene (4), Ep Mboula (5), Ep Mboulaï (3), Ep Meidoungou groupe1 (10), Ep Meidoungou groupe2 (11), Ep Nandeke (2), Ep Ndongué (4), Ep Ndoyong (4), Ep Ngam (3), Ep Nganhi (1), Ep Ngazi (4), Ep Ngazi-Tina (4), Ep Yafoumou (4), Ep Yende (4)) / I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 Fcfa</p>			<p>3.1.1. organisation d'une campagne Sensibilisation des parents pour l'envoi des enfants à l'école I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 Fcfa</p> <p>3.1.2. Étude de faisabilité en de la réouverture des centres d'alphabétisation en cessation d'activité dans la Commune I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA</p>	

<p>1.1.2. Equipement de 362 salles de classes dans les écoles primaires de la Commune en table-bancs (EP Gbakoungue (6), EP Kpok-ko (6), EP Ngassiri (12), EP Pitoa (10), EP groupe 3 A (14), EP groupe 3 B (24), EP groupe 4 (12), EP bilingue groupe 2 (6), EP bilingue groupe 1(6), EP groupe 2 (4), EP groupe 1 (10), EP de Zandaba 2 (14), EP Babongo (4), EP Barki (4), EP Batoua godolé groupe 1 (18), EP batoua godolé groupe 2 (10), EP BEKAGUIWANG (6), EP BEMBARANG (4), EP Bounou (4), EP Boutou (2), EP Dakkere (4), EP Dana 1 et 2 (4), EP Dankali (4), EP Djalingo (4), EP DJAOURO DOUA (4), EP DJOUZAMI TOUGOUN (4), EP Douayel (4), EP FADA (8), EP Daïna (4), EP Garga-Limbona (4), EP Gbafouk (4), EP Gbagueete Lawan (4), EP GBAWAR (4), EP GOUIGO (6), EP GUNBELA (6), EP HORE-KONI (4), EP Kaka (8), EP Kombo-Laka (2), EP Kpaamaa (6), EP Lokoti (6), EP Mbaïna (6), EP MBALE (6), EP MBARANG (8), EP MBORGUENE (6), EP Mboula, EP Mboulaï (4), EP Meidouougou (10), EP Meidouougou (18), EP NANDEKE (4), EP Ndongué (4), EP Ndoyong (6), EP NGAM (4), EP Nghanhi (2), EP NGAZI (4), EP NGAZI-TINA (2), EP Yafoumou (4), EP YENDE (4)) / I: (362x900 000) = 325 800 000 / F (5% I): 16 290 000 / Im (10%(I+F)): 34 209 000 / T: 376 299 000 FCFA</p>
<p>1.1.3. Equipement de 362 salles de classes dans les écoles primaires de la Commune en bureau d'enseignant (EP Gbakoungue (6), EP Kpok-ko (6), EP Ngassiri (12), EP Pitoa (10), EP groupe 3 A (14), EP groupe 3 B (24), EP groupe 4 (12), EP bilingue groupe 2 (6), EP bilingue groupe 1(6), EP groupe 2 (4), EP groupe 1 (10), EP de Zandaba 2 (14), EP Babongo (4), EP Barki (4), EP Batoua godolé groupe 1 (18), EP batoua godolé groupe 2 (10), EP BEKAGUIWANG (6), EP BEMBARANG (4), EP Bounou (4), EP Boutou (2), EP Dakkere (4), EP Dana 1 et 2 (4), EP Dankali (4), EP Djalingo (4), EP DJAOURO DOUA (4), EP DJOUZAMI TOUGOUN (4), EP Douayel (4), EP FADA (8), EP Daïna (4), EP Garga-Limbona (4), EP Gbafouk (4), EP Gbagueete Lawan (4), EP GBAWAR (4), EP GOUIGO (6), EP GUNBELA (6), EP HORE-KONI (4), EP Kaka (8), EP Kombo-Laka (2), EP Kpaamaa (6), EP Lokoti (6), EP Mbaïna (6), EP MBALE (6), EP MBARANG (8), EP MBORGUENE (6), EP Mboula, EP Mboulaï (4), EP Meidouougou (10), EP Meidouougou (18), EP NANDEKE (4), EP Ndongué (4), EP Ndoyong (6), EP NGAM (4), EP Nghanhi (2), EP NGAZI (4), EP NGAZI-TINA (2), EP Yafoumou (4), EP YENDE (4)) / I: (362x125 000) 45 250 000 / F (5% I): 2 262 500 / Im (10%(I+F)): 4 751 250 / T: 52 263 750 fcfa</p>
<p>1.1.4. Etude de faisabilité en vue de la Construction de clôtures autour de 52 écoles primaires (EP Babongo, EPBarki, EP Batoua Gadolé Groupe 1, EP Batoua Gadolé Groupe 2, EP Bekaguiwang, EP Bembarang, EP Bounou, EP Boutou, EP Dakkere, EP Dana , EP Dankali, EP Djalingo, EP Djaouro Doua, EP Djouzami, EP Douayel, EP Fada, EP Garga-Limbona, EP Gbafouk, EP Gbagueete Lawan, EP Gbawar, EP Gouigo, EP Gunbela, EP Hore-Koni, EP Kaka, EP Kombo-Laka, EP Lokoti, EP Mbaïna, EP Mbalé, EP Mbarang, EP Mborguéné, EP Meidouougou groupe 1, EP Mboula, EP Mboulaï, EP Nandéké, EP Ndongué, EP Mikila, EP Ngam, EP Nghanhi, EP Ngazi, EP Ngazi-Tina, EP Yafoumou, EP Yénde, EP groupe 4 (Zandaba 1), Ngassiri, EP Zandaba 2, EP bilingue groupe 2 (Zandaba 1), EP bilingue groupe 1(Zandaba 1), EP groupe 3 A (Sabongari), EP groupe 2 (Zandaba 1), EP groupe 1 (Zandaba 1), EP Pitoa, EP Kpok-ko) / I: (52x500 000) 26 000 000 / F (5% I): 1 300 000 / Im (10%(I+F)): 2 730 000 / T: 30 030 000 Fcfa</p>
<p>1.1.5. Construction de 38 points d'eau dans les écoles (EP Barki, EPbatoua gadolé groupe 2, EPBatoua godolé groupe 1, EP BEKAGUIWANG, EP BEMBARANG, EP Boutou, EP Dakkere, EP Dankali, EP Djalingo, EP DJAOURO DOUA, EP DJOUZAMI, EP Douayel, EP FADA, EP GARGA-LIMBONA, EP Gbafouk, EP Gbagueete Lawan, EP GBAWAR, EP GOUIGO, EP GUNBELA, EP HORE-KONI, EP KOMBO-LAKA, EP Lokoti, EP Mbaïna, EP MBORGUENE, EP Mboula, EP Mboulaï, EP Ndongué, EP MIKILA, EP NGAM, EP NGAZI, EP Yafoumou EP YENDE, EP groupe 4 (Zandaba 1), Ngassiri, EP bilingue groupe 2 (Zandaba 1), EP bilingue groupe 1(Zandaba 1), EP groupe 3 A (Sabongari), EP groupe 2 (Zandaba 1) EP groupe 1 (Zandaba 1), Kpok-ko) / I: (52x8 000 000) = 304 000 000 / F (5% I): 15 200 000 / Im (10%(I+F)): 31 920 000 / T: 351 120 000 Fcfa</p>
<p>1.1.6. Construction de 25 blocs latrine dans les écoles (EP Barki, EP Batoua Gadolé Groupe 2, EP Bekaguiwang, EP Dakkere, EP Djaouro Doua, EP Djouzami, EP Douayel, EP Garga-Limbona, EP Gbafouk, EP Gbagueete Lawan, EP Gbawar, EP Gouigo, EP Gunbela, EP Hore-Koni, EP Kombo-Laka, EP Lokoti, EP Mbaïna, EP Mborguéné, EP Mikila, EP Ngam, EP Ngazi, EP groupe 4 (Zandaba 1), EP groupe 2 (Zandaba 1), EP Pitoa, EP Kpok-ko) / I: (25x3 500 000) 87 500 000 / F (5% I): 4 375 000 / Im (10%(I+F)): 9 187 500 / T: 101 062 500 Fcfa</p>
<p>1.1.7. Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation de 29 salles de classe (EP Babongo (1), EP Barki (1), EP Batoua gadolé groupe 1 (2), EP Bekaguiwang (1), EP Boutou (1), EP Garga-Limbona (1), EP Gunbela (2), Hore-Koni (1), Kaka (1), EP Kombo-Laka (2), Lokoti (2), EP Mbarang (4), EP Mborguene (2), EP Mboulaï (1), EP Meidouougou Grp 1 (2), EP andeke (1), EP Ndongué (1), EP Ndoyong (3) / I: (25 x 500 000) = 101 500 000 / F (5% I): 5 075 000 / Im (10%(I+F)): 10 657 500 / T: 117 232 500 Fcfa</p>

<p>1.1.8. Construction 54 blocs administratifs (1/école) dans les écoles (EP Babongo, EP Barde, EP barki, EP Batoua godolé groupe1, EP Batoua godolé groupe2, EP BEKAGUIWANG, EP BEMBARANG, EP Bounou, EP Boutou, EP Dakkéré, EP Dana, EP Dankali, EP Djalingo, EP DJAOURO DOUA, EP DJOUZAMI, EP Douayel, EP FADA, EP Daïna, EP Garga-Limbona, EP Gazi, EP Gbafouk, EP Gbagueuté Lawan, EP GBAWAR, EP GOUIGO, EP GUNBELA, EP HORE-KONI, EP Kaka, EP KAMBOUL, EP Kombo-Laka, EP Kpaamaa, EP Laka-Pétél, EP Lokoti, EP Mbaïna, EP MBALE, EP MBARANG, EP MBORGUENE, , EP Mboula, EP Mboulaï, EP Meidougou grpe1, EP Meidougou grpe 2, EP NANDEKE, EP Ndera, EP Ndongué, EP Ndoyong, EP MIKILA, EP NGAM, EP Nganhi, EP NGAZI, EP NGAZI-TINA, EP Sabga, EP WANTAMO, EP Yafoumou, EP YENDE) / I: (54x16 000 000) = 864 000 000 / F (5% I): 43 200 000 / Im (10%(I+F)): 90 720 000 / T: 997 920 000 Fcfa</p>
<p>1.1.9. Dotation en 2661 tables bancs (EP Gbakoungue (36), EP de Kpok ko (51), EP Ngassiri (125), EP Pitoa (102), EP Sabongari (118), EP de Sabongari (182), EP (Sabongari) groupe 3 A (118), EP(Sabongari) de groupe 3 B (182), EP (Zandaba 1) groupe 4 (155), EP (Zandaba 1) bilingue groupe 2 (55), EP (Zandaba 1) bilingue groupe 1 (83), EP (Zandaba 1) groupe 2 (67), EP (Zandaba 1) groupe 1 (115), EP de Zandaba 2 (180), EP Babongo (17), EP barki (15), EP Batoua godolé groupe 1 (85), EP de batoua godolé groupe 2 (150), EP BEKAGUIWANG (58), EP BEMBARANG (5), EP de Bounou (12), EP de Boutou (24), EP Dakkere (16), EP de Djalingo (30), EP DJAOURO DOUA (2), EP DJOUZAMI (42), l'EP FADA (52), EP Daïna (88), EP Garga Limbona (10), EP Gbagueute Lawan (36), EP GBAWAR (11), EP GUNBELA (37), EP Kaka (104), EP Kpaamaa (31), EP Lokoti (45), EP MBALE (43), EP MBARANG (56), EP MBORGUENE (19), EP Mboulaï (21), EP Meidougou groupe 1 (202), EP NANKE (73), EP Ndongué (3), EP Ndoyong(25), EP MIKILA (28), EP NGAM (34), EP NGAZI (9) I: (2661x30 000) =79 830 000 / F (5% I): 3 991 500 / Im (10%(I+F)): 8 382 150 / T: 92 203 650 Fcfa</p>
<p>1.1.10. Construction de 25 centres multimédias dans les écoles des villages électrifiés (toutes les écoles primaires de l'espace urbain et des villages électrifiés (Meidougou, Gunbela, Mboulaï, Lokoti, Boutou, Babongo, Garga-Limbona, Nganhi, Dankali, Batoua-Godolé, Dokolim, Dakkere, Nandeké) I: (25 x 40 000 000) = 1 600 000 000 / F (5% I): 80 000 000 / Im (10%(I+F)): 168 000 000 / T: 1 848 000 000 Fcfa</p>
<p>1.1.11. Construction et équipement de 70 bibliothèques (EP Bonaberi, EP Gbakoungue, EP Kpok-ko, EP Ngassiri, EP Ngoa-Ekele, EP Pitoa, EP grpe 3A (Sabongari) ? EP groupe 3B (Sabongari), EP Sabongari, EP grpe 4 (Zandaba1), EP bilingue grpe2 (Zandaba1), EP bilingue grpe1 (Zandaba1), EP grpe 2 (Zandaba1), EP grpe 1 (Zandaba1), EP Ecole Franco-Arabe (Zandaba1), EP de Zandaba 2, EP Babongo, EP Barde, EP barki, EP Batoua godolé groupe1, EP Batoua godolé groupe2, EP BEKAGUIWANG, EP BEMBARANG, EP Bounou, EP Boutou, EP Dakkéré, EP Dana, EP Dankali, EP Djalingo, EP DJAOURODOUA, EP DJOUZAMI, EP Douayel, EP FADA, EP Daïna, EP Garga-Limbona, EP Gazi, EP Gbafouk, EP Gbagueuté Lawan, EP GBAWAR, EP GOUIGO, EP GUNBELA, EP HORE-KONI, EP Kaka, EP KAMBOUL, EP Kombo-Laka, EP Kpaamaa, EP Laka-Pétél, EP Lokoti, EP Mbaïna, EP MBALE, EP MBARANG, EP MBORGUENE, EP MBOUA, EP Mboula, EP Mboulaï, EP Meidougou grpe1, EP Meidougou grpe 2, EP NANDEKE, EP Ndera, EP Ndongué, EP Ndoyong, EP MIKILA, EP NGAM, EP Nganhi, EP NGAZI, EP NGAZI-TINA, EP Sabga, EP WANTAMO, EP Yafoumou, EP YENDE) / I: (70 x 15 000 000) = 1 050 000 000 / F (5% I): 52 500 000 / Im (10%(I+F)): 110 250 000 / T: 1 212 750 000 Fcfa</p>
<p>1.1.12. Construction de 44 logements d'astreinte aux enseignants de l'espace rural (Babongo, barki, Batoua gadolé groupe 1, batoua gadolé groupe 2, BEKAGUIWANG, BEMBARANG, Bounou, Boutou, Dakkere, Dana , Dankali, Djalingo, DJAOURO DOUA, DJOUZAMI, Douayel, FADA, Garga-Limbona, Gbafouk, Gbagueute Lawan,, GBAWAR, GOUIGO, GUNBELA, HORE-KONI, Kaka, KOMBO-LAKA, a, Lokoti, Mbaïna , MBALE, MBARANG, MBORGUENE, Mboula, Mboulaï, meidougou groupe 1, Meidougou groupe 2, Ndongué, MIKILA, NGAM, Nganhi, NGAZI, NGAZI-TINA, Yafoumou, YENDE) I: (44 x 15 000 000) = 660 000 000 / F (5% I): 33 000 000 / Im (10%(I+F)): 69 300 000 / T: 762 300 000 Fcfa</p>
<p>1.1.13. Reboisement de 53 écoles primaires (EP Barki, EP Batoua Gadolé Groupe 1, EP Batoua Gadolé Groupe 2, EP Batoua Godolé, EP Béka guiwang, EP Bembarang, EP Bounou, EP Boutou, EP Dakkéré, EP Dana , EP Dankali,EP Djalingo, EP Djaouro Doua, EP Djouzami, EP Douayel, EP Fada, EP Gbafouk, EP Gbawar, EP Gouigo, EP Gunbela, EP Garga-Limbona, EP Hore, Koni, EP Kaka, EP Kombo-Laka, EP Lokoti, EP Mbaïna, EP Mbale, EP Mbarang, EP Mborguéné , EP Meidougou G1, EP Nandeké, EP Ndoyong, EP Ndongué, EP Ngazi, EP groupe 4 (Zandaba 1), EP Zandaba 2, EP bilingue groupe 1(Zandaba 1), EP groupe 3 A (Sabongari), EP groupe 2 (Zandaba 1), EP groupe 1 (Zandaba 1), EP Kpok-ko, EP Pitoa) / I: 4 500 000 / F (5% I): 225 000 / Im (10%(I+F)): 472 500 / T: 5 197 500 Fcfa</p>

<p>1.1.14. Dotation de 418 bacs à ordures aux écoles primaires (4 à l'EP Babongo, 4 à l'EP barki, 14 à l'EP Batoua godolé groupe 1, 4 à l'EP batoua godolé groupe 2, 12 à l'EP BEKAGUIWANG, 4 à l'EP BEMBARANG, 4 à l'EP Bounou, 8 à l'EP Boutou, 4 à l'EP Dakkere, 4 à l'EP Dana, 6 à l'EP Dankali, 4 à l'EP Djalingo, 4 à l'EP DJAOURO DOUA, 4 à l'EP DJOUZAMI TOUGOUN, 4 à l'EP Douayel, 8 à l'EP FADA, 6 à l'EP Garga-Limbona, 4 à l'EP Gbafouck, 4 à l'EP Gbagueete Lawan, 4 à l'EP GBAWAR, 2 à l'EP GOUIGO, 8 à l'EP GUNBELA, 4 à l'EP HORE-KONI, 8 à l'EP Kaka, 20 à l'EP Kombo-Laka, 14 à l'EP Lokoti, 2 à l'EP Mbaïna 2 à l'EP MBALE, 8 à l'EP MBARANG, 0 à l'EP MBORGUENE, 12 à l'EP Mboula, 6 à l'EP Mboulaï, 18 à l'EP meidoukou groupe 1, 4 à l'EP meidoukou groupe 2, 6 à l'EP Ndongué, 12 à l'EP MIKILA, 4 à l'EP NGAM, 8 à l'EP Nganhi, 4 à l'EP NGAZI, 8 à l'EP NGAZI-TINA, 4 à l'EP Yafoumou, 6 à l'EP YENDE, 12 à l'EP groupe 4(Zandaba 1), 12 à l'EP Ngassiri, 8 à l'EP EP Zandaba 2, 12 à l'EP bilingue groupe 2 (Zandaba 1), 12 à l'EP bilingue groupe 1(Zandaba 1), 20 à l'EP groupe 3 A (Sabongari), 20 à l'EP groupe 3 B (Sabongari), 16 à l'EP groupe 2 (Zandaba 1), 16 à l'EP groupe 1 (Zandaba 1), 6 à l'EP Pitoa, 12 à l'EP Gbakoungue, 2 à l'EP Kpok-ko) I: 6 270 000 / F (5% I): 313 500 / Im (10%(I+F)): 658 350 / T: 7 241 850 Fcfa</p>	
<p>1.1.15. construction de 10 blocs maternel dans les écoles suivantes: (EM Foulbéré, EM Ngassiri, EM Administratif, EM Pitoa, EM Zandaba 1, EM Batoua godolé, EM Gunbela, EM Meidoukou, EM Garga limbona, EM Kombo-laka) / I:25 000 000 x 10 =250 000 000, F (5% I):=12 500 000 ; Im (10%(I+F))= 26 250 000, T=288 750 000 Fcfa</p>	
<p>1.1.16. Équipement des 10 blocs maternelles (EM Foulbéré, EM Ngassiri, EM Administratif, EM Pitoa, EM Zandaba 1, EM Batoua godolé, EM Gunbela, EM Meidoukou, EM Garga limbona, EM Kombo-laka) en mobilier (40 tables, 120 tables bancs, 6 tableaux sur chevalet) I(2 000 000 x 10) = 20 000 000 ; F (5% I) = 1 000 000, Im (10%(I+F)) = 2 100 000, T = 23 100 000 FCFA</p>	
<p>1.1.17. Étude de faisabilité en vue de la délocalisation de L'EP bilingue G 2 pour Ngassiri I: 500 000 ; F (5% I): 25 000 ; Im (10%(I+F)): 52 500 ; T: 577 500 Fcfa</p>	
<p>1.1.18. Construction et de l'équipement de 30 nouvelles salles de classe dans les écoles (02 à EP Meidoukou, 16 à meiganga, 4 à EP Fada, 4 à EP Ngam et 4 à EP Batoua godolé G2) afin de satisfaire la demande induit par la présence des réfugiés centrafricains. T = 270 000 000 FCFA</p>	
<p>1.1.19. Construction et de l'équipement de 8 blocs latrines dans les écoles (1 à EP Meidoukou, 4 à meiganga, 1 à EP Fada, 1 à EP Ngam et 1 à EP Batoua godolé G2) afin de satisfaire la demande induit par la présence des réfugiés centrafricains. T = 28 000 000 Fcfa</p>	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	8 325 150 000
Total Fonctionnement (F)	416 257 500
Imprévus (10%(I+F))	874 140 750
Total estimatif	9 615 548 250 FCFA

4.2.3. Enseignements secondaires

PROBLÈME CENTRAL : Difficultés d'accès aux enseignements secondaires de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter l'accès aux enseignements de qualité	-Nombre d'infrastructures scolaires construites et fonctionnelles * Nombre -Nombre d'enseignant affecté -taux de réussite -taux de scolarisation	Rapport du DDMINESEC/MBERE PV de réception Rapport du Comité de gestion Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la qualité des infrastructures scolaires	-Nombre d'infrastructures scolaires construites et fonctionnelles	Rapport du DDMINSEC/MBERE PV de réception Rapport du Comité de gestion Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Reduire la charge de travail des enseignants pour optimiser leur rendement	-Nombre d'enseignant affecté	Rapport du DDMINESEC/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3. Sensibiliser les parents sur l'importance de l'éducation des enfants	-taux de réussite -taux de scolarisation	Rapport du DDMINESEC/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La qualité des infrastructures scolaires est améliorée	-Nombre d'infrastructures scolaires construites et fonctionnelles	Rapport du DDMINSEC/MBERE PV de réception Rapport du Comité de gestion Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements

	2.1. La charge de travail de chaque enseignant est réduite pour optimiser son rendement	-Nombre d'enseignant affecté	Rapport du DDMINESEC/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3.1. Les parents sont impliqués dans l'éducation des élèves.	-taux de réussite -taux de scolarisation	Rapport du DDMINESEC/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
	Pour R1		Pour R2		Pour R3	
	1.1.1. Étude de faisabilité en vue de la construction des clôtures autour de 10 Établissements scolaires pour renforcer la discipline et la sécurité (Lycée classique de Meiganga (Ngassiri) , Lycée Bilingue de Meiganga (Zandaba 1) , Lycée technique de Meiganga (Zandaba 1) , CES de Garga-Limbona, CES de GUNBELA, CES de Kombo-Laka, CES de Meidouougou , CES de BEKAGUIWANG, Lycée de Batoua godolé , Lycée de Lokoti) I: (10 x 500 000) = 5 000 000 / F (5% I): 250 000 / Im (10%(I+F)): 525 000 / T: 5 775 000 FCFA		2.1.1. Affectation des enseignants qualifiés (Lycée classique de Meiganga (Ngassiri) , Lycée Bilingue de Meiganga (Zandaba 1) , Lycée technique de Meiganga (Zandaba 1) , CES de Garga-Limbona, CES de GUNBELA, CES de Kombo-Laka, CES de Meidouougou , CES de BEKAGUIWANG, Lycée de Batoua godolé , Lycée de Lokoti) I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 Fcfa			3.1.1. Sensibilisation des parents sur l'importance de l'éducation (Djalingo, Bekaguiwang) I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA
	1.1.2. Construction et équipement de 100 salles de classe c 12 au lycée de classique de Meiganga, 6 au lycée bilingue de Meiganga et 10 au lycée technique de Meiganga 12 au lycée de Batoua Godolé, 12 au lycée de LOKOTI, 8 au CES de BEKAGUIWANG, 4 au CES de Garga limbona, 10 au CETIC de garga limbona, 4 au CES de Gunbela, 8 au CETIC de Kombo-Laka, et 4 au CES de Lokoti / I: (100 x 10 000 000) = 1 000 000 000 ; F (5% I): 50 000 000 ; Im (10%(I+F)): 105 000 000 ; T: 1 155 000 000 FCFA					
	1.1.3. Octroie de 585 tables bancs aux établissements secondaires de la commune (Lycée classique de Meiganga (274), Lycée bilingue de Meiganga (233), lycée de Batoua Godolé (46), lycée de Lokoti (7) / I: (585 x 30 000) = 3 000 000 ; F (5% I): 150 000 ; Im (10%(I+F)): 315 000 ; T: 3 465 000 FCFA					
	1.1.4. Octroie de 44 bacs à ordures aux établissements secondaires de la commune (Lycée de Batoua Godolé (16), CES de Gunbela (8), Lycée de Lokoti (10), CES de Meidouougou (10) I: (44 x 15 000) = 660 000 / F (5% I): 33 000 / Im (10%(I+F)): 69 300 / T: 762 300 FCFA					
	1.1.5. Sécurisation des espaces fonciers du MINESC (espaces réservés aux établissements) I: (800 000 x 10) = 8 000 000 ; F (5% I): 400 000 ; Im (10%(I+F)): 840 000 ; T: 9 240 000 FCFA					
	1.1.6. construction et équipement de 5 laboratoires, un dans chacun des établissement ci après :(Lycée classique de Meiganga , Lycée bilingue de Meiganga, lycée technique de Meiganga, lycée de Batoua Godolé , lycée de Lokoti) / I: 125 000 000 ; F (5% I): 6 250 000 ; Im (10%(I+F)):13 125 000 ; T: 144 375 000 FCFA					
	1.1.8. Construction et équipement des blocs administratifs dans 7 établissements secondaires (Bekaguiwang (CES), Garga-Limbona (CES) , Garga, Limbona (CETIC), Gunbela (CES), Kombo-Laka (CETIC), Meidouougou (CES), Batoua godolé (L E G), Lokoti (L E G)). I:.(25 000 000 x 7)175 000 000 ; F (5% I): 8 750 000 ; Im (10%(I+F)): 18 375 000 ; T: 202 125 000 FCFA					

1.1.10. Construction et équipement de 5 centres multimédias dans les établissements de référence de la commune de Meiganga. (Lycée classique de Meiganga, Lycée bilingue de Meiganga, lycée technique de Meiganga, lycée de Batoua Godolé, lycée de Lokoti) I: (100 000 000 x 5) = 500 000 000 ; F (5% I): 25 000 000, Im (10%(I+F)): 52 500 000, T: 577 500 000 FCFA	
1.1.11. Construction et équipement de 5 salles informatiques dans les établissements dans le CES et CETIC de Meiganga (Bekaguiwang (CES), Garga-Limbona (CES), Garga, Limbona (CETIC), Gunbela (CES), Kombo-Laka (CETIC), Meidouougou (CES). I: (65 000 000 x 5) = 325 000 000 ; F (5% I): 16 250 000 ; Im (10%(I+F)): 34 125 000 ; T: 375 375 000 FCFA	
1.1.12. Réalisation de 8 points d'eau dans les établissements de la commune (Bekaguiwang (CES), Garga-Limbona (CES), Garga, Limbona (CETIC), Gunbela (CES), Kombo-Laka (CETIC), Meidouougou (CES), Zandaba 1 (L B), Batoua godolé (L E G), Lokoti (L E G). I: (64 x 8 000 000) = 64 000 000 ; F (5% I): 3 200 000 ; Im (10%(I+F)): 6 720 000 ; T: 73 920 000 FCFA	
1.1.13. Construction et équipement de 5 blocs latrines dans les établissements de la commune (Bekaguiwang (CES), Garga-Limbona (CES), Garga, Limbona (CETIC), Kombo-Laka (CETIC), Meidouougou (CES), Zandaba 1 (L B), Lokoti (L E G)).* I: 22 500 000 ; F (5% I): 1 125 000 ; Im (10%(I+F)): 2 362 500 ; T: 25 987 500 FCFA	
1.1.14. Construction et équipement de 11 bibliothèques dans les établissements secondaires de la commune ((Bekaguiwang (CES), Garga-Limbona (CES), Garga, Limbona (CETIC), Gunbela (CES), Kombo-Laka (CETIC), Meidouougou (CES), Ngassiri (L C), Zandaba 1 (L B), Zandaba 1 (L T), Batoua godolé (L E G), Lokoti (L E G), Pitoa (ENIEG) / I: (11 x 25 000 000) = 275 000 000 ; F (5% I): 13 750 000 ; Im (10%(I+F)): 28 875 000 ; T: 317 625 000 FCFA	
1.1.15. Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des aires de jeu dans les établissements secondaires de la commune (Bekaguiwang (CES), Garga-Limbona (CES), Garga, Limbona (CETIC), Gunbela (CES), Kombo-Laka (CETIC), Meidouougou (CES), Ngassiri (L C), Zandaba 1 (L B), Zandaba 1 (L T), Batoua godolé (L E G), Lokoti (L E G), Pitoa (ENIEG). / T = 2 000 000 FCFA	
1.1.16. Reboisement de 8 établissements secondaires dans la commune. ((Bekaguiwang (CES), Garga, Limbona (CETIC), Kombo-Laka (CETIC), Meidouougou (CES), Ngassiri (L C), Zandaba 1 (L B), Zandaba 1 (L T), Batoua godolé (L E G), Pitoa (ENIEG). / T = 1000 000 FCFA	
1.1.18. Construction des logements d'astreinte pour les enseignants de 6 établissements situés en milieu rural (Bekaguiwang (CES), Garga-Limbona (CES), Garga, Limbona (CETIC), Gunbela (CES), Kombo-Laka (CETIC), Meidouougou (CES), Batoua godolé (L E G), Lokoti (L E G), Pitoa (ENIEG) I: (20 000 000 x 6) = 120 000 000 ; F (5% I): 6 000 000 ; Im (10%(I+F)): 12 600 000, T: 138 600 000 FCFA	
1.1.19. Construction et équipement de 6 ateliers dans CETIC (Garga limbona et Kombo -laka) de la commune I: (6 x 30 000 000) = 180 000 000 ; F (5% I): 9 000 000 ; Im (10%(I+F)): 18 900 000 ; T: 207 900 000 FCFA	
1.1.20. Plaidoyer en vue de la création de la construction et de l'équipement de 5 nouveaux établissements d'enseignement secondaire (un CES à Fada, un CES à Mbarang, un CES à Ngam, un Collèges Bilingue à Pitoa et d'un CETIC à Badjen) / T : 200 000 x 5 = 1 000 000 Fcfa	
Construction et équipement d'un laboratoire scientifique de type anglophone au lycée bilingue de Meiganga I: 54 000 000, F (5% I): 2 700 000, Im (10%(I+F)): 5 670 000, T: 62 370 000 FCFA	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	2 863 123 203
Total Fonctionnement (F)	143 156 160
Imprévus (10%(I+F))	300 627 936
Total estimatif	3 306 907 300 FCFA

4.2.4. Enseignements supérieurs

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès aux enseignements supérieurs

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'accès aux enseignements de qualité	Type de clôture construite Taux de réussite Taux de scolarisation	Rapport du MINESUP PV de réception Rapport du Comité de gestion Rapport de la Commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Sécuriser le site de l'EGEM de	1- Le site de l'EGEM est sécurisé	Type de clôture construite	Rapport du MINESUP PV de reception Rapport comité de suivi	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés
	2. Sensibiliser les populations sur la nécessité à poursuivre les études au supérieur	2- Les populations sont sensibilisées sur l'importance de l'enseignement supérieure	Taux de réussite Taux de scolarisation	Rapport du MINESUP Rapport de la Commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Le site de l'EGEM est sécurisé	Type de clôture construite	Rapport du MINESUP PV de recption Rapport comité de suivi	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Les populations sont sensibilisées sur l'importance de l'enseignement supérieure	Taux de réussite Taux de scolarisation	Rapport du MINESUP Rapport de la Commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1				Pour R2		
1.1.1. Étude de faisabilité en vue de la Construction d'une clôture au tour du site de l'EGEM à Djallo I: 1 000 000 / F (5% I): 50 000 / Im (10%(I+F)): 105 000 / T: 1 155 000 FCFA				2.1.1. Organisation des causeries et campagnes médiatiques sur l'importance des études supérieures I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA		
1.1.2. Etudes architecturales avec production d'une maquette de l'EGEM I: 300 000 000 / F (5% I): 15 000 000 / Im (10%(I+F)): 31 500 000 / T: 346 500 000 Fcfa						
1.1.3. Construction d'un bloc Administratif de l'EGEM I: 800 000 000 / F (5% I): 40 000 000 / Im (10%(I+F)): 84 000 000 / T: 924 000 000 Fcfa						

1.1.4. Maitrise d'œuvre Construction d'un bloc Administratif de l'EGEM I: 80 000 000 / F (5% I): 4 000 000 / Im (10%(I+F)): 8 400 000 / T: 92 400 000 Fcfa	
1.1.5. Équipement du bloc Administratif de l'EGEM I: 223 000 000 / F (5% I): 11 150 000 / Im (10%(I+F)): 23 415 000 / T: 257 565 000 Fcfa	
1.1.6. Construction d'un bloc Pédagogique (salles de cours) I: 1 700 000 000 / F (5% I): 85 000 000 / Im (10%(I+F)): 178 500 000 / T: 1 963 500 000 Fcfa	
1.1.7. Maitrise d'œuvre travaux de construction d'un bloc pédagogique I: 170 000 000 / F (5% I): 8 500 000 / Im (10%(I+F)): 17 850 000 / T: 196 350 000 Fcfa	
1.1.8 Équipements des ateliers à Meiganga I: 600 000 000 / F (5% I): 30 000 000 / Im (10%(I+F)): 63 000 000 / T: 693 000 000 Fcfa	
1.1.9. Construction de 5 blocs de laboratoires (16 salles par bloc) I: 2 000 000 000 / F (5% I): 100 000 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 000 / T: 2 310 000 000 Fcfa	
1.1.10. Maitrise d'œuvre Construction de 5 blocs de laboratoires (16 salles par bloc) I: 200 000 000 / F (5% I): 10 000 000 / Im (10%(I+F)): 21 000 000 / T: 231 000 000 Fcfa	
1.1.11. Construction d'une bibliothèque de 500 places I: 1 000 000 000 / F (5% I): 50 000 000 / Im (10%(I+F)): 105 000 000 / T: 1 155 000 000 Fcfa	
1.1.12. Maitrise d'œuvre Construction d'une bibliothèque de 500 places I: 100 000 000 / F (5% I): 5 000 000 / Im (10%(I+F)): 10 500 000 / T: 115 500 000 Fcfa	
1.1.13 Construction d'un Centre TIC I: 1 000 000 000 / F (5% I): 50 000 000 / Im (10%(I+F)): 105 000 000 / T: 1 155 000 000 Fcfa	
1.1.14 Maitrise d'œuvre Construction d'un Centre TIC I: 100 000 000 / F (5% I): 5 000 000 / Im (10%(I+F)): 10 500 000 / T: 115 500 000 Fcfa	
1.1.15. Construction de 3 blocs d'atelier type entrepôts minerais I: 2 000 000 000 / F (5% I): 100 000 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 000 / T: 2 310 000 000 Fcfa	
1.1.16. Maitrise d'œuvre Construction de 3 blocs ateliers entrepôt de minerai 200 000 000 I: 200 000 000 / F (5% I): 10 000 000 / Im (10%(I+F)): 21 000 000 / T: 231 000 000 Fcfa	
1.1.17. Construction d'un bloc de 56 bureaux des enseignants I: 1 000 000 000 / F (5% I): 50 000 000 / Im (10%(I+F)): 105 000 000 / T: 1 155 000 000 Fcfa	
1.1.18. Maitrise d'œuvre Construction d'un bloc de 56 bureaux des enseignants I: 100 000 000 / F (5% I): 5 000 000 / Im (10%(I+F)): 10 500 000 / T: 115 500 000 Fcfa	
1.1.19. Construction des VRD I: 2 000 000 000 / F (5% I): 100 000 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 000 / T: 2 310 000 000 Fcfa	
1.1.20. Maitrise d'œuvre Construction des VRD 200 000 000 I: 200 000 000 / F (5% I): 10 000 000 / Im (10%(I+F)): 21 000 000 / T: 231 000 000 Fcfa	
1.1.21. Terrassement du site de L'EGEM I: 100 000 000 ; F (5% I): 5 000 000 ; Im (10%(I+F)): 10 500 000 ; T: 115 500 000 FCFA	
1.1.22. Construction et équipement de minicités universitaires I:100 000 000 ; F (5% I): 5 000 000 ; Im (10%(I+F)): 10 500 000 ; T: 115 500 000 FCFA	
1.1.23. Construction et équipement de logement d'astreinte I:100 000 000 ; F (5% I): 5 000 000 ; Im (10%(I+F)): 10 500 000 ; T: 115 500 000 FCFA	
1.1.24. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement des aires de jeu I: 1 000 000 ; F (5% I): 50 000 ; Im (10%(I+F)): 105 000 ; T: 1 155 000 FCFA	
1.1.25. Construction d'un château d'eau I:100 000 000 ; F (5% I): 5 000 000 ; Im (10%(I+F)): 10 500 000 ; T: 115 500 000 FCFA	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	13 507 000 000
Total Fonctionnement (F)	675 350 000
Imprévus (10%(I+F))	1 418 235 000
Total estimatif	15 600 585 000 FCFA

4.2.5. Recherche scientifique et de l'Innovation

PROBLEME CENTRAL : difficulté d'accès aux résultats de la recherche

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter l'accès des populations aux résultats de la recherche	Nombre de résultats vulgarisés	Rapport du DPMINERESI/VINA Rapport de la Commune Rapport de chaque domaine	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Vulgariser les résultats de la recherche au sein de la commune de Meiganga	1- Les résultats des recherches in situs sont vulgarisés	Nombre de resultats vulgarisés	Rapport du DPMINERESI/VINA Rapport de la Commune Rapport de chaque domaine	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. un centre d'expérimentation et de commercialisation des semences améliorées construits dans la commune	Nombre de resultats vulgarisés	Rapport du DPMINERESI/VINA Rapport de la Commune Rapport de chaque domaine	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	1.2. Les agriculteurs, éleveurs et artisans de la commune sont initiés aux nouvelles techniques de production.	Nombre de formation organisé	Rapport du DPMINERESI/VINA Rapport de la Commune Rapport des DD (MINDUH, MINADER, MINEPIA, etc.)	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1.						
1.1.1. Construction et équipement d'un centre d'expérimentation des produits de la recherche dans la commune de Meiganga I: 50 000 000 / F (5% I): 2 500 000 / Im (10%(I+F)): 5 250 000 / T: 57 750 000 FCFA				1.2.1. Organisation de trois ateliers de formation des acteurs locaux aux au nouvelles techniques de production (2 représentants par villages par associations, GIC ou Coopérative) I : 5 000 000 x 3 =15 000 000 / F (5% I): 750 000 / Im (10%(I+F)): 1 575 000 / T: 17 325 000 Fcfa		
				1.2.2. Organisation d'une campagne (terrain) de sensibilisation des populations sur l'utilisation des foyers améliorés T: 2 310 000 FCFA		

	1.2.3. Organisation de campagnes médiatiques de sensibilisation des populations sur l'utilisation des semences améliorées T: 2 310 000 FCFA
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	69 000 000
Total Fonctionnement (F)	3 450 000
Imprévus (10%(I+F))	7 245 000
Total estimatif	79 695 000 FCFA

4.2.6. Sante Publique

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	faciliter l'accès aux soins de santé de qualité	-Nombre d'infrastructures sanitaires construites et fonctionnelles -Nombre et type d'équipement dotés dans les formations sanitaires -Liste du personnel affecté -Liste des associations de médecine traditionnelle agréée -Nombre de séropositifs assistés	-Rapport du DDMINSAN TE/MBERE -PV de reception -Rapport du Comité de gestion -Rapport de la Commune -Rapport des chefs de district et de centres de santé	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Doter les formations sanitaires de la commune de Meiganga des infrastructures et équipement de qualité	-Nombre d'infrastructures sanitaires construites et fonctionnelles -Nombre et type d'équipement dotés dans les formations sanitaires	-Rapport du DDMINSAN TE/MBERE -PV de réception -Rapport du Comité de gestion -Rapport de la Commune -Rapport des chefs de district et de centres de santé	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Rehausser l'image de la médecine traditionnelle dans la commune de Meiganga	-Liste des associations de médecine traditionnelle agréé	-Rapport du DDMINSAN TE/MBERE -Rapport de la Commune -Rapport des chefs de district et de centres de santé	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements

	3. Améliorer la prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA dans la commune de Meiganga	-Nombre de s'éropositifs assistés	-Rapport du DDMINSANTE/MBERE -Rapport de la Commune -Rapport des chefs de district et de centres de santé	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	4. Renforcer le personnel des formations sanitaire de la commune de Meiganga	-Liste du personnel affecté	-Rapport du DDMINSANTE/MBERE -Rapport de la Commune -Rapport des chefs de district et de centres de santé			
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les formations sanitaires sont dotées d'équipements modernes et performants	-Nombre d'infrastructures sanitaires construites et fonctionnelles -Nombre et type d'équipement dotés dans les formations sanitaires	-Rapport du DDMINSANTE/MBERE -PV de réception -Rapport du Comité de gestion -Rapport de la Commune -Rapport des chefs de district et de centres de santé	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. la médecine traditionnelle est valorisée dans la commune	-Liste des associations de médecine traditionnelle agréé	-Rapport du DDMINSANTE/MBERE -Rapport de la Commune -Rapport des chefs de district et de centres de santé	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements

	3.1. la prise en charge de personnes vivant avec le VIH SIDA dans la commune est effective	-Nombre de s'éropositifs assistés	-Rapport du DDMINSANTE/MBERE -Rapport de la Commune -Rapport des chefs de district et de centres de santé	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	4.1. le personnel des formations sanitaires est renforcé	-Liste du personnel affecté	-Rapport du DDMINSANTE/MBERE -Rapport de la Commune -Rapport des chefs de district et de centres de santé			
Activités						
	Pour R1.1	Pour R2.1	Pour R3.1	Pour R4.1		
	1.1.1. Équipement de l'hôpital de district de Meiganga et des Centres de santé (Ndera, Bekaguiwang, Mboula, Gunbela, Kombo Laka, Mbarang ; Ngam, Meidougou. I:(9 x 8 000 000) = 72 000 000 / F (5% I): 3 600 000 / Im (10%(I+F)): 7 560 000 / T: 83 160 000 FCFA	2.1.1. Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 Fcfa	3.1.1. Sensibilisation des populations à propos des IST (enjeux, impacts, modes de prévention, prise en charge etc.) I: 2 000 000 F (5% I): 100 000 Im (10%(I+F)): 210 000 T: 2 310 000 FCFA	4.1.1. Recrutement et affectation du personnel soignant I: 200 000 F (5% I): 10 000 Im (10%(I+F)): 21 000 T: 231 000 Fcfa		
	1.1.2. Construction de 02 blocs latrines à l'hôpital de district de Meiganga I: (2 x 4 500 000) = 9 000 000 / F (5% I): 450 000 / Im (10%(I+F)): 945 000 / T: 10 395 000FCFA					
	1.1.3. Electrification par plaque solaire de l'hôpital de district de Meiganga I: 5 000 000 / F (5% I): 250 000 / Im (10%(I+F)): 525 000 / T: 5 775 000 FCFA					
	1.1.4. Réalisation de 04 forages dans les centres de santé de Foulbéré, Meidougou, Békaguiwang et Mbarang I: 32 000 000 / F (5% I): 1 600 000 / Im (10%(I+F)): 3 360 000 / T: 36 960 000 FCFA					
	1.1.5. Étude de faisabilité en vue de la construction de clôtures autour de 8 formations hospitalières publiques dans la commune de Meiganga (Csi De Gunbela, Csi De Kombo-Laka, Csi De Lokoti, Csi De Mbarang, Csi De Mboula, Csi De Meidougou, Csi De Ngam, Hôpital De District De Meiganga) I: (8 x 500 000) = 4 000 000 / F (5% I): 200 000 / Im (10%(I+F)): 420 000 / T: 4 620 000 FCFA					
	1.1.6. Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation de la Morgue à l'hôpital de district de Meiganga I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA					

1.1.7. Construction et équipement de deux centres de santé à Djaoro Fio (Djouzami) et Béka Guiwang I: (50 000 000 x 2) = 100 000 000 ; F (5% I): 5 000 000 ; Im (10%(I+F)): 10 500 000 ; T: 115 500 000 FCFA	
1.1.8. Equipement de deux centres de santé (Babongo et de KAKA) / I:(2 x 15 000 000) = 30 000 000 ; F (5% I) = 1 500 000 ; Im (10%(I+F)) = 3 150 000 ; T = 34 650 000 Fcfa	
1.1.9. Eclairage par plaque solaires de 12 centres de santé dans la commune I:(12 x 15 000 000) = 180 000 000 ; F (5% I) = 9 000 000 ; Im (10%(I+F)) = 18 900 000 ; T = 207 900 000 FCFA	
1.1.10. Equipement de 05 CSI de Meidoukou, Lokoti et Béka Guiwang, Babongo et Kaka des incinérateurs à gaz I: (5 x 5 000 000) = 25 000 000 ; F (5% I): = 1 250 000 ; Im (10%(I+F)) = 2 625 000 ; T = 28 875 000 FCFA	
1.1.11. Réhabilitations de deux centres de santé (Gunbela et Mboula) I: (8000 000 x 2) = 16 000 000 ; F (5% I) = 800 000 ; Im (10%(I+F)) = 1 680 000 ; T = 18 480 000 Fcfa	
1.1.12. Rehabilitation de le plomberie de l'hopital de district de Meiganga I:3 463 203 ; F (5% I): 173 160 ; Im (10%(I+F)): 363 636 ; T: 4 000 000 FCFA	
1.1.13. Rehabilitation du reseau électrique de l'hopital de district de Meiganga I:3 463 203 ; F (5% I): 173 160 ; Im (10%(I+F)): 363 636 ; T: 4 000 000 FCFA	
1.1.14. Constructin et équipement de 10 salles supplémentaires d'hospitalisation à l'hôpital de district de Meiganga I: (3 030 303 x 10) = 30 303 030 ; F (5% I): 1 515 152 ; Im (10%(I+F)): 3 181 818 ; T: 35 000 000 FCFA	
1.1.15. Acquisition d'une ambulance par l'hôpital de district de meiganga / I:35 000 000 ; F (5% I): 1 750 000 ; Im (10%(I+F)): 3 675 000 ; T: 40 425 000 Fcfa	
1.1.16. Acquisition d'un corbillard par l'hôpital de district de Meiganga / I:25 000 000 ; F (5% I): 1 250 000 ; Im (10%(I+F)): 2 625 000 ; T: 28 875 000 FCFA	
1.1.17. Construction et équipement du centre de santé Urbain à Zandaba 2 / I: = 50 000 000 ; F (5% I): 2 500 000 ; Im (10%(I+F)): 5 250 000 ; T: 57 750 000 Fcfa	
1.1.18. Creation, construction et équipement 06 nouveaux centres de santé pour satisfaire à la demande induit par la présence des réfugiés centrafricains T = 300 000 000 Fcfa	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	629 326 840
Total Fonctionnement (F)	31 466 342
Imprévus (10%(I+F))	66 079 318
Total estimatif	726 872 500 FCFA

4.2.7. Travail et sécurité sociale

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès à la sécurité sociale

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'accès des travailleurs à la sécurité sociale	Nombre de travailleurs affiliés à la CNPS -Nombre de travailleurs membre d'une mutuelle de santé -Arrêté de mise en place d'une mutuelle de santé -Nombre de travailleurs prenant en compte les mesures de sécurité dans les chantiers -Nombre de filière organisé	Rapport du DDMINTSS/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Assurer la sécurité sociale et professionnelle des travailleurs de la commune de Meiganga	-Nombre de travailleurs affiliés à la CNPS -Nombre de travailleurs membre d'une mutuelle de santé	Rapport du DDMINTSS/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Organiser le secteur informel dans la commune de Meiganga	Nombre de filière organisé	Rapport du DDMINTSS/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	2.1.-La sécurité des travailleurs est assurée	-Nombre de travailleurs affiliés à la CNPS -Nombre de travailleurs membre d'une mutuelle de santé	Rapport du DDMINTSS/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements

	2.1. Le secteur informel est organisé	Nombre de filière organisé	Rapport du DDMINTSS/MBER E Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.2.			Pour R2.1.			
1.1.1. Campagne de sensibilisation sur l'importance de l'affiliation des travailleurs de toute la Commune à la CNPS I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA			2.1.1. Sensibilisation des travailleurs exerçant dans le secteur informel I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA			
1.1.2. Sensibilisation des travailleurs de la Commune sur les mesures d'hygiène et de sécurité en milieu professionnel I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA			2.1.2. Mise en place d'un fichier d'entreprise de la Commune par secteur d'activité I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA			
			2.1.3. Mise en place d'un fichier des travailleurs de la Commune I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA			
			2.1.4. Organisation des travailleurs par syndicats I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA			
Cadre estimatif						
Libellés			Montants			
Total investissement (I)			12 000 000			
Total Fonctionnement (F)			600 000			
Imprévus (10%(I+F))			1 260 000			
Total estimatif			13 860 000 FCFA			

4.2.8. Emploi et formation professionnelle

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès aux emplois décentés et à la formation professionnelle

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Assurer l'emploi et la formation professionnelle des jeunes	-Nombre d'encadreurs affectés -Nombre de machine octroyé -Nombre de latrine octroyé - Taux de chômeurs ayant eu du travail	Rapport du DDMINEFOP/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Équiper la SAR/SM de Meiganga	-Nombre d'encadreurs affectés -Nombre de machines octroyés -Nombre de latrines octroyés	Rapport du DDMINEFOP/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Encadrer techniquement les chercheurs d'emploi	Taux de chômeurs ayant eu du travail	Rapport du DDMINEFOP/MBERE	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La SAR/SM est dotée d'équipements adaptés et de qualité	-Nombre d'encadreurs affectés -Nombre de machines octroyés -Nombre de latrines octroyés	Rapport du DDMINEFOP/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Les chercheurs d'emploi sont encadrés techniquement	Taux de chômeurs ayant eu du travail	Rapport du DDMINEFOP/MBERE	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1.				Pour R2.1		
1.1.1. Étude de faisabilité en vue de la Construction de la clôture autour de la SAR/SM de Meiganga / I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA				2.1.1. Encadrement technique des chercheurs d'emploi de la Commune de Meiganga I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 Fcfa		

1.1.2. Construction d'un bloc latrine à la SAR/SM de Meiganga I: 4 500 000 / F (5% I): 225 000 / Im (10%(I+F)): 472 500 / T: 5 197 500 FCFA	4.2.9. Sensibilisation à travers les conseillers, les églises, les mosquées, les agences de voyages sur la nécessité de se faire identifier et sur l'existence des formations et des bourses I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 Fcfa
1.1.3. Aménagement des aires de jeux à la SAR/SM de Meiganga I: 4 500 000 / F (5% I): 225 000 / Im (10%(I+F)): 472 500 / T: 5 197 500 FCFA	
1.1.4. Reboisement de la SAR/SM de Meiganga I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA	
1.1.5. Construire un atelier de couture à la SAR/SM de Meiganga I: 10 000 000 / F (5% I): 500 000 / Im (10%(I+F)): 1 050 000 / T: 11 550 000 FCFA	
1.1.6. Recrutement et affectation des encadreurs à la SAR/SM de Meiganga I: 5 000 000 / F (5% I): 250 000 / Im (10%(I+F)): 525 000 / T: 5 775 000 FCFA	
1.1.7. Equipement des ateliers des sections existantes menuiserie, électricité et couture (10 fer à repasser à vapeur Philips, 02 congélateurs de 600L et 01 réfrigérateur) I: 25 000 000 / F (5% I): 1 250 000 / Im (10%(I+F)): 2 625 000 / T: 28 875 000 FCFA	
1.1.8. Sécurisation par immatriculation des deux sites de la SAR/SM I : 1 500 000 / F (5% I) : 75 000 / Im (10%(I+F)) : 157 500 / T : 1 732 500	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	55 500 000
Total Fonctionnement (F)	2 775 000
Imprévus (10%(I+F))	5 827 500
Total estimatif	64 102 500 FCFA

4.2.9. Affaires sociales

PROBLEME CENTRAL : Difficultés de jouissance de leurs droits par les couches vulnérables

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter la jouissance des couches vulnérables	-Nombre d'infrastructures construits et fonctionnelles - Nombre de carte d'invalidités établies -Nombre personnes vulnérables assistés matériellement et financièrement	Rapport du DDMINAS/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Doter la commune de Meiganga des infrastructures d'encadrement des couches vulnérables	Nombre de centre d'insertion créés et construits -Nombre de centre d'apprentissage créés et construits -Nombre d'orphelinat créés et construits -Nombre de centre des affaires sociales créés et construits	Rapport du DDMINAS/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Assister les personnes vulnérables	- Nombre de carte d'invalidités établies -Nombre personnes vulnérables assistés matériellement et financièrement -Nombre de rampé construits dans les services publiques	Rapport du DDMINAS/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les infrastructures d'encadrements sont construites	Nombre de centre d'insertion créés et construits -Nombre de centre d'apprentissage créés et construits -Nombre d'orphelinat créés et construits -Nombre de centre des affaires sociales créés et construits	Rapport du DDMINAS/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Les personnes vulnérables sont assistées	- Nombre de carte d'invalidités établies -Nombre personnes vulnérables assistés matériellement et financièrement -Nombre de rampé construits dans les services publiques	Rapport du DDMINAS/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						

Pour R1.1.	Pour R2.1.
1.1.1. Construction d'un centre d'apprentissage des personnes vulnérables aux petits métiers Meiganga I: 10 000 000 / F (5% I): 500 000 / Im (10%(I+F)): 1 050 000 / T: 550 000 FCFA	2.1.1. Ré-institution du projet d'éducation à la parenté responsable à Meiganga I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA
1.1.2. Construction d'un orphelinat à Meiganga I: 50 000 000 / F (5% I): 2 500 000 / Im (10%(I+F)): 5 250 000 / T: 57 750 000 FCFA	2.1.2. Établissement des cartes d'invalidité aux personnes handicapées de toute la commune I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA
1.1.3. Construction de 11 centres d'insertion sociale (kombo laka, batoua godolé, Ngam, lokoti, Meidoukou, Garga limbona, Mboula, kaka, Béka guiwang, Fada). I: (30 000 000*11= 330 000 000) / F (5% I): 16 500 000 / Im (10%(I+F)): 34 650 000 / T: 381 150 000 FCFA	2.1.3. Assistance matérielle et/ou financière aux couches vulnérables aux populations de Massoï, Wantamo, Kamboul, Ngan-Hi, Bounou, Mboula, Boutou, Ndoyong, Kombo Laka, Laïndé Mami, Gbaguété Lawan Gazi, Mbéré, Gbaguété Salao, Babongo, Gbawar, Djallo, Yende, Ardo Gado, Kaka, Dozoui-Mikila I, Baïna, Gbanam Moufeck, Ngazi Tina, Gbaten Lobo, Dir Petel, Djaoro Doua, Fada, Mama Wassande, Baïna II, Mboua, Gbafouck, Gankombol, Batoua Godole, Mbarang, Béka guiwang I: (34 x 1000 000) = 34 000 000 / F (5% I): 1 700 000 / Im (10%(I+F)): 3 570 000 / T: 39 270 000 FCFA
1.1.4. Construction et équipement d'un centre d'accueil communal pour enfants en détresse à Meiganga I: 50 000 000 / F (5% I): 2 500 000 / Im (10%(I+F)): 5 250 000 / T: 57 750 000 FCFA	2.1.4. étude de faisabilité en vue de la construction des rampes d'accès pour handicapés dans les services publiques de la ville de Meiganga I: 1 000 000 / F (5% I): 50 000 / Im (10%(I+F)): 105 000 / T: 1 155 000 FCFA
	2.1.5. Organisation des campagnes de sensibilisation pour lutter contre le travail des enfants I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA
	2.1.6. Mise en place d'un comité communal d'attribution des aides et secours / I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA
	2.1.7. pourvoir le service d'action sociale de la Commune en personnel technique I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	485 000 000
Total Fonctionnement (F)	24 250 000
Imprévus (10%(I+F))	50 925 000
Total estimatif	560 175 000 FCFA

4.2.10. Promotion de la Femme et de la Famille

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'épanouissement de la majorité de femmes et de familles

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter la promotion des femmes et des familles	-Nombre de structures créées et construits -Nombre de femmes et de familles sensibilisés -Nombre de formateurs recrutés et formés	Rapport du DDMINPROFF/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Doter la commune des structures d'encadrement des Femmes de qualité	- Nombre de centres de promotion de la femme et de la famille créés et construits -Nombre et type d'équipements ayant renforcé le CPFF	Rapport du DDMINPROFF/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés
	2. Sensibiliser les Femmes sur leurs Droits et Devoir ainsi que sur leur responsabilité au sein de la famille	-Nombre de famille respectant leurs droits et ceux des femmes -Nombre d'acte de naissance établis -Nombre de femmes utilisant des foyers améliorés -Nombre de mariages célébrés	Rapport du DDMINPROFF/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés
	3. Renforcer l'encadrement des femmes	-Nombre de formateurs recrutés et formés	Rapport du DDMINPROFF/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés

Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les structures d'encadrements sont renforcées	- Nombre de centres de promotion de la femme et de la famille créés et construits -Nombre et type d'équipements ayant renforcé le CPFF	Rapport du DDMINPROFF/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Les femmes sont sensibilisées sur la responsabilité familiale	-Nombre de famille respectant leurs droits et ceux des femmes -Nombre d'acte de naissance établis -Nombre de femmes utilisant des foyers améliorés -Nombre de mariage célébrés	Rapport du DDMINPROFF/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3.1. Le personnel d'encadrement est renforcé	-Nombre de formateurs recrutés et formés	Rapport du DDMINPROFF/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1.			Pour R2.1.		Pour R3.1.	
1.1.1. Étude de faisabilité en vue de l'équipement du centre de promotion de la femme et de la famille I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA			2.1.1. Sensibilisation des populations sur les droits de la femme et de la famille dans toutes la Commune / I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA		3.1.1. Recrutement et formation des encadreurs en broderie au CPFF de Meiganga I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA	

1.1.2. Construction de 10 centres de promotion de la femme et de la famille pour couvrir 61 villages (Laka Petel, Djalingo, Ndera, Bekaguiwang, Dana, Massoï, Dankali, Wantamo, Yafounou, Gouïgo, Gari Ngoura, Madagascar, Kamboul, Dobezon, Hore Koni, Ndongue, Lokoti, Ngan-Hi, Nandeke, Bardé, Mboula, Gboutou, Ndoyong, Mboulaï, Sabga, Gunbela, Mballé, Kombo Laka, Dokolim, Gbaguété Lawan, Gazi, Mbéré, Gbawar, Djouzami, Bembarang, Djallo, Yende, Ardo Gado, Kaka, Dozoui-Mikila I, Kpaamaa, Baïna, Ngazi Tina, Dir Petel, Djaoro Doua, Fada, Mama Wassande, Baïna II, Mikila II et III, Mboua, Gbafouck, Gamkombol, Ngazi, Mbarang, Meidoukou, Ndozui-Mikila, Garga limbona, Douayel) / I: (10 x 50 000 000) = 500 000 000 / F (5% I): 25 000 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 000 / T: 577 500 000 FCFA	2.1.2. Campagne d'établissement d'acte de naissance dans toute la Commune I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA
1.1.3. Equipement du centre de promotion de la femme et de la famille de Meiganga / I: 25 000 000 / F (5% I): 1 250 000 / Im (10%(I+F)): 2 625 000 / T: 28 875 000 FCFA	2.1.3. Sensibilisation à la fréquentation du Centre du Prommotion de la Femme I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA
1.1.4. Ouverture d'une filière informatique au CPFF de Meiganga I: 40 000 000 / F (5% I): 2 000 000 / Im (10%(I+F)): 4 200 000 / T: 46 200 000 FCFA	2.1.4. Promotion de l'excellence féminine par l'octroie des bourses I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA
1.1.5. Étude de faisabilité en vue de la réfection du CPFF de Meiganga I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA	2.1.5. Octroie de bourse aux femmes et des filles issues des centres de promotion I: 2 000 000 / F (5% I):100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA
1.1.6. Étude de faisabilité en vue de la Connection de CFPM au reseau CDE I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA	2.1.6. organisation des mariages collectifs I: 2 000 000 / F (5% I):100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T:2 310 000 FCFA
	2.1.7. Sensibilisation pour la légalisation d'acte de mariage I: 2 000 000 / F (5% I) 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T : 2 310 000 FCFA
	2.1.8. Oganisation des stages de vacances aux filles issues des familles vulnérable. I: 2 000 000 / F (5% I) 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T : 2 310 000 FCFA
	2.1.9. Appuyer l'autonomisation des femmes par le financement AGR. I: 2 000 000 / F (5% I)100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T : 2 310 000 FCFA
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	585 500 000
Total Fonctionnement (F)	29 275 000
Imprévus (10%(I+F))	61 477 500
Total estimatif	676 252 500 FCFA

4.2.11. Communication

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès à l'information

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'accès des populations à l'information	- Nombre de radio créée et construit -Nombre et type d'équipement ayant réhabilité la radio TIKIRI	Rapport du DDMINCOM/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Renforcer les infrastructures de communication	- Nombre de radio créée et construit -Nombre et type d'équipement ayant réhabilité la radio TIKIRI	Rapport du DDMINCOM/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Améliorer la couverture médiatique dans l'arrondissement	- Nombre d'émetteur relais implantés	Rapport du DDMINCOM/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les structures et équipements de communication sont renforcés	- Nombre de radio créée et construit -Nombre et type d'équipement ayant réhabilité la radio TIKIRI	Rapport du DDMINCOM/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. La commune de Meiganga est entièrement couverte par les média nationaux	- Nombre d'émetteur relais implantés	Rapport du DDMINCOM/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1.				Pour R2.1		
1.1.1. Etude de faisabilité en vue de l'implantation d'un émetteur relais au centre de diffusion de la CRTV I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)):52 500 / T: 577 500				2.1.1 Ouverture d'un kiosque à journaux par la commune I: 2 000 000 / F (5% I):100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA		
1.1.2. Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation de la radio communautaire du Mbéré Tikiri / I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500				2.1.2. Création d'un mensuel d'informations sur les diverses réalisations de la Commune. I: 2 000 000 / F (5% I):100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T:2 310 000 FCFA		
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				5 000 000		
Total Fonctionnement (F)				250 000		
Imprévus (10%(I+F))				525 000		
Total estimatif				5 775 000 F CFA		

4.2.12. Culture

PROBLEME CENTRAL : Difficultés liées à la promotion de la culture

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter la promotion et la pérennisation des cultures	- Nombre de structures culturelles fonctionnelles	Rapport du DDMINCULT/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Mettre en valeur les richesses culturelles de la commune de Meiganga	-Nombre de manifestations organisées	Rapport du DDMINCULT/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés
	2. Doter la commune des infrastructures culturelles	-Nombre de centre de traduction fonctionnel -Nombre de site rituels préservés - Nombre de salle de cinéma, foyer fonctionnels	Rapport du DDMINCULT/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés
Résultats (Axes stratégiques)	1.1.-Les richesses culturelles de la Commune sont mises en valeur	-Nombre de manifestations organisées	Rapport du DDMINCULT/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Les structures d'encadrement culturel sont renforcées	-Nombre de centre de traduction fonctionnel -Nombre de site rituels préservés - Nombre de salle de cinéma, foyer fonctionnels	Rapport du DDMINCULT/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés
Activités						
Pour R1.1.			Pour R2.1.			
1.1.1. Préservation des sites rituels de la Commune I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA			2.1.1. Étude de faisabilité en vue de la construction d'un musée au lamidat de Meiganga I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA			

1.1.2. Organisation des manifestations culturelles dans la Commune I: 6 000 000 / F (5% I): 300 000 / Im (10%(I+F)): 630 000 / T: 6 930 000 FCFA	2.1.2. Construction d'une maison de la culture dans la ville de Meiganga I: 25 000 000 / F (5% I): 1 250 000 / Im (10%(I+F)): 2 625 000 / T: 28 875 000 FCFA
	2.1.3. Construction de 5 maisons de la culture pour couvrir les villages de Djalingo, Bekaguiwang, Massoi, Dankali, Wantamo, Yafounou, Gouïgo, Madagascar, Gboutou, Ndoyong, Mboulaï, Sabga, Mballé, Kombo Laka, Gazi, Mbéré, Babongo, Gbawar, Bembarang, Djallo, Yende, Ardo Gado, Kaka, Gbaten Lobo, Djaoro Doua, Fada, Mama Wassande, Gbafouck, Gankombol, Ngazi, Mbarang, Ngam. I: (5 x 7 000 000) = 35 000 000 / F (5% I): 1 750 000 / Im (10%(I+F)): 3 675 000 / T: 40 425 000 FCFA
	2.1.4. Création de 3 centres de traduction des langues gbara et fulfulde (Lokoti, Gunbela, Djouzami) I: (3 x 20 000 000) = 60 000 000 / F (5% I): 3 000 000 / Im (10%(I+F)): 6 300 000 / T: 69 300 000 FCFA
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	128 500 000
Total Fonctionnement (F)	6 425 000
Imprévis (10%(I+F))	13 492 500
Total estimatif	148 417 500 FCFA

4.2.13. Jeunesse et Éducation civique

PROBLEME CENTRAL : Difficulté liées à l'épanouissement et à l'insertion socio professionnelle des jeunes

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Œuvrer pour l'épanouissement et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes	- Nombre de jeunes financé Nombre de jeunes placés en emploi formés -Nombre de structures fonctionnelles	Rapport du DDMINJEC/MBERE Rapport de la Commune PV de reception	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Renforcer les capacités des leaders d'associations des jeunes	- Nombre de d'encadreurs formés	Rapport du DDMINJEC/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Doter la commune de meiganga des infrastructures socio culturelles	-Nombre de structures fonctionnelles	Rapport du DDMINJEC/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1.-les jeunes sont effectivement installés (auto-emploi ou emploi salarial) encadrant sont renforcées	- Nombre de d'encadreurs formés	Rapport du DDMINJEC/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1.-les infrastructures d'épanouissement et d'insertion sont renforcées	-Nombre de structures fonctionnelles	Rapport du DDMINJEC/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1.			Pour R2.1			
1.1.1. .Formation des jeunes en leadership et entrepreneuriat dans la Commune / I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA			2.1.1. Construction et équipement des CMPJ de Meiganga I: 150 000 000 / F (5% I): 7 500 000 / Im (10%(I+F)): 15 750 000 / T: 173 250 000			

<p>1.1.2. Élaboration par la commune d'un fichier de demandeurs d'emploi I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA</p>	<p>2.1.2. Création de 5 centres multifonctionnels des jeunes pour couvrir les villages villages Laka Petel, Djalingo, Dana, Massoï, Dankali, Wantamo, Yafounou, Gouïgo, Kamboul, Hore Koni, Ndongue, Lokoti, Bardé, Bounou, Gboutou, Ndojong, Gunbela, Mballé, Kombo Laka, Dokolim, Gbaguété Lawan, Gazi, Mbéré, Gbaguété Salao, Babongo, Gbawar, Djouzami, Bembarang, Yende, Ardo Gado, Kaka, Dozoui-Mikila I, Baïna, Djaoro Doua, Mikila II et III, Gamkombol, Batoua Godole, Mbarang I: (5 x 100 000 000) = 500 000 000 / F (5% I): 25 000 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 000 / T: 577 500 000-</p>
<p>1.1.3. plaidoyer pour le financement prioritaire des jeunes formés dans les CMPJ I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA</p>	<p>2.1.3. Construction de 2 structures d'apprentissage de métiers à meiganga et à Batoua Godolé I: (2 x 25 000 000) = 50 000 000 / F (5% I): 25 00 000 / Im (10%(I+F)): 5 250 000 / T: 57 750 000</p>
<p>1.1.4. Organisation d'une formation pour les leaders des jeunes I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA</p>	
<p>1.1.5. Promotion des stages de vacance au niveau de la commune I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA</p>	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	706 000 000
Total Fonctionnement (F)	35 300 000
Imprévus (10%(I+F))	74 130 000
Total estimatif	815 430 000 FCFA

4.2.14. Sport et Éducation Physique

PROBLEME CENTRAL : Difficultés à pratiquer les activités sportives

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter la pratique des activités sportives	- Nombre de structures disponibles -Nombre d'encadreurs formés et disponibles	Rapport du DDMINSEP/MBERE Rapport de la Commune PV de réception	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Doter la commune de Meiganga des infrastructures	- Nombre et type d'infrastructures construites	Rapport du DDMINSEP/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Renforcer les capacités des encadreurs sportifs dans la commune de Meiganga	-Nombre d'encadreurs formés et disponibles	Rapport du DDMINSEP/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1.-les infrastructures sportives sont renforcées	- Nombre et type d'infrastructures construites	Rapport du DDMINSEP/MBERE PV de réception Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Les capacités des encadreurs sportifs sont renforcées	-Nombre d'encadreurs formés et disponibles	Rapport du DDMINSEP/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1.				Pour R2.1		
1.1.1.	Construction d'une plateforme sportive à Meiganga I: 50 000 000 / F (5% I): 2 500 000 / Im (10%(I+F)): 5 250 000 / T: 57 750 000 FCFA	2.1.1 Formation des encadreurs sportifs dans toute la Commune I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA				

<p>1.1.2. Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation du stade municipal de Meiganga I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA</p>	<p>2.1.2. Organisation et Financement des activités sportives (camps sportifs, championnat de vacance). I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA</p>
<p>1.1. Construction d'une école sportive (à meiganga I: 100 000 000 / F (5% I): 5 000 000 / Im (10%(I+F)): 10 500 000 / T: 115 500 000 FCFA</p>	
<p>1.2. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement des aires de jeux dans les établissements primaires et secondaires et dans les quartiers (Zandaba 1 et 2, sabongari, pitoa, de la ville de meiganga et dans les villages satellites et dans les villages suivants : Laka Petel, Djalingo, Ndera, Dana, Massoi, Dankali, Wantamo, Yafounou, Gouïgo, , , Kamboul, Dobezon, Hore Koni, Ndongue, Lokoti, Ngan-Hi, Bardé, Mboula, Gboutou, Ndojong, Mboulai, Sabga, Mballé, Kombo Laka, Dokolim, Gbaguété Lawan, Gazi, Gbaguété Salao, Babongo, Gbawar, Djouzami, Bembarang, Djallo, Yende, Ardo Gado, Kaka, Dozoui-Mikila I, Kpaamaa, Baïna, Gbanam Moufeck, Ngazi Tina, Gbaten Lobo, Dir Petel, Djaoro Doua, Fada, Mama Wassande, Baïna II, Mikila II et III, Mboua, Gbafouck, Gamkombol, Batoua Godole, Ngazi, Mbarang, gunbela, meidoukou, nandéké, I: 5 000 000 / F (5% I): 250 000 / Im (10%(I+F)): 525 000 / T: 5 775 000 FCFA</p>	
<p>1.3. Construction et équipement d'un gymnase dans la commune de Meiganga I: 200 000 000 / F (5% I): 10 000 000 / Im (10%(I+F)): 21 000 000 / T: 231 000 000 FCFA</p>	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	390 500 000
Total Fonctionnement (F)	19 525 000
Imprévus (10%(I+F))	41 002 500
Total estimatif	451 027 500 FCFA

4.2.15. Poste et télécommunication

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès aux services de la poste et de télécommunication

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'accès des populations aux services de la poste et des télécommunications	-Nombre de structures disponibles et fonctionnels -Nombre de techniciens disponibles	Rapport du DDMINPOSTEL/MBERE Rapport de la Commune PV de réception	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Doter la commune des infrastructures des postes et télécommunication	-Nombre et type de structures fonctionnelles	Rapport du DDMINPOSTEL/MBERE Rapport de la Commune PV de réception	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Renforcer le personnel des postes et télécommunication dans la commune de Meiganga	-Nombre de techniciens disponible	Rapport du DDMINPOSTEL/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3. Formé les populations sur l'utilisation des TICs dans la commune de Meiganga	-Nombre de personne formées	Rapport du DDMINPOSTEL/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1-1. Les infrastructures de poste et de télécommunication sont construites et fonctionnent normalement	-Nombre et type de structures fonctionnelles	Rapport du DDMINPOSTEL/MBERE Rapport de la Commune PV de réception	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1.-Les techniciens sont recrutés et formés	-Nombre de techniciens disponible	Rapport du DDMINPOSTEL/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3.1. Les populations sont sensibilisées à se former sur les TICs	-Nombre de personne formées	Rapport du DDMINPOSTEL/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						

Pour R1.1.	Pour R2.1	Pour R3.1
1.1.1. Etude de faisabilité en vue de la Réfection du bâtiment du Bureau de Poste de Meiganga I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA	2.1.1 Recrutement et formation des techniciens en télécommunication dans la ville de Meiganga I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA	3.1. Formation de 100 jeunes en TIC dans toute la Commune I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA
1.2. Création de 7 télé centres communautaires et polyvalents (1 à Meidougou; 1 à Batoua Godolé, 1 à Lokoti, 1 à Meiganga, 1 à Kombo-Laka, 1 à Béka, et 1 à Mbarang) I: (7x50 000 000) = 350 000 000 / F (5% I): 17 500 000 / Im (10%(I+F)): 36 750 000 / T: 404 250 000		
Cadre estimatif		
Libellés	Montants	
Total investissement (I)	354 500 000	
Total Fonctionnement (F)	17 725 000	
Imprévus (10%(I+F))	37 222 500	
Total estimatif	409.447 500 FCFA	

4.2.16. Travaux publics

PROBLEME CENTRAL : Enclavement des quartiers urbains et villages

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Désenclaver les quartiers et les villages	-Nombre d'infrastructures disponibles et fonctionnels	Rapport du DDMINTP/MBERE Rapport de la Commune PV de réception	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	Améliorer la qualité des infrastructures routières de la commune de Meiganga	-Nombre et type d'infrastructures fonctionnelles	Rapport du DDMINTP/MBERE Rapport de la Commune PV de réception	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	Impliquer les populations dans l'entretien des routes de la commune	-Nombre de personnes ayant participées	Rapport du DDMINTP/MBERE Rapport de la Commune Rapport des chefs de villages	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1-les infrastructures routières sont améliorées	-Nombre et type d'infrastructures fonctionnelles	Rapport du DDMINTP/MBERE Rapport de la Commune PV de réception	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2-les populations sont impliquées dans l'entretien du réseau routier	-Nombre de personnes ayant participées	Rapport du DDMINTP/MBERE Rapport de la Commune Rapport des chefs de villages	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1.				Pour R2.1.		
1.1.1. Etude de faisabilité en vue de l'entretien des rues et pistes Nganhi-Fada (80 km) ; Nganhi-Mboula (50 km) ; Gazi-Batoua Godolé (50 km); Fada-Mboua (30 km) et Mboua-Batoua Godolé (40 km) sont entretenues sur environ 250 km (1500 000 frs Cfa) I: (5x1 500 000) = 7 500 000 / F (5% I): 375 000 / Im (10%(I+F)): 787 500 / T: 8 662 500 FCFA				2.1.1. Octroi en matériels d'entretiens des routes aux populations de FADA (pelles, Brouettes, machettes, Pioches etc.) I: 4 000 000 / F (5% I): 200 000 / Im (10%(I+F)): 420 000 / T: 4 620 000 FCFA		

1.1.2. Etude de faisabilité en vue de la construction de 8 ponts sur les tronçons qui mènent dans les villages Djalingo, Ndera, Massoï, Dobezon, Gbawar, Mboua, Batoua Godole, Ngazi, de 15 ponts / I: 8 000 000 FCFA	
1.1.3. Reprofilage du tronçon Wakasso – batoua Godolé avec refection du pont sur la rivière Mfoum I:200 000 000 ; F (5% I): 10 000 000 ; Im (10%(I+F)): 21 000 000 ; T: 231 000 000 Fcfa	
1.1.4. Reprofilage du tonçon Wakasso Batoua Godolé avec construction d'un pont sur la rivière Mama I:150 000 000 ; F (5% I): 7 500 000 ; Im (10%(I+F)): 15 750 000 ; T: 173 250 000 Fcfa	
1.1.5. Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation des axes : Gazi – Wakasso – Batoua Godolé (25 km) avec construction avec construction d'un pont sur la rivière Lom ; Ngam – Kombo laka – Batoua Godolé (43 km) avec contruction d'un pont sur le Lom ; Babongo – Meiganga –Boussa avec refection du pont sur mayo Mbah ; Babongo – Meiganga –Boussa avec refection du pont Mbakoungué ; dakkére - horé koni (17 km) / T 5 000 000 FCFA	
1.1.6. Étude de faisabilité en vue de l'Ouverture des Routes yoyo –barki (22km) et barki Dolé (20 km) / T : (2 000 000 x 2) = 4 000 000 FCFA	
1.1.7. Étude de faisabilité en vue de l'ouverture de la route Mboula-Nyambaka (30 km) / T = 2 500 000	
1.1.8. Étude de fasabilité en vue de la construction d'un pont sur la rivière Mii (route Meidoungou-kaka) / T = 1.000 000 FCFA	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	375 248 918
Total Fonctionnement (F)	18 762 446
Imprévus (10%(I+F))	39 401 136
Total estimatif	433 412 500 FCFA

4.2.17. Transport

PROBLEME CENTRAL : Précarité des conditions de transport dans l'étendue de la Commune

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Rendre fluide la circulation des biens et des personnes	-Nombre de structures disponibles et fonctionnels	Rapport du DDMINTRANSPORT/MBERE Rapport de la Commune PV de réception	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Doter la commune de meiganga des infrastructures de transport	-Nombre et type de structures fonctionnelles	Rapport du DDMINTRANSPORT/MBERE Rapport de la Commune PV de réception	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Sensibiliser les usagers de la route sur la sécurité routière	-Nombre d'usagers formés	Rapport de la Commune Rapport des chefs de villages	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. les structures de transport renforcées	-Nombre et type de structures fonctionnelles	Rapport du DDMINTRANSPORT/MBERE Rapport de la Commune PV de réception	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. les populations sont sensibilisées sur la sécurité routière	-Nombre d'usagers formés	Rapport de la Commune Rapport des chefs de villages	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1.				Pour R2.1.		
1.1.1. Construction de la gare routière de Meiganga / I: 25 000 000 / F (5% I): 1 250 000 / Im (10%(I+F)): 2 625 000 / T: 28 875 000 FCFA				2.1.1. Formation des usagers sur la réglementation en matière de transport dans toute la Commune / I: 2 000 000 / F (5% I):100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000		
1.1.2. Construction de 22 parkings (Nandeke, Babongo, Dabolo, Laka Petel, Djalingo, Ndera, Madagascar, Lokoti, Bardé, Bounou, Dokolim, Djouzami, Bembarang, Yende, Ardo Gado, Dozoui-Mikila I, Ngazi Tina, Dir Petel, Mikila II et III, Gbafouck, Gamkombol, Ngazi, Mboulai, Garga Limbona) / I: 330 000 000 / F (5% I): 16 500 000 / Im (10%(I+F)): 34 650 000 / T: 381 150 000 FCFA						
1.1.3 Aménagement d'un parking pour Gros porteurs à Mbalé / I:17 316 017 ; F (5% I): 865 801 ; Im (10%(I+F)): 1 818 182 ; T: 20 000 000 FCFA						
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				374 316 017		
Total Fonctionnement (F)				18 715 801		
Imprévus (10%(I+F))				39 303 182		
Total estimatif				432 335 000 FCFA		

4.2.18. Eau et Énergie

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès à l'eau potable et à l'énergie

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'accès à l'eau potable	-Nombre et type d'infrastructures disponibles et fonctionnelles	Rapport du DDMINEE/MBERE Rapport de la Commune PV de réception	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Améliorer l'offre en eau potable dans la commune de Meiganga	-Nombre et type d'infrastructures disponibles et fonctionnelles	Rapport du DDMINEE/MBERE Rapport de la Commune PV de réception	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. l'offre en eau est renforcée	-Nombre et type d'infrastructures disponibles et fonctionnelles	Rapport du DDMINEE/MBERE Rapport de la Commune PV de réception	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1						
1.1.1. Étude de faisabilité en vue de l'extension du réseau de la CDE sur 50 km pour ravitailler les nouveaux quartiers principalement le long de la Nationale N°1 I: 1 000 000 / F (5% I): 50 000 / Im (10%(I+F)): 105 000 / T: 1 155 000 FCFA						
1.1.2. réalisation de 107 forages (dont 1 à Ardo Gaddo, 4 à Babongo, 4 à Baina 2, 3 à Barki, 1 à Bembarang, 1 à Bounou, 5 à Boutou, 4 à Carrefour, 2 à Dankali, 1 à Dir Pétél, 3 à Djalingo, 1 à Djaouro Doua, 5 à Djouzami Tougoun, 3 à Dokolim, 1 à Fada, 3 à Gankombol, 2 à Garga-Limbona, 1 à Gazi, 1 à Gbafouk, 2 à Gbaguété-Salao, 1 à Gbanam Moufeck, 1 à Gbaten-Lobo, 2 à Gbawar, 2 à Gbaguete Lawan, 1 à Gouigo, 1 à Kaka, 1 à Kamboul, 1 à Kpaamaa, 1 à Laka-Pétél, 3 à Lokoti, 1 à Mama Wasande, 3 à Mbaïna 1 et 2, 3 à Mbale, 3 à Mbéré, 1 à Mbondo, 1 à Mboua, 1 à Meidouougou, 1 à Mikila 2 et 3, 1 à Nadeke, 2 à Ndongué, 1 à Ndoyong, 2 à Ndozui Mikila, 2 à Ngam, 2 à Nganhi, 1 à Sabga, 1 à Wantamo, 1 à Yafounou, 1 à Yende, 1 à Ngazi, 1 à Ndéra, 3 à Mboula, 1 à Madagascar, 1 à Douayel, 1 à Dana 1et2, 1 à Mborguéné, 1 à Béka, 05 à Gunbela, 1 à Dolé, 1 à Ndobezon) I: (8000 000 x 107) = 856 000 000 / F (5% I): 42 800 000 / Im (10%(I+F)): 89 880 000 / T: 988 680 000 FCFA						
1.1.3. Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation de 99 points d'eau ((8 à Gbakoungue, 1 à Pitoa, 5 à Zandaba 1, 1 à Zandaba 2, 1 à Marouare, 1 à Administratif, 3 à Haoussa , 3 à Bonaberi, 1 à Rue 24, 1 à Sabongari, 1 à Camp Prison, 3 à Gbahoko, 3 à Yelwa, 1 à Campement, 1 à Mokolo, 1 à Bongos, 1 à MBolati, 2 à Babongo, 4 à Batoua Godole, 2 à Bekaguiwang, 3 à GBoutou , 4 à Dakkere, 2 à Dankali, 1 à Djaouro Doua , 2 à Djouzami Tougoun, 1 à Dole, 1 à Douayel, 6 à Fada, 2 à Gunbela, 2 à Kaka, 3 à Lokoti, 3 à Mbale, 4 à Mbarang, 4 à Mboulaï, 3 à Meidouougou, 2 à Nadeke, 2 à Ndobezong, 1 à Ndongué, 1 à Ngam, 1 à Nganhi, 1 à Ngazi, 4 à Sabga, 1 à Yafounou. 1 à Djallo, 1 à Ndéra) / I: (102x200 000) = 20 400 000 / F (5% I): 1 020 000 / Im (10%(I+F)): 2 142 000 / T: 23 562 000 FCFA						
1.1.4. Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation de 03 scans waters (1 à Batoua-Godolé, 1 à Kombo-Laka, 1 à Lokoti) I: 1 500 000 / F (5% I): 75 000 / Im (10%(I+F)): 157 500 / T: 1 732 500 FCFA						
1.1.5. Mise en place des 163 comités de gestion pour tous les ouvrages hydraulique (29 puits, 141forages et, 3 scanwater) de la commune T : 2 000 000 fcfa.						

1.1.6. Formation de 50 artisans reparateurs pour assurer la maintenance des puits et des forages existants dans la commune I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA	
Aménagement des sources pérennes des villages sabga, Ndoyong et Gbaguété lawan I: (3 500 000 x 3) = 10 500 000 ; F (5% I) = 525 000 ; Im (10%(I+F)) = 1 102 500 ; T = 12 127 500 Fcfa	
1.1.7. Identification des sources pérennes de la commune / T = 2 000 000 Fcfa	
1.1.8. Réalisation de 20 forages à motricité humaine dans les localités suivantes : (3) Meidougou, (8) meiganga, (3) Fada, (2) EP Ngam et (4) Batoua Godolé) afin de satisfaire la demande induit par la présence des réfugiés centrafricains. / T = 8 000 000 x 20 = 160 000 000 FCFA	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	1 034 819 913
Total Fonctionnement (F)	51 740 996
Imprévis (10%(I+F))	108 656 091
Total estimatif	1 195 217 000 FCFA

SOUS-SECTEUR : ÉNERGIE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'accès à l'énergie	-Nombre et type de plaques solaires disponibles et fonctionnelles	Rapport du DDMINEE/MBERE Rapport de la Commune PV de réception	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1-l'offre en énergie est renforcée	-Nombre et type de plaques solaires disponibles et fonctionnelles	Rapport du DDMINEE/MBERE Rapport de la Commune PV de réception	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. l'offre en énergie est renforcée	-Nombre et type de plaques solaires disponibles et fonctionnelles	Rapport du DDMINEE/MBERE Rapport de la Commune PV de réception	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1.						
1.1.1. Electrification rural par panneau solaire / (I: 400 865 801 ; F (5% I): 20 043 290, Im (10%(I+F)): 42 090 909, T: 463 000 000						
1.1.2. Etude de faisabilité en vue du remplacement des poteaux électriques et bois par des poteaux métalliques ou en bétons armés / T = 1 000 000 FCFA						
1.1.2. Extension du reseau électrique dans la vile de meiganga et sa périphérie / I:173 160 173, F (5% I): 8 658 009, Im (10%(I+F)): 18 181 818, T: 200 000 000 FCFA						
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				574 891 775		
Total Fonctionnement (F)				28 744 589		
Imprévus (10%(I+F))				60 363 636		
Total estimatif				664 000 000 FCFA		

4.2.19. Développement urbain et habitat

PROBLEME CENTRAL : Difficultés d'accès à un habitat de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'accès à un habitat sécurisé et de qualité	-Nombre et type de documents disponibles e	Rapport du DDMINH DU/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Doter les villages de la commune des plans d'occupation des sols	-Nombre et type de documents élaborés	Rapport du DDMINEE/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Sensibiliser les populations sur la réglementation en matière d'hygiène et salubrité publique	Nombre de quartiers et de villages qui se sont appropriés de la réglementation	Rapport du DDMINEE/MBERE Rapport de la Commune Rapport des chefs de quartiers et de villages	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. le plan d'urbanisme est élaboré à partir d'un SIG	-Nombre et type de documents élaborés	Rapport du DDMINEE/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Les populations sont appropriées sur la réglementation en vigueur en termes d'hygiène et salubrité pour un habitat décent	Nombre de quartiers et de villages qui se sont appropriés de la réglementation	Rapport du DDMINEE/MBERE Rapport de la Commune Rapport des chefs de quartiers et de villages	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1.			Pour R2.1.			
1.1.1. Étude de faisabilité vue de l'élaboration d'un Plan Directeur d'Urbanisme (PDU) à Meiganga / I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA			2.1.1. Redynamisation du service d'hygiène et de salubrité dans la Commune I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA			

1.1.2. Étude de faisabilité vue de la réalisation d'un SIG de l'Espace urbain Communal de Meiganga I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA	2.1.2. Sensibilisation (communiqué radio et descentes sur le terrain) des populations de la commune sur la construction des habitats décents dans les villages / T: 5000 000
1.1.3. Étude de faisabilité vue de l'élaboration de 45 plans de secteur dans les villages POS/plan cadastral (dans Meiganga ville et les villages de Djalingo, Bekaguiwang, Massoï, Dankali, Yafounou, Gouïgo, Gari Ngoura, Kamboul, Hore Koni, Ngan-Hi ; Nandeke, Bardé, Bounou, Mboula, Ndoyong, Sabga, Kombo Laka, Laïndé Mami, Mbéré, Babongo, Gbawar, Djouzami, Bembarang, Djallo, Ardo Gado, Kaka, Dozoui-Mikila I, Gbanam Moufeck, Gbaten Lobo, Djaoro Doua, Fada, Mikila II et III, Mboua, Gbafouck, Gamkombol, Ngazi, Mbarang) Meidoukou, Kombo-laka, Gunbela, babongo, Lokoti / I: (5 000 000 x 45) = 225 000 000 ; F (5% I): 11 250 000 ; Im (10%(I+F)): 23 625 000 ; T: 259 875 000 FCFA	2.1.3. Signature du contrat de ville par la commune dde Meiganga T = 200 000 Fcfa
1.13. Elaboration d'un plan sommaire d'urbanisme de la ville de Meiganga I:15 000 000 ; F (5% I): 750 000 ; Im (10%(I+F)): 1 575 000 ; T: 17 325 000 FCFA	
1.1.4. Entretien annuel de la voirie urbaine I:21 645 022 ; F (5% I): 1 082 251 ; Im (10%(I+F)): 2 272 727 ; T: 25 000 000 FCFA	
1.1.5. Eclairage public de la ville de Meiganga I:86 580 087; F (5% I): 4 329 004; Im (10%(I+F)): 9 090 909; T: 100 000 000 FCFA	
1.1.6. Etude de faisabilité en vue de la construction de 7 ponceaux dans le périmètre urbain pour viabiliser les quartiers périphériques I:(1 000 000 x7) = 7 000 000 ; F (5% I): 350 000 ; Im (10%(I+F)):735 000, T = 8 085 000 Fcfa	
1.1.7. Étude de faisabilité en vue de la construction de 22 ouvrages d'art dans l'espace urbain (cf figure 11) / T (500 000 x 22) = 11 000 000 FCFA.	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	372 251 082
Total Fonctionnement (F)	18 612 554
Imprévis (10%(I+F))	39 086 364
Total estimatif	429 950 000 FCFA

4.2.20. Domaine, Cadastre et affaires foncières

PROBLEME CENTRAL : Forte insécurité foncières des espaces occupés

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter l'accès à la propriété foncière	-Nombre et type de documents élaborés	Rapport du DDMINDCAF/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Organisé l'espace urbain de la commune de Meiganga	-Nombre et type de documents élaborés	Rapport du DDMINDCAF/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Sensibiliser les populations de la commune sur les procédures d'obtention des titres fonciers	Nombre de villages sensibilisés	Rapport du DDMINDCAF/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. L'espace urbain est organisé et bien délimité	-Nombre et type de documents élaborés	Rapport du DDMINDCAF/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Les populations sont sensibilisées sur les procédures de sécurisation foncière.	Nombre de villages sensibilisés	Rapport du DDMINDCAF/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1.				Pour R2.1.		
1.1.1. Étude de faisabilité en vue de la délimitation du périmètre urbain I: 3 000 000 / F (5% I): 150 000 / Im (10%(I+F)): 315 000 / T: 3 465 000 FCFA				2.1. Sensibilisation des populations sur les procédures d'obtention des titres fonciers dans 24 villages (Laka Petel, Ndera, Bekaguiwang, Dana, Massoï, Madagascar, Dobezon, Bardé, Mballé, Kombo Laka Dokolim, Gbaguété Lawan, Gazi, Babongo, Djouzami, Yende, Ardo Gado, Kaka, Ngazi Tina, Mama Wassande, Batoua Godolé, Mbarang, Ngazi et Gazi) I: (24 x 1000 000) = 24 000 000 / F (5% I): 1 200 000 / Im (10%(I+F)): 2 520 000 / T: 27 720 000 FCFA		
1.1.2. Étude de faisabilité en vue du lotissement de l'espace urbain I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA						

1.1.3. Constitution des reserves foncières (diallo, meiganga, meidoukou, lokoti, beka guiwang, gunbela, garga limbona, mbarang, batoua godolé, kombo laka, Babongo) I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA	
1.1.4. Mise en place d'une commission d'identification des sites potentiels pour la constitution des reserves foncières pour des besoins agro-industrielle d'au moins 50 ha chacune dans les bassins agricoles (Mboula, kaka et Gankombol, djouzami, Mbarang, Mbalé, meiganga) I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	31 000 000
Total Fonctionnement (F)	1 550 000
Imprévus (10%(I+F))	3 255 000
Total estimatif	35 805 000 FCFA

4.2.21. Industries, mines et développement technologique

PROBLEME CENTRAL Difficultés liées à l'exploitation des ressources minières

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'exploitation des ressources minières	-Nombre et type de documents élaborés -Nombre de site miniers contrôlés -Nombre d'artisans miniers protégés	Rapport du DDMINMIDT/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Inventorier les sites miniers de l'ensemble de la commune de Meiganga	-Nombre et type de documents élaborés	Rapport du DDMINMIDT/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Identifier et organiser les artisans miniers de la commune de Meiganga	-Nombre de site miniers contrôlés -Nombre d'artisans miniers protégés	Rapport du DDMINMIDT/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les sites de ressources minières sont inventoriés et géolocalisés	-Nombre et type de documents élaborés	Rapport du DDMINMIDT/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. les artisans miniers sont identifiés et protégés	-Nombre de site miniers contrôlés -Nombre d'artisans miniers protégés	Rapport du DDMINMIDT/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1.				Pour R2.1		
1.1.1. Étude de faisabilité en vue de la réalisation d'une base de données SIG pour l'attribution des permis d'exploration et d'exploitation des ressources minières de la Commune I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA				2.1.1. Contrôle régulier des agents communaux sur les sites d'exploitation de la Commune I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA		
1.1.2. Inventorier les sites miniers de la commune en vue de leur valorisation I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA				2.1.2. Encadrement des artisans miniers de la Commune I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA		
1.1.3. constituer un fichier des artisans (exploitants miniers) I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA				2.1.3 Sensibilisation d'artisans à s'organiser en cooperative et en association I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA		

1.1.4. Mettre en place un comité de suivi de contrôle régulier les sites d'exploitation de la commune (Kombo-Laka) I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	9 500 000
Total Fonctionnement (F)	475 000
Imprévus (10%(I+F))	997 500
Total estimatif	10 972 500 FCFA

4.2.22. Commerce

PROBLEME CENTRAL : Difficultés de pratiquer l'activité commerciale

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter la pratique de l'activité commerciale	-Nombre et type d'équipement construits	Rapport du DDMINCOMMERCE/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	Doter la commune des infrastructures de commerce de qualité	Nombre et type d'équipement construits	Rapport du DDMINCOMMERCE/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	Organiser les commerçants de la commune de Meiganga	Nombre d'organisation créé	Rapport du DDMINCOMMERCE/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1- La commune est dotée d'infrastructures de commerce de qualité	Nombre et type d'équipement construits	Rapport du DDMINCOMMERCE/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2-Les commerçants sont organisés	Nombre d'organisation créé	Rapport du DDMINCOMMERCE/MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1				Pour R 2.1		
1.1.1. Construction de 5 bloc latrines dans les marchés (Fada, Gamkombol, Mbarang, petit marché et grand marché de Meiganga) I: 35 000 000 / F (5% I): 1 750 000 / Im (10%(I+F)): 3 675 000 / T: 40 425 000 FCFA				Appui à l'organisation et la structuration des commerçants I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA		
1.1.2. Étude de faisabilité en vue de la Construction de nouvelles boutiques au niveau du marché de Meiganga / I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA						
1.1.3. Construction de 3 forages dans les marchés (Fada, Gamkombol, Mbarang) I: 24 000 000 / F (5% I): 1 200 000 / Im (10%(I+F)): 2 520 000 / T: 27 720 000						
1.1.4. Équipement en infrastructures de commerce (10 hangars, 2 chambres froides 5 magasins de stockage) dans l'espace urbain I: (10x20 000 00 + 2x25000000 + 5x25 000 000) = 275 000 000 / F (5% I): 13 750 000 / Im (10%(I+F)): 28 875 000 / T: 317 625 000 FCFA						

1.1.5. Construction de 66 hangars de commerce (dans la ville de Meiganga et dans les villages Laka Petel, Djalingo, Ndera, Bekaguiwang, Dana, Massoï, Dankali, Wantamo, Yafounou, Gouïgo, Gari Ngoura, Madagascar, Kamboul, Dobezon, Hore Koni, Ndongue, Lokoti, Nandeke, Bardé, Bounou, Mboula, Ndoyong, Sabga, Gunbela, Mballé, Dokolim, Gbagueté Lawan, Gazi, Mbéré, Gbagueté Salao, Babongo, Gbawar, Djouzami, Bembarang, Yende, Ardo Gado, Kaka, Dozoui-Mikila I, Kpaamaa, Gbanam Moufeck, Ngazi Tina, Gbaten Lobo, Dir Petel, Djaoro Doua, Mama Wassande, Baïna II, Mikila II et III, Mboua, Gbafouck, Gamkombol, Batoua Godole, Ngazi, Mbarang, Meidoungou Ngam, Ndozui-Mikila, Mikila 2 et 3, Ndoyong, Mbaïna 1 et 2, Garga) I: 1 320 000 000 / F (5% I): 66 000 000 / Im (10%(I+F)): 138 600 000 / T: 1 524 600 000 FCFA	
1.1.6. Construction de 6 magasins de stockage de céréale et vivre dans les villages (Lokoti, Bembarang, Baïna, Fada, Baïna II, Meidoungou) I: 150 000 000 / F (5% I): 7 500 000 / Im (10%(I+F)): 15 750 000 / T: 173 250 000 FCFA	
1.1.7. Étude de faisabilité en vu de l'approvisionnement du Petit et du grand marché de Meiganga en eau potable I: 1 000 000 / F (5% I): 50 000 / Im (10%(I+F)): 105 000 / T: 1 155 000 FCFA	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	1 807 000 000
Total Fonctionnement (F)	90 350 000
Imprévus (10%(I+F))	189 735 000
Total estimatif	2 087 085 000 FCFA

4.2.23. Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

PROBLEME CENTRAL : Difficultés à pratiquer l'artisanat et mise en place des PME

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global :	Faciliter la pratique de l'artisanat et la mise en œuvre des PME	-Nombre et type de documents élaborés	Rapport du DD MINPMEESSA /MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	Doter la commune d'infrastructure pour l'encadrement des artisans	-Nombre et type de structures créés	Rapport du DD MINPMEESSA /MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	Vulgariser les PME dans la commune de Meiganga	-Nombre de salons organisé par an -fonds reçus	Rapport du DD MINPMEESSA /MBERE Rapport de la Commune Fiche de décharge	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1-Les structures de promotion des PME et de l'artisan sont créés	-Nombre et type de structures créés	Rapport du DD MINPMEESSA /MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2-Les PME et l'artisanat sont vulgarisés	-Nombre de salons organisé par an -fonds reçus	Rapport du DD MINPMEESSA /MBERE Rapport de la Commune Fiche de décharge	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1.1				Pour R 2.1		
1.1.1. Construction d'un centre artisanal à Meiganga I: 150 000 000/ F (5% I): 7 500 000/ Im (10%(I+F)): 15 750 000/ T: 173 250 000 FCFA				2.1.1. Organisation annuelle du salon artisanal au niveau de la Commune I: 4 000 000 / F (5% I): 200 000 / Im (10%(I+F)): 420 000 / T: 4 620 000 FCFA		
1.1.2. Construction de 10 hangars artisanaux I: 15 000 000*10 = 150 000 000 / F (5% I): 7500000/ Im (10%(I+F)): 15750000/ T: 173 250 000 FCFA				2.1.2. Mettre en place un fonds communal d'assistance aux artisans de la Commune I: 4 000 000 / F (5% I): 200 000 / Im (10%(I+F)): 420 000 / T: 4 620 000 FCFA		

	2.1.3 Elaboration d'un fichier des acteurs du secteur de l'artisanat, des PME et de l'économie sociale I: 1 500 000 / F (5% I): 75 000 / Im (10%(I+F)): 157 500 / T: 1 732 500 FCFA
	2.1.4 Renforcement des capacités des artisans I: 4 000 000 / F (5% I): 200 000 / Im (10%(I+F)): 420 000 / T: 4 620 000 FCFA
	2.1.5. Structuration d'artisans en associations et coopératives dans tous les villages I: 100 000*126 = 12 600 000 / F (5% I): 630 000/ Im (10%(I+F)): 1 323 000/ T: 14 553 000 FCFA
	2.1.6. Appui aux initiatives locales de développement pour tous les villages de la commune I: 2 000 000*126 = 252 000 000 / F (5% I): 12 600 000/ Im (10%(I+F)): 26 460 000/ T: 291 060 000 FCFA
	2.1.7. Budget de fonctionnement du bureau d'enregistrement I: 4 000 000 / F (5% I): 200 000 / Im (10%(I+F)): 420 000 / T: 4 620 000 FCFA
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	582 100 000
Total Fonctionnement (F)	29 105 000
Imprévus (10%(I+F))	61 120 500
Total estimatif	672 325 500 FCFA

4.2.24. Tourisme et Loisir

PROBLEME CENTRAL : Difficulté à pratiquer et à investir dans secteur du tourisme

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter la prolifération des touristes	-Nombre et type d'équipement ayant servi à l'aménagement du lac Yzoro -Base de données des sites touristique	Rapport du DD MINTOURL /MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. valorisé Les sitestouristique de la commune de meiganga	-Nombre et type d'équipement ayant servi à l'aménagement du lac Yzoro	Rapport du DD MINTOURL /MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2. Repertorier tous les sites touristique de la commune	-Base de données des sites touristique	Rapport du DD MINTOURL /MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Le site du lac Yzoro est valorisé	-Nombre et type d'équipement ayant servi à l'aménagement du lac Yzoro	Rapport du DD MINTOURL /MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. les sites touristiques sont connus	-Base de données des sites touristique	Rapport du DD MINTOURL /MBERE Rapport de la Commune	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R1				Pour R 2.1		
1.1.1. Étude de faisabilité en vue de l'aménagement du lac Yzoro (curage, aménagement des berges, jardin public...), chute de Gunbela et autres sites I: 5 000 000 / F (5% I): 250 000 / Im (10%(I+F)): 525 000 / T: 5 775 000 FCFA				2.1.1. Inventaire des sites touristique I: 2 000 000 / F (5% I): 100 000 / Im (10%(I+F)): 210 000 / T: 2 310 000 FCFA		

1.1.2. Etude de faisabilité en vue de la construction d'un Établissement d'Hébergement municipal près du Lac Yzoro I: 500 000 / F (5% I): 25 000 / Im (10%(I+F)): 52 500 / T: 577 500 FCFA	2.1.2 Valorisation du site écotourisme dénommé "Source Sanaga" I: 305 699 900 / F (5% I): 15 284 995 / Im (10%(I+F)): 32 098 489,5 / T: 353 083 384,5 FCFA
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	313 199 900
Total Fonctionnement (F)	15 659 995
Imprévus (10%(I+F))	32 885 990
Total estimatif	361 745 885 FCFA

4.2.25. Agriculture et développement rural

PROBLEME CENTRAL : Difficultés à pratiquer une agriculture de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter la pratique d'une agriculture de qualité	Nombre d'infrastructures agricoles construites et fonctionnelles	Rapport du DAMINADER/Meiganga PV de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1- Améliorer la production et la productivité	- Technique moderne adoptée et mise en œuvre - Nombre formation organisée - Rendement	Rapport du DAMINADER/Meiganga PV de réception	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2- Structurer, organiser et encadrer les agriculteurs	Nombre de coopératives Nombre de services d'encadrement fonctionnel et opérationnel	Rapport de différentes sensibilisations organisées	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3- Limiter les pertes post récoltes et améliorer la commercialisation des produits agricoles	Nombre de magasin de stockage construit Nombre d'unité de transformation mise en place	PV de de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements

	4- Réduire à 100% les conflits agropastoraux	- Nombre et superficie de zones agricoles délimitées - Commission consultative des règlements des litiges redynamisée - Nombre de litiges résolus	Rapport du Sous-préfet de Meiganga Rapport de la Commune	Dynamisme du Sous-préfet Dynamisme des différents chefs Implication des populations	-Prise d'initiative du Sous-Préfet et/ou de l'exécutif -Participation des acteurs aux rencontres d'échanges	Rapports des rencontres d'échanges
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La fertilité des sols améliorée	- Nombre formation organisée	Rapport du DAMINADER/Meiganga Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	1.2. L'appareil de production modernisé	- Technique moderne adoptée et mise en œuvre - Rendement	Rapport du DAMINADER/Meiganga Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.1. Les agriculteurs sont mieux structurés et outillés	Nombre de coopératives	Rapport de différentes sensibilisations organisées	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.2. Les services d'encadrement sont renforcés	Nombre de services d'encadrement fonctionnel et opérationnel	Rapport du DAMINADER/Meiganga PV de réception Rapport du Comité de suivi du BIP	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3.1. Les infrastructures de commercialisation de produits agricoles sont accrues	Nombre de magasin de stockage construit Nombre d'unité de transformation mise en place	PV de de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	4.1. Les zones agricoles sont sécurisées	Nombre et superficie de zones agricoles délimitées	Rapport du Sous-préfet de Meiganga Rapport de la Commune	Dynamisme du Sous-préfet Dynamisme des différents chefs Implication des populations	-Prise d'initiative du Sous-Préfet et/ou de l'exécutif -Participation des acteurs aux rencontres d'échanges	Rapports des rencontres d'échanges

	4.2. Les litiges entre agriculteurs et éleveurs sont mieux gérés	- Commission consultative des règlements des litiges redynamisée - Nombre de litiges résolus	Rapport du Sous-préfet de Meiganga Rapport de la Commune	Dynamisme du Sous-préfet Dynamisme des différents chefs Implication des populations	-Prise d'initiative du Sous-Préfet et/ou de l'exécutif -Participation des acteurs aux rencontres d'échanges	Rapports des rencontres d'échanges
Activités						
Pour R. 1.1.	Pour R. 1.2.	Pour R 2.1.	Pour R 2.2	Pour R 3.1.	Pour R 4.1.	Pour R 4.2.
1.1.1. Formation des agriculteurs de la commune à la pratique de l'agroforesterie I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA	1.2.1. Travaux de vulgarisation de la culture attelée avec distribution des charrues concernant les producteurs I : 10 000 000 F (5% I) : 500 000 Im (10%(I+F)) : 1 050 000 T : 11 550 000 FCFA	2.1.1. Campagne de sensibilisation des regroupements des GIC, associations et structures paysannes diverses en coopératives I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA	2.2.1. Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation du poste agricole de Bembarang I : 500000 F (5% I) : 25000 Im (10%(I+F)) : 52500 T : 577500 FCFA	3.1.1. Construction de 28 magasins de stockage de céréales et de farine de manioc à Djalingo, Ndera, Dana, Wantamo, Madagascar, Kamboul, Dobezon, Ngan-Hi, Mboula, Gboutou, Dokolim, Mbéré, Djouzami, Kaka, Fada, Mboua, Batoua Godole, Meidoukou, Mbondo, Mbalé, Massoï, Lokoti, Gbaten lobo, Ngankombol, Garga Limbona, Dakkéré, Mborguéné, Dolé I : 25 000 000×28 = 700 000 000 F (5% I) : 35 000 000 Im (10%(I+F)) : 73 500 000 T : 808 500 000 FCFA	4.1.1. Etude de faisabilité en vue de la délimitation des zones agricoles et d'élevages dans la commune I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA	4.2.1. Renforcement des capacités de la commission consultative des règlements de conflits agropastoraux I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA

<p>1.1.2. Formation des agriculteurs de la commune à l'usage du compost et des bouses de vaches (intégration agriculture-élevage) I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA</p>	<p>1.2.2. Travaux de vulgarisation à l'usage et la gestion des tracteurs par la coopérative et/ou les grands producteurs I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA</p>	<p>2.1.2. Formation d'au moins de 100 agriculteurs des bassins de production et/ou de la coopérative aux procédures d'obtention et de gestion des financements I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA</p>	<p>2.2.2. Construction et équipement d'un CEAC à Meiganga I : 60 000 000 F (5% I) : 3 000 000 Im (10%(I+F)) : 6 300 000 T : 69 300 000 FCFA</p>	<p>3.1.2. Construction de 13 plateformes de séchage de céréales et de farine de manioc à Yafounou, Mboulaï, Gbaguété Lawan, Bembarang, Dozoui-Mikila I, Mama Wassande, Baïna II, Batoua Godole, Ngazi-tina, Mbaïna 1 et 2, Djallo I : 5 000 000 ×13= 65 000 000 F (5% I) : 3 250 000 Im (10%(I+F)) : 6 825 000 T : 75 075 000 FCFA</p>
<p>1.1.3. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement des bas-fonds I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA</p>	<p>1.2.3. Renforcement de capacité de 100 agriculteurs des bassins de production sur les techniques de production et de conservation de semences les céréales, les féculents, les légumineuses, les fruits I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA</p>	<p>2.1.3. Renforcement de capacité des agriculteurs et/ou la coopérative à la gestion des magasins de stockage et de point d'approvisionnement des intrants I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA</p>	<p>2.2.3. Construction et équipement de 09 postes agricoles (Meidouougou, Gumbela, Kombo Laka, Mboula, Batoua Godolé, Lokoti, Beka, Gam et Garga-Limbona) I : (30 000 000×9)= 270 000 000 F (5% I) : 13 500 000 Im (10%(I+F)) : 28 350 000 T : 311 850 000 FCFA</p>	<p>3.1.3. Achat, construction d'abris et installation de 45 moulins communaux à céréales et à manioc à moteur diesel 15 CV à Djalingo, Ndera, Massoï, Dankali, Yafounou, Gouïgo, Madagascar, Hore Koni, Lokoti, Bardé, Ndojong, Gunbela, Kombo Laka, Dokolim, Gazi, Mbéré, Babongo, Gbawar, Djouzami, Djallo, Yende, Ardo Gado, Kpaamaa, Gbanam Moufeck, Fada, Mama Wassande, Baïna II, Mikila II et III, Mboua, Gbafouck, Gamkombol, Gamkombol, Batoua Godole, Mbarang, Meidouougou, Ngazi, Mbalé, Kaka, Gbaguété-Lawan, Gbaguété Salao, Douyel, Dakkééré, Bembarang I : (2 000 000×45)= 90 000 000 F (5% I) : 4 500 000 Im (10%(I+F)) : 9 450 000 T : 103 950 000 FCFA</p>

	1.2.4. Mise en place nombre points d'approvisionnement des intrants agricoles I : 10 000 000 F (5% I) : 500 000 Im (10%(I+F)) : 1 050 000 T : 11 550 000 FCFA	4.2.26. Appui aux agriculteurs dans 10 villages recevant les réfugiés en fournitures d'intrants, semences et matériels agricoles I : 2 250 000 × 10 = 22 500 000 F (5% I) : 1 125 000/ Im (10%(I+F)) : 2362500 / T : 25987500 FCFA	2.2.4. Dotation de 10 motos tout terrain YAMAHA AG 100 aux chefs de postes agricoles I : 3 000 000 × 10 = 30 000 000 F (5% I) : 1 500 000 Im (10%(I+F)) : 3 150 000 T : 34 650 000 FCFA	3.1.4. Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation de l'usine de transformation de manioc à Bembarang I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1155000 FCFA
	1.2.5. Organisation de campagne de lutte contre mouches blanches, criquets puants et la pourriture racinaire dans les champs de manioc et de maïs dans la commune / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA		3.1.5. Organisation d'un mini-comice agropastoral communal annuel I : 10 000 000 / F (5% I) : 500 000 / Im (10%(I+F)) : 1 050 000 / T : 11 550 000 FCFA	
	1.2.6. Etude de faisabilité en vue de la sécurisation de la ferme de multiplication du matériel végétal de Meiganga I : 500000 / F (5% I) : 25000 / Im (10%(I+F)) : 52500 / T : 577500 FCFA		3.1.6. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement et de l'ouverture des pistes agricoles dans les villages de Wantamo, Kamboul, Dobezon, Kombo Laka, Dokolim, Bembarang, Gbanam Moufeck, Gamkombol, Batoua Godole ; Meidoukou, Ndéra, Baïna II, Babongo I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000	
	1.2.7. Mise en place d'un pool d'engins agricoles pour la commune I : 800 000 000 / F (5% I) : 40 000 000 / Im (10%(I+F)) : 84 000 000 / T : 924 000 000 FCFA			
	1.2.8. Mise en place d'une pépinière d'arbres fruitiers I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA			
Cadre estimatif				
Libellés				Montants
Total investissement (I)				2 095 500 000
Total Fonctionnement (F)				104 775 000
Imprévis (10%(I+F))				220 027 500
Total estimatif				2 420 302 500 FCFA

4.2.27. Elevage pêche et industries animales

PROBLEME CENTRAL : Difficultés liées à la pratique des activités d'élevage

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter la pratique des activités d'élevage	Nombre d'infrastructures d'élevage améliorées Nombre de coopératives	Rapport du DAEPIA Meiganga PV de réception	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1- Améliorer la production	- Nombre d'infrastructures opérationnels - Rendement	Rapport du DAEPIA Meiganga PV de réception	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2- Structurer, organiser et encadrer les éleveurs	Nombre de coopératives Nombre de services d'encadrement fonctionnel et opérationnel	Rapport de différentes sensibilisations organisées PV de réception Rapport du comité de suivi du BIP	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3- Améliorer la commercialisation des produits agricoles	Nombre d'aire d'abattage construit Nombre d'unité de transformation mise en place	PV de de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	4- Réduire à 100% les conflits agropastoraux	Nombre de litiges résolus	Rapport du Sous-préfet de Meiganga Rapport de la Commune	Dynamisme du Sous-préfet Dynamisme des différents chefs Implication des populations	-Prise d'initiative du Sous-Préfet et/ou de l'exécutif -Participation des acteurs aux rencontres d'échanges	Rapports des rencontres d'échanges
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. L'appareil de production est modernisé	- Nombre d'infrastructures opérationnels - Rendement	Rapport du DAEPIA Meiganga PV de réception Rapport du comité de suivi du BIP	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements

	2.1. Les éleveurs sont mieux structurés et outillés	Nombre de coopératives Nombre de formations organisées	Rapport de différentes sensibilisations organisées	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	2.2. Les services d'encadrement sont renforcés	Nombre de services d'encadrement fonctionnel et opérationnel	Rapport du DAEPIA Meiganga PV de réception Rapport du comité de suivi du BIP	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	3.1. Les infrastructures de commercialisation sont améliorées	Nombre d'aire d'abattage construit Nombre d'unité de transformation mise en place	PV de de réception Rapport du Comité de suivi du BIP Rapport de la commune	-Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	4.1. Les zones de transhumance sont sécurisées	Nombre et superficie de zones de transhumance aménagées	Rapport du Sous-préfet de Meiganga Rapport de la Commune	Dynamisme du Sous-préfet Dynamisme des différents chefs Implication des populations	-Prise d'initiative du Sous-Préfet et/ou de l'exécutif -Participation des acteurs aux rencontres d'échanges	Rapports des rencontres d'échanges
Activités						
Pour R 1.1.	Pour R 2.1.	Pour R 2.2.	Pour R 3.1.	Pour R 4.1.		
1.1.1. Construction de 07 bains détiqueurs dans les villages de Mbarang, Meiganga, Fada, Garga-Limbonan, Lokoti, Batoua Godole et Meidoukou) I : 25 000 000 × 7 = 175 000 000 F (5% I) : 8 750 000 Im (10%(I+F)) : 18 375 000 T : 202125000 FCFA	2.1.1. Incitation par la sensibilisation des populations villageoises au regroupement des GIC, associations et structures paysannes diverses en une coopérative I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA	2.2.1. Étude de faisabilité en vue du réaménagement du centre zootechnique et vétérinaire de Meiganga et de Mboulaï I : 500 000 F (5% I) : 25 000 Im (10%(I+F)) : 52 500 T : 577 500 FCFA	3.1.1. Construction de 11 aires d'abattage (dans les villages de Laka Petel, Bekaguiwang, Kombo Laka, Mbéré, Dir Petel, Fada, Mboua, Batoua Godole, Nandeké, Gumbela, Babongo) I : 15 000 000 × 11 = 165 000 000 F (5% I) : 8 250 000 Im (10%(I+F)) : 17 325 000 T : 190575000 FCFA	4.1.1. Etude de faisabilité en vue de la délimitation des zones et couloirs de transhumance. I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA		

<p>1.1.2. Construction de 9 fermes avicoles communale (dans les villages Meidoukou, Kombo Laka, Kamboul, Djouzami-Tougoun, Dir pétel, Dana1et 2, Barki, Bardé, Dobezon) I : 50 000 000 × 9 = 450 000 000 F (5% I) : 22 500 000 Im (10%(I+F)) : 47 250 000 T : 519 750 000 FCFA</p>	<p>2.1.2 Formation d'au moins 100 éleveurs et/ou de la coopérative aux procédures d'obtention et de gestion des financements I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA</p>	<p>2.2.2. Renforcement de l'encadrement des éleveurs par l'acquisition des moyens de déplacement (moto tout terrain YAMAHA AG 100) I : 2 000 000 × 3 = 6000 000 F (5% I) : 300000 Im (10%(I+F)) : 630000 T : 6 930 000 FCFA</p>	<p>3.1.2. Construction d'un abattoir moderne avec unité de récupération et de valorisation de sous-produits d'abattage pour la ville de Meiganga I : 60 000 000 / F (5% I) : 3 000 000 / Im (10%(I+F)) : 6 300 000 / T : 69 300 000 FCFA</p>
<p>1.1.3 Travaux de vulgarisation des 20 étangs piscicoles piscicoles communal (Kamboul, Dobezon, Ndojong, Mboulaï, Mbéré, Bembarang, Djaoro Doua, Mikila II et III, Gbafouck, Mbarang, Meidoukou, Ngazi-tina, Ndéra, Kombo Laka, Gbaten Lobo, Djallo, Dakkéré, Boutou, Mborguéné) I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA</p>	<p>2.1.3 Appui aux éleveurs dans 10 villages recevant les réfugiés en vaccins, champs fourragers, matériels pour enclos I : 2 250 000 × 10 = 22 500 000 F (5% I) : 1 125 000/ Im (10%(I+F)) : 2362500 / T : 25987500 FCFA</p>	<p>Construction et équipement de la délégation d'arrondissement I : 35 000 000 F (5% I) : 1 750 000 Im (10%(I+F)) : 3 675 000 T : 40 425 000 FCFA</p>	<p>3.1.3. Construction et équipement de 11 marchés à bétails (hangar + parc à bétail + latrines + points d'eau + bureaux du personnel) dans les villages Mboula, Garga-Limbona, Fada, Lokoti, Kaka, BékaGuiwang, Meidoukou, Kombo-Laka, Batoua-Godole, Djouzami, Meiganga) I : 30 000 000*11= 330 000 000 / F (5% I) : 16 500 000 / Im (10%(I+F)) : 34 650 000 / T : 381150000 FCFA</p>
<p>1.1.4 Étude de faisabilité en vue de la construction d'un parc vaccino-gène dans les villages Beka-guiwang, Massoï, Wantamo, Fada, Meiganga, Meidoukou, Garga-Limbona I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA</p>		<p>I : 40 000 000 × 4 = 160 000 000 / F (5% I) : 8 000 000 / Im (10%(I+F)) : 16 800 000 / T : 184800000</p>	<p>3.1.4. Étude de faisabilité en vue de la construction de points de ventes des produits d'élevage à Meiganga I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500</p>
<p>1.1.5 Formation d'au moins 100 jeunes de la commune au métier d'élevage I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000</p>			<p>I : 15 000 000 / F (5% I) : 750 000 / Im (10%(I+F)) : T : 17325000FCFA</p>
<p>1.1.6 Travaux de vulgarisation sur l'importance de la mise en œuvre des champs fourragers dans la commune I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000</p>			<p>(hangar + parc à bétail + latrines + points d'eau + bureaux du personnel) I : 30 000 000 / F (5% I) : Im (10%(I+F)) : T : 34650000FCFA</p>
<p>1.1.7. Construction de 07 parcs vaccino-gènes (Kaka, Mboula, Babongo, Lokoti, Garga-Limbona, Batoua-Godolé et Kombo-Laka) I : 15 000 000 × 7 = 105 000 000 / F (5% I) : 5 250 000 / Im (10%(I+F)) : 11 025 000 / T : 121 275 000FCFA</p>			<p>I : 30 000 000 / F (5% I) : Im (10%(I+F)) : T : 34650000FCFA</p>

1.1.8. Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation de 02 puits pastoraux à Fada et Baoussi I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500	I : 10 000 000 / F (5% I) : Im (10%(I+F)) : T : 11 550 000 FCFA
1.1.9. Construction de 10 puits pastoraux à Meiganga (02), Garga-Limbona (01), Mbarang (01), Meidoukou (01), Babongo (01), Nandéké (01), Lokoti (01), Dana (01) I : 8 000 000 × 10 = 80 000 000 / F (5% I) : Im (10%(I+F)) : T : 92 400 000	I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500
1.1.10. Etude de faisabilité en vue du réaménagement des étangs piscicoles de Meiganga et Mbarang I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500	I : 5 000 000*6= 30 000 000 / F (5% I) : Im (10%(I+F)) : T : 34 650 000 FCFA
	I : 5 000 000 / F (5% I) : 250 000 / Im (10%(I+F)) : 525 000 T : 5 775 000 FCFA
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	1 725 000 000
Total Fonctionnement (F)	86 250 000
Imprévus (10%(I+F))	181 125 000
Total estimatif	1 992 375 000 FCFA

4.2.28. Forêt et faune

PROBLEME CENTRAL : Dégradation des ressources floristiques et fauniques

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Œuvrer pour la conservation des ressources floristiques et fauniques	Nombre d'hectares de forêt créé	-Délégué département MINOFF/Mbéré	-Disponibilité des terrains -Disponibilité des fonds	Superficie du terrain alloué au projet -montant des fonds mobilisés	-Délégué département MINOFF -Conventions de financement
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la gestion participative et durable des ressources forestières	Nombre d'hectares de forêt créés Nombre de campagnes sensibilisation	-Rapport du Délégué département MINOFF/Mbéré	-Disponibilité des terrains -Disponibilité des fonds	Superficie du terrain alloué au projet -montant des fonds mobilisés	-Délégué département MINOFF -Conventions de financement
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. Les ressources forestières sont améliorées	Nombre d'hectares de forêt créés Nombre de campagnes sensibilisation	-Rapport du Délégué département MINOFF/Mbéré	-Disponibilité des terrains -Disponibilité des fonds	Superficie du terrain alloué au projet -montant des fonds mobilisés	-Délégué département MINOFF -Conventions de financement
	1.2. La population s'approprie de la gestion des ressources forestières	Nombre de campagnes sensibilisation	-Rapport du Délégué département MINOFF/Mbéré	-Disponibilité des terrains -Disponibilité des fonds	Superficie du terrain alloué au projet -montant des fonds mobilisés	-Délégué département MINOFF -Conventions de financement
Activités						
Pour R 1.1.				Pour R 1.2.		
1.1.1. Aménagement de 2 points de vente de bois d'œuvre à Meiganga I : 4 000 000 / F (5% I) : 200 000 / Im (10%(I+F)) : 420 000 / T : 4 620 000 FCFA				2.1.1. Sensibilisation éducation et formation des membres des comités de concertations sur les méfaits des feux de brousses I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA		
1.1.2. Etude de faisabilité en vue de la création d'une forêt communale à à Kaka (10 000 ha) I : 1 000 000 / F (5% I) : 50 000 / Im (10%(I+F)) : 105 000 / T : 1 155 000				2.1.2. Vulgariser la politique du Reboisement dans toute la Commune de Meiganga I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA		

1.1.3. Etude de faisabilité en vue de la création et la mise en place d'un jardin zoologique au niveau de la commune de Meiganga I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA	2.1.3. Sensibilisation des populations sur la réglementation et l'importance de la gestion des ressources forestières et fauniques (dans les villages de Ndera, Bekaguiwang, Dana, Massoï, Wantamo, Gouïgo, Madagascar, Ngan-Hi, Gboutou, Dokolim, Mbéré, Gbagueté Salao, Babongo, Ardo Gado, Gbanam Moufeck, Gbaten Lobo, Mama Wassande, Mikila II et III, Gamkombol, Batoua Godole.) I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA
1.1.4. Création et mise en place des espaces verts (800 m ² /1000 habitants) I : 4 000 000 / F (5% I) : 200 000 / Im (10%(I+F)) : 420 000 / T : 4 620 000 FCFA	
1.1.5. Création d'un marché formel de gibier à Meiganga I : 5 000 000 / F (5% I) : 250 000 / Im (10%(I+F)) : 525 000 / T : 5 775 000 FCFA	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	22 000 000
Total Fonctionnement (F)	1 100 000
Imprévus (10%(I+F))	2 310 000
Total estimatif	25 410 000 FCFA

4.2.29. Environnement et protection de la nature et développement durable

PROBLEME CENTRAL : Dégradation de la nature et de l'environnement

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Baisser la dégradation de la nature et de l'environnement	-Nombre de campagnes de sensibilisation et d'ateliers de formation organisé - Activités de l'unité environnementale - Nombre d'ateliers de formation et de renforcement de capacités organisé	-Rapports des campagnes de sensibilisation et d'ateliers de formation -Rapports des ateliers de formation - Rapports d'activité de l'unité d'éducation environnementale	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Développer auprès de la population de Meiganga une gestion participative et durable des ressources naturelles	-Nombre de campagnes de sensibilisation organisé	Rapports des campagnes de sensibilisation Rapports des ateliers de formation - Rapports d'activité de l'unité d'éducation environnementale	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La population s'approprie de la gestion de l'environnement	-Nombre de campagnes de sensibilisation organisé	Rapports des campagnes de sensibilisation Rapports des ateliers de formation - Rapports d'activité de l'unité d'éducation environnementale	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
	1.2. Le cadre de vie est amélioré	Nombre d'espace vert aménagé Nombre de bacs à ordure distribué Nombre de latrine publique construite	Rapports des campagnes de sensibilisation - Rapports d'activité de l'unité d'éducation environnementale - Rapport DD de l'environnement PV de réception	-Disponibilité des fonds	Montant des fonds transférés/mobilisés	-Conventions de financements
Activités						
Pour R 1.1.				Pour R 2.1.		

1.1.1. Sensibilisation sur la réglementation en matière de coupe abusif du bois dans les villages de Massoï, Kpaamaa, Gbanam Moufeck, Djaoro Doua, Djouzami, Kpaamaa I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA	2.1.1. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une zone de décharge de déchets urbains à Meiganga avec réalisation d'étude d'impact environnemental (EIE) I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500 FCFA
1.1.2. Campagne de sensibilisation des membres des comités de concertations des villages contre la destruction des ressources naturelles par les feux de brousse. I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA	2.1.2. Etude de faisabilité en vue de l'ouverture d'une antenne HYSACAM à Meiganga I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500 FCFA
1.1.3. Sensibilisation des populations sur l'hygiène et salubrité dans les villages de Laka Petel, Ngan-Hi, Kpaamaa, Ngazi I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA	2.1.3. Dotation de 20 bacs à ordures (7 à Gbaguété Lawan, 7 à Gazi, 6 à Gbawar) / I : 20 000 × 20 = 300 000 / F (5% I) : 15 000 / Im (10%(I+F)) : 31 500 / T : 346 500 FCFA
1.1.4. Aménagement de 5 pépinières forestières (1 à Bounou, 1 à Gbaguété Lawan, 1 à Kaka, 1 à Dozoui-Mikila I, 1 à Ngazi) I : 20 000 000 × 5 = 100 000 000 / F (5% I) : 5 000 000 / Im (10%(I+F)) : 10 500 000 / T : 115 500 000 FCFA	2.1.4. Construction de 4 latrines publiques à Mboulaï I : 3 500 000 × 4 = 14 000 000 / F (5% I) : 700 000 / Im (10%(I+F)) : 1 470 000 / T : 16 170 000 FCFA
1.1.5. Sensibilisation des promoteurs et/ou les maîtres d'ouvrages de projets sur l'importance de l'étude d'impact environnemental (EIE) I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA	2.1.5. Étude de faisabilité en vue de l'aménagement de 2 espaces verts dans la ville de Meiganga I : 500 000 / F (5% I) : 25 000 / Im (10%(I+F)) : 52 500 / T : 577 500 FCFA
1.1.6. Projets REDD+ operation un habitant 10 arbres I : 234 490 000 / F (5% I) : 11 724 500 / Im (10%(I+F)) : 24 621 450 / T : 270 835 950	2.1.6. Campagne de sensibilisation sur l'importance de la création des clubs des amis de la nature (dans les villages Yafounou, Mboula, Gboutou, Djouzami, Yende, Gbanam Moufeck, Fada, Gbafouck) I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA
	2.1.7. Reboisement dans les artères de la ville et le long de la nationale I : 5 000 000 / F (5% I) : 250 000 / Im (10%(I+F)) : 525 000 / T : 5 775 000 FCFA
	2.1.8. Acquisition d'une benne pour le transport des déchets ménagers (projet soumis au FEICOM) I : 80 000 000 / F (5% I) : 4 000 000 / Im (10%(I+F)) : 8 400 000 / T : 92 400 000 FCFA
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	444 790 000
Total Fonctionnement (F)	22 239 500
Imprévus (10%(I+F))	46 702 950
Total estimatif	513 732 450 FCFA

4.2.30. Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre

PROBLEME CENTRAL : Difficulté d'accès aux services administratifs et de maintien de l'ordre

Stratégie		Indicateurs de lstratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Faciliter l'accès des populations aux services administratifs et assurer leur sécurité	Nombre d'infrastructures fonctionnelles	-Rapport du Sous-Préfet - PV de réception - Rapport du comité de suivi du BIP	- Volonté politique - Disponibilité des fonds	- Signature des actes de création d'infrastructures - Montant des fonds mobilisés	- Délégué départemental MINATD - Journal des projets - Conventions de financements
Objectifs spécifiques	1. Renforcer la sécurité et le processus de décentralisation	Nombre de formation organisé	-Rapport du Sous-Préfet - PV de réception	-Disponibilité des fonds	-montant des fonds mobilisés	-journal des projets -convention de financement
Résultats (Axes stratégiques)	1.1. La sécurité des populations est améliorée	Nombre de descente de l'équipe de la police	Rapport du DD MINADT/MBERE Rapport de la Commune Rapport chef de quartier	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	1.2. Le processus de décentralisation est parfaitement maîtrisé	Nombre de formation organisé	Rapport du DD MINADT/MBERE Rapport de la Commune Rapport chef de quartier	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
	1.3. Les zones à risques sont sécurisées	Nombre de quartiers et village sécurisés	Rapport de la Commune Rapport chef de quartier	Transfert des ressources venant de l'État et autres partenaires	Montant des fonds mobilisés/transférés	-Journal des projets -Conventions de financements
Activités						
Pour R.1.1.		Pour R 1.2.		Pour R 1.3.		
1.1.1. Renforcement de la sécurité routière I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA		1.2.1. Formation des autorités municipales sur le processus de décentralisation / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000		1.3.1. Etude de faisabilité en vue de la sécurisation des zones à risques (zones d'inondation et d'érosion régressive) / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA		
1.1.2. Contrôle et enquête auprès des réfugiés / I : 2 000 000 / F (5% I) : 100 000 / Im (10%(I+F)) : 210 000 / T : 2 310 000 FCFA						
Cadre estimatif						
Libellés				Montants		
Total investissement (I)				8 000 000		
Total Fonctionnement (F)				400 000		
Imprévis (10%(I+F))				840 000		
Total estimatif				9 240 000 FCFA		

4.2.31. Centre d'intérêt N° 3. Développement de l'économie locale

PROBLEME CENTRAL : Faible exploitation des potentialités économiques de la Commune

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif global	Œuvrer pour l'exploitation efficiente des potentialités économiques	-Nombre d'infrastructures aménagés -Nombre d'organisation mise sur pied et légalisé -Récépissé de déclaration des organisations	- Rapport des activités de la commune	-Disponibilité des fonds -Dynamisme de l'exécutif communal -Disponibilité des terrains - Disponibilité des acteurs des corps de métiers	-Montant des fonds mobilisé	-Rapport SG
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la qualité des infrastructures économiques	Nombre d'infrastructures aménagés	Rapport des activités de la commune	-Disponibilité des fonds -Dynamisme de l'exécutif communal -Disponibilité des terrains	-Montant des fonds mobilisé -Obtention des actes de création -Disponibilité des titres fonciers	-Receveur municipal -Service financier -Copie des actes de création -Copies des titres fonciers
	2. Organiser les corps de métier de la commune de Meiganga	-Nombre d'organisation mise sur pied et légalisé -Activités des organisations mises en place - Récépissé de déclaration des organisations PV de réunions avec les corps de métier	-Rapports d'activités des organisations - Répertoire de corps de métier au niveau de la commune	-Dynamisme de l'exécutif communal - Disponibilité des acteurs des corps de métiers	-Prise d'initiative de l'exécutif -Participation des acteurs des corps de métiers aux rencontres d'échanges	Rapports des rencontres d'échanges

Résultats (Axes stratégiques)	1.1. la commune de Meiganga est dotée d'infrastructures économiques de qualité (Chambre froide et complexe commercial)	Nombre d'infrastructures aménagés	- Rapport d'activités de la commune - Rapport du service de gestion et équipement de la commune	-Disponibilité des fonds -Dynamisme de l'exécutif communal -Disponibilité des terrains	-Montant des fonds mobilisé -Obtention des actes de création -Disponibilité des titres fonciers	-Receveur municipal -Service financier -Copie des actes de création -Copies des titres fonciers
	2.1. les corps de métier de la commune de Meiganga sont organisés	-Nombre d'organisation mise sur pied et légalisé -Activités des organisations mises en place	-Récépissé de déclaration des organisations -Rapports d'activités des organisations	-Dynamisme de l'exécutif communal - Disponibilité des acteurs des corps de métiers	-Prise d'initiative de l'exécutif -Participation des acteurs des corps de métiers aux rencontres d'échanges	Rapports des rencontres d'échanges
Activités						
Pour R1			Pour R2.1			
1.1.1. Construction d'une chambre froide municipale dans la ville de Meiganga (I: 15 000 000 / F (5% I): 750 000 / Im (10%(I+F)): 1 575 000 / T: 17 325 000 Fcfa			2.1.1. Regrouper les corps Les corps de métier de la Commune par filière T: 2 310 000 Fcfa			
1.1.2. Construction d'un complexe commercial au marché de Meiganga I: 15 000 000 / F (5% I): 750 000 / Im (10%(I+F)): 1 575 000 / T: 17 325 000 FCFA			2.1.1. Appui à l'organisation et la structuration des commerçants T: 2 310 000 FCFA			
1.1.3. Appui aux initiatives locales de développement pour tous les villages de la commune I: 2 000 000*71 = 142000000 / F (5% I): 7100000/ Im (10%(I+F)): 14 910 000/ T: 164 010 000 FCFA						
1.1.4. Équipement en infrastructures de commerce (10 hangars, 2 chambres froides 5 magasins de stockage) dans l'espace urbain I: (10x20 000 00 +2x25000000 + 5x25 000 000) = 275 000 000 / F (5% I): 13 750 000 / Im (10%(I+F)): 28 875 000 / T: 317 625 000 FCFA						

<p>1.1.4 Construction de 66 hangars de commerce (dans la ville de Meiganga et dans les villages Laka Petel, Djalingo, Ndera, Bekaguiwang, Dana, Massoï, Dankali, Wantamo, Yafounou, Gouïgo, Gari Ngoura, Madagascar, Kamboul, Dobezon, Hore Koni, Ndongue, Lokoti, Nandeke, Bardé, Bounou, Mboula, Ndoyong, Sabga, Gunbela, Mballé, Dokolim, Gbaguété Lawan, Gazi, Mbéré, Gbagueté Salao, Babongo, Gbawar, Djouzami, Bembarang, Yende, Ardo Gado, Kaka, Dozoui-Mikila I, Kpaamaa, Gbanam Moufeck, Ngazi Tina, Gbaten Lobo, Dir Petel, Djaoro Doua, Mama Wassande, Baïna II, Mikila II et III, Mboua, Gbafouck, Gamkombol, Batoua Godole, Ngazi, Mbarang, Meidougou Ngam, Ndozui-Mikila, Mikila 2 et 3, Ndoyong, Mbaïna 1et 2, Garga)</p> <p>I: 1 320 000 000 / F (5% I): 66 000 000 / Im (10%(I+F)): 138 600 000 / T: 1 524 600 000 FCFA</p>	
<p>1.1.6. Construction de 6 magasins de stockage de céréale et vivre dans les villages (Lokoti, Bembarang, Baïna, Fada, Baïna II, Meidougou)</p> <p>I: 150 000 000 / F (5% I): 7 500 000 / Im (10%(I+F)): 15 750 000 / T: 173 250 000 FCFA</p>	
<p>1.1.7. Construction de 28 magasins de stockage de céréales et de farine de manioc à Djalingo, Ndera, Dana, Wantamo, Madagascar, Kamboul, Dobezon, Ngan-Hi, Mboula, Gboutou, Dokolim, Mbéré, Djouzami, Kaka, Fada, Mboua, Batoua Godole, Meidougou, Mbondo, Mbalé, Massoï, Lokoti, Gbaten lobo, Ngankombol, Garga Limbona, Dakkééré, Mborguéné, Dolé</p> <p>I : 25 000 000×28 = 700 000 000 F (5% I) : 35 000 000 Im (10%(I+F)) : 73 500 000</p> <p>T : 808 500 000 FCFA</p>	
<p>1.1.8. Achat, construction d'abris et installation de 45 moulins communaux à céréales et à manioc à moteur diesel 15 CV à Djalingo, Ndera, Massoï, Dankali, Yafounou, Gouïgo, Madagascar, Hore Koni, Lokoti, Bardé, Ndoyong, Gunbela, Kombo Laka, Dokolim, Gazi, Mbéré, Babongo , Gbawar, Djouzami, Djallo, Yende, Ardo Gado, Kpaamaa, Gbanam Moufeck, Fada, Mama Wassande, Baïna II, Mikila II et III, Mboua, Gbafouck, Gamkombol, Gamkombol, Batoua Godole, Mbarang, Meidougou, Ngazi, Mbalé, Kaka, Gbaguété-Lawan, Gbaguété Salao, Douyel, Dakkééré, Bembarang</p> <p>I : (2 000 000×45)= 90 000 000</p> <p>F (5% I) : 4 500 000</p> <p>Im (10%(I+F)) : 9 450 000</p> <p>T : 103 950 000 FCFA</p>	
<p>1.1.9. Construction de 07 bains détiqueurs dans les villages de Mbarang, Meiganga, Fada, Garga-Limbonan, Lokoti, Batoua Godole et Meidougou)</p> <p>I : 25 000 000 × 7 = 175 000 000</p> <p>F (5% I) : 8 750 000</p> <p>Im (10%(I+F)) : 18 375 000</p> <p>T : 202125000 FCFA</p>	

<p>1.1.10. Construction de 9 fermes avicoles communale (dans les villages Meidoukou, Kombo Laka, Kamboul, Djouzami-Tougoun, Dir pétel, Dana1et 2, Barki, Bardé, Dobezon) I : 50 000 000 × 9 = 450 000 000 F (5% I) : 22 500 000 Im (10%(I+F)) : 47 250 000 T : 519 750 000 FCFA</p>	
<p>1.1.11. Construction et équipement de 11 marchés à bétails (hangar + parc à betail + latrines + points d'eau + bureaux du personnel) dans les villages Mboula, Garga-Limbona, Fada, Lokoti, Kaka, BékaGuiwang, Meidoukou, Kombo-Laka, Batoua-Godole, Djouzami, Meiganga) I : 30 000 000*11= 330 000 000 F (5% I) : 16 500 000 Im (10%(I+F)) : 34 650 000 T : 381150000 FCFA</p>	
<p>(hangar + parc à betail + latrines + points d'eau + bureaux du personnel) I : 30 000 000 F (5% I) : Im (10%(I+F)) : T : 34650000FCFA</p>	
<p>1.1.13. Construction de 11 aires d'abatage (dans les villages de Laka Petel, Bekaguiwang, Kombo Laka, Mbéré, Dir Petel, Fada, Mboua, Batoua Godole, Nandeké, Gumbela, Babongo) I : 15 000 000 ×11 = 165 000 000 F (5% I) : 8 250 000 Im (10%(I+F)) : 17 325 000 T : 190575000 FCFA</p>	
<p>1.1.14. Construction d'un abattoir moderne avec unité de récupération et de valorisation de sous-produits d'abattage pour la ville de Meiganga I : 60 000 000 F (5% I) : 3 000 000 Im (10%(I+F)) : 6 300 000 T : 69 300 000 FCFA</p>	
<p>1.1.15. Etude de faisabilité en vue de l'aménagement et de l'ouverture des pistes agricoles dans les villages de Wantamo, Kamboul, Dobezon, Kombo Laka, Dokolim, Bembarang, Gbanam Moufeck, Gamkombol, Batoua Godole ; Meidoukou, Ndéra, Baïna II, Babongo I : 2 000 000 F (5% I) : 100 000 Im (10%(I+F)) : 210 000 T : 2 310 000 FCFA</p>	
<p>1.1.16. Valorisation du site écotourisme dénommé "Source Sanaga" I: 305 699 900 / F (5% I): 15 284 995 / Im (10%(I+F)): 32 098 489,5 / T: 353 083 384,5 FCFA</p>	
Cadre estimatif	
Libellés	Montants
Total investissement (I)	4 226 102 497
Total Fonctionnement (F)	211 305 125
Imprévus (10%(I+F))	443 740 762
Total estimatif	4 881 148 385 FCFA

4.3. Récapitulatif des coûts estimatifs du PCD

Tableau 74. Tableau récapitulatif des coûts estimatif du PCD par secteur

N°	Centre d'intérêt/Secteur		Côût estimatif (FCFA)
1	Institution communale		77 587 000
4	Education de base		9 615 548 250
5	Enseignement secondaire		3 253 777 300
6	Enseignements supérieur		15 600 585 000
7	Recherche scientifique et de l'Innovation		79 695 000
8	Santé		726 872 500
9	Travail et sécurité sociale		13 860 000
10	Emploi et formation professionnelle		64 102 500
11	Affaire sociale		560 175 000
12	Promotion de la femme et de la famille		676 252 500
13	Communication		5 775 000
14	Culture		148 417 500
15	Jeunesse et éducation civique		815 430 000
16	Sport et éducation physique		451 027 500
17	Poste et télécommunication		151 882 500
18	Travaux publics		433 412 500
19	Transport		432 335 000
20	Eau et Energie	Eau et assainissement	1 195 217 000
		Énergie	664 000 000
21	Développement urbain et habitat		492 950 000
22	Domaine et affaires foncières		35 805 000
23	Industries, mines et développement technologique		10 972 500
24	Commerce		2 087 085 000
25	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat		672 325 500
26	Tourisme et loisir		361 745 885
27	Agriculture et développement rural		2 420 302 500
28	Elevage pêche et industries animales		1 992 375 000
29	Forêt et faune		25 410 000
30	Environnement et protection de la nature		513 732 450
31	Administration territoriale et décentralisation		9 240 000
TOTAL			43 587 895 885 FCFA

SECTEUR TRANSVERSAUX

N°	centre d'intérêt / secteur	coût estimatif	source de financement
1	Economie locale	4 881 148 385	Commune /PNDP /BIP / autres
2	petite enfance	4 404 575 750	Commune /PNDP /BIP / autres
total		9 285 724 135 FCFA	

4.4. Esquisse du plan d'utilisation et de gestion durable de terres (PUGDT)

L'utilisation et la gestion des terres de l'espace communal est conforme à la catégorisation des activités menées par les populations. En fonction des unités de paysage identifiées et des activités pratiqués par les populations la figure 17 présente l'état d'utilisation des terres.

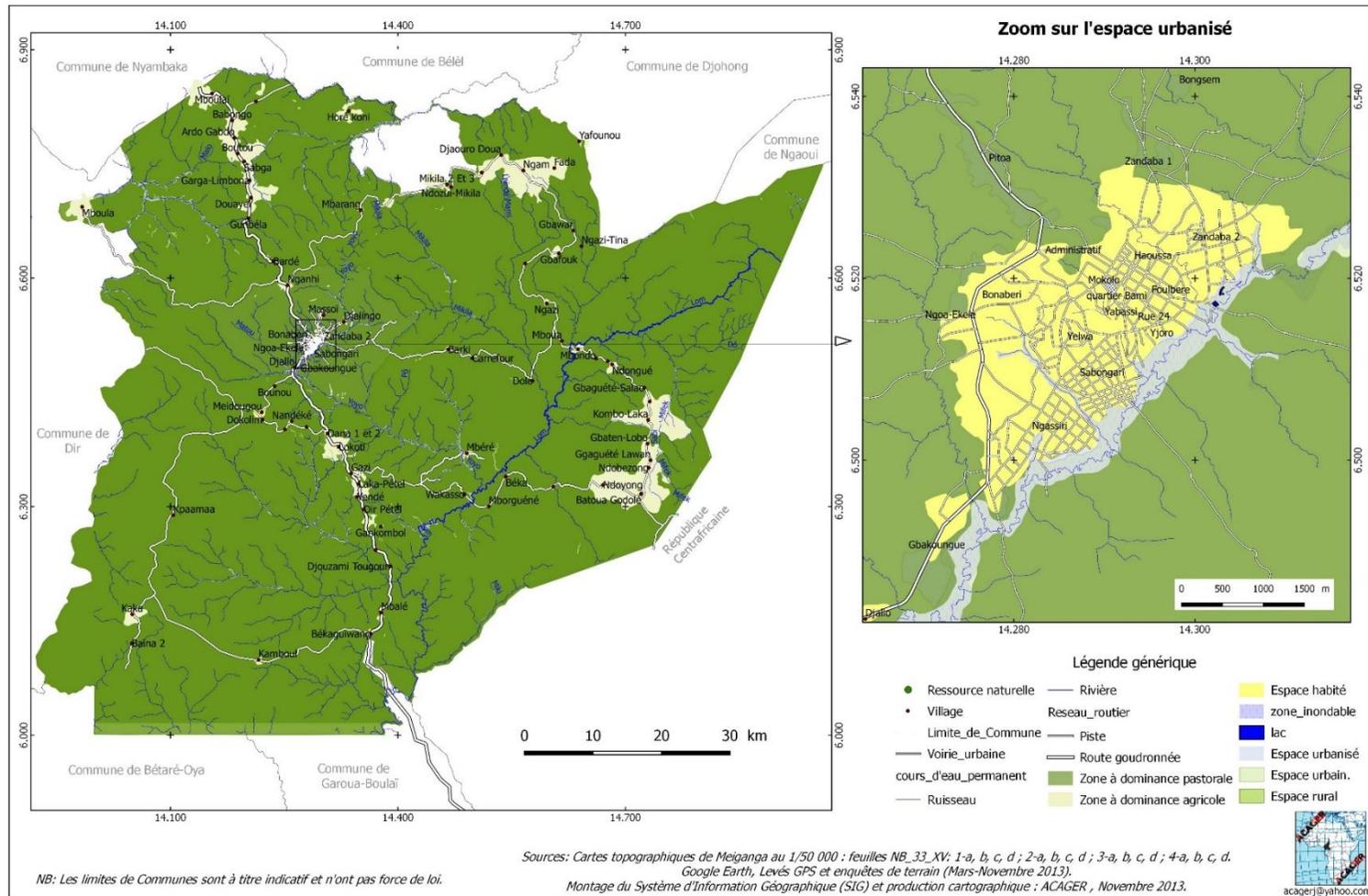


Figure 17 Unité de paysage

5. PROGRAMMATION

5.1. Fiche de synthèse des microprojets prioritaires de la Commune

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
1.	ARDO GADDO	Sensibilisation des parents pour l'envoi des enfants à l'école	Réalisation d'un forage	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	Assistance aux couches vulnérables	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	dotation en moulin communal de transformation de produits agricoles	Étude de faisabilité en vue de la création de champs communautaire	Construction d'un hangar de commerce	37 000 000 FCFA	dotation en moulin communal de transformation de produits agricoles	3 000 000 FCFA	Le moulin permettra d'éviter les pertes post agricoles et de booster l'économie du village
		2 000 000 FCFA	8 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	1 000 000 FCFA	500 000 FCFA	3 000 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA				
2.	BABONGO	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	assistance aux personnes vulnérables	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	Réalisation d'un forage	Étude faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Acquisition d'un moulin communal	Construction d'un point de stationnement	Construction d'un hangar au marché	101 500 000 FCFA	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	16 000 000 FCFA	Les deux salles de classes permettront de renforcer les infrastructures éducatives du village et lutter contre les déperditions scolaires
		16 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	3 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA				
3.	BAINA 2	Réalisation d'un forage	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Construction d'un séchoir	Étude faisabilité en vue de l'aménagement des pistes agricoles	Construction d'un hangar de Commerce	Acquisition d'un moulin communal	57 500 000 FCFA	Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe qu'un point d'eau potable dans le village ce qui est très insuffisant pour une population si nombreuse
		8 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	500 000 FCFA	7 000 000 FCFA	1 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA				

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village			
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)	
4.	BARDÉ	Sensibilisation des parents pour l'envoi des enfants à l'école	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Construction d'un centre d'État civil	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	Étude de faisabilité en vue de l'organisation des agriculteurs	Acquisition d'un moulin communal	Construction d'un hangar de Commerce	Construction d'une ferme avicole communale		83 000 000 FCFA	Acquisition d'un moulin communal	3 000 000 FCFA	Le moulin permettra d'éviter les pertes post agricoles et de booster l'économie du village
		2 000 000 FCFA	500 000 FCFA	5 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	500 000 FCFA	3 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA					
5.	BARKI	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des routes qui vont dans les autres villages	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Réalisation d'un forage	Construction d'un centre de promotion de la femme	Construction d'un hangar de Commerce	Étude faisabilité en vue de la création d'un champ fourrager	Construction d'une ferme avicole communale		147 000 000 FCFA	Construction d'un hangar de Commerce	20 000 000 FCFA	La construction d'un hangar permettra de faire la promotion des produits locaux
		2 000 000 FCFA	1 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA	8 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	500 000 FCFA	50 000 000 FCFA					
6.	BATOUA GODOLE	Construction et équipement de deux salles de classes au lycée	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Construction d'un centre de promotion de la femme	Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation du Scan Water	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Acquisition d'un moulin communal	Construction d'un abattoir	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles		152 500 000 FCFA	Construction et équipement de deux salles de classes au lycée	18 000 000 FCFA	Les deux salles de classes permettront de renforcer les infrastructures éducatives du village et lutter contre les déperditions scolaires
		18 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	3 000 000 FCFA	40 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA					
7.	BEKAGUI	Étude de	Réalisation	Équipement	Étude	Appui aux	Construction	Construction	Construction		Étude de	500 000	L'électrification	

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
	WANG	faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	n d'un forage	du CSI	faisabilité en vue de la réfection de deux salles de classe à l'EP	personnes vulnérables	d'un abattoir	n d'un bloc latrine au marché	n d'un parc vaccinogène		faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	FCFA	permettra de rehausser le développement du village tant sur le plan économique que sur le plan éducatif
		500 000 FCFA	8 000 000 FCFA	8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	1 000 000 FCFA	40 000 000 FCFA	35 000 000 FCFA	8 000 000 FCFA	101 500 000 FCFA			
8.	BEMBARANG	Réalisation d'un forage	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	Construction d'un centre d'état civil	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Construction d'un hangar au marché	Étude faisabilité en de l'aménagement d'un étang piscicole Communal	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des pistes agricoles		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe aucun de point d'eau potable dans le village
		8 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	5 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA	500 000 FCFA	1 000 000 FCFA	53 000 000 FCFA			
9.	BOUNOU	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Réalisation d'un forage	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	Appui aux personnes vulnérables	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Construction d'un hangar de commerce	Étude faisabilité en vue de l'acquisition d'une pépinière forestière	Étude faisabilité en vue de la création d'un champ fourrager		Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	16 000 000 FCFA	Les deux salles de classes permettront de renforcer les infrastructures éducatives du village et lutter contre les déperditions scolaires
		16 000 000 FCFA	8 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	1 000 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	48 500 000 FCFA			
10.	BOUTOU	Étude de faisabilité en vue de	Construction d'un centre	Construction d'un centre de promotion de	Réalisation d'un forage	Sensibilisation sur l'importance et	Construction d'un magasin de stockage	Construction d'une ferme	Étude de faisabilité en vue de		Construction d'un magasin de stockage des	25 000 000 FCFA	Le moulin permettra d'éviter les pertes

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
		l'organisation des agriculteurs en coopérative	d'apprentissage de petits métiers	la femme		les avantages de la médecine traditionnelle	des produits agricoles	avicole	l'aménagement des étangs piscicoles		produits agricoles		post agricoles et de booster l'économie du village
		500 000 FCFA	50 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	8 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	1 000 000 FCFA	186 500 000 FCFA			
11.	CARREFOUR	Sensibilisation des parents pour l'envoi des enfants à l'école	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement de la route	Construction d'un hangar de commerce au marché	Construction d'un magasin de stockage	Acquisition d'un moulin communal		Construction d'un hangar de commerce au marché	20 000 000 FCFA	La construction d'un hangar permettra de faire la promotion des produits locaux
		2 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	1 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	61 500 000 FCFA			
12.	DAKKERE	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Étude de faisabilité en vue de l'organisation des agriculteurs en coopérative	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Construction d'un magasin de stockage	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des étangs piscicoles	Acquisition d'un moulin communal		Construction d'un magasin de stockage	25 000 000 FCFA	Le magasin de stockage permettra d'éviter les pertes post agricoles et de booster l'économie du village
		500 000 FCFA	16 000 000 FCFA	500 000 FCFA	2 000 000 FCFA	500 000 FCFA	25 000 000 FCFA	500 000 FCFA	3 000 000 FCFA	48 500 000 FCFA			
13.	DANA 1 ET 2	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village	Réalisation d'un forage	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Étude de faisabilité en vue de la construction	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine	Construction d'une ferme avicole	Construction d'un magasin de stockage	Construction d'un hangar de commerce		Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à	500 000 FCFA	L'électrification permettra de rehausser le développement du village tant sur le

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village			
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)	
		à l'aide des plaques solaires			on d'un reposoir chez le chef	traditionnelle						l'aide des plaques solaires		plan économique que sur le plan éducatif
		500 000 FCFA	8 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA	500 000 FCFA	2 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	122 000 000 FCFA				
14.	DANKALI	Étude de faisabilité en vue de la Construction de la chefferie	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Étude de faisabilité en vue de la délimitation des espaces agricoles	Construction d'un centre d'état civil	Acquisition d'un moulin communal	Construction d'un hangar de commerce	Construction d'une ferme avicole			Acquisition d'un moulin communal	3 000 000 FCFA	Le moulin permettra d'éviter les pertes post agricoles et de booster l'économie du village
		500 000 FCFA	2 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	5 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	81 000 000 FCFA				
15.	DIR PÉTÉL	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Assistance aux personnes vulnérables	Construction d'un hangar de commerce	Construction d'un abattoir	Construction d'une ferme avicole			Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe aucun point d'eau potable dans le village
		8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	2 000 000 FCFA	500 000 FCFA	1 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	40 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	122 000 000 FCFA				
16.	DJALINGO	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement	Étude de faisabilité en vue de l'électrification	Réalisation d'un forage	Construction et équipement de deux	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de	Acquisition d'un moulin communal	Construction d'un magasin de stockage	Étude de faisabilité en vue de la construction			Acquisition d'un moulin communal	3 000 000 FCFA	Le moulin permettra d'éviter les pertes post agricoles et

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
		ent de la route qui part du village	ation du village à l'aide des plaques solaires		salles de classes à l'EP	la médecine traditionnelle			d'un marché à bétail				de booster l'économie du village
		500 000 FCFA	500 000 FCFA	8 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	500 000 FCFA	55 500 000 FCFA			
17.	DJALLO	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation des séchoirs	Étude de faisabilité en vue de la construction d'un foyer des jeunes	Construction d'un centre de promotion de la femme	Construction d'un séchoir communal	Acquisition d'un moulin communal	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des étangs piscicoles		Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	500 000 FCFA	L'électrification permettra de rehausser le développement du village
		500 000 FCFA	8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	50 000 000 FCFA	7 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	500 000 FCFA	70 000 000 FCFA			
18.	DJAOUR DOUA	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de la construction d'une salle de fête	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement de la route qui part du village	Construction d'un hangar de commerce	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des étangs piscicoles	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des pistes agricoles		Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	16 000 000 FCFA	Les deux salles de classes permettront de renforcer les infrastructures éducatives du village et lutter contre les déperditions scolaires
		16 000 000 FCFA	8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	2 000 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	48 000 000 FCFA			
19.	DJOUZAMI TOUGOUN	Réalisation d'un forage	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Étude de faisabilité en vue de l'organisation des agriculteurs en	Construction d'un centre de promotion de la femme	Construction d'une ferme avicole	Étude de faisabilité en vue de la création d'un champ communal	Étude de faisabilité en vue de la construction d'un centre multifonctionnel		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	La réalisation d'un forage viendra renforcer le nombre de point d'eau potable qui existe afin de satisfaire

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
			traditionnelle		coopérative								une population de plus de 1000 habitants
		8 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA	500 000 FCFA	50 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	155 000 000 FCFA			
20.	DOKOLIM	Réalisation d'un forage	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	Construction et équipement de deux salles de classes au CES	Étude de faisabilité en de la construction d'un centre multimédia à l'EP	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	construction d'un magasin de stockage	Étude de faisabilité en vue de la construction d'un centre multifonctionnel	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des pistes qui mènent au gisement de sable		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	La réalisation d'un forage viendra renforcer l'unique point d'eau potable qui existe afin de satisfaire une population de plus de 1000 habitants
		8 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	18 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	25 000 000 FCFA	500 000 FCFA	1 000 000 FCFA	55 500 000 FCFA			
21.	DOUAYE L	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Construction de deux logements pour enseignants	Réalisation d'un forage	Construction d'un centre de promotion de la femme	Acquisition d'un moulin communal	Construction d'un hangar de commerce	Étude de faisabilité en de la construction d'un centre zootechnique et vétérinaire		Acquisition d'un moulin communal	3 000 000 FCFA	Le moulin permettra d'éviter les pertes post agricoles et de booster l'économie du village
		500 000 FCFA	16 000 000 FCFA	30 000 000 FCFA	8 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	500 000 FCFA	120 000 000 FCFA			
22.	FADA	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Étude de faisabilité en vue de la mise en place des comités de vigilance	Réalisation d'un forage	Construction d'un bloc latrine au marché	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Acquisition d'un moulin de transformation des produits agricoles	Construction d'un parc à bétail		Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	25 000 000 FCFA	Le magasin de stockage permettra d'éviter les pertes post agricoles et de booster l'économie du village
		16 000 000	500 000	8 000 000	35 000 000	500 000 FCFA	25 000 000	3 000 000	30 000 000	180 000			

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
		FCFA	FCFA	FCFA	FCFA		FCFA	FCFA	FCFA	000 FCFA			
23.	GANKOM BOL	Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation de deux salles de classes	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Étude faisabilité en vue de la construction de la chefferie traditionnelle	Construction d'un hangar de commerce	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Étude faisabilité en vue de la création d'un champ communal		Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation de deux salles de classes	500 000 F CFA	Les deux salles de classes permettront de renforcer les infrastructures éducatives du village et lutter contre les déperditions scolaires
		500 000 FCFA	2 000 000 FCFA	8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	500 000 FCFA	57 000 000 FCFA			
24.	GARGALIMBONA	Réalisation d'un forage	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	Étude de faisabilité en vue de la mise en place des comités de vigilance	Construction d'un centre de promotion de la femme	Construction d'un hangar de commerce	Construction d'un point de stationnement	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles		Construction d'un hangar de commerce	20 000 000 FCFA	La construction d'un hangar permettra de faire la promotion des produits locaux
		8 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	500 000 FCFA	50 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	171 500 000 FCFA			
25.	GAZI	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue d'aider les populations à l'obtention du titre foncier	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	Étude de faisabilité en vue de l'organisation des agriculteurs en coopérative	Acquisition d'un moulin de transformation des produits agricoles	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des étangs piscicoles		Acquisition d'un moulin de transformation des produits agricoles	3 000 000 FCFA	Le moulin permettra d'éviter les pertes post agricoles et de booster l'économie du village
		500 000 FCFA	8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	2 000 000 FCFA	500 000 FCFA	3 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	500 000 FCFA	40 000 000 FCFA			
26.	GBAFOU	Réalisation	Étude	Étude de	Construction	Construction	Construction	Acquisition	Étude de		Réalisation d'un	8 000 000	Il n'existe aucun

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
	K	d'un forage	faisabilité en de la délimitation des espaces agricoles	faisabilité en vue de l'organisation des agriculteurs en coopérative	on et équipement de deux salles de classes à l'EP	d'un bloc administratif à l'EP	d'un hangar de commerce	d'un moulin de transformation des produits agricoles	faisabilité en vue de l'aménagement des étangs piscicoles		forage	FCFA	de point d'eau potable dans le village
		8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	16 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	500 000 FCFA	64 500 000 FCFA			
27.	GBAGUÉ TÉ-SALAO	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de la sécurisation du site minier de Gbassara	Assistance aux personnes vulnérables	Construction d'un centre de promotion de la femme	Étude faisabilité en de la délimitation des espaces agricoles	Construction d'un hangar de commerce	Acquisition d'un moulin de transformation des produits agricoles	Étude de faisabilité en vue de la création d'un champ communal		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe aucun de point d'eau potable dans le village
		8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	1 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	500 000 FCFA	83 500 000 FCFA			
28.	GBANAM MOUFEC K	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de la transformation du GIC MOÏNAN en coopérative	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	Assistance aux personnes vulnérables	Étude de faisabilité en vue d'aider les populations à l'obtention du titre foncier	Construction d'un parc à bétail	Construction d'un hangar de commerce	Construction d'une ferme avicole		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe aucun de point d'eau potable dans le village
		8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	2 000 000 FCFA	1 000 000 FCFA	500 000 FCFA	30 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	112 000 000 FCFA			
29.	GBATEN-LOBO	Réalisation d'un forage	construction d'un foyer	Étude de faisabilité en vue de	Sensibilisation sur l'important	Sensibilisation des parents sur l'importance de	Étude de faisabilité en vue de	Construction d'un hangar de	Construction d'un magasin de		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe aucun de point d'eau potable dans le

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
			communautaire	l'aménagement de la route qui part du village	ce et les avantages de la médecine traditionnelle	l'envoi des enfants à l'école	l'aménagement des étangs piscicoles	commerce	stockage des produits agricoles				village
		8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	1 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	59 000 000 FCFA			
30.	GBAWAR	Réalisation d'un forage	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Étude de faisabilité en vue du reboisement dans les édifices publics du village	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Construction de deux logements pour enseignants	Construction d'un hangar de commerce	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Construction d'un parc à bétail		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe aucun point d'eau potable dans le village
		8 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	30 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	30 000 000 FCFA	130 000 000 FCFA			
31.	GBAGUETE LAWAN	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de la construction d'une clôture autour de l'EP	Assistance aux personnes vulnérables	Étude de faisabilité en vue de l'organisation des agriculteurs en coopérative	Acquisition d'un moulin de transformation des produits agricoles	Construction d'un séchoir	Construction d'un hangar de commerce		Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	16 000 000 FCFA	Les deux salles de classes permettront de renforcer les infrastructures éducatives du village et lutter contre les déperditions scolaires
		16 000 000 FCFA	8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	1 000 000 FCFA	500 000 FCFA	3 000 000 FCFA	7 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	56 000 000 FCFA			
32.	GOUIGO	Réalisation d'un forage	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Construction d'un bloc administratif à l'EP	Construction d'un centre d'état civil	Étude de faisabilité en vue de la construction d'un foyer communautaire	Acquisition d'un moulin de transformation des produits agricoles	Étude de faisabilité en vue de la création d'un champ fourrager	Construction d'un point de stationnement		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	La réalisation d'un forage viendra réduire les souffrances des populations

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
			l'EP										
		8 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA	5 000 000 FCFA	5 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	5 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	108 000 000 FCFA			
33.	GUNBEL A	Réhabilitation des infrastructures hospitalières	Construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille	Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation des salles de classes de l'EP	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de la construction d'un foyer communautaire	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Construction d'un hangar de commerce	Étude de faisabilité en vue de la construction d'un centre zootechnique et vétérinaire		Réhabilitation des infrastructures hospitalières	8 000 000 FCFA	La réhabilitation des infrastructures hospitalières viendra réduire les maladies et de lutter contre l'automédication
		8 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	500 000 FCFA	8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	25 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	500 000 FCFA	112 500 000 FCFA			
34.	KAKA	Équiper l'école publique de 98 tables bancs	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des aires de jeux de l'EP	Construction d'un centre d'état civil	Étude de faisabilité en vue de l'organisation des agriculteurs en coopérative	Étude de faisabilité en vue de la création d'une forêt communale	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Construction d'un hangar de commerce	Construction d'un point de stationnement		Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	25 000 000 FCFA	Le magasin de stockage permettra d'éviter les pertes post agricoles et de booster l'économie du village
		2 940 000 FCFA	500 000 FCFA	5 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	25 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	104 440 000 FCFA			
35.	KAMBOUL	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en de la délimitation des	Construction d'un centre d'état civil	Étude de faisabilité en vue de la constructi	Étude de faisabilité en vue de la délimitation des zones de	Construction d'un hangar de commerce	Construction d'une ferme avicole	Construction d'un magasin de stockage des produits		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe aucun de point d'eau potable dans le village

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
			espaces agricoles		on d'un foyer culturel	transhumance			agricoles				
		8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	5 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	109 500 000 FCFA			
36.	KOMBO-LAKA	Construction et équipement de deux salles de classes au CETIC	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EM	Étude de faisabilité en vue de la mise en place des comités de vigilance	Construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille	Étude de faisabilité en vue de l'élaboration des POS	Étude de faisabilité en vue de la construction d'un centre de vente d'OR	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des étangs piscicoles	Construction d'un parc à bétail		Étude de faisabilité en vue de la construction d'un centre de vente d'OR	500 000 FCFA	Les mines d'or sont vendues à vil prix. la construction de ce centre viendra à cout sûr renforcer l'économie du village
		18 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	500 000 FCFA	50 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	30 000 000 FCFA	150 000 000 FCFA			
37.	KPAAMA A	Réalisation d'un forage	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Formation des agriculteurs sur l'agroforesterie	Sensibilisation sur la réglementation en matière de coupe abusif du bois	Construction d'un hangar de commerce	Étude faisabilité en vue de l'aménagement des pistes agricoles	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe aucun point d'eau potable dans le village. La présence de l'unique source n'offre pas une eau de qualité
		8 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA	500 000 FCFA	2 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	1 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	72 500 000 FCFA			
38.	LAKA-PÉTÉL	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Construction de deux logements d'astreinte pour enseignants	Étude de faisabilité en vue de l'affiliation des travailleurs à la CNPS	Construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Construction d'un hangar de commerce	Construction d'un point de stationnement	Construction d'un séchoir		Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	16 000 000 FCFA	Les deux salles de classes permettront de renforcer les infrastructures éducatives du village et lutter contre les déperditions
		16 000 000	30 000 000	500 000 FCFA	50 000 000	500 000 FCFA	20 000 000	50 000 000	7 000 000	174 000			

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village			
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)	
		FCFA	FCFA		FCFA		FCFA	FCFA	FCFA	000 FCFA			scolaires	
39.	LOKOTI	Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation du Scan Water	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Étude de faisabilité en vue de clôturer le CSI	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Construction d'un orphelinat municipal	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Construction d'un point de stationnement	Étude de faisabilité en vue de la construction d'un centre multifonctionnel		143 000 000 FCFA	Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation du Scan Water	500 000 FCFA	La réhabilitation de ce Scan Water évitera de parcourir des longues distances à la recherche de l'eau potable et réduire des maladies hydriques
		500 000 FCFA	16 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	50 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	500 000 FCFA					
40.	MADAGASCAR	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Formation des agriculteurs sur l'agroforesterie	Étude de faisabilité en vue de la construction d'un foyer culturel	Construction d'un hangar de commerce	Construction d'un parc à bétail	Construction d'un abattoir		101 500 000 FCFA	Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe aucun point d'eau potable dans le village
		8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	2 000 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA	30 000 000 FCFA	40 000 000 FCFA					
41.	MAMA WASANDE	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement de la route qui part du village	Étude de faisabilité en vue d'organiser les agriculteurs en coopérative	Étude de faisabilité en vue d'organiser les éleveurs en coopérative	Construction d'un hangar de commerce	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des pistes agricoles	Construction d'un séchoir		38 500 000 FCFA	Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe aucun point d'eau potable dans le village
		8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	1 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA	1 000 000 FCFA	7 000 000 FCFA					

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village			
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)	
42.	MASSOÏ	Étude faisabilité en vue de la construction d'un pont sur la route du village	Étude de faisabilité en vue de l'élaboration d'un POS	Sensibilisation des populations sur les procédures d'obtention des titres fonciers	Sensibilisation des populations sur la réglementation et l'importance de la gestion des ressources forestières et fauniques	Étude de faisabilité en vue de la mise en place des comités de vigilance	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Acquisition d'un moulin de transformation des produits agricoles	Construction d'une ferme avicole		83 500 000 FCFA	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	25 000 000 FCFA	Le magasin de stockage permettra d'éviter les pertes post agricoles et de booster l'économie du village
		500 000 FCFA	500 000 FCFA	2 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	500 000 FCFA	25 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA					
43.	MBAÏNA 1 ET 2	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Réalisation d'un forage	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Campagne d'établissement d'acte de naissance	Acquisition d'un moulin de transformation des produits agricoles	Construction d'un hangar de commerce	Construction d'un séchoir		56 000 000 FCFA	Acquisition d'un moulin de transformation des produits agricoles	3 000 000 FCFA	Le moulin permettra d'éviter les pertes post agricoles et de booster l'économie du village
		500 000 FCFA	8 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA	500 000 FCFA	1 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	7 000 000 FCFA					
44.	MBALE	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille	Construction d'un centre d'état civil	Étude de faisabilité en vue de la construction d'un foyer communautaire	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Construction d'un séchoir	Acquisition d'un moulin de transformation des produits agricoles		106 500	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	16 000 000 FCFA	Les deux salles de classes permettront de renforcer les infrastructures éducatives du village et lutter contre les déperditions scolaires
		16 000 000	50 000 000	5 000 000	500 000	500 000 FCFA	25 000 000	7 000 000	3 000 000					

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
		FCFA	FCFA	FCFA	FCFA		FCFA	FCFA	FCFA	000 FCFA			
45.	MBARANG	Équipement du CSI	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Étude de faisabilité en de la réhabilitation de trois forages endommagés	Équipement de l'EP en 5 tables bancs	Étude de faisabilité en vue d'organiser les agriculteurs en coopérative	Étude de faisabilité en de l'aménagement des étangs piscicoles	Construction d'un séchoir	Construction d'un bloc latrine au marché		Équipement du CSI	8 000 000 FCFA	L'équipement du CSI viendra réduire les maladies et de lutter contre l'automédication
		8 000 000 FCFA	4 000 000 FCFA	500 000 FCFA	150 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	7 000 000 FCFA	35 000 000 FCFA	55 650 000 FCFA			
46.	MBÉRÉ	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en de la construction d'un centre de formation multifonctionnel	Assistance aux personnes vulnérables	Formation des jeunes en leadership et entrepreneurial	Formation des agriculteurs sur l'agroforesterie	Construction d'un hangar de commerce	Création d'un moulin à écraser	Construction d'un magasin de stockage des produits vivriers		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe aucun de point d'eau potable dans le village. La présence de l'unique source n'offre pas une eau de qualité
		8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	1 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	61 500 000 FCFA			
47.	MBONDO	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue d'organiser les agriculteurs en coopérative	Construction d'un centre d'état civil	Étude de faisabilité en vue de la construction d'un foyer communautaire	Formation des agriculteurs sur l'agroforesterie	Construction d'un hangar de commerce	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Construction d'un séchoir		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe aucun de point d'eau potable dans le village
		8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	5 000 000 FCFA	5 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	7 000 000 FCFA	67 500 000 FCFA			
48.	MBOUA	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité	Étude de faisabilité en	Étude de faisabilité	Sensibilisation des parents sur	Construction d'un magasin	Acquisition d'un moulin	Construction d'une		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe aucun de point d'eau

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
			en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	vue d'organiser les agriculteurs en coopérative	en vue de la construction de la chefferie	l'importance de l'école	de stockage des produits agricoles	de transformation des produits agricoles	ferme avicole				potable dans le village
		8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	2 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	89 500 000 FCFA			
49.	MBOULA	Étude faisabilité en vue de la réfection de deux salles de classe à l'EP	Réalisation d'un forage	Construction d'un centre d'apprentissage de petits métiers	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Étude de faisabilité en vue de la délimitation des espaces agricoles	Construction d'un hangar de commerce	Acquisition d'un moulin de transformation des produits agricoles	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles		Étude faisabilité en vue de la réfection de deux salles de classe à l'EP	500 000 FCFA	Les deux salles de classes permettront de renforcer les infrastructures éducatives du village et lutter contre les déperditions scolaires
		500 000 FCFA	8 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	107 500 000 FCFA			
50.	MBOULAÏ	Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation de 03 forages endommagés	Étude faisabilité en vue de la réfection des salles de classe à l'EP	Construction d'un centre d'état civil	Construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille	Étude de faisabilité en vue d'organiser les agriculteurs en coopérative	Construction d'un point de stationnement	Étude de faisabilité en vue de la délocalisation du marché	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles		Construction d'un point de stationnement	50 000 000 FCFA	Existe un point d'eau en bon état. Le point de stationnement permettra l'évacuation des produits hors du village
		500 000 FCFA	500 000 FCFA	5 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	500 000 FCFA	50 000 000 FCFA	500 000 FCFA	25 000 000 FCFA	136 500 000 FCFA			
51.	MEIDOU GOU	Équipement du CSI	Construction et équipement	Construction d'un centre d'apprentissage	Étude de faisabilité en vue de	Construction et équipement de deux salles de	Construction d'un hangar de commerce	Étude de faisabilité en vue de la	Construction d'une ferme		Équipement du CSI	8 000 000 FCFA	L'équipement du CSI viendra réduire les

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
			t de deux salles de classes au CES	ge de petits métiers	la mise en place des comités de vigilances	classes à l'EP		l'aménagement des pistes agricole	avicole				maladies et de lutter contre l'automédication
		8 000 000 FCFA	18 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	500 000 FCFA	4 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	1 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	151 500 000 FCFA			
52.	NDERA	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Étude de faisabilité en vue d'organiser les agriculteurs en coopérative	Construction d'un centre d'état civil	Construction d'un séchoir	Étude faisabilité en vue de l'aménagement des étangs piscicoles	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe aucun de point d'eau potable dans le village. La présence de l'unique source n'offre pas une eau de qualité
		8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	5 000 000 FCFA	7 000 000 FCFA	500 000 FCFA	25 000 000 FCFA	47 000 000 FCFA			
53.	DOBEZON	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Étude de faisabilité en vue de la construction d'un foyer communautaire	Formation des agriculteurs sur l'agroforesterie	Étude de faisabilité vue de l'élaboration d'un POS	Construction d'un hangar de commerce	Acquisition d'un moulin de transformation des produits agricoles	Construction d'une ferme avicole		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	L'unique point d'eau potable qui existe est endommagé. Actuellement le village ne dispose pas de point d'eau potable
		8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	2 000 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	169 000 000 FCFA			
54.	NDONGU É	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de l'Encadrement des artisans	Étude de faisabilité en vue de l'Encadrement des miniers	Étude de faisabilité en vue d'organiser les agriculteurs en coopérative	Construction d'un hangar de commerce	Étude faisabilité en vue de la construction d'un centre de promotion	Construction d'un parc à bétail		Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	16 000 000 FCFA	Les deux salles de classes permettront de renforcer les infrastructures éducatives du village et lutter

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village							
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)					
								des produits artisanaux et miniers										contre les déperditions scolaires
		16 000 000 FCFA	8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA	500 000 FCFA	30 000 000 FCFA	75 500 000 FCFA								
55.	NDOYONG	Réalisation d'un forage	Assistance aux personnes vulnérables	Étude faisabilité en vue de la construction d'un foyer communautaire	Étude faisabilité en vue de l'aménagement de la route qui part du village	Étude de faisabilité en vue d'organiser les agriculteurs en coopérative	Construction d'un hangar de commerce	Construction d'un séchoir	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles					Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA			Il n'existe aucun point d'eau potable dans le village. La présence de 03 sources n'offre pas une eau de qualité
		8 000 000 FCFA	1 000 000 FCFA	500 000 FCFA	1 000 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA	7 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	63 000 000 FCFA								
56.	NDOZUMIKILA	Réalisation d'un forage	Construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille	Étude faisabilité en vue de l'aménagement de la route qui part du village	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Étude de faisabilité vue de l'élaboration d'un POS	Acquisition d'un moulin de transformation des produits agricoles	Construction d'un hangar de commerce	Construction d'un séchoir					Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA			Le nombre de forage n'arrive pas à satisfaire la population
		8 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	1 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	3 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	7 000 000 FCFA	90 000 000 FCFA								
57.	NGAM	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques	Équipement du C.S.I	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Étude de faisabilité en vue de la construction d'un foyer communautaire	Construction d'un hangar de commerce	Construction d'un abattoir	Construction d'un parc à bétail					Construction d'un hangar de commerce	20 000 000 FCFA			La construction d'un hangar permettra de faire la promotion des produits locaux

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
			solaires										
		8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	8 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA	40 000 000 FCFA	30 000 000 FCFA	103 000 000 FCFA			
58.	NGANJI	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille	Étude de faisabilité en vue d'organiser les agriculteurs en coopérative	Sensibilisation sur l'importance et les avantages de la médecine traditionnelle	Étude de faisabilité en vue de l'élaboration d'un POS	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des pistes agricoles	Construction d'un séchoir		Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	16 000 000 FCFA	Les deux salles de classes permettront de renforcer les infrastructures éducatives du village et lutter contre les déperditions scolaires
		16 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	500 000 FCFA	2 000 000 FCFA	500 000 FCFA	25 000 000 FCFA	1 000 000 FCFA	7 000 000 FCFA	102 000 000 FCFA			
59.	NGAZI	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Réalisation d'un forage	Sensibilisation des populations sur l'obtention du titre foncier	Étude de faisabilité en vue de l'élaboration d'un POS	Étude de faisabilité en vue d'organiser les agriculteurs en coopérative	Acquisition d'un moulin de transformation des produits agricoles	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des étangs piscicoles	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des pistes agricoles		Acquisition d'un moulin de transformation des produits agricoles	3 000 000 FCFA	Le moulin permettra d'éviter les pertes post agricoles et de booster l'économie du village
		500 000 FCFA	8 000 000 FCFA	2 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	3 000 000 FCFA	500 000 FCFA	1 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA			
60.	NGAZI-TINA	Construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Étude de faisabilité en vue de l'encadrement des miniers	Construction d'un centre d'état civil	Étude de faisabilité en vue de la délimitation et sécurisation des espaces agricoles	Dotation en moulin de transformation de produits agricoles	Construction des séchoirs communautaire	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des étangs		Dotation en moulin de transformation de produits agricoles	3 000 000 FCFA	Le moulin permettra d'éviter les pertes post agricoles et de booster l'économie du village

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
		50 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	5 000 000 FCFA	500 000 FCFA	3 000 000 FCFA	7 000 000 FCFA	500 000 FCFA	67 000 000 FCFA			
61.	SABGA	Étude de faisabilité en vue de la réhabilitation de 4 forages endommagés	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Construction d'un centre d'état civil	Étude de faisabilité en vue d'organiser les agriculteurs en coopérative	Formation des populations sur l'agroforesterie	Dotation en moulin de transformation de produits agricoles	Étude de faisabilité en vue de l'ouverture d'un atelier de couture communal	Construction d'un hangar de commerce		Acquisition d'un moulin de transformation des produits agricoles	3 000 000 FCFA	Le moulin permettra d'éviter les pertes post agricoles et de booster l'économie du village
		500 000 FCFA	500 000 FCFA	5 000 000 FCFA	500 000 FCFA	2 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA	32 000 000 FCFA			
62.	WANTAMO	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Étude de faisabilité en vue d'organiser les agriculteurs en coopérative	Étude de faisabilité en vue de la délimitation des zones d'élevage	Étude de faisabilité en vue de la délimitation des zones agricoles	Construction d'un hangar de commerce	Dotation en moulin de transformation de produits agricoles	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des pistes agricoles		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe aucun point d'eau potable dans le village.
		8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	1 000 000 FCFA	34 000 000 FCFA			
63.	YAFOUNOU	Étude de faisabilité en vue de la construction d'une clôture à l'EP	Étude de faisabilité en vue de la construction de la chefferie	Étude de faisabilité en vue de la délimitation des zones d'élevage	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Étude de faisabilité en vue d'organiser les agriculteurs en coopérative	Construction d'un abattoir	Construction d'un séchoir	Construction d'un hangar de commerce		Étude de faisabilité en vue de la construction d'une clôture à l'EP	500 000 FCFA	Les enfants sont exposés à l'insécurité (par exemple aux attaques de serpents, et autres animaux sauvages)
		500 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	40 000 000 FCFA	7 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	69 500 000 FCFA			

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
64.	YENDE	Étude de faisabilité en vue de l'électrification du village à l'aide des plaques solaires	Réalisation d'un forage	Construction et équipement de deux salles de classes à l'EP	Étude de faisabilité en vue d'organiser les agriculteurs en coopérative	Sensibilisation des populations sur la réglementation et l'importance de la gestion des ressources forestières et fauniques	Construction d'un hangar de commerce	Dotation en moulin de transformation de produits agricoles	Construction d'un séchoir		Construction d'un hangar de commerce	20 000 000 FCFA	La construction d'un hangar permettra de faire la promotion des produits locaux
		500 000 FCFA	8 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA	500 000 FCFA	2 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	7 000 000 FCFA	57 000 000 FCFA			
65.	DOLE	Réalisation d'un forage	Construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille	Étude de faisabilité en vue de la mise en place des comités de vigilances	Étude de faisabilité en vue d'organiser les agriculteurs en coopérative	Étude faisabilité en vue de l'aménagement de la route qui part du village	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Dotation en moulin de transformation de produits agricoles	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement des pistes agricoles		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe aucun point d'eau potable dans le village. L'unique puits qui existe n'offre pas une eau de qualité
		8 000 000 FCFA	50 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	1 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	1 000 000 FCFA	89 000 000 FCFA			
66.	MIKILA 2 ET 3	Réalisation d'un forage	Construction d'un centre d'état civil	Étude de faisabilité en vue d'organiser les agriculteurs en coopérative	Étude de faisabilité en vue de la construction d'un foyer culturel	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Construction d'un hangar de commerce	Dotation en moulin de transformation de produits agricoles	Étude de faisabilité en vue de la construction d'un centre multifonctionnel		Construction d'un hangar de commerce	20 000 000 FCFA	La construction d'un hangar permettra de faire la promotion des produits locaux
		8 000 000 FCFA	5 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	20 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	500 000 FCFA	38 000 000 FCFA			
67.	MBORGU ÉNÉ	Construction et équipement	Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de	Étude de faisabilité en vue de	Construction d'un centre d'état civil	Dotation en moulin de transformation	Construction d'un hangar de	Construction d'un magasin de		Construction et équipement de deux salles de	16 000 000 FCFA	Les deux salles de classes permettront de

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
68.	BÉKA	de deux salles de classes à l'EP		l'aménagement de la route qui part du village	la mise en place des comités de vigilances		n de produits agricoles	commerce	stockage des produits agricoles		classes à l'EP	78 500 000 FCFA	renforcer les infrastructures éducatives du village et lutter contre les déperditions scolaires
		16 000 000 FCFA	8 000 000 FCFA	1 000 000 FCFA	500 000 FCFA	5 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA				
		Réalisation d'un forage	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'une aire de jeux	Étude de faisabilité en vue de l'aménagement de la route qui part du village	Étude de faisabilité en vue de la construction d'un foyer culturel	Sensibilisation des populations sur la réglementation et l'importance de la gestion des ressources forestières et fauniques	Construction d'un hangar de commerce	Dotation en moulin de transformation de produits agricoles	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles		Réalisation d'un forage	8 000 000 FCFA	Il n'existe aucun point d'eau potable dans le village
		8 000 000 FCFA	500 000 FCFA	1 000 000 FCFA	500 000 FCFA	2 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	25 000 000 FCFA	60 000 000 FCFA			
69	NANDEKE	Construction et équipement de deux salles de classe à l'EP de Nandeké	Construction d'un forage	Sensibilisation des populations sur les méfaits de l'automédication	Construction d'un foyer communautaire	Aménagement d'une aire de jeu	Construction d'une aire d'abattage	Construction d'un hangar	Acquisition du matériel agricole (houes, charrues)		Construction et équipement de deux salles de classe	16 000 000	Renforcer l'encadrement des élèves
		16 000 000	8 000 000	2 000 000	25 000 000	1 000 000	8 000 000	20 000 000	2 000 000				
70	HOREKONI	construction d'un forage	Aménagement de la route	Etude de faisabilité création d'un CSI	Construction de deux salles de classes	Aménagement d'une aire de jeu	Construction d'un hangar	Acquisition du matériel agricole (houes, charrues)	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles		construction d'un forage	8 000 000	Réduire les maladies hydriques
		8 000 000	2 000 000	500 000	16 000 000	1 000 000	20 000 000	2 000 000	25 000 000 FCFA				

N°	VILLAGE / ESPACE URBAIN	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le Projet prioritaire sélectionné par chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection (par rapport à l'autre 1 ^{er} projet prioritaire)
	ESPACE URBAIN COMMUNAL	Réhabilitation de l'hôpital de district	Étude faisabilité en vue de l'extension du réseau de la CDE	Étude de faisabilité en vue de l'extension du réseau d'électricité	Élaboration des Plans Directeurs d'Urbanisme (PDU)	Construction d'un pont sur le ruisseau EBOUE à Yelwa	Étude de faisabilité en vue de la construction des boutiques dans les marchés	Construction d'un établissement d'hébergement municipal près du lac Yzoro	Aménagement de 02 parkings municipaux (01 à Nandeke et 01 à Gale)		720 000 000 FCFA	La réhabilitation des infrastructures hospitalières viendra réduire les maladies et de lutter contre l'automédication	
		720 000 000 FCFA	500 000 FCFA	500 000 FCFA	10 000 000 FCFA	15 000 000 FCFA	500 000 FCFA	300 000 000 FCFA	20 000 000 FCFA	1 066 000 000 FCFA			
TOTAL COUT ESTIMATIF DES PROJETS PRIORITAIRES DE LA COMMUNE										14 293 180 000 FCFA		2 886 000 000 FCFA	

NB. Cette synthèse est réalisée à la suite de la consolidation des fiches individuelles des microprojets prioritaires de chaque village et de l'espace urbain communal obtenu au cours des diagnostics participatifs.

5.2. Mobilisation des ressources

5.2.1. Ressources mobilisables et échéances

BAILLEURS	ECHEANCES			TOTAL
	2014	2015	2016	
PNDP	57 305 068	234 490 000		291 795 068
COMMUNE (apport de la commune pour financement de micro projet PNDP)	6 367 230			6 367 230
BIP	3 947 515 000			3 947 515 000
PIP	65 000 000			65 000 000
Fond propre de la commune	100 600 000	100 000 000	100 000 000	300 600 000
C2D	274 800 000			274 800 000
FEICOM		716 002 015		716 002 015
		50 572 250	116 772 380	167 344 630
TOTAL	4 451 587 298	1 101 064 265	216 772 380	5 769 423 943

5.3. Cadre de dépense à moyen terme (CDMT) des projets prioritaires

Le CDMT est la planification financière et de préparation du budget visant à allouer les ressources aux priorités stratégiques de la Commune. Le tableau présente le Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des Projets Prioritaires

Tableau 75. Cadre de Dépense à Moyen Terme des projets prioritaires

Secteur	Activités	Localisation	Périodes			Coût (FCFA)	Sources de financement
			2014	2015	2016		
EDUCATION DE BASE	Construction d'un bloc maternel à	Meidouougou				25 000 000	BIP
	Équiper l'école maternelle en mobilier (40 tables, 120 tables bancs, 6 tableaux sur chevalet)					2 000 000	BIP
	Construction de deux salles de classe à EP	GOUIGO				16 000 000	BIP
	Equiper deux salles de classes en bureau du maître					250 000	BIP
	Equiper les salles de classes en tables bancs					1 800 000	BIP
	Construction de deux salles de classe à EP	KPOK-KO				16 000 000	BIP
	Equiper les deux salles de classes en tables bancs					1 800 000	BIP
	Equiper les deux salles de classes de en bureau du maître					250 000	BIP
	Suivre l'exécution physico-financière des projets d'investissement 2014 de la DDEB du Mbéré	Meiganga				1 500 000	BIP
	Construction de seize salles de classe à EP	MEIDOUGOU				128 000 000	C2D
	Equiper 16 salles de classes en 480 tables bancs					14 400 000	C2D
	Equiper seize salles de classes en bureau du maître					2 000 000	C2D
	Construire un bloc latrine à L'EP					3 500 000	C2D
	Construire deux blocs de direction à l'EP					5 000 000	C2D
	Équiper les deux blocs de direction de L'EP en tables (deux tables de secrétariat, une table du directeur, une table de réunion et en chaises (chaises de réunion, et chaise du directeur)					5 000 000	C2D
	Construction de trois salles de classe à	GBAGUETE				48 000 000	C2D

	EP	LAWAN					
	Equiper trois salles de classes de L'EP GBAGUETE LAWAN en bureau du maître					375 000	C2D
	Equiper trois salles de classes de L'EP GBAGUETE LAWAN en 90 tables bancs					2 700 000	C2D
	Construire un bloc latrine à l'EP GBAGUETE LAWAN					3 500 000	C2D
	Construction de trois salles de classe à EP					24 000 000	C2D
	Equiper trois salles de classes de L'EP en bureau du maître	DAKKERE				375 000	C2D
	Equiper trois salles de classes de L'EP en 90 tables bancs					2 700 000	C2D
	Construire un bloc latrine à l'EP					3 500 000	C2D
	Construction de cinq salles de classe à EP					40 000 000	C2D
	Equiper cinq salles de classes de L'EP en bureau du maître					625 000	
	Equiper cinq salles de classes de L'EP en 150 tables bancs					4 500 000	C2D
	Construire un bloc latrine à l'EP	NSONGO				3 500 000	C2D
	Construire un bloc de direction à L'EP					5 000 000	C2D
	Equiper le bureau du Directeur de L'EP en tables (une table de secrétariat, une table du directeur) et en chaises (chaises, et chaise du directeur)					1 500 000	C2D
	Dotation des tables bancs aux écoles primaires de la commune	MEIGANGA				2 000 000	PNDP
	Construction et équipement (tables bancs + bureau du maître) de deux salles de classe à l'EP	NDOYONG				18 000 000	Commune
TOURISME ET LOISIRS	Valorisation du site écotouristique dénommé Source de la SANAGA (1 ^{ère} phase)	Garga Limbona				50 572 250	MINTOUL
	Valorisation du site écotouristique dénommé Source de la SANAGA (2 ^{ème} phase)					116 772 380	MINTOUL

COMMERCE	Construction d'une chambre froide au marché	Meiganga				83 000 000	FEICOM
	Construction de 42 boutiques au marché					100 000 000	FEICOM
TRANSPORT	Aménagement du parc de stationnement des gros porteurs	Galé				20 000 000	PNDP / Commune
HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN	Reprofilage de la voirie urbaine	Meiganga				25 000 000	Commune
	Éclairage public 1 ^{ère} phase	Meiganga				25 000 000	Commune
	Reprofilage de la voirie urbaine	Meiganga				17 000 000	Commune
	Entretien de la voirie urbaine	Meiganga				25 000 000	Commune
	Éclairage public	Meiganga				25 000 000	Commune
ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION	Réhabilitation de la résidence du Préfet	Meiganga				12 000 000	BIP
	Construction de la préfecture du Mbéré R+1 (phase 1)	Meiganga				85 000 000	BIP
	Amménagement des fosses septiques dans la prison	Meiganga				5 000 000	BIP
	Achèvement de la construction	Batoua Godolé				10 000 000	BIP
COMMUNICATION	Équipement en mobilier de bureau de la DDCOM du Mbéré	Meiganga				3 200 000	BIP
	Aménagement de bureaux de la DDCOM du Mbéré					3 600 000	BIP
	Equipement en matériel de bureau de la DDCOM du Mbéré					3 200 000	BIP
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Travaux de terrassement du terrain de L'EGEM de Meiganga	Meiganga				100 000 000	BIP
	Maitrise d'œuvre de travaux EGEM					20 085 000	BIP
	Construction d'un blc pédagogique à L'EGEM					200 000 000	BIP
ECONOMIE ET DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	Appui au comité de suivi du BIP	Meiganga				5 000 000	BIP

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Construction de deux salles de classe au CES	BEKA				18 000 000	BIP
	Équipement de deux salles de classe au CES en tables bancs					1 800 000	BIP
	Construction d'une salle informatique au Lycée de Meiganga	Meiganga				25 000 000	BIP
	Équipement des ateliers du Lycée technique en matériel didactique	Meiganga				30 000 000	BIP
	Construction de deux salles de classe au CETIC	KOMBO-LAKA				18 000 000	BIP
	Équipement de deux salles de classe au CETIC en tables Bancs					1 800 000	BIP
	Acquisition de trois postes d'ordinateur complet par ENIEG	Meiganga				4 500 000	BIP
	Construction et équipement (tables bancs + bureau de l'enseignant) de deux salles de classe au lycée biligue	Meiganga				20 000 000	Commune
ENVIRONNEMENT	Commune de meiganga : Appui à l'opération ville verte	Meiganga				10 000 000	BIP
	Poursuite de de la construction de la DD MINEPDED	Meiganga				35 000 000	BIP
	Projet REDD + (opération un habitant 10 arbres)	Djalingo & Meidouougou				234 490 000	PNDP
AGRICULTURE	Construction d'un ponceau sur la rivière	Bembawara				10 000 000	BIP
ELEVAGE	Construction d'un centre de collecte de Miel	Meiganga				30 000 000	BIP
	Finalisation de la construction de l'abattoir de	Meiganga				24 000 000	BIP
	Construction du centre Zootechnique et Vétérinaire	LOKOTI				25 000 000	BIP
	Équipement du centre Zootechnique et Vétérinaire	Garga Limbona				1 500 000	BIP
	Construction d'un hall de vente de poisson à	Meiganga				15 000 000	BIP
	Refection de la DDEPIA du Mbéré	Meiganga				10 000 000	BIP
	Mise en place de trois champs fourragers	Meiganga				15 000 000	PIP
	Construction d'un parc vaccinogène	Fada				10 000 000	PIP

	Construction de l'abattoir (2 ^{ème} phase)	Meiganga				20 000 000	PIP
EAU ET ENERGIE	Réalisation d'un forage équipé	Quartier Haoussa (ville de Meiganga)				8 000 000	BIP
	réalisation d' forage à Ardo Gado	Ardo Gado				8 000 000	PNDP / Commune
	réalisation d' forage à Baïna 2	Baïna 2				8 000 000	PNDP / Commune
	réalisation d' forage à Gankombol	Gankombol				8 000 000	PNDP / Commune
	réalisation d'un forage à Gbaguété Salao	Gbaguété Salao				8 000 000	PNDP / Commune
	amménagement d'une source à Gbafouck Hosséré	Gbafouck Hosséré				3 000 000	PNDP / Commune
	réalisation d'un forage à Gouigo	Gouigo				8 000 000	PNDP / Commune
	réhabilitation des resaeu d'eau et d'électricité des reseau d'eau et electricité de l'hopital de district	Meiganga				8 000 000	PNDP / Commune
	Électrification de la ville de Meiganga (2 ^{ème} phase)	Meiganga				25 000 000	Commune
	Electrification rurale par panneau solaire	Commune de Meiganga				463 000 000	FEICOM
	électrification de la ville de Meiganga (3ème phase)	Meiganga				250 000 000	Commune
	construction d'un forage au lycée classique de MEIGANGA	Meiganga				8 000 000	Commune
	construction d'un forage au lycée technique de Meiganga	Meiganga				8 000 000	Commune
	construction d'un forage à Ngassiri Gbahoko	Ngassiri Gbahoko				8 000 000	Commune
construction d'un forage au Ngassiri Gongga	Ngassiri Gongga				8 000 000	Commune	
construction d'un forage à Ndoyong	Ndoyong				8 000 000	Commune	
FORET ET FAUNE	Equipement de la DDFOF Mbéré en mobilier de bureau	Meiganga				3 000 000	BIP

EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Acquisition de 60 tables bancs par la SAR/SM de Meiganga	Meiganga				1 800 000	BIP
	Construction de la cloture autour de la DDEFOP	Meiganga				15 000 000	BIP
	Acquisition du mobilier de bureau par la DDEFOP	Meiganga				2 000 000	BIP
	Bornage du site abritant la SAR/SM de Meiganga	Meiganga				800 000	BIP
TRAVAUX PUBLICS	Travaux de bitumage de la route Nanadéké - Mbéré	Nanadéké - Mbéré				3 140 000 000	BIP
	Entretien routier Commune de Meiganga	Commune de Meiganga				13 800 000	BIP
	Gestion des barrières de pluies du reseau non prioritaire du DDTP Mbéré	Meiganga				4 000 000	BIP
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	Appui à la coopérative pour la production du Lait le Paysan	Meiganga				2 000 000	BIP
	Mise en place d'un bureau d'enregistrement	Meiganga				1 000 000	BIP
SANTE	Equipement en energie solaire du CSI	Ngam				15 000 000	BIP
	Construction du LAM au CSI de Béka Guiwang	Béka Guiwang				35 000 000	BIP
	Equipement en energie solaire du CSI de Mboula	Mboula				15 000 000	BIP
AFFAIRES SOCIALES	Aides et secours aux populations vulnérables	Meiganga				1 000 000	BIP
Commune de Meiganga	Achat d'un véhicule de liaison	Meiganga				25 600 000	Commune
	Construction d'une case de passage	Meiganga				25 000 000	Commune
	Construction d'un château d'eau pour alimenter l'hôtel de ville	Meiganga				20 000 000	Commune
	Acquisition d'une Benne de 10 roues par la Commune	Meiganga				70 000 000	FEICOM

5.3.1. Coûts estimatifs du CDMT

Tableau 76. Coûts estimatifs du CDMT

Secteurs	Coûts estimatifs (FCFA)
Education de Base	382 775 000
Tourisme et loisirs	167 344 630
Commerce	183 000 000
Transport	20 000 000
Habitat et développement urbain	117 000 000
Administration territoriale et décentralisation	112 000 000
communication	10 000 000
Enseignement supérieur	320 085 000
Economie planification et aménagement du territoire	5 000 000
Enseignements secondaires	119 100 000
Environnement	279 490 000
Agriculture	10 000 000
Elevage	150 500 000
Eau et énergie	837 000 000
Forêt et faune	3 000 000
Emploi et formation professionnelle	19 600 000
Travaux publics	3 157 800 000
Petite et moyenne entreprises de l'économie sociale et de l'artisanat	3 000 000
Santé	65 000 000
Affaires sociales	1 000 000
Commune de Meiganga	140 600 000
Total	6 103 294 630

5.3.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

La prise en compte des impacts socio-économiques et environnementaux négatifs dans les projets planifiés dans le CDMT reste important pour la préservation de l'environnement. Une analyse et une prise en compte des effets non souhaités est nécessaire dans le but de mieux maîtriser/atténuer et optimiser les impacts positifs.

5.3.3. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

Le tableau ci-après récapitule les impacts sociaux et environnementaux des projets planifiés dans le CDMT ainsi que les mesures d'optimisation des effets positifs et d'atténuation des effets négatifs.

Tableau 77 Impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation des projets à mettre en œuvre dans le CDMT

Type de microprojets	Impacts positifs	Impacts négatifs	Mesures d'optimisation	Mesures d'atténuation
<p>Microprojets hydrauliques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction de 11 forages équipés de PMH - Aménagement de la source à Gbafouck Hosséré - Construction d'un château d'eau pour alimenter l'hôtel de ville 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux des maladies liés à l'eau dans les villages - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds - Amélioration de la gouvernance locale à travers l'institution des comités de gestion - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) à travers augmentation des offres d'emploi pour la construction et la réhabilitation des AEP 	<ul style="list-style-type: none"> - Impacts liés aux choix de site - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Risque de déplacement involontaire - Pollution du point d'eau par les produits de traitement, phytosanitaires, par les latrines, les animaux - Risque de perte des espèces ligneuses 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les communautés sur les mesures d'hygiène et d'assainissement - Mettre en place des comités de gestion suivant un processus participatif, prenant en compte les minorités et l'aspect genre - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO. 	<ul style="list-style-type: none"> - Eviter d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles (marécages, lieux sacrés, parcs et aires protégées, etc.) - Négocier auprès des propriétaires des sites et leur expliquer le bien fondé du projet dans la communauté - Activer le plan de recasement - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - Formation du comité de gestion au dosage à l'eau de javel dans les puits ; - Interdire les champs et les latrines dans les alentours des points d'eau - Construction des barrières de protection et des rigoles d'évacuation des eaux - Reboiser les sites si nécessaires - Réaliser des Etudes d'Impacts Socio-Economiques (EISE) pour chaque ouvrage à construire
<p>Projets routiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entretien du réseau routier de la commune - Travaux de bitumage de la route Nandéké-Mbé - Reprofilage de la voirie urbaine 	<ul style="list-style-type: none"> - Désenclavement des localités - Facilitation des mouvements des personnes et transports des biens - Développement économique 	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégageement du site 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place et équipement des comités d'entretien des routes 	<ul style="list-style-type: none"> - Arroser les endroits des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Prévoir un plan de reboisement aux abords des routes
<p>Projets de construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction de 33 salles de classes dans les écoles primaires - Construction de 06 salles de classes dans l'enseignement secondaire - Construction d'une salle informatique - Construction d'un bloc maternel 	<ul style="list-style-type: none"> - Création des emplois - Amélioration des revenus dans la zone du projet - Réduction du taux d'exode rural - Amélioration de l'accès aux services sociaux de base 	<ul style="list-style-type: none"> - Non prise en compte des aspects socio-environnementaux - Risque de marginalisation des populations vulnérables - Erosion due à 	<ul style="list-style-type: none"> - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, utiliser la technique HIMO - Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des fonds pour 	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte des aspects socio-environnementaux - Faire en sorte que les infrastructures profitent à toutes les couches sociales. - Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes

Type de microprojets	Impacts positifs	Impacts négatifs	Mesures d'optimisation	Mesures d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> - Construction de 03 blocs de direction - Construction de 04 blocs latrines - Construction d'une chambre froide - Construction de 42 boutiques au marché de Meiganga - Aménagement du parc de stationnement des porcs porteurs - Rehabilitation de la résidence du Préfet - Construction de la préfecture du Mbéré - Aménagement des fosses septiques de la prison - Travaux de terrassement du terrain de l'EGEM de Meiganga - Construction d'un bloc pédagogique - Poursuite de la construction de la DD MINEPDED - Construction d'un ponceau - Construction d'un centre de collecte de miel - Finalisation de la construction de l'abattoir - Construction du centre zootechnique et Vétérinaire - Construction d'un halle de vente de poisson - Refection de la DDPEIA - Construction d'un parc vaccino-gène - Construction de la cloture autour de la DDEFOP - Construction du LAM dans le CSI de BekaGuiwang - Construction d'une case de passage 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des conditions des élèves dans les salles de classe ; - Développement des activités socio-économiques ; - Facilitation de l'insertion socioprofessionnelle - Améliorer l'alimentation et partant la santé des populations 	<ul style="list-style-type: none"> - l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégage-ment du site - Production des odeurs nauséabondes - Pollution des cours d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> - le financement des projets communautaires - Sensibiliser les populations sur la maîtrise d'ouvrages - Mettre en place les comités de vigilance 	<ul style="list-style-type: none"> - du terrain naturel - Reboiser les zones affectées ; - Engazonner les zones affectées - Arroser les endroits des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Reboiser les alentours de l'ouvrage

Type de microprojets	Impacts positifs	Impacts négatifs	Mesures d'optimisation	Mesures d'atténuation
<p>Micro projets agricoles : Construction d'un ponceau sur la rivière de Bembawara</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Création des emplois - Amélioration des revenus dans la zone du projet - Réduction du taux d'exode rural - Promotion de l'auto-emploi - Améliorer l'alimentation et partant la santé des populations 	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction du couvert forestier pour le dégagement des parcelles - Pollution des eaux par des produits phytosanitaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, utiliser la technique HIMO - Mettre sur pied un système de commercialisation (SIM, marché périodique) - Organiser les producteurs en coopératives structurées et viables 	<ul style="list-style-type: none"> - Privilégier les techniques agricoles respectueuses de l'environnement : agroforesterie, agroforesterie

5.3.4. Plan sommaire de gestion environnementale et sociale

Mesures environnementale	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (FCFA)
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	PNDP	2014-2015	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP	PM
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local	2014-2016	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	PM
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP	2014-2015	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ;	PM
Provision pour la réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires	PNDP, Mairie (conseil municipal)	2014-2016	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	2 500 000
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale)	Agent de développement	2014-2016	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	4 000 000
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des micros projets	Entrepreneurs		Délégation MINEPDED ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM

5.4. Aménagement de l'espace urbain (POS, Zonage)

La Commune de Meiganga ne dispose pas encore d'un Plan d'occupation du sol, ni d'un plan de zonage. Le plan d'occupation du sol est intégré dans le cadre logique et devra faire l'objet de projets prioritaires les années à venir.

5.5. Plan d'investissement annuel (PIA)

5.5.1. Programmation annuelle des projets prioritaires (première année)

secteur	Activités	Localisation	produits / indicateurs résultats	responsables (non dilués)	partenaires	Périodes												Ressources			Sources de financement
						J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	financière	
Education de Base	Construction d'un bloc maternel à	Meidoukou	Bâtiment construit	Entrepreneur	DD/TP Etat, Mairie													-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	25 000 000	BIP
Education de Base	Équiper l'école maternelle en mobilier (40 tables, 120 tables bancs, 6 tableaux sur chevalet)		bâtiment équipé	Entrepreneur	DD/TP Etat, Mairie													-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	2 000 000	BIP
Education de Base	Construction de deux salles de classe à EP	GOUIGO	Salles de classe construite	Entrepreneur	DD/TP Etat, Mairie												-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	16 000 000	BIP	
Education de Base	Equiper deux salles de classes en bureau du maître		Salles de classe équipées	Entrepreneur	DD/TP Etat, Mairie												-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	250 000	BIP	
Education de Base	Equiper les salles de classes en tables bancs		Salles de classe équipées	Entrepreneur	DD/TP Etat, Mairie												-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	1 800 000	BIP	

secteur	Activités	Localisation	produits / indicateurs résultats	responsables (non dilués)	partenaires	Périodes												Ressources			Sources de financement
						J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	financière	
Education de Base	Construction de deux salles de classe à EP	KPOK-KO	Salles de classe construites	Entrepreneur	DD/TP Etat, Mairie													-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	16 000 000	BIP
Education de Base	Equiper les deux salles de classes en tables bancs		Salles de classe équipées	Prestataire /Entrepreneur	DD/TP Etat, Mairie													-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	1 800 000	BIP
Education de Base	Equiper les deux salles de classes en bureau du maître		Salles de classe équipées	Entrepreneur	DD/TP Etat, Mairie													-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	250 000	BIP
Education de Base	Suivre l'exécution physico-financière des projets d'investissement 2014 de la DDEB du Mbéré	Meiganga		Entrepreneur													-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	1 500 000	BIP	
Education de Base	Construction de seize salles de classe à EP	MEIDOUGOU	Bâtiments construits	Entrepreneur	DD/TP ; DD/EB												-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	128 000 000	C2D	
Education de Base	Equiper 16 salles de classes en		Salles de classe équipées	Prestataire /Entrepreneur	DD/TP ; DD/EB												-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	14 400 000	C2D	

secteur	Activités	Localisation	produits / indicateurs résultats	responsables (non dilués)	partenaires	Périodes												Ressources			Sources de financement
						J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	financière	
Education de Base	Construction de trois salles de classe à EP	GBAGUET E LAWAN	Bâtiments construits	Entrepreneur	DD/TP ; DD/EB													-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	48 000 000	C2D
Education de Base	Equiper trois salles de classes de L'EP GBAGUET E LAWAN en bureau du maître		Salles de classe équipées	Prestataire /Entrepreneur	DD/TP ; DD/EB													-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	375 000	C2D
Education de Base	Equiper trois salles de classes de L'EP GBAGUETE LAWAN en 90 tables bancs		Salles de classe équipées	Prestataire /Entrepreneur	DD/TP ; DD/EB													-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	2 700 000	C2D
Education de Base	Construire un bloc latrine à l'EP GBAGUETE LAWAN		bloc latrine construit	Entrepreneur	DD/TP ; DD/EB													-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	3 500 000	C2D
Education de Base	Construction de trois salles de classe à EP	DAKKERE	Bâtiments construits	Entrepreneur	DD/TP ; DD/EB												-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	24 000 000	C2D	
Education de Base	Equiper trois salles de		Salles de classe	Prestataire /Entrepreneur	DD/TP ;												-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	375 000	C2D	

secteur	Activités	Localisation	produits / indicateurs résultats	responsables (non dilués)	partenaires	Périodes												Ressources			Sources de financement								
						J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	financière									
	classes de L'EP en bureau du maître		équipées	eur	DD/EB																								
Education de Base	Equiper trois salles de classes de L'EP en 90 tables bancs		Salles de classe équipées	Prestataire /Entrepreneur	DD/TP ; DD/EB																					-Agent communal de développement ; Fiche de suivi	2 700 000	C2D	
Education de Base	Construire un bloc latrine à l'EP		bloc latrine construit	Entrepreneur	DD/TP ; DD/EB																					-Agent communal de développement ; Fiche de suivi	3 500 000	C2D	
Education de Base	Construction de cinq salles de classe à EP	NSONGO	Bâtiments construits	Entrepreneur	DD/TP ; DD/EB																					-Agent communal de développement ; Fiche de suivi	40 000 000	C2D	
Education de Base	Equiper cinq salles de classes de L'EP en bureau du maître		Salles de classe équipées	Prestataire /Entrepreneur	DD/TP ; DD/EB																						-Agent communal de développement ; Fiche de suivi	625 000	C2D
Education de Base	Equiper cinq salles de classes de L'EP en 150 tables bancs		Salles de classe équipées	Prestataire /Entrepreneur	DD/TP ; DD/EB																						-Agent communal de développement ; Fiche de suivi	4 500 000	C2D
Education de Base	Construire un bloc latrine à l'EP		bloc latrine construit	Entrepreneur	DD/TP ; DD/EB																						-Agent communal de développement ; Fiche de suivi	3 500 000	C2D
Education	Construire		bloc de	Entrepr	DD/TP																						-Agent communal de Fiche de suivi	5 000 000	C2D

secteur	Activités	Localisation	produits / indicateurs résultats	responsables (non dilués)	partenaires	Périodes												Ressources			Sources de financement
						J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	financière	
de Base	un bloc de direction à L'EP		direction construit	eneur ; DD/EB													développement ;				
Education de Base	Equiper le bureau du Directeur de L'EP en tables (une table de secrétariat, une table du directeur) et en chaises (chaises, et chaise du directeur)		bureau équipé	Entrepreneur ; DD/EB	DD/TP ; DD/EB												-Agent communal de développement ;		1 500 000	C2D	
Education de Base	Dotation des tables bancs aux écoles primaires de la commune	MEIGANGA	nombre de table banc distribué	Entrepreneur	DD/TP ; DD/EB												-Agent communal de développement ;	Fiche de suivi	2 000 000	PNDP	
Transport	Aménagement du parc de stationnement des gros porteurs	Galé	parc aménagé	Entrepreneur	DDTP; Mairie												entrepreneur / agent communal de développement	Fiche de suivi	20 000 000	PNDP / Commune	
Habitat et Développement	Reprofilage de la voirie	Meiganga	nombre de Km	Entrepreneur	DDTP; DDHD												entrepreneur	Fiche de suivi	25 000 000	Commune	

secteur	Activités	Localisation	produits / indicateurs résultats	responsables (non dilués)	partenaires	Périodes												Ressources			Sources de financement			
						J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	financière				
ement Urbain	urbaine		reprofilé		U; Mairie																			
Habitat et Développement Urbain	Éclairage public 1 ^{ère} phase	Meiganga	nombre de lampadaires installés	Entrepreneur	DDHD U; Mairie													prestataire	Fiche de suivi	25 000 000	Com mune			
Habitat et Développement Urbain	Réhabilitation de la résidence du Préfet	Meiganga	résidence du préfet réhabilitée	Entrepreneur	DD/TP; MINAT													entrepreneur	Fiche de suivi	12 000 000	BIP			
Administration territoriale et décentralisation	Construction de la préfecture du Mbéré R+1 (phase 1)	Meiganga	préfecture construite	Entrepreneur	DD/TP; MINAT													entrepreneur	Fiche de suivi	85 000 000	BIP			
Administration territoriale et décentralisation	Amménagement des fosses septiques dans la prison	Meiganga	fosses septique aménagée	Entrepreneur	DD/TP; MINAT													entrepreneur	Fiche de suivi	5 000 000	BIP			
Administration territoriale et	Achèvement de la construction	Batoua Godolé	construction achevée	Entrepreneur	DD/TP; MINAT													entrepreneur	Fiche de suivi	10 000 000	BIP			

secteur	Activités	Localisation	produits / indicateurs résultats	responsables (non dilués)	partenaires	Périodes												Ressources			Sources de financement									
						J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	financière										
Supérieur	pédagogique à L'EGEM		construits																											
Economie Planification et de l'Aménagement du Territoire	Appui au comité de suivi du BIP	Meiganga																							5 000 000	BIP				
Enseignements Secondaires	Construction de deux salles de classe au CES	BEKA	Bâtiments construits	entrepreneur	DD/TP; Etat																					entrepreneur	Fiche de suivi	18 000 000	BIP	
Enseignements Secondaires	Equipement de deux salles de classe au CES en tables bancs		Salles de classe équipées	prestataire / entrepreneur	DD/TP; Etat																						entrepreneur	bon de commande	1 800 000	BIP
Enseignements Secondaires	Construction d'une salle informatique au Lycée de Meiganga	Meiganga	Bâtiments construits	entrepreneur	DD/TP; Etat																						entrepreneur	Fiche de suivi	25 000 000	BIP
Enseignements Secondaires	Equipement des ateliers du Lycée technique en matériel didactique	Meiganga	atelier équipé	prestataire	DD/TP; Etat																						prestataire	bon de commande	30 000 000	BIP

secteur	Activités	Localisation	produits / indicateurs résultats	responsables (non dilués)	partenaires	Periodes												Ressources			Sources de financement
						J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	financière	
Enseignements Secondaires	Construction de deux salles de classe au CETIC	KOMBO-LAKA	Bâtiments construits	entrepreneur	DD/TP; Etat													entrepreneur	Fiche de suivi	18 000 000	BIP
Enseignements Secondaires	Équipement de deux salles de classe au CETIC en tables Bancs			salles de classes équipées	prestataire /entrepreneur	DD/TP; Etat													prestataire	bon de commande	1 800 000
Enseignements Secondaires	Acquisition de trois postes d'ordinateur complet par ENIEG	Meiganga	nombres d'ordinateur acquis	prestataire	Etat													prestataire	bon de commande	4 500 000	BIP
Environnement et protection de la nature et développement durable	Commune de meiganga : Appui à l'opération ville verte	Meiganga	Nombre d'arbres planté ou d'espace verts mis en place	Maire	Etat; DDHD U													pepiniériste	fiche de suivi	10 000 000	BIP
Environnement et protection	Poursuite de la construction de la DD	Meiganga	DDMINE PDED Construit	Entrepreneur	Etat													entrepreneur	Fiche de suivi	35 000 000	BIP

secteur	Activités	Localisation	produits / indicateurs résultats	responsables (non dilués)	partenaires	Périodes												Ressources			Sources de financement			
						J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	financière				
de la nature et développement durable	MINEPDED																							
Agriculture	Construction d'un ponceau sur la rivière	Bembawara	ponceau construit	Entrepreneur	DDTP; Etat													entrepreneur	Fiche de suivi	10 000 000	BIP			
Elevage pêche et industries animales	Construction d'un centre de collecte de Miel	Meiganga	Bâtiments construits	Maire	Etat													entrepreneur	Fiche de suivi	30 000 000	BIP			
Elevage pêche et industries animales	Finalisation de la construction de l'abattoir de	Meiganga	abattoir finalisé	entrepreneur	Etat													entrepreneur	Fiche de suivi	24 000 000	BIP			
Elevage pêche et industries animales	Construction du centre Zootechnique et Vétérinaire	LOKOTI	CZV construits	Entrepreneur	Etat													entrepreneur	Fiche de suivi	25 000 000	BIP			
Elevage pêche et industries animales	Equipped du centre Zootechnique et Vétérinaire	Garga Limbona	CZV équipé	prestataire/entrepreneur	Etat													prestataire	bon de commande	1 500 000	BIP			
Elevage	Construction d'un halle de	Meiganga	Bâtiments	Entrepreneur	Etat; DDCO													entrepreneur	Fiche de suivi	15 000 000	BIP			

secteur	Activités	Localisation	produits / indicateurs résultats	responsables (non dilués)	partenaires	Periodes												Ressources			Sources de financement			
						J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	financière				
pêche et industries animales	vente de poisson à		construits		M																			
Elevage pêche et industries animales	Refection de la DDEPIA du Mbéré	Meiganga	DDEPIA refectionné	entrepreneur	Etat													entrepreneur	Fiche de suivi	10 000 000	BIP			
Elevage pêche et industries animales	Mise en place de trois champs fourragers	Meiganga	champs fourragers mises en place	Entrepreneur	Etat													prestataire	Fiche de suivi	15 000 000	PIP			
Elevage pêche et industries animales	Construction d'un parc vaccino-gène	Fada	parc vaccino-gène construit	Entrepreneur	Etat													entrepreneur	Fiche de suivi	10 000 000	PIP			
Elevage pêche et industries animales	Construction de l'abattoir (2 ^{ème} phase)	Meiganga	abattoir construit	Entrepreneur	Etat													entrepreneur	Fiche de suivi	20 000 000	PIP			
Eau et energie	Réalisation d'un forage équipé	Quartier Haoussa (ville de Meiganga)	forage réalisé	entrepreneur	Etat; Mairie													entrepreneur	Fiche de suivi	8 000 000	BIP			
Eau et energie	réalisation d' forage à Ardo Gado	Ardo Gado	forage réalisé	Entrepreneur	PNDP													entrepreneur	Fiche de suivi	8 000 000	PNDP / Comune			

secteur	Activités	Localisation	produits / indicateurs résultats	responsables (non dilués)	partenaires	Périodes												Ressources			Sources de financement
						J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	financière	
Eau et energie	réalisation d' forage à Baïna 2	Baïna 2	forage réalisé	Entrepreneur	PNDP													entrepreneur	Fiche de suivi	8 000 000	PNDP / Commune
Eau et energie	réalisation d' forage à Gankombol	Gankombol	forage réalisé	Entrepreneur	PNDP													entrepreneur	Fiche de suivi	8 000 000	PNDP / Commune
Eau et energie	réalisation d'un forage à Gbaguété Salao	Gbaguété Salao	forage réalisé	Entrepreneur	PNDP													entrepreneur	Fiche de suivi	8 000 000	PNDP / Commune
Eau et energie	aménagement d'une source à Gbafouck Hosséré	Gbafouck Hosséré	source aménagée	Entrepreneur	PNDP													entrepreneur	Fiche de suivi	3 000 000	PNDP / Commune
Eau et energie	réalisation d'un forage à Gouigo	Gouigo	forage réalisé	Entrepreneur	PNDP													entrepreneur	Fiche de suivi	8 000 000	PNDP / Commune
Eau et energie	réhabilitation des réseaux d'eau et d'électricité des réseaux d'eau et	Meiganga	réseau électrique et hydraulique réhabilité	Entrepreneur	PNDP													entrepreneur	Fiche de suivi	8 000 000	PNDP / Commune

secteur	Activités	Localisation	produits / indicateurs résultats	responsables (non dilués)	partenaires	Periodes												Ressources			Sources de financement
						J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	financière	
Travaux public	Travaux de bitumage de la route Nanadéké - Mbéré	Nanadéké - Mbéré	nombre de Km de route bitumé	Entrepreneur	Etat													entrepreneur	Fiche de suivi	3 140 000 000	BIP
Travaux public	Entretien routier Commune de Meiganga	Commune de Meiganga	nombre de Km de route entretenu	Entrepreneur	Etat													entrepreneur / agent communal de développement	Fiche de suivi	13 800 000	BIP
Travaux public	Gestion des barrières de pluies du reseau non prioritaire du DDTP Mbéré	Meiganga		DDTP	Etat														Fiche de suivi	4 000 000	BIP
Petite et moyenne entreprise	Appui à la coopérative pour la production du Lait le Paysan	Meiganga	appui reçu par la coopérative	Maire	Etat														Fiche de suivi	2 000 000	BIP
Petite et moyenne entreprise	Mise en place d'un bureau d'enregistrement	Meiganga	bureau d'enregistrement fonctionnel	Maire	Etat													Maire et conseillers municipaux	Fiche de suivi	1 000 000	BIP
Santé Publique	Equipement en energie solaire du	Ngam	CSI équipé paque	prestataire	Etat MINEE													prestataire	Bon de commande	15 000 000	BIP

secteur	Activités	Localisation	produits / indicateurs résultats	responsables (non dilués)	partenaires	Périodes												Ressources			Sources de financement			
						J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Humaines	Matérielles	financière				
	CSI		solaire																					
Santé Publique	Construction du LAM au CSI de Béka Guiwang	Béka Guiwang	Bâtiments construits	Entrepreneur	Etat; DDTP													entrepreneur / agent communal de développement	Fiche de suivi	35 000 000	BIP			
Santé Publique	Equipement en énergie solaire du CSI de Mboula	Mboula	CSI équipé paque solaire	prestataire	Etat; DDEE													prestataire	Bon de commande	15 000 000	BIP			
Affaires sociales	Aides et secours aux populations vulnérables	Meiganga	nombre de personnes aidées et secourues	Maire	Etat; DDAS; DDPR OFF													Maire et conseillers municipaux	Fiche de suivi	1 000 000	BIP			
Commune de Meiganga	Achat d'un véhicule de liaison	Meiganga	véhicule acheté	Maire	prestaire													Maire et conseillers municipaux	Bon de commande	25 600 000	Commune			
Commune de Meiganga	Construction d'une case de passage	Meiganga	case de passage construite	Entrepreneur	DDTP													entrepreneur / agent communal de développement	Fiche de suivi	25 000 000	Commune			

5.5.2. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables (le cas échéant)

Tableau 78 Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Activités	Indicateurs de résultats	Période de signature de l'accord de financement												Responsable et collaborateurs	Coût estimatif (FCFA)	Source de financement	
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
Aide et secours aux populations vulnérables de la commune d'arrondissement de Meiganga	Nombre de personnes aidées														-DDMINAS -Maire -Comité de suivi -Agent de développement	1 000 000	BIP
TOTAL															1 000 000		

5.5.3. Cadre sommaire de gestion environnementale du PIA

5.5.3.1. Principaux impacts environnementaux potentiels

Tableau 79 Impacts environnementaux possibles des microprojets du PIA

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base : <ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un bloc maternel à Meidougou - Construction de 31 salles de salles dont 02 l'EP de Gouigo, (02) à l'EP de Kpok-Ko, (16) à Meidougou, (03) l'EP de Gbaguete Lawan, (03) l'EP de Dakkere, (05) à l'EP de Nsongo - Construction de 04 blocs latrines (Meidougou, Gbaguette Lawan, Nsongo, Dakkere) - Construction d'une chambre froide au marché de Meiganga - Construction de 42 boutiques au marché de Meiganga - Aménagement du parc de stationnement des gros porteurs - Réhabilitation de la résidence du Préfet - Aménagement des fosses septiques dans la prison - Travaux de terrassement du terrain de l'EGEM de Meiganga - Construction d'un bloc pédagogique à l'EGEM 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental impliquant la consultation du public 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'érosion des sols ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) - Dégradation du couvert végétal 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> - Construction 04 salles de classes (02 CES de Beka et 02 CETIC de KOMBO-LAKA) - Construction d'un centre de collecte de miel de Meiganga - Finalisation de la construction de l'abattoir de Meiganga - Construction centre Zootechnique et Vétérinaire - Construction d'un halle de vente de poisson - Refection de la DDEPIA de Meiganga - Construction d'un parc vaccinogène - Construction de la clôture autour de la DDEFOP - Construction du LAM au CSI de Béka Guiwang - Construction d'une case de passage 				
<p>Microprojets hydrauliques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construire 06 forages équipés de PMH au quartier Haoussa, Ardo Gado, Baïna 2, Gankombol, Gbaguété-Salao et Gouigo - Aménagement d'une source à Gbafouck-Housséré 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public - Diminution de la pression 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'érosion des sols ; - Pollution de la nappe phréatique 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Création des divergents ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles - Canal d'assainissement des eaux avec puits perdu rempli de cailloux
<p>Microprojets structurants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entretien du réseau routier de la commune - Travaux de bitumage de la route Nandéké-Mbééré - Reprofilage de la voirie urbaine. - Construction d'un ponceau sur la rivière Bembawara 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'incendie ; - Risques d'érosion des sols ; - Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) - Risques de braconnage ; - 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion - Mise en place des barrières de pluie 	<ul style="list-style-type: none"> - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles - Interdiction des feux de brousse ; - Installation des pare feux ; - Prendre des dispositions pour une bonne gestion

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
				de la base-vie -Sensibilisation sur le VIH SIDA -Sensibilisation des populations à la lutte contre le braconnage ; - Installation des barrières de pluies

5.5.3.2. Principaux impacts sociaux potentiels

Tableau 80 Impacts sociaux possibles des projets du PIA

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base : <ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un bloc maternel à Meidougou - Construction de 31 salles de salles dont 02 l'EP de Gouigo, (02) à l'EP de Kpok-Ko, (16) à Meidougou, (03) l'EP de Gbague Lawan, (03) l'EP de Dakkere, (05) à l'EP de Nsongo - Construction de 04 blocs latrines (Meidougou, Gbague Lawan, Nsongo, Dakkere) - Construction d'une chambre froide au marché de Meiganga - Construction de 42 boutiques au marché de Meiganga - Aménagement du parc de parc de stationnement des gros porteurs - Réhabilitation de la résidence du Préfet - Aménagement des fosses septiques 	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus des populations locales (main d'œuvre) - Améliorer les conditions de travail des élèves - Amélioration des conditions de fréquentation ; - Développement des activités agricoles et communautaires ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs ; - Risques de conflits sur le choix du site -Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; -Risques de conflits au sein des bénéficiaires du micro projet ; -Risques de marginalisation des populations vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> -Participation et sensibilisation des populations ; - Sensibiliser les communautés ; -Mettre en place les Comités de gestion ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; -Contre l'insécurité : Nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ; -Contre la marginalisation : Identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD. - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives - Construire de rampes d'accès dans tous les édifices

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> - dans la prison - Travaux de terrassement du terrain de l'EGEM de Meiganga - Construction d'un bloc pédagogique à l'EGEM - Construction 04 salles de classes (02 CES de Beka et 02 CETIC de KOMBO-LAKA) - Construction d'un centre de collecte de miel de Meiganga - Finalisation de la construction de l'abattoir de Meiganga - Construction centre Zootechnique et Vétérinaire - Construction d'un halle de vente de poisson - Refection de la DDEPIA de Meiganga - Construction d'un parc vaccinogène - Construction de la clôture autour de la DDEFOP - Construction du LAM au CSI de Béka Guiwang <p>Construction d'une case de passage</p>				
<p>Microprojets hydrauliques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construire 06 forages équipés de PMH au quartier Haoussa, Ardo Gado, Baïna 2, Gankombol, Gbaguété-Salao et Gouigo - Aménagement d'une source à Gbafouck-Housséré 	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) 	<ul style="list-style-type: none"> -Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques d'intoxication due au mauvais dosage du chlore ; - Risques de mauvaises manipulations des ouvrages 	<ul style="list-style-type: none"> -Sensibilisation des populations -Encourager les projets HIMO 	<ul style="list-style-type: none"> - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; - Contre les risques d'intoxication à l'eau de puits et autres : former le Comité de gestion au dosage de l'eau de javel dans les puits, - Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages
	<ul style="list-style-type: none"> - Diminution des maladies d'origine hydriques ; - Facilitation de l'accès à l'eau potable 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet ; - Risques de marginalisation des 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations - Former un artisan réparateur 	<ul style="list-style-type: none"> -Contre l'insécurité : -Nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation
		populations vulnérables		des ouvrages ; - Contre la marginalisation : - Identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD. - Contre les conflits : - Solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives
Microprojets structurants : - Entretien du réseau routier de la commune - Travaux de bitumage de la route Nandéké-Mbéré - Reprofilage de la voirie urbaine. - Construction d'un ponceau sur la rivière Bembawara	- Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale	Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ;	Sensibilisation des populations	- Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées)
	- Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) - Faciliter le déplacement des personnes et des biens	- Risques d'augmentation de la prévalence du VIH /SIDA et autres maladies ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables ; - Risque d'intensification du braconnage	Sensibilisation des populations	- Inclure la lutte contre le VIH SIDA et le braconnage dans le DAO (cahier de clauses environnementales et sociales) ; - Sensibilisation des populations
	- Baisse du cout de transport ; - Facilitation de l'accès à l'information ; - Désenclavement des localités et développement des activités socio-économiques	- Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ; - Risques d'incendies	Sensibilisation des populations	- Contre les accidents : mettre une signalisation routière ; limiter les vitesses. - Contre les conflits : mettre en place un Comité de gestion
	- Amélioration des revenus ; - Amélioration de la gouvernance locale	- Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet	Attribuer une tranche de 10% de l'allocation au Micro Projet de Gestion des Ressources Naturelles	- Former et mettre en place les Comités de gestion
			- Risques de marginalisation des populations vulnérables ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet	

5.5.3.3. Plan simplifié de gestion de l'environnement et sociale (PIA)

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base :	Construction de 31 salles de salles dont 02 l'EP de Gouigo, (02) à l'EP de Kpok-Ko, (16) à Meidoukou, (03) l'EP de Gbaguete Lawan, (03) l'EP de Dakkere, (05) à l'EP de Nsongo	Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINEDUB -DDMINMAP -MAIRE	6 000 000
		- Construction 06 blocs latrines	Risque de défécation derrière le bâtiment construit	Education à l'hygiène et la salubrité Eviter les maladies	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINEDUB -DDMINMAP -MAIRE	21 000 000
		-Réalisation 06 points d'eau	Exposition aux maladies hydriques	Eviter les maladies hydriques	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINEDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	48 000 000
		-Plantation des arbres qui servira de brise vent	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINEDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Construction des rampes d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINEDUB -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	5 000 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
		Construction des clôtures	Risque d'insécurité les personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	12 000 000
		Equipement en 20 bacs à ordures	Risque	Education à l'hygiène et à la salubrité	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	600 000
		Total						93 600 000
	Construction d'un bloc maternel à Meidouougou	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEDUB -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		- Construction d'un bloc latrine	Risque de défécation derrière le bâtiment construit	Education à l'hygiène et la salubrité Eviter les maladies	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEDUB -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000
		-Réalisation d'un point d'eau	Exposition aux maladies hydriques	Eviter les maladies hydriques	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	8 500 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)	
		-Plantation des arbres qui servira de brise vent	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000	
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEDUB -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000	
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité les personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEDUB -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000	
		Equipement en deux bacs à ordures	Risque	Education à l'hygiène et à la salubrité	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEDUC -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	30 000	
		Total							16 030 000
	Construction 04 salles de classes (02 CES de Beka et 02 CETIC de KOMBO-LAKA)	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINESEC -DDMINMAP -MAIRE	1 600 000	

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
		- Construction de deux blocs latrine	Risque de défécation derrière le bâtiment construit	Education à l'hygiène et la salubrité Eviter les maladies	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINESEC -DDMINMAP -MAIRE	7 000 000
		-Réalisation de deux points d'eau	Exposition aux maladies hydriques	Eviter les maladies hydriques	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINESEC -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	16 000 000
		-Plantation des arbres qui servira de brise vent	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINESEC -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	500 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINESEC -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Construction des clôtures	Risque d'insécurité les personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINESEC -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	4 000 000
		Equipement en quatre bacs à ordures	Risque	Education à l'hygiène et à la salubrité	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINESEC -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	120 000
		Total						30 220 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
	Construction de 42 boutiques au marché de Meiganga	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED - DDMINCOMMERCE -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		Construction des rampes d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED - DDMINCOMMERCE -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		- Construction d'un bloc latrine	Risque de défécation derrière le bâtiment construit	Education à l'hygiène et la salubrité Eviter les maladies	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED - DDMINCOMMERCE -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000
		-Réalisation d'un point d'eau	Exposition aux maladies hydriques	Eviter les maladies hydriques	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED - DDMINCOMMERCE -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	8 500 000
		TOTAL						

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
	Construction d'une chambre froide au marché de Meiganga	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED - DDMINCOMMERCE -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		Construction des rampes d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED - DDMINCOMMERCE -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
	TOTAL							1 800 000
	Aménagement du parc de parc de stationnement des gros porteurs	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED - DDMINTRANSPORT -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		- Construction d'un bloc latrine	Risque de défécation derrière le bâtiment construit	Education à l'hygiène et la salubrité Eviter les maladies	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED - DDMINTRANSPORT -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
		-Réalisation d'un point d'eau	Exposition aux maladies hydriques	Eviter les maladies hydriques	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED - DDMINTRANSPORT -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	8 500 000
		-Plantation des arbres qui servira de brise vent	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED - DDMINTRANSPORT -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000
		TOTAL						13 000 000
	Construction d'un bloc pédagogique à l'EGEM	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -RECTORAT -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		- Construction d'un bloc latrine	Risque de défécation derrière le bâtiment construit	Education à l'hygiène et la salubrité Eviter les maladies	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED - RECTORAT T -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000
		-Réalisation d'un point d'eau	Exposition aux maladies hydriques	Eviter les maladies hydriques	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED - RECTORAT -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	8 000 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
		-Plantation des arbres qui servira de brise vent	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -RECTORAT -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -RECTORAT -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Equipement en 2 bacs à ordures	Risque	Education à l'hygiène et à la salubrité	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -RECTORAT -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	30 000
		TOTAL						13 530 000
	Construction d'un centre de collecte de miel de Meiganga	Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		- Construction d'un bloc latrine	Risque de défécation derrière le bâtiment construit	Education à l'hygiène et la salubrité Eviter les maladies	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)	
		-Réalisation d'un point d'eau	Exposition aux maladies hydriques	Eviter les maladies hydriques	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	8 000 000	
		-Plantation des arbres qui servira de brise vent	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000	
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000	
		Equipement en 2 bacs à ordures	Risque	Education à l'hygiène et à la salubrité	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	30 000	
		TOTAL							13 530 000
	Construction centre Zootechnique et Vétérinaire à Lokoti	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINMAP -MAIRE	800 000	

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
		- Construction d'un bloc latrine	Risque de défécation derrière le bâtiment construit	Education à l'hygiène et la salubrité Eviter les maladies	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000
		-Réalisation d'un point d'eau	Exposition aux maladies hydriques	Eviter les maladies hydriques	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	8 000 000
		-Plantation des arbres qui servira de brise vent	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Equipement en 2 bacs à ordures	Risque	Education à l'hygiène et à la salubrité	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	30 000
		TOTAL						13 530 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
	Construction d'un halle de vente de poisson à Meiganga	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		- Construction d'un bloc latrine	Risque de défécation derrière le bâtiment construit	Education à l'hygiène et la salubrité Eviter les maladies	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000
		-Réalisation d'un point d'eau	Exposition aux maladies hydriques	Eviter les maladies hydriques	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	8 000 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Equipement en 2 bacs à ordures	Risque	Education à l'hygiène et à la salubrité	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	30 000
								13 330 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
	Construction d'un parc vaccinogène	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		- Construction d'un bloc latrine	Risque de défécation derrière le bâtiment construit	Education à l'hygiène et la salubrité Eviter les maladies	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000
		-Réalisation d'un point d'eau	Exposition aux maladies hydriques	Eviter les maladies hydriques	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -DDMINEPIA -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	8 000 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED DDMINEPIA -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		TOTAL						
	Construction de la clôture autour de la DDEFOP	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINEPDED -MINTP -DDMINMAP -MAIRE	800 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
		TOTAL						800 000
	Construction du LAM au CSI de Béka Guiwang	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINSANTE -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		- Construction d'un bloc latrine	Risque de défécation derrière le bâtiment construit	Education à l'hygiène et la salubrité Eviter les maladies	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED DDMINSANTE -DDMINMAP -MAIRE	3 500 000
		-Réalisation d'un point d'eau	Exposition aux maladies hydriques	Eviter les maladies hydriques	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	8 000 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Construction d'un incinérateur	Risques de contagion	Gestion efficace des déchets hospitaliers	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINSANTE -DDMINMAP -MAIRE	3 000 000
		TOTAL						16 300 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
	Construction d'une case de passage	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-Commune	Jan – Dec 2014	-DDMINPEDED - agent communal de développement -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		-Réalisation d'un point d'eau	Exposition aux maladies hydriques	Eviter les maladies hydriques	-Commune	Jan – Dec 2014	-DDMINPEDED -DDMINEE - agent communal de développement -DDMINMAP -MAIRE	8 000 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-DDMINPEDED -DDMINAS - agent communal de développement -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		TOTAL						
Microprojets structurants	Travaux de bitumage de la route Nandéké-Mbéré	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINTP -DDMINMAP -MAIRE	800 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
		-Plantation des arbres le long de la route	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINTP -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000
		- Construction des caniveaux - Engazonnement des pentes perturbées ; -Remise en état des zones d'emprunt ; -Contre l'envasement :	Risque de dégradation de ressources naturelles	Eliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINTP -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000
		Total						4 800 000
	Reprofilage de la voirie urbaine.	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINTP -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		-Plantation des arbres le long de la route	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINTP -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000
		- Construction des caniveaux - Engazonnement des pentes perturbées ; -Remise en état des zones d'emprunt ; -Contre l'envasement :	Risque de dégradation de ressources naturelles	Eliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINTP -DDMINMAP -MAIRE	200 000
		Total						1 200 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)	
	Construction d'un ponceau sur la rivière Bembawara	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINTP -DDMINMAP -MAIRE	800 000	
		-Plantation des arbres le long de la route	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED DDMINTP -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000	
		- Construction des caniveaux - Engazonnement des pentes perturbées ; -Remise en état des zones d'emprunt ; -Contre l'envasement :	Risque de dégradation de ressources naturelles	Eliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINTP -DDMINMAP -MAIRE	200 000	
		Total							
	Entretien du réseau routier de la commune	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINTP -DDMINMAP -MAIRE	800 000	

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
		-Plantation des arbres le long de la route	Risque de destruction des édifices	Procure de l'ombre Sécuriser l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINTP -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	200 000
		Engazonnement des pentes perturbées ; -Remise en état des zones d'emprunt ; -Contre l'envasement :	Risque de dégradation de ressources naturelles	Eliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINTP -DDMINMAP -MAIRE	200 000
		TOTAL						1 200 000
Microprojets hydrauliques	Construire 06 forages équipés de PMH au quartier Haoussa, Ardo Gado, Baïna 2, Gankombol, Gbaguété-Salao et Gouigo	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINMAP -MAIRE	4 800 000
		Construction des rampes d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	3 000 000
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité les personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	6 000 000
		Total						13 800 000

Types de microprojets	Microprojets contenus dans le PIA	Mesures environnementales préconisées (Atténuation ou optimisation)	N°/Impact concerné	Objectif de la mesure	Acteurs de la mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (en F CFA)
	Aménagement d'une source à Gbafouck-Housséré	Activer le plan de recasement (idemnisation des populations déplacées à juste prix le cas échéant) Obtention d'acte de dotation volontaire légalisé du propriétaire du site Utilisation systématique du formulaire d'examen socio-environnemental lors du montage des microprojets	Risque de conflits sur le choix du site Risque de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs	Eviter les conflits Eviter le déplacement involontaire des populations	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINMAP -MAIRE	800 000
		Construction d'une rampe d'accès	Risques de marginalisation des populations vulnérables	Prise en compte des personnes vulnérables	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINAS -DDMINMAP -MAIRE	1 000 000
		Construction d'une clôture	Risque d'insécurité les personnes et de biens	Assurer pérennité de l'édifice	-PNDP -Commune	Jan – Dec 2014	-CASE/PNDP -DDMINPEDED -DDMINEE -DDMINMAP -MAIRE	2 000 000
TOTAL								1 100 000
TOTAL DES COÛTS DES ASPECTS SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX DES MICROPROJETS DU PIA								285 870 000 FCFA

5.5.4. Budget annuel opérationnel du PIA

Tableau 81 : Coûts estimatif du PIA

Secteurs	Coûts estimatifs (FCFA)
Education de Base	364 775 000
Transport	20 000 000
Habitat et Développement Urbain	12 000 000
Administration territoriale et décentralisation	100 000 000
Communication	10 000 000
Enseignement Supérieur	320 085 000
Economie Planification et de l'Aménagement du Territoire	5 000 000
Enseignements Secondaires	99 100 000
Environnement et protection de la nature et développement durable	45 000 000
Agriculture	10 000 000
Elevage pêche et industries animales	150 500 000
Eau et energie	59 000 000
Emploi et formation professionnelle	22 600 000
Travaux public	3 157 800 000
Petite et moyenne entreprise	3 000 000
Santé Publique	65 000 000
Affaires sociales	1 000 000
Total	4 444 860 000

5.6. Plan de passation des marchés

FINANCEMENT : BIP, PNDP PIP et C2D et COMMUNE DE MEIGANGA

BUDGET DE L'EXERCICE : 2014

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalab le CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DA O	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouver ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
Construction d'un bloc maternel à Meidoukou	01	25 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	25 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Équiper l'école maternelle en mobilier (40 tables, 120 tables bancs, 6 tableaux sur chevalet)	01	2 000 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	2 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Construction de deux salles de classe à EP GOUIGO	01	16 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	16 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Equiper les salles de classes en bureau du maître GOUIGO	01	250 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	250 000	03/08/14
					Réalisé										
Equiper les salles de classes en tables bancs GOUIGO	01	1 800 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	1 800 000	03/08/14
					Réalisé										
Construction de deux salles de classe à EP KPOK-KO	01	16 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	16 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Equiper les salles de classes en tables bancs KPOK-KO	01	1 800 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	1 800 000	03/08/14
					Réalisé										
Equiper les salles de classes de en bureau du maître KPOK-KO	01	250 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	250 000	03/08/14
					Réalisé										
Suivre l'exécution	01	1 500	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	1 500 000	03/08/14

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalab le CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DA O	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouvr ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
physico-financière des projets d'investissement 2014 de la DDEB du Mbéré Meiganga		000			Réalisé										
Construction de seize salles de classe à EP MEIDOUGOU	01	128 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	128 000 00 0	03/08/14
					Réalisé										
Equiper 16 salles de classes en 480 tables bancs MEIDOUGOU	01	14 400 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	14 400 000	03/08/14
					Réalisé										
Equiper seize salles de classes en bureau du maître MEIDOUGOU	01	4 000 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	4 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Construire un bloc latrine à L'EP MEIDOUGOU	01	3 500 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	3 500 000	03/08/14
					Réalisé										
Construire deux blocs de direction à l'EP MEIDOUGOU	01	5 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	5 000 000	03/06/14
					Réalisé										
Équiper les deux blocs de direction de L'EP en tables (deux tables de secrétariat, une table du directeur, une table de réunion et en chaises (chaises de réunion, et chaise du	01	5 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	5 000 000	03/06/14
					Réalisé										

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalab le CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DA O	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouver ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
directeur) MEIDOUGOU															
Construction de trois salles de classe à EP GBAGUETE LAWAN	01	48 000 000	Gré à gré		Prévu Réalisé		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	48 000 000	03/08/14
Equiper trois salles de classes de L'EP GBAGUETE LAWAN en bureau du maître	01	750 000	Gré à gré		Prévu Réalisé		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	750 000	03/08/14
Equiper trois salles de classes de L'EP GBAGUETE LAWAN en 90 tables bancs	01	2 700 000	Gré à gré		Prévu Réalisé		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	2 700 000	03/08/14
Construire un bloc latrine à l'EP GBAGUETE LAWAN	01	3 500 000	Gré à gré		Prévu Réalisé		25/06/14	15/07/14	60 jrs	23/08/14	11/09/14	02/10/14	03/11/14	3 500 000	03/12/14
Construction de trois salles de classe à EP DAKKERE	01	24 000 000	Appel d'offre		Prévu Réalisé		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	24 000 000	03/08/14
Equiper trois salles de classes de L'EP en bureau du maître DAKKERE	01	750 000	Gré à gré		Prévu Réalisé		25/06/14	15/07/14	60 jrs	23/08/14			03/06/14	750 000	03/08/14
Equiper trois salles de classes de L'EP en 90 tables bancs DAKKERE	01	2 700 000	Gré à gré		Prévu Réalisé		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	2 700 000	03/08/14
Construire un bloc latrine à l'EP DAKKERE	01	3 500 000	Gré à gré		Prévu Réalisé		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	3 500 000	03/08/14
Construction de cinq	01	40 000	Appel		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	40 000 000	03/08/14

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalab le CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DA O	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouvr ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
salles de classe à EP NSONGO		000	d'offre		Réalisé										
Equiper cinq salles de classes de L'EP en bureau du maître NSONGO	01	625 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	625 000	03/08/14
					Réalisé										
Equiper cinq salles de classes de L'EP en 150 tables bancs NSONGO	01	4 500 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	4 500 000	03/08/14
					Réalisé										
Construire un bloc latrine à l'EP NSONGO	01	3 500 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	3 500 000	03/08/14
					Réalisé										
Construire un bloc de direction à L'EP NSONGO	01	5 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	5 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Equiper le bureau du Directeur de L'EP en tables (une table de secrétariat, une table du directeur) et en chaises (chaises, et chaise du directeur) NSONGO	01	1 500 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	1 500 000	03/08/14
					Réalisé										
Dotation des tables bancs aux écoles primaires de la commune MEIGANGA	01	2 000 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	2 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Aménagement du parc de stationnement des gros porteurs Galé	01	20 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	20 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Reprofilage de la	01	25 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	25 000 000	03/08/14
					Réalisé										

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalab le CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DA O	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouver ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
voirie urbaine Meiganga		000													
Éclairage public 1 ^{ère} phase Meiganga	01	25 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	25 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Réhabilitation de la résidence du Préfet Meiganga	01	12 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	12 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Construction de la préfecture du Mbéré R+1 (phase 1) Meiganga	01	85 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	85 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Aménagement des fosses septiques dans la prison Meiganga	01	5 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	5 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Achèvement de la construction Batoua Godolé	01	10 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	10 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Équipement en mobiliers de bureau de la DDCOM du Mbéré	01	3 200 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	3 200 000	03/08/14
					Réalisé										
Aménagement de bureaux de la DDCOM du Mbéré	01	3 600 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	3 600 000	03/08/14
					Réalisé										
Équipement en matériel de bureau de la DDCOM du Mbéré	01	3 200 0 00	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	3 200 000	03/08/14
					Réalisé										
Travaux de terrassement du terrain de L'EGEM de Meiganga	01	100 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	100 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Maitrise d'œuvre de travaux	01	20 085 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	20 085 000	03/08/14
					Réalisé										

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalab le CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DA O	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouvr ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
EGEM Meiganga															
Construction d'un bloc pédagogique à L'EGEM Meiganga	01	200 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	200 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Appui au comité de suivi du BIP	01	5 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	5 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Construction de deux salles de classe au CES BEKA	01	18 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	18 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Équipement de deux salles de classe au CES en tables bancs BEKA	01	1 800 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	1 800 000	03/08/14
					Réalisé										
Construction d'une salle informatique au Lycée de Meiganga	01	25 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	25 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Équipement des ateliers du Lycée technique en matériel didactique Meiganga	01	30 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	30 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Construction de deux salles de classe au CETIC KOMBO- LAKA	01	18 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	18 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Équipement de deux salles de classe au CETIC en tables Bancs KOMBO- LAKA	01	1 800 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	1 800 000	03/08/14
					Réalisé										
Acquisition de trois postes d'ordinateur complet par ENIEG Meiganga	01	4 500 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	4 500 000	03/08/14
					Réalisé										
Commune de	01	10 000	Appel		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	10 000 000	03/08/14

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalab le CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DA O	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouver ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
meiganga : Appui à l'opération ville verte		000	d'offre		Réalisé										
Poursuite de la construction de la DD MINEPDED	01	35 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	35 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Construction d'un ponceau sur la rivière Bembawara	01	10 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	10 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Construction d'un centre de collecte de Miel Meiganga	01	30 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	30 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Finalisation de la construction de l'abattoir de Meiganga	01	24 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	24 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Construction du centre Zootechnique et Vétérinaire LOKOTI	01	25 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	25 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Équipement du centre Zootechnique et Vétérinaire Garga Limbona	01	1 500 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	1 500 000	03/08/14
					Réalisé										
Construction d'un halle de vente de poisson à Meiganga	01	15 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	15 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Réfection de la DDEPIA du Mbéré Meiganga	01	10 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	10 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Mise en place de trois champs fourragers Meiganga	01	15 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	15 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Construction d'un parc vaccino-gène Fada	01	10 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	10 000 000	03/08/14
					Réalisé										

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalab le CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DA O	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouvr ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
Construction de l'abattoir (2 ^{ème} phase) Meiganga	01	20 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	20 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Réalisation d'un forage équipé Quartier Haoussa (ville de Meiganga)	01	8 000 0 00	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	8 000 000	03/08/14
					Réalisé										
réalisation d' forage à Ardo Gado	01	8 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	8 000 000	03/08/14
					Réalisé										
réalisation d' forage à Baïna 2	01	8 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	8 000 000	03/08/14
					Réalisé										
réalisation d' forage à Gankombol	01	8 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	8 000 000	03/08/14
					Réalisé										
réalisation d'un forage à Gbagueyé Salao	01	8 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	8 000 000	03/08/14
					Réalisé										
aménagement d'une source à Gbafouck Hosséré	01	3 000 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	3 000 000	03/08/14
					Réalisé										
réalisation d'un forage à Gouigo	01	8 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	8 000 000	03/08/14
					Réalisé										
réhabilitation des resaeu d'eau et d'électricité des reseau d'eau et electricité de l'hopital de district Meiganga	01	8 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	8 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Équipement de la DDFOF Mbéré en mobilier de bureau Meiganga	01	3 000 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	3 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Acquisition de 60 tables bancs par la SAR/SM de Meiganga	01	1 800 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	1 800 000	03/08/14
					Réalisé										

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalab le CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DA O	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouvr ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
Construction de la clôture autour de la DDEFOP Meiganga	01	15 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	15 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Acquisition du mobilier de bureau par la DDEFOP Meiganga	01	2 000 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	2 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Bornage du site abritant la SAR/SM de Meiganga	01	800 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	800 000	03/08/14
					Réalisé										
Travaux de bitumage de la route Nanadéké - Mbéré	01	3 140 0 00 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	3 140 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Entretien routier Commune de Meiganga	01	13 800 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	13 800 000	03/08/14
					Réalisé										
Gestion des barrières de pluies du réseau non prioritaire du DDTP Mbéré	01	4 000 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	4 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Appui à la coopérative pour la production du Lait le Paysan Meiganga	01	2 000 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	2 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Mise en place d'un bureau d'enregistrement Meiganga	01	1 000 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	1 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Construction du LAM au CSI de Béka Guiwan	01	35 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	35 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Équipement en énergie solaire du CSI de Mboula	01	15 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	15 000 000	03/08/14
					Réalisé										

Description/ quantité	Données de base				Date	Documents d'appel d'offres			Remise des offres		Evaluation Des offres		Contrat		
	Nb de lots	Coût estimatif	Modalité de passation	Revue Préalab le CTD	Prévu et Réalisé	Réf. DA O	Prépa ration DAO	Date non objection CTD	Délai de soumis sion	Date Ouver ture des plis	Date Evalua tion	Date Non Obje ction CTD	Attri bution	Montant (FCFA) Date	Date de livraison
Aides et secours aux populations vulnérables Meiganga	01	1 000 000	Gré à gré		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	1 000 000	03/08/14
					Réalisé										
Achat d'un véhicule de liaison Meiganga	01	25 600 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	25 600 000	03/08/14
					Réalisé										
Construction d'une case de passage Meiganga	01	25 000 000	Appel d'offre		Prévu		25/02/14	15/03/14	60 jrs	23/04/14	11/05/14	02/06/14	03/06/14	25 000 000	03/08/14
					Réalisé										

6. MÉCANISME DE SUIVI-ÉVALUATION

6.1. Composition, attribution du comité de Pilotage du PCD

6.1.1. Composition du comité de suivi-évaluation

La validation du PCD a permis la mise en place d'une structure interne à l'institution communale qui devra coordonner la mise en œuvre, suivre et évaluer le niveau de réalisation des interventions programmées dans le PCD. Il s'agit du Comité de Suivi du Plan Communal de Développement (PCD) de Meiganga. Le comité est officialisé par un arrêté municipal.

La composition du Comité de Suivi est modulable en fonction de la spécificité de l'ouvrage à réaliser. Cependant, il y a lieu de préciser que les Chefs des villages, les membres des Comités de Concertation en leur qualité de mobilisateurs des populations et des ressources sont membres d'office de la sous-commission du Comité de Suivi Évaluation des projets inhérents à leurs Communautés.

S'agissant des sectoriels, ils sont tous membres du Comité de Suivi Évaluation et leur intégration au sein des sous-commissions sera fonction de leur implication de par leurs missions organiques par rapport à la mise en œuvre du projet.

6.1.2. Attributions des membres du comité de suivi-évaluation

- Les attributions dudit comité sont de :
- S'assurer de la conformité des activités au calendrier de déroulement, aux moyens et responsabilités prévues ;
- Interpeller régulièrement l'exécutif communal sur les écarts observés par rapport à l'exécution des actions programmées dans le PCD,
- Jouer le rôle d'interface entre les comités de concertation installés dans les villages et l'exécutif,
- Rendre compte au conseil municipal de la mise en œuvre du PCD
- Présenter à l'exécutif communal le rapport d'activités tous les trimestres
- Suivre au jour le jour l'exécution des travaux inscrits dans le PIA en veillant à la prise en compte des aspects sociaux environnementaux dans les dits projets.
- Élaborer chaque année le PIA avec le conseil municipal
- Actualiser le PCD après trois (03) ans

6.1.3. Noms et attributs des membres du CCSE du PCD

Le tableau suivant présente la composition sommaire de Comité de suivi du PCD.

Tableau 82 Composition du Comité de suivi du PCD

N°	Désignation	Noms et Prénoms	Fonction
1.	Président	Aoudou Bello	1 ^{er} Adjoint au Maire
2.	Rapporteur	David Baleri	Sécretaire Général
3.	Membre	Abdoullaye Nana	2 ^e Adjoint au Maire
4.	Membre	Bagari Sodéa	Conseiller Municipal
5.	Membre	Abbo Marcel	Conseiller Municipal
6.	Membre	Hamdjanguï Dandi	Conseiller Municipal
7.	Membre	Délégué départemental des Travaux Publics du Mbéré	
8.	Membre	Délégué départemental de l'Eau et de l'Energie	
9.	Membre	Délégué départemental de l'Habitat et du Développement Urbain	
10.	Membre	Délégué départemental de l'Environnement de la Protection de la Nature et du Développement Durable	
11.	Membre	SDL de la Préfecture de Meiganga	
12.	Membre	Mme Mbili Etoundi Epouse Sababa	Receveur Municipal
13.	Membre	Adamou Koulagna	Agent Communal de développement
14.	Membre	Djomeni Valerie	Agent Communal Financier
15.	Membre	Responsable de l'association ESTOD de Meiganga	

6.1.4. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA, et au PS)

Le tableau suivant contient les indicateurs du suivi du PIA par les différents acteurs. Ils devront donc s'en inspirer lors de la production de leurs rapports.

Secteurs/cen tres d'intérêts	Activités	Indicateurs d'évaluation	Indicateurs de suivi
EDUCATION DE BASE	Un bloc maternel est construit à Meidougou	Nombre de bloc construit à Meidougou	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	L'école maternelle de Meidougou est équipé en mobilier (40 tables, 120 tables bancs, 6 tableaux sur chevalet)	Nombre de bloc équipé à Meidougou	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Deux salles de classe sont construites à EP de GOUIGO	Nombre de salles de classe construite	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Les salles de classes sont équipées en bureau du maître à GOUIGO	Nombre de salles de classe équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Les salles de classes sont	Nombre de salles de classe équipé	-rapport de la Commune

Secteurs/cen- tres d'intérêts	Activités	Indicateurs d'évaluation	Indicateurs de suivi
	équipées en tables bancs à GOUIGO		-PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Deux salles de classe sont construites à EP KPOK-KO	Nombre de salles de classe construite	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Les salles de classes sont équipées en tables bancs à KPOK-KO	Nombre de salles de classe équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Les salles de classes sont équipées en bureau du maître	Nombre de salles de classe équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	L'exécution physico-financière des projets d'investissement 2014 de la DDEB du Mbéré est suivie à Meiganga	Nombre de séance de travail réalisé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Seize salles de classe sont construites à EP de Meidougou	Nombre de salles de classe construite	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	16 salles de classes sont équipées en 480 tables bancs à Meidougou	Nombre de salles de classe équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Seize salles de classes sont équipées en bureau du maître à Meidougou	Nombre de salles de classe équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Un bloc latrine est construit à L'EP de Meidougou	Nombre de bloc latrine construit	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Deux blocs de direction sont construits à l'EP de Meidougou	Nombre de bloc de direction construit	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Les deux blocs de direction de L'EP en tables (deux tables de secrétariat, une table du directeur, une table de réunion et en chaises (chaises de réunion, et chaise du directeur) sont équipés	Nombre de bloc équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Trois salles de classe sont construites à EP de Meidougou	Nombre de salles de classe construite	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Trois salles de classes de L'EP GBAGUETE LAWAN sont équipées en bureau du maître	Nombre de salles de classe équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Trois salles de classes de L'EP GBAGUETE LAWAN sont équipées en 90 tables bancs	Nombre de salles de classe équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Un bloc latrine est construit à	Nombre de bloc latrine construit	-rapport de la Commune

Secteurs/cen- tres d'intérêts	Activités	Indicateurs d'évaluation	Indicateurs de suivi
	l'EP GBAGUETE LAWAN		-PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Trois salles de classe sont construites à EP de DAKKERE	Nombre de salles de classe construite	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Trois salles de classes de L'EP sont équipées en bureau du maître à DAKKERE	Nombre de salles de classe équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Trois salles de classes de L'EP sont équipées en 90 tables bancs à DAKKER	Nombre de salles de classe équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Un bloc latrine est construit à l'EP de DAKKERE	Nombre de bloc latrine construit	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Cinq salles de classe sont construites à EP de NSONGO	Nombre de salles de classe construite	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Cinq salles de classes de L'EP de NSONGO sont équipées en bureau du maître	Nombre de salles de classe équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Cinq salles de classes de L'EP de NSONGO sont équipées en 150 tables bancs	Nombre de salles de classe équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Un bloc latrine à l'EP de NSONGO	Nombre de bloc latrine construit	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Un bloc de direction est construit à L'EP de NSONGO	Nombre de bloc de direction construit	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Le bureau du Directeur de L'EP de NSONGO est équipé en tables (une table de secrétariat, une table du directeur) et en chaises (chaises, et chaise du directeur)	Nombre de bloc de direction équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Des tables bancs sont dotées aux écoles primaires de la commune de Meiganga	Nombre des tables bancs dotés	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
TRANSPORT	Un parc de stationnement des gros porteurs est aménagé à Galé	Nombre de parc de stationnement aménagé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN	La voirie urbaine de Meiganga est reprofilée	Nombre de KM reprofilé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Éclairage public 1ère phase de Meiganga	Nombre de poteaux d'éclairage	-rapport de la Commune -PV de réception

Secteurs/cen- tres d'intérêts	Activités	Indicateurs d'évaluation	Indicateurs de suivi
			-Rapport du comité de suivi du BIP
ADMINISTRAT ION TERRITORIAL E ET DECENTRALI SATION	La résidence du Préfet est réhabilitée	Nombre des bâtiments réhabilitation	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	La préfecture du Mbéré R+1 (phase 1) est construite	Nombre des bâtiments réhabilitation	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Des fosses septiques dans la prison de Meiganga sont aménagées	Nombre des fosses septiques aménagées	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	La construction est achevée à Batoua Godolé	Nombre des constructions achevées	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
COMMUNICAT ION	Bureau de la DDCOM du Mbéré est équipé en bureau	Nombre de bureau équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Bureaux de la DDCOM du Mbéré est aménagé	Nombre de bureau aménagé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Bureau de la DDCOM du Mbéré est équipé en matériel	Nombre de bureau équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
ENSEIGNEME NT SUPERIEUR	Travaux de terrassement du terrain de L'EGEM de Meiganga	Nombre hectare terrassé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Maitrise d'œuvre de travaux EGEM		-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Bloc pédagogique à L'EGEM est construit	Nombre de bloc pédagogique construit	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
ECONOMIE ET DE LA PLANIFICATIO N ET DE L'AMENAGEM ENT DU TERRITOIRE	Appui au comité de suivi du BIP	Nombre d'activité réalisée	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
ENSEIGNEME NT SECONDAIRE	Deux salles de classe au CES sont construites à BEKA	Nombre de salles de classe construite	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Deux salles de classe sont équipées en tables bancs au CES de BEKA	Nombre de salles de classe équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Une salle informatique est construite au Lycée de Meiganga		-rapport de la Commune -PV de réception

Secteurs/centres d'intérêts	Activités	Indicateurs d'évaluation	Indicateurs de suivi
			-Rapport du comité de suivi du BIP
	Ateliers du Lycée technique sont équipés en matériel didactique à Meiganga	Nombre de salles de classe équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Deux salles de classe sont construites au CETIC de KOMBO-LAKA	Nombre de salles de classe construite	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Deux salles de classe sont équipées en tables Bancs à KOMBO-LAKA	Nombre de salles de classe équipé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Acquisition de trois postes d'ordinateur complet par ENIEG à Meiganga	Nombre des postes d'ordinateurs acquis	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
ENVIRONNEMENT	Commune de Meiganga : Appui à l'opération ville verte	Nombre d'activité réalisée	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Poursuite de la construction de la DD MINEPDED de Meiganga	Nombre des bâtiments construits	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
AGRICULTURE	Un ponceau sur la rivière est construit à Bembawara	Nombre de ponceau construit	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
ELEVAGE	Un centre de collecte de Miel est construit à Meiganga	Nombre de centre de collecte de miel construit	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Finalisation de la construction de l'abattoir de Meiganga	Nombre d'abattoir construit	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Centre Zootechnique et Vétérinaire est construit à LOKOTI	Nombre de centre Zootechnique construit	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Centre Zootechnique et Vétérinaire est construit à Garga Limbona	Nombre de centre Zootechnique construit	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Un halle de vente de poisson est construit à Meiganga	Nombre de halle construit	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	La DDEPIA du Mbéré est réfectionnée	Nombre de bâtiment réfectionné	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Mise en place de trois champs fourragers à Meiganga	Nombre de champs fourragers réalisés	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP

Secteurs/cen tres d'intérêts	Activités	Indicateurs d'évaluation	Indicateurs de suivi
	Un parc vaccino-gène est construit à FADA	Nombre de parc vaccino-gène construit	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Construction de l'abattoir (2ème phase) à Meiganga	Nombre de bâtiment construit à l'abattoir	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
EAU ET ENERGIE	Un forage est réalisé au Quartier Haussa (ville de Meiganga)	Nombre de forage réalisé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Un forage est réalisé à Ardo Gado	Nombre de forage réalisé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Un forage est réalisé à Baïna 2	Nombre de forage réalisé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Un forage est réalisé à Gankombol	Nombre de forage réalisé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Un forage est réalisé à Gbaguété Salao	Nombre de forage réalisé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Une source est aménagée à Gbafouck Hosséré	Nombre de source aménagée	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Un forage est réalisé à Gouigo	Nombre de forage réalisé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Le réseau d'eau et d'électricité du réseau d'eau et d'électricité de l'hôpital de district est réhabilité à Meiganga	Nombre de réseau eau et électricité réhabilité	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
FORET ET FAUNE	La DDFOP Mbéré en mobilier de bureau est équipée	Nombre de bureaux équipés en mobilier	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Acquisition de 60 tables bancs par la SAR/SM de Meiganga	Nombre de tables bancs acquis	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	La clôture autour de la DDEFOP est construite à Meiganga	Nombre de clôture construite	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Acquisition du mobilier de bureau par la DDEFOP à Meiganga	Nombre de bureaux équipés en mobilier	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Bornage du site abritant la SAR/SM de Meiganga	Nombre de borne implanté	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du

Secteurs/cen- tres d'intérêts	Activités	Indicateurs d'évaluation	Indicateurs de suivi
			BIP
TRAVAUX PUBLICS	Travaux de bitumage de la route Nanadéké - Mbéré	Nombre de KM de bitume	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Entretien routier Commune de Meiganga	Nombre de KM de route entretenu	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Gestion des barrières de pluies du réseau non prioritaire du DDTP Mbéré	Nombre des barrières de pluie entretenu	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	Appui à la coopérative pour la production du Lait le Paysan	Nombre de coopérative ayant un appui	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Mise en place d'un bureau d'enregistrement	Nombre de petites et moyennes entreprises, d'artisans enregistré	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
SANTE	Le LAM est construit au CSI de Béka Guiwang	Nombre de LAM construit	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Équipement en énergie solaire du CSI de Mboula	Nombre de plaque solaire installé	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
AFFAIRES SOCIALES	Les populations vulnérables sont aidées et secourues	Nombre de personnes vulnérables aidées	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
Commune de Meiganga	Un véhicule de liaison est acquis à Meiganga	Nombre de véhicule acquis par la Commune	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP
	Une case de passage est construite à Meiganga	Nombre de chambre de passage construite par la Commune	-rapport de la Commune -PV de réception -Rapport du comité de suivi du BIP

6.1.5. Dispositif, outils et fréquence de suivi

Afin de mener à bien ces différentes missions, le comité de pilotage usera des outils suivants :

- PCD/PIA ;
- Fiches de collecte des données ;
- Fiches de suivi des activités réalisées au niveau communal ;
- Rapports périodiques des agents de suivi ;
- Rapports des visites de terrain ;
- Compte rendus des réunions ;
- Rapports divers (prestataires et consultants) ;

- Tableaux de consolidation des informations ;
 - Tableaux de bord sur la situation des indicateurs de suivi de la Commune (prévisions, réalisations, taux de réalisation) ;
- La fréquence de suivi de la mise en œuvre du PCD se présente ainsi qu'il suit :
- Les rapports sont produits chaque trimestre, semestre et année.
 - Le rapport trimestriel rend compte de l'exécution des activités programmées.

Le rapport semestriel présente l'exécution des activités ainsi que des informations issues des rapports des deux trimestres correspondants. Il est complété par des données de l'évaluation des impacts socio-économiques

6.1.6. Mécanisme de révision du PCD et de préparation du PIA

L'agent communal de développement procède à la préparation de la programmation sur la base du cadre logique et du tableau de suivi des actions planifiées. Cette programmation indique pour chaque activité, le coût, le responsable, le délai de réalisation (date de début et date de fin), les indicateurs. Le PIA est élaboré au cours d'un atelier de programmation regroupant les sectoriels, les représentants des acteurs locaux par village et du conseil municipal.

Une fois achevée, cette programmation est partagée avec l'ensemble des personnes concernées et publiée pour information au grand public. De cette programmation annuelle, se déclinent des programmations semestrielle, trimestrielle et mensuelle.

7. PLAN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

❖ Objectifs du plan

- Informer et sensibiliser les différents acteurs
- Susciter une prise de conscience auprès des bénéficiaires de leur situation et surtout de la possibilité du changement
- Mobiliser les acteurs et les bénéficiaires pour l'action en vue de leur participation effective aux différentes étapes du processus de mise en œuvre du plan
- Appuyer les actions de gouvernance locale au sein de la commune, notamment la vulgarisation du budget participatif en vue du contrôle citoyen par les bénéficiaires
- Capitaliser les actions de développement menées au niveau de la Commune et les bonnes pratiques en vue de leur diffusion
- Accompagner les populations à s'approprier et à participer à leur développement
- Appuyer le maire dans la recherche des financements pour la commune
- Assurer la bonne circulation de l'information entre les différents partenaires et la commune
- Promouvoir l'image de marque de la Commune à l'extérieur
- Faire la promotion du plan auprès des différents partenaires et s'assurer de leur collaboration

❖ Cibles

- Cibles principales

- Les acteurs institutionnels (Gouverneur, Préfets, Sous-préfets et assimilés) ;
- Les partenaires techniques et financiers ;
- Les projets et programmes de développement
- Les bénéficiaires (communautés rurales,) ;
- La société civile (ONG, élus locaux, prestataires de service...) ;
- Les services déconcentrés de l'État
- Les entreprises locales

❖ Cibles indirectes

- Les relais locaux (Conseillers municipaux, Sénateur, Députés, AGC, CC, Chefs traditionnels, Griots, leaders d'opinion, Imams/Pasteurs, toutes les forces endogènes ayant une certaine emprise sur les populations)
- Les médias publics ou privés (radios régionales et télévisions, Radios communautaires, etc.)
- Les élites
- Les associations locales

❖ Actions de communication au sein de la commune

1. La communication interne au sein de la commune ;
2. La communication institutionnelle qui comprend :
 - La communication avec les autorités administratives et sectorielles
 - La communication avec les bénéficiaires (Communes et leurs communautés rurales) ;
 - La communication avec la société civile et le secteur privé ;
 - La communication avec les partenaires ;
 - La communication avec les médias ;
3. la communication de masse (destinée au grand public)
4. La communication pour le développement à travers les actions d'information, éducation et communication (IEC) qui porte sur la mobilisation sociale :
 - causeries éducatives dans les villages ;
 - boîtes à images
 - émissions en langues locales sur les radios communautaires

- utilisation des relais tels que les pasteurs, les chefs traditionnels les imams, les griots, les tamstams pour faire passer des messages à des occasions telles que les réunions du comité de développement, les deuils, les réunions de famille
- 5.** Le plaidoyer et la communication à vocation promotionnelle

Tableau 83. Planification des activités de communication au niveau communal

OBJECTIFS	ACTIVITES	THEMATIQUES/ MESSAGES	ÉMETTEURS/ RESPONSABLES	RECEPTEURS/ BENEFICIAIRES/ DESTINATAIRES	SUPPORTS/ OUTILS/METHODES	PERIODES	INDICATEURS
Mobiliser les acteurs et les bénéficiaires en vue de leur participation effective aux différentes étapes du processus de mise en œuvre du PCD	<ul style="list-style-type: none"> -Création d'un site internet de la commune - Participation aux émissions radiophoniques -Production des émissions radiophoniques -Organisation des rencontres de concertation et d'échanges avec les élites, les autorités et les populations -Production des tracts, dépliants, et affiches -Promotion du plan auprès des différents partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> -Rôles des différents acteurs de la mise en œuvre du PCD - Justification de l'élaboration du PCD -Buts et objectifs du PCD -Différents projets identifiés dans le PCD (activités, sites d'implantation des projets, processus de mise en œuvre de ces projets...) 	<ul style="list-style-type: none"> -Maire -Chargé de la communication et du marketing -Conseillers municipaux -Membres du comité de suivi -Chefs traditionnels et Religieux 	<ul style="list-style-type: none"> -Autorités administratives et sectoriels -Députés -Conseillers municipaux -Chefs traditionnels et Religieux -Membres des comités de concertation -Opérateurs économiques -Partenaires au développement -Grand public 	<ul style="list-style-type: none"> -Internet -Radios -Presse -Dépliants -Affichage (babillard de la commune...) -Téléphone arabe - Conférences/débats -Pasteurs, prêtres, Imams, et chefs traditionnels 	Jan-Déc 2015	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de communications postés sur le site internet de la commune -Nombre d'intervention dans les émissions radiophoniques -Nombre de programmes radiophoniques diffusés -Nombre de tracts, dépliants et affiches produits -Nombre de partenaires rencontrés et convaincus
Promouvoir l'image de marque de la commune à l'extérieur	<ul style="list-style-type: none"> -Création d'une cellule de communication, recrutement d'un chargé de la communication et du marketing - Participation aux émissions radiophoniques -Production des émissions radiophoniques -Diffusion de messages publicitaires à travers les organes de presses - Organisation des rencontres avec les potentiels maires partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> -Richesses et potentialités de la commune -Nombre de partenariats déjà signés par la commune -Différents projets de développement en cours dans la commune -Différents projets déjà réalisés dans la commune 	<ul style="list-style-type: none"> -Maire -Chargé de la communication et du marketing -Conseillers municipaux 	<ul style="list-style-type: none"> -Potentiels communes partenaires -Partenaires au développement -Investisseurs 	<ul style="list-style-type: none"> -Site internet de la commune -Radios -Presse -Rencontres d'affaires 	Fév-Oct 2015	<ul style="list-style-type: none"> -Existence d'une cellule de communication dans la commune -Nombre de communications postés sur le site internet de la commune -Nombre d'intervention dans les émissions radiophoniques -Nombre de programmes radiophoniques diffusés -Nombre de maires rencontrés et convaincus
Appuyer les actions de gouvernance locale au sein de la commune, notamment la vulgarisation du budget participatif en vue du contrôle citoyen par les bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> -Diffuser systématiquement les informations sur les actes publics notamment budgets de la commune, comptes administratifs et de gestion -Associer la société civile à la mise en œuvre et au suivi des programmes de lutte contre la pauvreté à la base 	<ul style="list-style-type: none"> -Budget communal -Plan de campagne communale -Décentralisation -Système de passation des marchés publics -Démocratie -Lutte contre la corruption et des détournements des deniers publics 	<ul style="list-style-type: none"> -Maire -Chargé de la communication -Receveur municipal -secrétaire général de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> -Autorités administratives et sectoriels -Députés -Conseillers municipaux -Chefs traditionnels et Religieux -Membres des comités de concertation -Partenaires au développement -Grand public 	<ul style="list-style-type: none"> -Internet -Radios -Presse -Dépliants -Affichage (babillard de la commune...) -Téléphone arabe - Conférences/débats -Pasteurs, prêtres, Imams, et chefs traditionnels -Causeries éducatives dans les villages -Boîtes à images 	Tout au long de la mise en œuvre du PCD	<ul style="list-style-type: none"> -Fréquence de diffusion des informations sur les actes publics -Nombre d'acteurs de la société civile associés à la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté à la base

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La dégradation de l'environnement, l'enclavement, le manque d'infrastructures de base, la pauvreté ambiante, l'insécurité des biens et des personnes et la porosité des frontières, sont autant de contraintes auxquelles doivent faire face les villes et villages de la Commune de Meiganga

Par ce processus qui implique les acteurs de développement, des populations aux autorités administratives et municipales, la Commune de Meiganga élabore son plan de développement qui définit les différentes orientations stratégiques qui sont, entre autres :

- ✓ l'amélioration de la performance de la Commune ;
- ✓ l'amélioration d'accès des populations aux services sociaux de base de qualité ;
- ✓ L'augmentation du revenu des producteurs / transformateurs / commerçants ;
- ✓ la promotion de l'emploi / auto emploi ;
- ✓ l'amélioration de la gestion des ressources naturelles de la Commune.

Ce plan constitue, pour l'Exécutif Communal, un outil guide de rayonnement de la Commune. Pour que ce rayonnement soit effectif, il faut passer à l'étape supérieure qui est la mise en œuvre de ce plan. Cette dernière ne peut être possible que par l'engagement réel des différentes parties prenantes (l'Exécutif Communal, la Tutelle, la population bénéficiaire, l'Administration, les Services techniques, les ONG et Projets de développement, les élites, etc.). Ceci se traduit par des multiples actions notamment :

- ✓ l'exécution des programmes d'investissement annuels, pour mieux cibler les activités;
- ✓ l'élaboration des micros projets des actions retenues ;
- ✓ la mobilisation des ressources nécessaires pour la réalisation des actions.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Anonyme 1994 loi ° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche.
- Anonyme 2004. Loi N° 2004/018 du 22 février 2004 fixant les règles applicables aux Communes.
- Anonyme 2004. Loi N° 2004/019 du 22 février 2004 fixant les règles applicables aux régions.
- Anonyme, 1996. Loi N° 96/12 du 5 août 1996 portant loi cadre relative à la gestion de l'environnement au Cameroun.
- Anonyme, 2010. Monographie de la Commune de Meiganga
- Aoudou, S. 2001. « Transmissions du savoir dans les sociétés traditionnelles de l'Adamaoua : le cas des Mboum, Gbaya et Dii, perspective historique. », Mémoire de DEA, Université de Ngaoundéré.
- Assana, 2008. « Multipartisme, ethnicité et recherche hégémonique locale au Cameroun : le cas des Gbaya et des Foulbé dans le département du Mbéré », mémoire de Master de Science Politique, université de Yaoundé.
- Bako, J., 1991. « Les institutions politiques des Gbaya Yayouwé des origines à la conquête musulmane » Mémoire de DIPES II d'histoire, Yaoundé.
- Bétérazingo, L., 1997. « Les Gbaya et les Kaka de l'Est Cameroun, des origines à 1960 : approche historique », thèse de Doctorat d'histoire, université de Yaoundé.
- Boutrais J., 1980. L'arbre et le bœuf en zone soudano-guinéenne. *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.*, **17** (3-4) : 235-246, Paris.
- Boutrais J., 1990. Derrière les clôtures...Essai d'histoire comparée de ranchs africains. *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.* **26** (1-2) : 73-95, Paris.
- Boutrais J., 1994. Eleveurs, bétail et environnement. In : C. Blanc-Pamard et J. Boutrais (éds) - *Dynamique des systèmes agraires : à la croisée des parcours : pasteurs, éleveurs, cultivateurs*. ORSTOM, Colloques et Séminaires : 303-319, Paris.
- Boutrais J., 1995. *Hautes terres d'élevage au Cameroun*. Thèse de doct. de Géographie, Université de Paris X, ORSTOM, Etudes et thèses, Paris, 1302 p.
- Boutrais J., 1996. Population et environnement pastoral en Afrique tropicale. In : F. Gendreau, P. Gubry (éds)- *Population et environnement dans les pays du Sud*, Karthala-CEPED : 177-198, Paris.
- Boutrais J., 2000. Élevage et érosion en Adamaoua (Cameroun). *Bulletin du réseau érosion*, 20 : 204-217, Montpellier.
- Brunet R., 1990. *Le territoire dans les turbulences*, Reclus.
- Burham, P. 1973. « Note on Gbaya history », *In contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun*, Vol I, Paris, Colloque Internationaux des CNRS. Christensen, T., G., 1982, "Labi : a Gbaya initiation rite", in *Draftind old rootstock*, Dallas,
- COMPTE ADMINISTRATIFS, 2010, 2011, 2012. Commune de Meiganga
CUVC, GTZ, PNDP, FEICOM, 2010. Guide de la méthodologie de planification locale et régionale, Deuxième édition/Second edition (avril/april 2010).

- Djouldé, J. M. 2005. « La gestion de l'environnement dans l'ancien testamen : son actualité en milieu Gbaya de l'Arrondissement de Meiganga », Mémoire de Licence en Théologie, Institut de Théologie de Meiganga.
- Douffissa A., 1988. *L'élevage bovin dans le Mbéré, en Adamaoua camerounais*. 159 p., Inédit.
- Douffissa A., 1993. *L'élevage bovin dans le Mbéré (Adamaoua camerounais)*, Orstom, Études et thèses, 281 p.
- Dounias E., 2000. La diversité des agricultures itinérantes sur brûlis. In *Les peuples des forêts tropicales d'aujourd'hui*, Vol. 2, pp. 65-106.
- FEICOM, Ambassade de France, MINATD, 2009. Guide du Maire et du Conseiller municipal, MINATD, 148p.
- Gbadomo Doko Bélouko, 1997. *L'homme Gbaya son histoire et sa culture*, Inédit.
- GTZ. Guide méthodologique du diagnostic communal rapide, GTZ, 47p.
- Hilberth, J., 1927. *The Gbaya*, Paris, Uppsala.
- Kalaldi et Gbagodo », mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de licencié en Théologie, Institut de Théologie de Meiganga.
- Kalck, P., 1974. *Histoire de la république centrafricaine des origines à nos jours*, Paris, Berger-Levrault.
- Letouzey R., 1968. Étude phytogéographique du Cameroun. Encyclopédie biologique, Paris, Ed. Lechevalier, 511 p.
- Lhoste P., 1987. *Étude de l'élevage dans le développement des zones cotonnières (Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Mali). Élevage et relations agriculture-élevage en zone cotonnière. Situation et perspectives*. IEMVT, Maisons-Alfort, 215 p.
- MINEPAT 2009. Document de stratégie pour la croissance et l'emploi, MINEPAT, 174p.
- MINEPAT, 2010. rapport de présentation du 3ème recensement général de la population et de l'habitat de 2005, BUCREP 68 P.
- MINEPAT-PNUD-Global Water Partnership Central Africa, Stratégie Nationale sur la Gestion durable des eaux et des sols dans l'espace agro-sylvo-pastoral au Cameroun, Novembre 2007.
- Mohammadou E., 1990. *Traditions historiques des peuples du Cameroun central. Vol. I, Mbéré et Mboum, Tikar*. ILCAA African Languages and ethnography XXIII, Tokyo, 219 p.
- Mokam, D., 2002. « Les peuples trait d'union en Afrique Centrale, l'exemple des Gbaya et des Moundang », In Abwa D., La Roncière, *Dynamique d'intégration en Afrique Centrale, Acte du Colloque de Yaoundé*, 26-28 avril 2000, Vol. 1, Yaoundé, PUY, 2001.
- Moniers F. et Piot, J., 1964. "Problèmes de surpâturages de l'Adamaoua". in *B.F.T.* n°97, sept-oct. 1964.
- Mveng, E., 1963. *Histoire du Cameroun*, Paris, Présence Africaine.
- Nana, 2006. « Les Gbaya des origines à la révolte de Karnou », Thèse de Doctorat, Université de Yaoundé I.
- Nguebou J. D., 2012. *Gouvernance des Communes au Cameroun: Les défis*. http://tribune.tmp38.haisoft.net/index.php?option=com_content&view=article&id=36:gouvernance-des-Communes-au-

cameroun-les-defis-&catid=2:editorial&Itemid=2 consulté le 15/05/2013.

- Piot J., 1969. Végétaux et pâturages des savanes de l'Adamaoua au Cameroun. *Rev. Elev. Méd. Vét. des Pays Trop.*, **19** (1) : 45-65.
- Président de la République, 2012. Circulaire N°002 CAB/PR du 09 juillet 2012 relative à la préparation du budget de l'État pour l'exercice 2013
- Rippstein G., 1985. Étude sur la végétation de l'Adamaoua ; évolution, conservation, régénération et amélioration d'un écosystème pâturé au Cameroun. *Etudes et synthèses de l'EMVT*, 14, 233 p.
- Sehou, A. 1999. « Esclavage et colonisation dans le lamidat de Nagoundéré », In *Héritage des Tropiques*.
- Songo Ninga, 1993. « *Le labi, rite d'initiation chez les Gbaya* », In Boutrais, *peuples et culture de l'Adamaoua Cameroun*, Paris, ORSTOM.
- Tchotsoua M., 1999. L'homme et la dynamique des paysages sur la dorsale de l'Adamaoua. *Flamboyant*, 50 : 26-39.
- Völger K., Boutrais J., Dulieu D., Fricke W., Mahn C., Meier W., Richtscheid P, & Semmel A., 1980. *Land use planning study for Adamaoua*, Institut for Applied Geosciences, GTZ, 173 p.
- Wilabele, M., 2005, *Regard sur le conflit Gbaya-Foulbé de Meiganga Cameroun*, Yaoundé, CIPAD.
- Winter M., 1967. *Le niveau de vie des populations de l'Adamaoua*. Orstom, 201 p.
- Yonkeu. S., 1993. *Végétation des pâturages de l'Adamaoua (Cameroun) : Écologie et potentialités pastorales*. Thèse de doct. Université de Rennes I, 206 p.

ANNEXE

Annexe 1. Arrête portant création attribution, composition du comité de pilotage chargé d'appuyer le processus de planification dans le commune de Meiganga.

REGION DE L'ADAMAOUA

DEPARTEMENT DU MBERE

COMMUNE DE MEIGANGA

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

ARRETE MUNICIPAL N° 001 /AM/C/MGA DU 28 JAN 2013
Portant création, attributions, composition du comité de pilotage chargé d'appuyer le processus de planification dans la commune de Meiganga

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MEIGANGA ;

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la Loi n°2004/017 du 22 Juillet 2004 d'Orientation de la Décentralisation ;
- Vu** la Loi n°2004/018 du 22 Juillet 2004 fixant les règles applicables aux Communes ;
- Vu** le Décret n°60/341 du 31 Décembre 1960 portant création de la Commune de Meiganga ;
- Vu** le Décret n°77/71 du 25 Mars 1977 déterminant les Pouvoirs de Tutelle sur les Communes, Syndicats de Communes et Etablissements Communaux, modifié par le décret n°90/1464 du 9 Novembre 1990 ;
- Vu** le Décret n°2005/105 du 13 Avril 2005 portant organisation du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation ;
- Vu** le décret n°2008/376 du 12 Novembre 2008 portant organisation Administrative de la République du Cameroun ;
- Vu** le Décret n°2008/377 du 12 Novembre 2008 fixant les attributions des Chefs de circonscriptions administratives et portant organisation et fonctionnement de leurs services ;
- Vu** le décret n°2012/480 du 22 octobre 2012 portant nomination de Monsieur FOUAPON ALLASSANG, Administrateur Civil Principal, aux fonctions de Préfet du Département du Mbéré ;
- Vu** l'arrêté n°229/CAB/PM du 07 octobre 2009 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, portant réorganisation du cadre institutionnel d'exécution du Programme National de Développement Participatif (PNDP) ;
- Vu** l'Arrêté n°154/MINATD/DCTD du 29 Août 2007 constatant l'élection de Monsieur ALAMDOU Pierre comme Maire de la Commune de Meiganga ;
- Vu** les inscriptions budgétaires de l'exercice 2012.

- ARRETE -

Article 1 : Est crée dans la Commune de Meiganga à la date 28 JAN 2013 un comité de pilotage chargé d'appuyer le processus de planification en vue de l'élaboration du plan communal de développement.

Article 2 : Le comité de pilotage a pour mission de :

- définir les orientations et la stratégie d'élaboration du plan communal de développement ;
- veiller au bon déroulement du processus de planification ;
- s'assurer de la participation effective des populations à tous les stades.

Le comité de pilotage travaille en étroite collaboration avec l'OAL ACCAGER et rend compte mensuellement au Maire tout au long du processus de planification.

Article 3 : Le mandat du comité de pilotage prend fin dès approbation du plan de développement communal par le Préfet.

Article 4 : Le comité de pilotage est composé de :

Président : Elhadj BABA Aboubakar, 2^{ème} Adjoint au Maire

Secrétaire : Monsieur ADJIA HAMADJIDA André, Secrétaire Général par Intérim

Membres

- Monsieur DOUMBA Paul, Agent financier
- Monsieur ADAMOU KOULAGNA, Agent de développement
- Monsieur BAGARI Sodéa, 4^{ème} Adjoint au Maire
- Monsieur DEWA Enock
- Mme MBILI ETOUNDI Sandrine Epouse SABABA, Receveur Municipal
- Monsieur MOHAMADOU Koulagna
- Monsieur DOKO Jean Marie

Article 5 : Toute personne peut, en raison de ses compétences et sur décision du Président du comité de pilotage, être invitée à assister aux travaux du comité, avec voix consultative. Le Président peut aussi inviter tout conseiller municipal en fonction du programme de planification.

Article 6 : Les réunions du comité de pilotage se tiennent au moins une fois par mois sur convocation du Président du comité de pilotage. Les réunions du comité de pilotage sont sanctionnées par un procès-verbal et ou un rapport.

Article 7 : Les fonctions du comité de pilotage sont gratuites, toutefois la Commune prendra toutes les dispositions pour faciliter le bon fonctionnement du comité et en fonction des moyens disponibles.

Article 3 : Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera./-

AMPLIATIONS :

- AR/PNDP/AD./NGDERE
- PREFET/MBERE
- OAL ACCAGER
- RECEVEUR MUNICIPAL/MGA
- INTERESSES
- CHRONO/ARCHIVES.-



Le Maire,

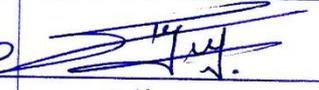
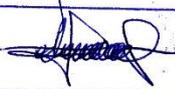
Almondou Pierre

Annexe 2. Fiche de présence de l'atelier de prise de contact

FICHE DE PRESENCE

OBJET : PRISE DE CONTACT

DATE : 22 Février 2013

N°	NOMS ET PRENOMS	STRUCTURE FONCTION	CONTACTS	SIGNATURE
01	BARA ABSURAKAR	Commune Président COPIL	79 3771 21	
02	ADJIA HAMASSIA Andre	Secrétaire COPIL	77 61 00 32	
03	Mme MBILI ETOUNBI EBE SABABA	Receveur Municipale Mbr COPIL	77 95 67 14 99 58 35 75	
04	MOUTAMBOU KOUAGNA	membre du Comité	75 74 28 20	
05	Dewa Enoch	member	76 79 21 77	
06	ADJOU K MARCOLIN	Agent de developp péruet	79 62 24 04	
07	DOMAROU SITIMA	participante	74 50 06 30	
08	Dr. ADJIA Robert	Animateur - Acager	96 10 99 38	
09	BATCHANOU PEGUY	Animateur ACAGER	77 83 93 93	
10	Dr ADOU DOUA Sylvain	Coordonnateur ACAGER	96 23 87 91 79 20 73 08	
11	P. TCHETSOUA Michel	Président ACAGER	95 86 93 86 75 57 53 87	

Annexe 3. Fiche de présence atelier de formation du COPIL

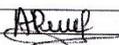
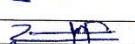
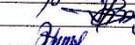
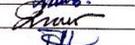
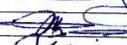
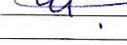
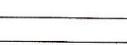
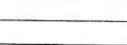
	ASSOCIATION POUR LA CARTOGRAPHIE ET LA GESTION DES RESSOURCES (ACAGER) Conception, Planification, Réalisation et Suivi/Evaluation des Plans de Développement communal et communautaire. Étude, Animation et Formation dans les Communautés en zones rurale et urbaine Siège Social : Ngaoundéré, BP. 110. Ngaoundéré. Tél. : 99 80 64 83 / 77 63 89 25. Récépissé de Déclaration N°002/RDA/H.52/SAAJ.P. E-mail : acagerji@yahoo.com
---	---

ÉLABORATION DU PCD DE LA COMMUNE DE MEIGANGA

FICHE DE PRÉSENCE

Journée du : 28 FEVRIER 2013

Objet : RESTITUTION DE LA FORMATION AU COPIL

N°	Nom et Prénom	Qualité	Contacts	Signature
01	BABA ABUBAKAR	Président Copil	79 37 71 21	
02	BAGARI SODEA	AN MAIRE Mge (Mbre COPIL)	74. 60 60 38	
03	Mbali ETOUNBE EPE SABABA	RECEVEUR MUNICIPAL (Mbre COPIL)	77 95 67 14	
04	Doko Jean Marie	Membre	75 86 93 35	
05	DOUMBA Paul	Membre COPIL	74. 61 64. 96	
06	Mouhammadou Koudouma	membre COPIL	75 74 28 00	
07	DOULDE MOUSA		79 37 65 82	
08	Aoudou Romiguel		78 31. 14. 13	
09	GOBO CELESTIN		76 39 89 87	
10	Adamou Jean Claude		72-22-47-04	
11	AMANOU K. MARCELLIN	ABD	79 82 24 04	
12	HAMASSA ALEXIS	Membre ACAGER	74 13 82 26	
13	ASSANA	Membre ACAGER	74 92. 53. 15	
14	Dr. AJJIA ROBERT	Membre ACAGER	96 10 99 38	
15	NGJELLO TCHOULI PROSPER I	Membre ACAGER	94 36 72 39	
16	TCHATCHOUANG J. Paul	ACAGER	77 55 77 60	
17	POUIRA JEAN BODEL	Membre ACAGER	84 42 33 11	
18	DANLADI BELLORO ALEX	Rep. Sous-prefet	78 60 75 64	
19	JOUSSOU Halidou		79 82 76 32	
20	BATCHANOU PEGUY	Membre ACAGER	72 83 93 93	
21	Bour Alex Belaka Joseph	DD MINERAT/MAGE	74 74 34 56	
22	ABDOUL NASSER		76 54 94 64	
23	Moussa Abidjo	A2 Maire Mge	75 88 16 05	
24	AJJA HAMASSIDA Andre	S.G Communes	77 61 08 32	
25	BABA Andre		95 88 28 13	

Annexe 4. Fiche de présence ateliers de formation


ASSOCIATION POUR LA CARTOGRAPHIE ET LA GESTION DES RESSOURCES (ACAGER)
 Conception, Planification, Réalisation et Suivi/Evaluation des Plans de Développement communal et communautaire. Étude, Animation et Formation dans les
 Communautés en zones rurale et urbaine
 Siège Social : Ngaoundéré, BP. 110. Ngaoundéré. Tél. : 99 80 64 83 / 77 63 89 25.
 Récépissé de Déclaration N°002/RDA/H.52/SAAJ.P. E-mail : acagerj@yahoo.com

ÉLABORATION DU PCD DE LA COMMUNE DE MEIGANGA FICHE DE PRÉSENCE

Journée du : 01 Mars 2013

Objet : RESTITUTION DE LA FORMATION AU COPIL d'ACAGER.

N°	Nom et Prénom	Qualité	Contacts	Signature
01	RAMA ABDOUAKAR	COPIL	99 27 21 21	
02	BAGARI EDEA	ALMAIRE MGE	74 66 38	
03	DANLADI BELLFORD Alim	Rep. Sous-préfet	72 60 75 64	
04	KIJA HANNOUDA Andre	S.G COPIL	77 61 00 32	
05	MEHAMBOU KOUAGRA	Membre COPIL	75 74 2 20	
06	Joko Jean Marie	Membre COPIL	98 86 93 38	
07	MOUSSA Abidjo	As Maire	75 88 16 05	
08	SOULDE MOUSSA		79 37 65 82	
09	Dne zeck Nanke	Agent communal	79 18 41 56	
10	BEAONA ZANIA COLETTE	TEMPORAIRE	73 13 89 98	
11	GOPRO CELESTIN II	TEMPORAIRE	76 39 89 87	
12	MBILI ETOUNBI EPE SABABA	Recev Municipal	77 95 87 14	
13	Adamou Jean Claude	Membre COPIL	72-22-17-04	
14	Adoubou Romignal	Agent Etat civil	7831.14.13	
15	Dewa ENDEU	Comptable Mot.	7678.71.77	
16	Princy Olyna	Carde benivole	90 22 31 60	
17	HAMASSA ALEXIS	Membre ACAGER	74 13 82 26	
18	Pouing Jean Bodel	Membre ACAGER	94 42 33 17	
19	Noxuto Tchouli PROSPER. I	Membre ACAGER	94 36 72 39	
20	ASSANA	Membre ACAGER	74 92 53 15	
21	BAOUDOU DOVA Sylvain	— / —	96 23 87 91	
22	TCHATCHOLANG J. PAUL	— / —	77 55 77 60	
23	METANGPAH. BAUDOUIN.	Membre ACAGER	79 94 91 65	
24	Dr ADJIA ROBERT	Membre ACAGER	96 10 99 38	
25	BATCHANOU PEGUY	Membre ACAGER	77 83 93 33	
26	ADAMOU K MARCELLIN	ACD	79 62 24 04	
27	TOUMBAYA TIVE	Chef SC d'Hygiene	77 33 56 65	
28	DOUMBA PAUL	Membre Copil	74 61 44 96	

Annexe 5. Fiche de présence atelier de formation du copil

ASSOCIATION POUR LA CARTOGRAPHIE ET LA GESTION DES RESSOURCES (ACAGER)
 Conception, Planification, Réalisation et Suivi/Évaluation des Plans de Développement communal et communautaire. Étude, Animation et Formation dans les Communautés en zones rurale et urbaine
 Siège Social : Ngaoundéré, BP. 110. Ngaoundéré. Tél. : 99 80 64 83 / 77 63 89 25.
 Récépissé de Déclaration N°002/RDA/H.52/SAAJ.P. E-mail : acagerj@yahoo.com

ATELIER DE LANCEMENT DES ACTIVITES POUR L'ELABORATION DU PCD DE LA COMMUNE DE MEIGANGA **FICHE DE PRÉSENCE**

Journée du : 02 MARS 2013

N°	Nom et Prénom	Qualité	Contacts	Signature
01	FOUAREN Alassane	PRÉFET/MBERE	25624919	
02	BABA André	Rep. Siro petit/MBA	3360680	
03	DOKA Daniel	ANIMATEUR MEIGANGA	99255478	
04	BURMUDA Benjamin	M.1. KOKET MEIGANGA	77818870	
05	DYONO SAMUEL	AZ/PRÉFET/MBERE	77764291	
06	ANGUIKA GILBERT	C-SP/MBERE P.I	77941233	
07	SANAMA HENRI	C-SEC.PUB/MSA	77537986	
08	TCHENEJE JEQUES	J.M.N.HRU	77338222	
09	ONDRAOU SALLI B.	RRPC-PNOR-AD	98498868	
10	EMBOLO Jean Rostand	RRPC-PNOR-AD	98498868	
11	ADJIA Hamadou	S.G/CAPL	77610032	
12	ALIOU PASSANIA	REPI/MSA	77263773	
13	DJOMBASSE BERSALA	CCU/PNOR-AD	98498872	
14	DOUMAM ZERI ANDRE	DD/PUNISSEMENT	94122269	
15	KOUÉ MATHIEU	D/DEPAT/MBERE	77896682	
16	CUSMANOU DANG-LAAY K.	D/DJEC/MBERE	75368610	
17	ADAMOU MATHIEU	MAEB/MBERE	98263648	
18	DJALLO LADDE	DD/PROFF/MBERE	77629841	
19	YOUNGOUA VOUMSOUNA	DD/CAF/MBERE	77575976	
20	ADJAWO MATHIEU	D-D. MINADER	77396481	
21	DAIROU	DD-MINAS	77656148	
22	INDUKAM PHILIPPE	DD/MINESEC	75173437	
23	TCHOUAKET D. NIKO	Rep. Evénement Regional	99216673	
24	DAGO Philippe	AN. MINP/MSA	74143845	
25	HAMBA TOBO Robert	DIRECTEUR RADIO	95996604	
26	SALIHOU MININYAWA	A1/MAREN/GANI	99324052	
27	BATOURE BOUTA Anatole	C. municipal/MSA	79440814	
28	ABOUBAKAR KOMBO	C. M. M. MEIGANGA	78969259	
29	GAMABIKA Jérémie	CISAS-Co Meiganga	74645842	
30	DEWUA ENZO	Membre PCD	76797177	
31	DOUMBA Paul	Membre de COPIL	74614496	
32	TOUMBAYA TIXE	Chf. Sg. d'Hygiène	77335665	
33	MFONGOM BACHIROU	Président de Copil	97-03-83-93	
34	Mme DOKA Bdelle	AFEM	76357314	
35	DILOUÉ MOUSSA	Rep. RM. HGA	79376582	
36	GORO CELESTIN	Agent CMA	76398987	
37	Mouhammadou Abdou Lou	Agent Meiganga	76400907	
38	Adama Jean Claude	Agent CMA	72926704	
39	ALANGA AMINATA	conseillère M.	99386861	
40	KONGO Alain Mandesir	DAL/ADDES	75272097	
41	KOMERI Valérie	DAL/ADDES	7201975	
42	GAWEI ADINGA ARMAND	Technicien Arson	78312378	
43	Mamthe Joseph	Planificateur	3325121	
44	Bakary Yacouba	Animateur ADDES	7909867	
45	NJAOUÉ ANGE	Animateur ADDES	77909045	
46	MOHAMMADOU KOUALINA	membre COPIL	75742820	
47	BEJOMO BELOKO	Artiste	90-90-72-71	
48	BATCHANOU PEGUY	MEMBRE ACAGER	77-83-93-93	

**ATELIER DE LANCEMENT DES ACTIVITES POUR L'ELABORATION DU PCD DE LA
 COMMUNE DE MEIGANGA
 FICHE DE PRÉSENCE**

Journée du : 02 MARS 2013

N°	Nom et Prénom	Qualité	Contacts	Signature
49	MEIANGPAH BALDWIN	Membre ACAGER	79 94 95 47	
50	NDJEUO TCHOULI PROSPER	Membre ACAGER	94 36 72 33	
51	PAUIRA JEAN BODEL	Membre ACAGER	94 42 33 11	
52	ASSANA	Membre ACAGER	74 92 53 15	
53	Nkoumo alda batrice	SAE palatine	75 20 75 16	
54	OUHAROU Alfred	S/P PZP	75 37 28 59	
55	TCHOISOUB IWEH	Président ACAGER	75 57 53 87	
56	ADOUO DOVA Sylvain	Conseiller ACAGER	96 23 87 77	
57	TCHATCHOUANG J. POLI	Membre ACAGER	96 04 60 08	
58	WACHOU RICHARD	DOUOUL/MBELZ	77 86 27 70	
59	ADAMOU MATHIAS	Participant	74 14 28 98	
60	Aouou homamal	Agent Etat Civil	79 31 14 13	
61	Mohamadou	Agent MINERPE	77 55 81 16	
62	PRIMA AMOURABLE	Coop	79 37 71 81	
63	ANITHA NOELLE JANSI	ACF DIR	96 45 22 46	
64	DJOKO Michel	ACUON DIR	97 24 24 14	
65	BOUBA HARMANAN B	ACD DIR	97 45 54 73	
66	Namondan Abba	Co U. Xuhouy	96 87 50 24	
67	Oumarou Abdoulahi	Sq Mami Grouy	94 99 36 00	
68				
69				
70				
71				
72				
73				
74				
75				
76				
77				
78				
79				
80				

Annexe 6. Liste des membres de L'ACAGER

Nom, Prénom	Qualification	Poste
1. AOUDOU DOUA Sylvain	Docteur en Géographie (Bac +8)	Chef d'Equipe 1
2. ASSANA	DEA en Sciences Politiques (Bac +5)	Chef d'Equipe 2
3. TCHATCHOUANG JEAN-PAUL	MASTER II (Bac +4)	A1 : Animateur
4. POUÏRA Jean Bodel	Master en Géographie, (Bac +5)	A2 : Animateur
5. METAMPAH Baudouin	MASTER II en Comptabilité - Contrôle - Audit (BAC + 5)	A3 : Animateur
6. HAMDJA NGONIRI Alexis	MASTER II Professionnel de Géomatique (Bac +5)	A4 : Animateur
7. SODEA HAÏTO Daniel	DIPES II (Bac + 8)	A5 : Animateur
8. NDJEUTO TCHOULI Prosper Innocent	MASTER I en Géographie, (Bac +5)	A6 : Animateur
9. BELOKO BOURDIER	LICENCE en Droit, (Bac + 3)	A7 : Animateur
10. FANY DADY LANDRY	Informaticien, MASTER (Bac + 2)	A8 : Animateur
11. NOTSA NGANDJOU F. Fabrice	DIPES II (BAC + 6)	Secrétaire-Archiviste
12. MOUSSA ZOMO	Agent Technique Supérieur des Eaux et Forêts	
13. TCHOTSOUA Michel	Professeur, Docteur. HDR de Géographie / Géomatique (Bac +12)	Coordonnateur

Remerciements de l'ACAGER

En tant qu'outil d'analyse participative des situations structurelle, organisationnelle et opérationnelle de la Commune, le PCD sur la base d'une évaluation, a pour objectif d'identifier les principaux projets nécessaires à l'amélioration de l'efficacité et de la qualité des services fournis par la Commune à ses populations et ainsi de dégager le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) et le Plan d'Investissement Annuel (PIA). Ainsi défini et perçu à l'exemple du PCD de la Commune de Meiganga que nous avons réalisé, s'il y a un domaine d'activité où l'approximatif est toléré, ce n'est certainement pas celui de l'élaboration et de la mise en œuvre du PCD. ACAGER apprécie les efforts de tous les intervenants pour éliminer le maximum d'erreurs. Elle remercie très sincèrement les autorités administratives et communales qui lui ont fait confiance et collaboré afin que l'actualisation de ce PCD soit effective. Elle remercie aussi tous les étudiants de l'Université de Ngaoundéré et les personnes ressources qui ont participé à la collecte des données, à leur dépouillement et à leur analyse. Elle remercie enfin tous les sectoriels et les populations qui ont bien voulu lui accorder leur précieux temps pour les entretiens et enquêtes. "*Aucune Nation ne naît grande. Les grandes Nations sont l'œuvre de leurs citoyens*" Martin Luther King.

Pour l'ACAGER

Table de matières

<i>Résumé</i>	<i>III</i>
<i>Sigles et abréviations</i>	<i>VIII</i>
<i>Liste des figures</i>	<i>IX</i>
<i>Liste des photos</i>	<i>IX</i>
<i>Liste des tableaux</i>	<i>IX</i>
<i>Fiche signalétique de la Commune</i>	<i>XIII</i>
1. INTRODUCTION	1
1.1. Contexte et justification	2
1.2. Objectifs du PCD	3
1.2.1. Objectif global	3
1.2.2. Objectifs spécifiques	3
1.2.3. Structure du document	3
2. MÉTHODOLOGIE	4
2.1. Préparation de l'ensemble du processus	6
2.1.1. Préparation pédagogique	6
2.1.2. Préparation administrative	6
2.2. Collecte des informations et traitement	6
2.2.1. Diagnostic de l'Institution Communale (DIC)	6
2.2.2. Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC)	6
2.2.3. Diagnostic participatif niveau village (DPNV)	7
2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie	7
2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation	8
2.4.1. Cérémonie d'ouverture	9
2.4.2. Présentation de la méthodologie de la planification	9
2.4.3. Restitution des différents diagnostics	9
2.4.4. Elaboration du plan stratégique	9
2.4.5. Présentation des ressources mobilisables	9
2.4.6. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif	9
2.4.7. Mécanisme de révision du PCD et de préparation du PIA	11
Une fois achevée, cette programmation est partagée avec l'ensemble des personnes concernées et publiée pour information au grand public. De cette programmation annuelle, se déclinent des programmations semestrielle, trimestrielle et mensuelle.	11
3. RÉSULTATS DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF	12
3.1. Monographie	13
3.1.1. Localisation de la Commune de Meiganga	13
3.1.2. Milieu biophysique	14
3.1.2.1. Relief	14
3.1.2.2. Climat	14
3.1.2.3. Sols	15
3.1.2.4. Hydrographie	15
3.1.2.5. Végétation et faune	15
3.1.3. Atouts, potentialités et contraintes du milieu biophysique	15
3.1.4. Milieu socio-économique	16
3.1.4.1. Bref historique de la création et de l'installation de la Commune	16
3.1.4.2. Groupes ethniques et relations interethniques	18
3.1.4.3. Taille et structure de la population et infrastructures socio-économiques	19
3.1.4.4. Caractérisation des populations vulnérables	19
3.1.4.5. La crise centrafricaine et les réfugiés dans la Commune de Meiganga	22
3.1.4.6. Acteurs du développement local	23

3.1.4.7.	Activités économiques _____	24
3.1.4.8.	Organisation sociale _____	25
3.1.4.9.	Religion _____	26
3.1.3.1.	Atouts, potentialités et contraintes du milieu socio-économique _____	26
3.2.	Synthèse du Diagnostic de l'Institution communale (DIC) _____	27
3.2.1.	Ressources humaines _____	27
3.2.1.1.	Forces et faiblesses _____	27
3.2.1.2.	Axes de renforcement _____	28
3.2.2.	Ressources financières _____	28
3.2.2.1.	Forces faiblesses/opportunités et menaces _____	28
3.2.2.2.	Axes de renforcement de capacités de gestion des ressources financières _____	29
3.2.3.	Patrimoine communal _____	32
3.2.3.1.	Forces, faiblesses/opportunités-menaces _____	32
3.2.3.2.	Axes prioritaires d'action _____	33
3.2.4.	Gestion des relations _____	33
3.2.4.1.	Forces et faiblesses de la gestion des relations _____	33
3.2.4.2.	Axes de renforcement _____	35
3.3.	Situation de référence et analyse par secteur _____	35
3.4.	Situation de référence et analyse par secteur _____	35
3.4.1.	Éducation de base _____	35
3.4.1.1.	Situation de référence _____	35
3.4.1.2.	Analyse des problèmes liés au secteur de l'éducation de base (Tableau 15) _____	42
3.4.2.	Enseignement secondaire _____	44
3.4.2.1.	Situation de référence _____	44
3.4.2.2.	Analyse des problèmes liés au secteur de l'enseignement secondaire (Tableau 22) _____	50
3.4.3.	Enseignement supérieur _____	52
3.4.3.1.	Situation de référence _____	52
3.4.3.2.	Analyse des problèmes liés à l'enseignement supérieur (Tableau 23) _____	53
3.4.4.	Recherche scientifique et innovation _____	53
3.4.4.1.	Situation de référence _____	53
3.4.4.2.	Analyse des problèmes _____	54
3.4.5.	Santé _____	54
3.4.5.1.	Situation de référence _____	54
3.4.5.2.	Analyse des problèmes du secteur de la santé (Tableau 30)° _____	61
3.4.6.	Travail et sécurité sociale _____	63
3.4.6.1.	Situation de référence _____	63
3.4.6.2.	Analyse des problèmes du secteur du travail et de la sécurité sociale (Tableau 31) _____	63
3.4.7.	Emploi et formation professionnelle _____	64
3.4.7.1.	Situation de référence _____	64
3.4.7.2.	Analyse des problèmes liés au secteur de l'emploi et de la formation professionnelle (Tableau 36)	66
3.4.8.	Affaires sociales _____	67
3.4.8.1.	Situation de référence _____	67
3.4.8.2.	Analyse des problèmes liés au secteur des affaires sociales (Tableau 38) _____	69
3.4.9.	Promotion de la femme et de la famille _____	70
3.4.9.1.	Situation de référence _____	70
3.4.9.2.	Analyse des problèmes du secteur du MINPROFF (Tableau 39) _____	73
3.4.10.	Communication _____	74
3.4.10.1.	Situation de référence _____	74
3.4.10.2.	Analyse des problèmes liés au secteur des communications (Tableau 41) _____	76
3.4.11.	Culture _____	76
3.4.11.1.	Situation de référence _____	76
3.4.11.2.	Analyse des problèmes dans le secteur de la culture (Tableau 42) _____	77
3.4.12.	Jeunesse et Éducation civique _____	77
3.4.12.1.	Situation de référence _____	77
3.4.12.2.	Analyse des problèmes du secteur de la jeunesse et de l'Éducation Civique (Tableau 44) _____	78
3.4.13.	Sports et Éducation physique _____	79
3.4.13.1.	Situation de référence _____	79
3.4.13.2.	Analyse des problèmes du secteur des sports et de l'éducation physique (Tableau 44) _____	80
3.4.14.	Postes et télécommunications _____	80

3.4.14.1.	Situation de référence _____	80
3.4.14.2.	Analyse des problèmes liés au secteur des postes (Tableau 45) _____	81
3.4.15.	Travaux publics _____	82
3.4.15.1.	Situation de référence _____	82
3.4.15.2.	Analyse des problèmes liés au secteur des travaux publics (Tableau 47) _____	85
3.4.16.	Transports _____	85
3.4.16.1.	Situation de référence _____	85
3.4.16.2.	Analyse des problèmes liés au secteur des transports (Tableau 49) _____	86
3.4.17.	Eau et Énergie _____	86
3.4.17.1.	Situation de référence _____	86
3.4.17.2.	Analyse des problèmes du secteur du MINEE (Tableau 53) _____	92
3.4.18.	Habitat et Développement urbain _____	93
3.4.18.1.	Situation de référence _____	93
3.4.18.2.	Analyse des problèmes liés au secteur de l'Habitat et du développement urbain (Tableau 54) _____	98
3.4.19.	Domaines, Cadastre et affaires foncières _____	98
3.4.19.1.	État des lieux _____	98
3.4.19.2.	Analyse des problèmes liés au secteur des domaines et affaires foncières (Tableau 55) _____	99
3.4.20.	Industrie, mines et développement technologique _____	99
3.4.20.1.	Situation de référence _____	99
3.4.20.2.	Analyse des problèmes liés au secteur de l'industrie, des mines et du développement technologique (Tableau 57) _____	101
3.4.21.	Commerce _____	101
3.4.21.1.	Situation de référence _____	101
3.4.21.2.	Analyse des problèmes liés au secteur du commerce (Tableau 59) _____	106
3.4.22.	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat _____	106
3.4.22.1.	Situation de référence _____	106
3.4.22.2.	Analyse des problèmes liés au secteur des petites et moyennes entreprises (Tableau 60) _____	108
3.4.23.	Tourisme et loisirs _____	109
3.4.23.1.	Situation de référence _____	109
3.4.23.2.	Analyse des problèmes liés au secteur tourisme et loisirs (Tableau 63) _____	111
3.4.24.	Agriculture et développement rural _____	112
3.4.24.1.	Situation de référence _____	112
3.4.24.2.	Analyse des problèmes du secteur de l'agriculture (Tableau 66) _____	116
3.4.25.	Élevage, pêche et industries animales _____	117
3.4.25.1.	Situation de référence _____	117
3.4.25.2.	Analyse des problèmes liés au secteur de l'élevage des pêches et industries animales (Tableau 68) _____	122
3.4.26.	Forêt et faune _____	123
3.4.26.1.	Situation de référence _____	123
3.4.26.2.	Analyse des problèmes liés au secteur des forêts et de la faune (Tableau 69) _____	124
3.4.27.	Environnement, protection de la nature et du développement durable _____	124
3.4.27.1.	Situation de référence _____	124
3.4.27.2.	Analyse des problèmes du secteur de l'environnement et de la protection de la nature (Tableau 70). _____	126
3.4.28.	Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre _____	127
3.4.28.1.	Situation de référence _____	127
3.4.28.2.	Analyse des problèmes du secteur de l'Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre (Tableau 71) _____	128
3.5.	Principales potentialités et ressources de la commune _____	129
3.6.	Synthèse des données sur les changements climatiques _____	132
3.7.	Situation de la petite enfance _____	134
3.8.	Développement de l'Économie locale _____	136
4.	PLANIFICATION STRATEGIQUE _____	138
4.1.	Vision et objectifs du PCD _____	139
4.2.	Cadres logiques par centre d'intérêt et secteur spécifique _____	140
4.2.1.	Cadre logique de l'Institution Communale _____	140
4.2.2.	Éducation de base _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.3.	Enseignements secondaires _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.4.	Enseignements supérieurs _____	Erreur ! Signet non défini.

4.2.5.	Recherche scientifique et de l'Innovation _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.6.	Sante Publique _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.7.	Travail et sécurité sociale _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.8.	Emploi et formation professionnelle _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.9.	Affaires sociales _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.10.	Promotion de la Femme et de la Famille _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.11.	Communication _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.12.	Culture _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.13.	Jeunesse et Éducation civique _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.14.	Sport et Éducation Physique _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.15.	Poste et télécommunication _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.16.	Travaux publics _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.17.	Transport _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.18.	Eau et Énergie _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.19.	Développement urbain et habitat _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.20.	Domaine, Cadastre et affaires foncières _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.21.	Industries, mines et développement technologique _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.22.	Commerce _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.23.	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.24.	Tourisme et Loisir _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.25.	Agriculture et développement rural _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.26.	Élevage pêche et industries animales _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.27.	Forêt et faune _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.28.	Environnement et protection de la nature et développement durable _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.29.	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.30.	Centre d'intérêt n°2 : Petite enfance _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.2.	Objectifs spécifiques _____	Erreur ! Signet non défini.
4.2.31.	Centre d'intérêt N° 3. Développement de l'économie locale _____	213
4.3.	Récapitulatif des couts estimatifs du PCD _____	217
4.4.	Esquisse du plan d'utilisation et de gestion durable de terres (PUGDT) _____	218
5.	PROGRAMMATION _____	219
5.1.	Fiche de synthèse des microprojets prioritaires de la Commune _____	220
5.2.	Mobilisation des ressources _____	243
5.2.1.	Ressources mobilisables et échéances _____	243
5.3.	Cadre de dépense à moyen terme (CDMT) des projets prioritaires _____	243
5.3.1.	Coûts estimatifs du CDMT _____	250
5.3.2.	Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT _____	250
5.3.3.	Principaux impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables _____	251
5.3.4.	Plan sommaire de gestion environnementale et sociale _____	255
5.4.	Aménagement de l'espace urbain (POS, Zonage) _____	255
5.5.	Plan d'investissement annuel (PIA) _____	256
5.5.1.	Programmation annuelle des projets prioritaires (première année) _____	256
5.5.2.	Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables (le cas échéant) _____	271
5.5.3.	Cadre sommaire de gestion environnementale du PIA _____	272
5.5.3.1.	Principaux impacts environnementaux potentiels _____	272
5.5.3.2.	Principaux impacts sociaux potentiels _____	274
5.5.3.3.	Plan simplifié de gestion de l'environnement et sociale (PIA) _____	277
5.5.4.	Budget annuel opérationnel du PIA _____	295
5.6.	Plan de passation des marchés _____	296
6.	MÉCANISME DE SUIVI-ÉVALUATION _____	306
6.1.	Composition, attribution du comité de Pilotage du PCD _____	307
6.1.1.	Composition du comité de suivi-évaluation _____	307
6.1.2.	Attributions des membres du comité de suivi-évaluation _____	307
6.1.3.	Noms et attributs des membres du CCSE du PCD _____	308
6.1.4.	Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA, et au PS) _____	308
6.1.5.	Dispositif, outils et fréquence de suivi _____	314
6.1.6.	Mécanisme de révision du PCD et de préparation du PIA _____	315

7. PLAN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD	316
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	320
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	322
ANNEXE	326
APPROBATION	340

APPROBATION

Le Maire de la Commune de Meiganga

Le Délégué Départemental du MINEPAT

Le Préfet du Département du Mbéré
